Le Monde

55e ANNÉE – N° 16865 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

VENDREDI 16 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE DES LIVRES

■ Au pays de la peur : quatre romans d'Algérie



Les morts de la guerre



DYLAN MARTINEZ/REUTERS

Des rescapés de la colonne de réfugiés bombardée mercredi 14 avril atteignent la frontière albanaise.

■ Réfugiés bombardés sur la route à Djakovica : l'OTAN n'exclut pas d'être responsable

■ L'Union européenne s'appuie sur l'ONU

■ Au Monténégro, paroles d'opposants serbes

■ Au Kosovo, une colonne de l'UCK en enfer

Lire pages 4 à 7, 10 et le reportage de Rémy Ourdan page 16

L'Algérie vote pour un candidat unique

- Six des sept candidats à l'élection présidentielle se sont retirés du scrutin
- Incarnant la diversité de l'opinion algérienne, ils dénoncent des « fraudes massives »
- Considéré comme le candidat du pouvoir et de l'armée, Abdelaziz Bouteflika reste seul en lice

À LA VEILLE du vote, jeudi 15 avril, pour l'élection du nouveau président algérien, six des sept candidats en lice ont annoncé leur retrait du scrutin, invoquant l'existence de *« fraudes massives »* dans les premières opérations de vote. Il s'agit des trois principaux adversaires d'Abdelaziz Bouteflika, considéré comme le « candidat du pouvoir » – Mouloud Hamrouche (réformateur), Ahmed Taleb Ibrahimi (nationaliste islamique, qui bénéficiait du soutien du FIS) et Hocine Aït Ahmed (opposant historique du FFS) –, ainsi que de Youcef El Khateb (héros de la guerre d'indépendance), Mokdad Sifi (ancien premier ministre du président Zeroual) et l'islamiste Abdallah Djaballah.

Ils ont déclaré, dans un communiqué commun : *« Nous enregistrons la persistance du pouvoir à dénier aux citoyennes et aux citoyens leur droit de décider de leur avenir et de choisir leur président, et nous le rendons responsable de ce qui en découle. (...) Nous décidons notre retrait collectif de l'élection présidentielle et la non-reconnaissance de la légitimité des résultats de ce scrutin, et nous appelons à cet effet au retrait de nos représentants dans les bureaux et centres de vote et dans les commissions de surveillance à tous les niveaux. »*



Prenant *« à témoin »* le peuple algérien, le chef de l'Etat démissionnaire, Liamine Zeroual, a annoncé mercredi, dans une allocution télévisée, le maintien du scrutin présidentiel. *« Je puis vous assurer,* a-t-il déclaré, *que ces élections se tiendront dans des conditions de transparence, d'équité et d'ouverture. »* Le retrait des six candidats est un *« non-événement »*, ont jugé des proches de M. Bouteflika, qui est désormais assuré de l'emporter au premier tour du scrutin. La seule inconnue réside dans le taux de participation (qui s'annonce très bas en France, où le vote a commencé samedi 10 avril).

Vendredi 16, une marche devrait être organisée à Alger à l'initiative des candidats qui se sont retirés.

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 19

Vrais ministres et demi-maires

IL N'Y AURA PAS de ministres *« à temps partiel »*, avait promis Lionel Jospin pendant la campagne des législatives de 1997. En vertu de ce principe, le premier ministre a demandé aux membres de son gouvernement qui étaient maires d'abandonner leur mandat. Presque tous l'ont fait. Mais presque tous sont devenus des premiers adjoints très présents, voire des maires *de facto*. Rares sont ceux qui, comme Catherine Trautmann à Strasbourg, sont redevenus simples conseillers municipaux. A Matignon, on affirme néanmoins que les exigences du premier ministre *« n'ont pas fléchi »*.

Lire page 15

Drogue, viols, coups de feu : la série culte des jeunes Sud-Africains

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Un professeur qui se fait tirer dessus à bout portant dans sa classe, une lycéenne violée en toute impunité, des élèves qui vendent de la drogue avec la complicité d'un proviseur corrompu : c'est le quotidien d'une école sud-africaine noire décrit dans « Yizo Yizo », le feuilleton culte de la jeunesse des townships. Diffusée tous les mercredis soirs sur SABC 1, la première chaîne de télévision publique, la série est devenue en quelques semaines un véritable phénomène de société pour une génération post-apartheid en mal de repères face à la violence et au chômage. En moins de trois mois, « Yizo Yizo » (« C'est comme ça ») a pulvérisé tous les records d'audience pour devenir le programme le plus regardé de la télévision sud-africaine avec près de deux millions de téléspectateurs par diffusion. Lors de l'équivalent sud-africain des 7 d'or, le feuilleton a remporté cinq récompenses, dont celle de la meilleure fiction.

Les sinistres exploits de Papa Action, un des voyous vedettes de la série, en ont fait un des héros les plus populaires du petit écran, au point que l'acteur qui l'incarne ne peut plus se déplacer sans se faire accoster dans la rue. Inspirée par le succès du feuilleton, une bande de délinquants qui sévit dans les environs de Johannesburg se fait désormais appeler le « Yizo Yizo gang ».

Au grand dam des professeurs et des parents, la « Yizomania » a aussi gagné les écoles. Un élève a ainsi reconnu avoir forcé un de ses petits camarades à mettre la tête dans la cuvette des toilettes avant de tirer la chasse, pour le seul plaisir de reproduire une des scènes du feuilleton. Dans la même veine, d'autres élèves auraient saccagé une classe et essayé d'y mettre le feu au cri de « Yizo Yizo ! ». Ces incidents, montés en épingle par la presse à sensations, ont déclenché une polémique sur le mauvais exemple donné par la série à la jeunesse sud-africaine. Les derniers épisodes ont pourtant introduit une dose de « politiquement correct ».

Le proviseur corrompu a été remplacé par une directrice dynamique et efficace, bien décidée à rétablir l'ordre. Mais la controverse a d'ores et déjà pris l'ampleur d'un débat national, tribunes dans les journaux et talk-shows à la télévision. Accusés d'inciter les jeunes à la violence et de faire preuve d'une complaisance malsaine, les producteurs de « Yizo Yizo » défendent, au contraire, les vertus pédagogiques de la série.

Selon eux, il s'agit de faire prendre conscience d'une réalité qui existe bel et bien, celle d'une école des townships laissée à l'abandon sous l'apartheid et qui peine à surmonter le manque de moyens et la violence héritée du régime de ségrégation raciale. Même si le feuilleton force quelque peu le trait, les chiffres d'audience montrent bien qu'il touche juste et que la jeunesse noire s'y reconnaît. Lors d'un débat au Parlement, le ministre de l'éducation a d'ailleurs pris la défense de « Yizo Yizo » en estimant qu'il s'agissait d'un *« excellent programme »*.

Frédéric Chambon

■ Pinochet : un pas vers l'extradition

Le ministre britannique de l'intérieur a donné, jeudi 15 avril, son feu vert à la poursuite de la procédure d'extradition de Pinochet vers l'Espagne. p. 38 et la chronique de Pierre Georges

■ M. Allègre recule sur les heures sup

Le ministre de l'éducation nationale est revenu, jeudi 15 avril, sur la baisse de la rémunération des heures supplémentaires annuelles, qui avait nourri la colère des enseignants. p. 14

■ Les 35 heures en référendum

Les projets d'accord sur les 35 heures font de plus en plus l'objet de consultations directes des salariés. p. 22

■ Les pompiers en colère

Les pompiers supportent mal d'être pris pour cible, notamment par les jeunes, lors de leurs interventions dans les quartiers sensibles. p. 12

■ La folie sushi

Les restaurants japonais se multiplient et le poisson cru fait son apparition dans les grandes surfaces. p. 30

■ Menaces sur les sports de salle

La réduction programmée des subventions pourrait mettre en péril de nombreux clubs professionnels, notamment pour des disciplines qui ont peu accès à la télévision. p. 29

La DJ de Brooklyn



MUTAMASSIK

SON SURNOM signifie « main de fer ». A Brooklyn, Mutamassik, de son vrai nom Giulia Loli, est devenue le symbole d'une nouvelle génération de femmes DJ. Cette Américano-Italo-Egyptienne se produira vendredi 16 avril au Printemps de Bourges.

Lire page 33

POINT DE VUE

Face à Milosevic, un an de retard

par Felipe Gonzalez

PENDANT dix ans, Milosevic a été à la fois l'origine et la « solution » de toutes les crises dramatiques qui ont dévasté l'ex-République fédérale de Yougoslavie. Il en est le premier responsable, même s'il n'en est pas l'unique, car il a été largement accompagné par le nationalisme exacerbé des autres dirigeants connus, croates ou musulmans. Le responsable de la tragédie de sa propre communauté, la communauté serbe, entraînée dans la démence de la guerre en Bosnie et au Kosovo.

Il a appris à transformer les déroutes en nouveaux sursis pour survivre à n'importe quel prix. Il a compris qu'en provoquant crise grave après crise grave il peut apparaître, au yeux de la communauté internationale, comme l'interlocuteur *ès qualités* qui permettra toujours de sortir de chacune. Quand le communisme n'a plus été rentable, il a changé son discours pour celui du nationalisme, qui homogénéise et exclut toute minorité, en écrasant au passage toute tentative de démocratie chez les Serbes.

Depuis dix ans, nous n'avons pas voulu dire clairement que le problème est Milosevic et que la solution ne peut en aucun cas passer par lui. Je vois les déclarations de Kofi Annan et je n'ai d'autre solution que d'adhérer pleinement à sa position. Mais deux doutes m'assiègent, ou plutôt deux convictions nées de l'expérience. Ou bien Milosevic acceptera la proposition si cela lui permet de survivre encore en se transformant en interlocuteur, ou bien il la refusera si cela lui permet de parvenir au même résultat : durer.

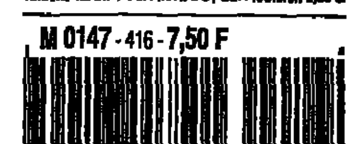
Je comprends le secrétaire général et ses efforts pour trouver une issue – ou un début d'issue – par l'ONU qui inclue les Russes, aussi fatigués de Milosevic que lui.

Lire la suite page 18

Felipe Gonzalez *est ancien président du gouvernement espagnol.*

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 416 - 7,50 F



ALGÉRIE Le vote pour l'élection du successeur du président Zeroual a commencé jeudi 15 avril à 8 heures. Le résultat devrait être connu dans la nuit de jeudi à vendredi. ● LA VEILLE, six des sept candidats avaient annoncé leur retrait de la compétition, dénonçant les *« fraudes »* relevées dans les bureaux de vote itinérants et spéciaux destinés aux populations nomades et aux forces armées, au profit, selon eux, de l'élection d'Abdelaziz Bouteflika, considéré comme le *« candidat du pouvoir »*, qui reste désormais seul en lice. ● UNE MARCHE de protestation devrait être organisée, vendredi après-midi à Alger, par divers partis de l'opposition. ● *« NOUS AVONS fait savoir que des élections libres et justes étaient un élément décisif du processus de réformes politiques en Algérie »*, a déclaré mercredi le département d'Etat américain. *(Lire aussi notre éditorial page 19.)*

Le retrait de six candidats entache la légitimité de l'élection présidentielle

MM. Ahmed Taleb Ibrahimi, Mouloud Hamrouche et Hocine Aït Ahmed ont justifié leur décision par l'existence de « fraudes massives ». Resté seul candidat déclaré, Abdelaziz Bouteflika devrait être élu dès le premier tour qui a lieu ce jeudi 15 avril

LES BUREAUX de vote ont normalement ouvert, jeudi 15 avril à 8 heures, sur l'ensemble du territoire algérien mais dans un contexte inédit puisque six des sept *« présidentiables »* ont retiré collectivement leur candidature, mercredi après-midi en raison des *« fraudes »* observées, selon eux, dans les bureaux de vote déjà ouverts au Sahara et, surtout, dans les casernes. Ces manipulations bénéficieraient à Abdelaziz Bouteflika, considéré comme *« le candidat du pouvoir »*.

La Constitution ne prévoyant pas le cas de figure d'un désistement de dernière minute, les quelque 18 millions d'électeurs auront donc toujours sept bulletins différents à leur disposition mais un seul candidat véritable, M. Bouteflika. L'élection, dès le premier tour, de l'ancien ministre des affaires étrangères de Boumediène, candidat unique dans les faits, ne fait donc plus guère de doute. Comme dans les années Boumediène, la seule inconnue du scrutin, dont les résultats devraient être connus dans la nuit de jeudi à vendredi, réside dans le taux de participation.

La crise couvait en fait depuis mardi lorsque quatre candidats (le socialiste Hocine Aït Ahmed, le réformateur Mouloud Hamrouche, Ahmed Taleb Ibrahimi, soutenu par l'ex-Front islamique du salut, et l'islamiste Abdallah Djaballah) dénoncèrent dans un texte commun, et exemples à l'appui *(lire ci-dessous) « la volonté du pouvoir de procéder à une fraude massive du scrutin »*.

UNE DOUBLE DEMANDE

Le lendemain, les accusations se faisaient plus précises et deux candidats supplémentaires les reprenaient à leur compte : Youcef El Khateb, un héros de la guerre d'indépendance, et, plus inattendu, Mokdad Sifi, un ancien premier ministre du président Zeroual. *« Une opération de fraude* [a] *commencé* [malgré] *les garanties et les engagements donnés par la présidence de la République et le chef d'Etat-major de l'armée* [le général Mohamed Lamari] », affirmaient-ils. Elle concernait, selon eux, les bureaux de vote itinérants (destinés aux populations nomades du Sahara), ouverts depuis lundi, et, à une échelle plus vaste, les bureaux de vote spéciaux, ouverts mardi dans les casernes pour les forces armées (ainsi que la gendarmerie, la police).

Le constat du « groupe des six » s'accompagnait d'une double demande : l'annulation de ces premières opérations de vote (mais pas de celles en cours à l'étranger) et une rencontre avec le président Zeroual. Les candidats décideraient ensuite d'une *« position finale »* sur l'attitude à adopter. Les rumeurs d'un retrait collectif commençaient à prendre consistance.

Le chef de l'Etat a pris la menace à la légère. *« Les candidats disposant légalement de tous les moyens leur permettant de faire valoir et de défendre leurs droits, la demande d'audience sollicitée* [...] *est manifestement sans objet »*, faisait valoir un communiqué publié par la présidence, mercredi en fin de matinée. Même son de cloche au ministère de l'intérieur, où l'on rejetait *« catégoriquement »* les allégations des contestataires. Toute fraude sera *« sanctionnée »*, a dit et répété le ministre, Abdelmalek Sellal. La démarche des six, selon le ministère de l'intérieur, a pour objectif de *« semer le doute sur l'attitude des responsables gouvernementaux, d'induire en erreur l'opinion publique et de porter un coup à une élection qui se déroulera dans l'ordre et la transparence »*.

UN « NON-ÉVÈNEMENT »

C'était aller un peu vite en besogne. Car quelques heures plus tard, à l'issue d'une réunion au siège du Front des forces socialistes (FFS) où ne manquait que M. Aït Ahmed (qui se remet en Suisse d'une malaise cardiaque), les six mettaient leur menace à exécution en annonçant leur *« retrait collectif »* ainsi que *« la non reconnaissance de la légitimité des résultats »*. A la surprise générale, même M. Sifi – membre dirigeant du Rassemblement national démocratique (RND), le parti du président Zeroual – signait le texte. La crise venait d'éclater. L'Algérie était en train de vivre un étrange coup d'Etat renversé.

Dans le quartier chic de Hydra, au siège de la permanence de M. Bouteflika – à deux pas du QG de campagne du FFS –, tout était calme après l'annonce de cette *« désertion »* générale. Il faudra attendre quelques heures avant que l'équipe de l'ancien chef de la diplomatie réagisse au désistement des autres candidats. C'est un *« non-événement »*, affirme un proche de M. Bouteflika.

Un *« non-événement »* qui va pourtant amener le chef de l'Etat à intervenir à la télévision nationale à 20 heures. Pour annoncer quoi ? Une annulation du scrutin ? Son report ? Son maintien ? Interrogé par la presse, le réformateur Mouloud Hamrouche conseillait au président Zeroual de reporter le scrutin. *« A partir du moment où les candidats ont décidé de se retirer, il n'y a plus de compétition et donc plus d'élection »*, expliquait l'ancien premier ministre. Mieux valait donc un nouveau scrutin. *« On demandera d'autres garanties, on proposera d'autres mécanismes de contrôle pour permettre à la population de s'exprimer librement et de choisir librement son président »*, expliquait-il.

Ce ne sera pas l'option retenue par le chef de l'Etat – et les militaires qui dirigent le pays. Les traits figés, s'exprimant d'un ton ferme, le président Zeroual, en une petite dizaine de minutes, va annoncer que tout continue comme si de rien n'était. *« Ces élections se tiendront dans des conditions de transparence, d'équité et d'ouverture* [...]. *J'ai décidé que le processus suivra son cours jusqu'au parachèvement de toutes ses phases »*, martèle-t-il avant d'appeler les Algériens à aller voter *« en force »* jeudi.

Suivront-ils la consigne présidentielle ? Jeudi matin, à l'ouverture du scrutin, les bureaux de vote de la capitale étaient quasi déserts. Les rues d'Alger ne devraient pas l'être, en revanche, vendredi pour la marche organisée par les candidats qui se sont retirés de la compétition.

J.-P. T.

A Alger : « Le pouvoir ne pourra pas imposer ce qu'il veut sans véritable résistance »

TRÈS TÔT dans la journée de mercredi, le siège du Front des forces socialistes (FFS) est grouillant d'animation. Des dizaines de militants du parti de Hocine Aït Ahmed sont là, mêlés à la presse algérienne et étrangère. Des voitures individuelles et des bus collectifs arrivent, chargés d'hommes en colère. Un vieil homme demande à voir un responsable. Il proteste : *« Dans le bureau de vote, ils ont laissé rentrer le représentant de MSP* [Mouvement de la société pour la paix, islamiste, progouvernemental], *du FLN et d'Ennahda. Moi, ils m'ont dit que mon nom ne figurait pas sur la liste. »* Des cadres du FFS enregistrent les récits et rédigent les rapports. Des jeunes n'y vont pas par quatre chemins pour dire toute leur haine pour ce *« régime de dictature »*.

On évoque un possible retrait des candidats, à commencer par celui de Mokdad Sifi. C'était déjà une énorme surprise de l'avoir retrouvé la veille avec les cinq autres candidats qui, eux, avaient fait de la question de la *« fraude »* un de leurs principaux axes de campagne. Le compter dans une rébellion déclarée au pouvoir provoque l'incrédulité.

A 11 h 30, au PC de campagne de Mouloud Hamrouche, le candidat réformateur, l'atmosphère est au combat. Les partisans de l'ancien chef de gouvernement dénoncent la fraude et estiment que les autres candidats ne doivent pas la cautionner. Mouloud Hamrouche est très critique à l'encontre du système, sans pour autant annoncer son retrait de la course.

Retour au siège du FFS, devenu quartier général de la contestation. Les militants ont continué d'affluer pour apporter les *« preuves de la fraude »*. Vers 13 h 30, arrivent les *« présidentiables »*. La rumeur court : *« Sifi ne viendra probablement pas. »* Pourtant, à 14 h 30, il est là avec les autres.

« LA FIN DE QUELQUE CHOSE »

Les candidats montent sur l'estrade. L'islamiste Abdallah Djaballah lit le communiqué du retrait en langue arabe et Djamel Zenati, directeur de campagne du FFS, la version française. Les journalistes algériens applaudissent sous les yeux surpris des militants et des partisans des autres candidats. *« Pour la première fois, on a le sentiment que le pouvoir ne pourra pas imposer ce qu'il veut sans véritable résistance »*, dit un journaliste. Quelqu'un remarque que, Aït Ahmed mis à part, les cinq autres candidats sont tous issus du système contre lequel ils se rebellent. *« C'est bien la fin de quelque chose. Et c'est tout un symbole de les retrouver chez le plus ancien opposant au pouvoir militaire »*, dit un participant.

M'hamed Yazid, vieux routier du mouvement national, est très entouré. Malgré son âge, il s'était engagé avec vigueur dans la campagne en faveur de Mouloud Hamrouche. Il a repris sa plume pour pourfendre le système. On lui doit déjà le concept de *« cabinet noir »* à la tête du pays, qui vient s'ajouter à celui très en vogue de *« mafia politico-financière »*. Yazid défend l'option du retrait, retrouve des airs du révolutionnaire de jeunesse : *« Si la démocratie ne vient pas par les urnes, elle sera prise en charge par la rue. »*

Pendant ce temps, la télévision algérienne a diffusé en boucle une bande-annonce du discours de Liamine Zeroual. Comme si de rien n'était. Rien sur l'annonce du retrait du *« groupe des six »*. Mais, comme les Algériens sont branchés sur les chaînes étrangères (arabes et françaises), ils savent déjà que l'élection ne se déroulera pas de la manière prévue par le pouvoir. Quelques voitures commencent à sillonner les rues de la capitale en appelant les habitants à ne pas aller voter jeudi. D'autres voitures, de la police celles-là, se retrouvent dans le centre-ville, toutes sirènes dehors. Au cas où... Mais la nuit sera calme. – *(Corresp.)*

Un « mode d'emploi de la fraude » électorale

QUATRE CANDIDATS – Hocine Aït Ahmed, Ahmed Taleb Ibrahimi, Mouloud Hamrouche, Abdallah Djaballah – ont publié, mercredi 13 avril, un communiqué, repris par la presse algérienne, expliquant le procédé de la *« fraude électorale »*.

– Dépôt dans les préfectures de bulletins de vote de tous les candidats avec *« un nombre plus élevé (de 25 % supérieur) pour le candidat du pouvoir »* ;

– récupération, il y a quelques jours, par des personnes *« spécialement désignées des bulletins en surplus du candidat du pouvoir au niveau des wilayas* [préfectures] *pour leur distribution sur les bureaux de vote ciblés »* ;

– le jour du vote, jeudi 15 avril, *« les agents de sécurité, les gardes communaux et les Patriotes* [milices d'autodéfense] *ont reçu instruction de multiplier les entraves aux représentants des candidats par le biais d'un "contrôle rigoureux" d'identité à l'entrée des bureaux de vote de manière à les contraindre à y pénétrer en retard »*. Les chefs de bureau *« auront déjà bourré* [les] *urnes »* ;

– dans certains bureaux il est prévu de provoquer *« des incidents plus ou moins graves qui permettront* [...] *aux services concernés d'intervenir en vue de permettre à d'autres personnes* [...] *d'ouvrir l'urne et de la bourrer »* ;

– dans d'autres bureaux, *« il a été retenu tout simplement de remplacer l'urne par une autre et de faire signer un procès-verbal préétabli aux représentants des candidats »*.

Par ailleurs, en France, selon les informations du *Monde*, aucune fraude massive n'avait été détectée, mercredi soir. Mais les motifs de mécontentement ne manquaient pas, selon les représentants de certains candidats : présence de nombreux policiers algériens en civil (armés) dans les bureaux de vote contrairement aux engagements pris par la commission chargée du suivi des élections ; refus de vote opposé aux électeurs barbus (donc supposés islamistes) ou à ceux originaires de régions réputées hostiles à M. Bouteflika, même munis de leur carte d'électeur ; dans les bureaux de vote, relégation des observateurs des partis à l'écart des urnes...

Selon un militaire qui a contacté *Le Monde* mercredi après-midi, dans les casernes, ses collègues étaient tenus, une fois sortis de l'isoloir, de remettre à leur supérieur les six bulletins non utilisés. Moyennant quoi, il était aisé de savoir pour quel candidat ils avaient voté.

Ahmed Taleb Ibrahimi, ex-candidat à l'élection présidentielle

« Nous ferons tout pour calmer la colère de ceux qui s'apprêtaient à voter pour nous »

« Le président Zeroual a annoncé, mercredi soir, le maintien de l'élection présidentielle ce jeudi 15 avril, malgré le retrait de six des sept candidats – dont vous-même. Comment avez-vous réagi à cette décision du chef de l'Etat ?

– Elle confirme que les jeux étaient faits d'avance. J'avais expliqué que si c'était le cas je me retirerais de la course. Je n'ai fait que tenir ma promesse. Pendant quelque temps, ces dernières semaines, j'ai eu la conviction qu'au sein du pouvoir il existait un courant en faveur d'une attitude neutre et un autre qui appuyait le "candidat déterminé" *[NDLR : Abdelaziz Bouteflika]*. J'espérais qu'en fin de compte le premier courant triompherait, permettant à ces élections de dégager un président doté d'une légitimité populaire, capable donc de gouverner, de trancher et de remettre chacun à sa place conformément à la Constitution. Cela n'a pas été le cas.

– Il y a vraiment eu beaucoup d'entraves, d'intimidations ?

– Au cours des trois derniers jours, j'ai senti un changement de climat. Les pressions se sont faites plus nettes, les moyens de l'Etat se sont mis à la disposition de ce "candidat déterminé", choisi. Ceux qui ont pour habitude de nommer le président voulaient faire comme par le passé. Le changement de ces quarante-huit heures, je l'attribue à la surprise qu'a provoquée chez eux la symbiose entre le peuple et les idées que personnellement j'ai défendues. Il est incontestable qu'ils ont été surpris par l'accueil enthousiaste dans les wilayas *[préfectures]* que j'ai visitées.

» J'ai signalé à la télévison qu'il y avait trois sources de fraude : les bureaux itinérants, les corps constitués et, enfin, le volant de sécurité (3 millions d'électeurs tombés de je ne sais où). Au cours de ces trois derniers jours, on a refusé l'accès aux urnes itinérantes à nos représentants ; dans les corps constitués mardi, à 8 h 30 du matin, nos représentants ont été convoqués pour s'entendre dire que le vote était clos ; enfin, s'agissant du volant de sécurité, dans une wilaya, il y avait 250 000 bulletins de vote en faveur du candidat du pouvoir et seulement 200 000 pour les autres candidats. Voilà la réalité.

– Après votre retrait collectif, quelle réponse attendiez-vous du président Zeroual ?

– Il aurait dû recevoir les candidats qui lui avaient demandé audience. Le communiqué de presse, ce n'est pas courtois.

– Qui rendez-vous responsable des fraudes : le chef de l'Etat, l'armée, les services de sécurité ?

– Le pouvoir dans son ensemble. Les partisans de la neutralité ont baissé dans les derniers jours. On nous a signalé le cas de walis *[gouverneurs]* qui ont chargé les fonctionnaires à l'échelon inférieur d'agir pour favoriser le candidat du pouvoir.

– Est-ce qu'au sein du "groupe des 6" il y a eu des réticences face au scénario du retrait collectif ?

– Non, très franchement, je n'en ai pas perçu.

– Mouloud Hamrouche, qui s'est également retiré, estime que finalement ce qui vient de se passer est une expérience positive pour l'Algérie. Vous partagez ce jugement ?

– Oui, je crois, moi aussi, que c'est une expérience positive que l'Algérie vient de vivre, car le pouvoir s'est dévoilé. Que des candidats aient pu coordonner leur action tout au long de ces dernières semaines l'est également. Cela va nous permettre de mettre au point des actions communes à l'avenir.

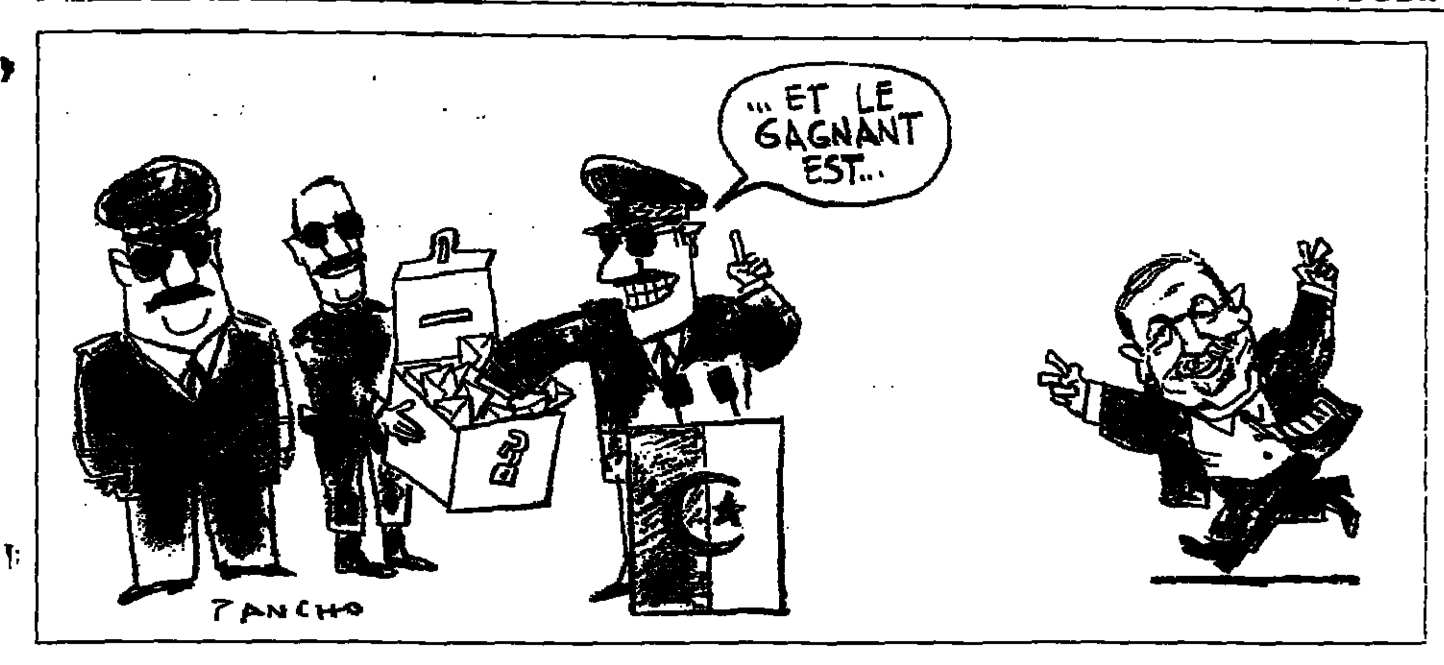
– Vous ne redoutez pas des troubles dans les jours à venir, un regain de violence ?

– Nous sommes contre la violence, nous sommes des gens pacifiques. Même si nous décidons d'une marche de protestation vendredi, elle sera pacifique. Nous ferons tout pour calmer la colère et la déception de ceux qui s'apprêtaient à voter pour nous.

– Et maintenant qu'allez-vous faire ? Créer un parti politique ?

– Nous verrons dans les jours à venir. Ma réflexion a commencé. Je donnerai ma réponse fin avril. »

Propos recueillis par Jean-Pierre Tuquoi



La présidence Zeroual, cinq ans d'espoirs déçus

AU COURS d'une allocution surprise, prononcée peu avant le journal télévisé de 20 heures, le 11 septembre 1998, Liamine Zeroual annonce à l'Algérie interloquée sa décision de quitter ses fonctions avant la fin d'un mandat qui devait s'achever à la mi-novembre de l'an 2000. Il précise aussitôt qu'il restera au pouvoir, en attendant l'organisation d'un scrutin anticipé, pour *« assumer la plénitude de* [ses] *fonctions constitutionnelles jusqu'à l'élection de* [son] *successeur »*.

Désigné candidat unique au poste de *« président de l'Etat »*, le 28 janvier 1994 (après la défection d'Abdelaziz Bouteflika), par la conférence nationale de *« consensus »*, Liamine Zeroual, général à la retraite, prête serment le 31. Il est élu à la présidence de la République le 16 novembre 1995, au premier tour de scrutin, avec 61 % des suffrages exprimés, au détriment de trois candidats malheureux : Noureddine Boukrouh, président du Parti du renouveau algérien (PRA), Mahfoud Nahnah, président du Mouvement de la société islamiste (MSI-Hamas), Saïd Saadi, secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD).

LES MASSACRES DE CIVILS

Au moment où il s'apprête à quitter la scène politique – après avoir exercé le pouvoir pendant cinq ans –, Liamine Zeroual ne peut présenter qu'un bilan mitigé. Il avait promis à ses électeurs, en 1995, un retour rapide à la paix civile. L'engagement n'a pas été tenu. Certes, il peut prétendre que les massacres de la population civile à grande échelle, qui endeuillaient régulièrement le pays en 1997, n'ont plus cours. Mais chaque jour qui passe apporte son lot de malheurs et la presse nationale continue d'égrener à longueur d'éditions ses litanies de morts violentes de civils, de policiers et de militaires.

Au plan politique, il a fait naître de formidables espoirs au sein de la société algérienne, laissant entrevoir, pour la première fois depuis 1965, à ses compatriotes qu'ils pourraient élire librement un président civil si bon leur semblait. Ils y ont cru, avant de déchanter. Mais la démocratie a certainement progressé un peu puisque avant de se retirer de la course à la présidence, les six adversaires d'Abdelaziz Bouteflika ont eu le loisir de faire campagne et de s'exprimer publiquement en des termes impensables hier encore. De son côté, la presse s'efforce d'étendre ses plages de liberté. Des groupes d'avocats et des individus regroupés en associations osent désormais dénoncer *urbi et orbi* les atteintes aux droits de l'homme commises par le régime.

En dépit d'embellies, la situation économique et sociale reste préoccupante. Le tiers de la population active est au chômage. Les conditions de vie ne cessent de se dégrader, les inégalités se font de plus en plus criantes : ce constat dressé il y a quatre mois par le Conseil économique et social n'incite guère à l'optimisme pour un pays sorti en 1998 de plusieurs années d'ajustement sous l'égide du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Les crédits octroyés par les organismes multilatéraux et le rééchelonnement de la dette publique consenti par les créanciers Occidentaux, indispensables bouffées d'oxygène, n'ont pas enrayé l'anémie de l'économie algérienne. Le pays reste essentiellement tributaire de ses hydrocarbures. Quand le prix du pétrole et du gaz plonge, l'Algérie s'asphyxie. Le budget de 1999, élaboré sur la base d'un baril de brut à 15 dollars, affichait déjà un déficit inquiétant (937 milliards de dinars de recettes pour 1 361 milliards de dépenses). Une nouvelle négociation avec les institutions monétaires internationales pourrait bien s'avérer nécessaire avant l'an 2000, en dépit des dénégations du ministre des finances.

Quatrième chef de l'Etat (après Chadli Bendjedid, Mohamed Boudiaf et Ali Khafi) depuis l'interruption du processus démocratique après la victoire du Front islamique du salut (FIS) en décembre 1991, Liamine Zeroual n'a pas réussi à imposer son autorité à l'appareil militaire dont il est issu. Il a intégré les islamistes modérés de Mahfoud Nahnah dans la coalition gouvernementale et il a lancé des pourparlers avec la direction du FIS. Mais le haut commandement, dans le même temps, négociait avec l'Armée islamique du salut (AIS, le bras armé du FIS) pour faire capoter son initiative, s'ingéniant à empêcher le président Zeroual de sortir grandi de sa louable entreprise de réconciliation.

Liamine Zeroual a tout fait pour tourner la page de 1991, organisant au cours de son mandat des élections locales et législatives, dotant le pays d'une nouvelle Constitution. Il s'est appuyé au cours des quatre dernières années sur le Front de libération nationale (FLN, l'ancien parti unique issu de la guerre d'indépendance), sur le Hamas de l'islamiste modéré Mahfoud Nahnah et sur son propre parti, le Rassemblement national des démocrates (RND), spécialement créé pour soutenir son entreprise, à la veille des législatives de 1997.

Le « parti du président » a parfaitement joué son rôle, remportant, le 5 juin, 155 des 380 sièges de l'Assemblée nationale. Le 23 octobre, le RND recueille 55 % des suffrages aux élections municipales et départementales. Le 25 décembre, il enlève 80 des 96 sièges du Conseil de la nation (Sénat), dont un tiers des membres sont désignés par le chef de l'Etat et les autres élus au suffrage indirect.

HIÉRARCHIE MILITAIRE

En six mois, le président Zeroual s'est assuré l'assise dont il avait besoin pour finir de « toiletter » les institutions algériennes et leur donner une touche de légitimité. Il aborde l'année 1998 en toute sérénité, pouvant estimer, à juste raison, disposer de presque deux ans (avant la fin de son mandat en novembre 2000) et de tous les moyens pour sortir le pays de la guerre civile. Mais au sein de la haute hiérarchie militaire – celle-là même qui l'avait placé à la tête du pays en 1994 et qui fait tous les présidents algériens depuis le coup d'Etat de Boumediène en 1965 – certains s'inquiètent de voir M. Zeroual concentrer tous les pouvoirs... trop de pouvoirs peut-être.

En septembre, Liamine Zeroual est contraint à la démission, comme Chadli Bendjedid l'avait été le 14 janvier 1992, par les plus rigides des généraux algériens, ceux qui tirent les ficelles dans les coulisses de la scène politique. En annonçant son départ, M. Zeroual promet des élections démocratiques. De la quarantaine de candidats, sept sont officiellement retenus, dont trois (Abdelaziz Bouteflika, Taleb Ibrahimi et Mouloud Hamrouche) convenaient à une partie de l'establishment militaire. Les faucons du régime choisissent le moins populaire d'entre eux et pèsent de tout leur poids pour faire « élire » M. Bouteflika. Ils poussent les six autres candidats à se retirer, suscitant ce qu'ils craignaient le plus : l'éclosion d'une opposition politique solidaire.

Frédéric Fritscher

Une décision « particulièrement grave »

Le président algérien Liamine Zeroual a notamment déclaré, mercredi soir 14 avril, en annonçant sa décision de maintenir le scrutin : *« L'Etat n'a lésiné sur aucun moyen pour prendre en charge toutes les demandes ou souhaits des candidats et leur donner satisfaction dès lors qu'elles étaient raisonnables et légitimes. C'est dire que la réussite de cette échéance étant un devoir incombant à tous, il revenait aux candidats d'assumer l'intégralité de leurs responsabilités comme l'Etat a assumé pleinement les siennes. De ce point de vue, la décision particulièrement grave prise par des candidats de se retirer du processus électoral constitue un manquement à ce devoir et à ces responsabilités. »*

Il a encore ajouté : *« Je puis vous assurer que ces élections se tiendront dans des conditions de transparence, d'équité et d'ouverture* [...] *en vue de permettre la libre expression de la volonté du peuple, votre volonté en tant que source de tout pouvoir et dépositaires exclusifs de la souveraineté de la nation. »*



A Paris : « Seuls les bourricots voteront Bouteflika ! »

« MOI, ce soir, je suis fier des Algériens ! » Saïd s'est redressé et défie du regard ses compagnons de café ébahis. Tous sont algériens, tous ont voté, *« pour avoir le tampon officiel »*. *« Ce n'est pas obligatoire mais ça compte »*... Tous étaient convaincus que c'était *« joué d'avance »*. Le désistement de dernière minute des six candidats d'opposition les a pris par surprise. Ce mercredi 13 avril au soir, la Goutte-d'Or n'a pas encore digéré la nouvelle. Tous soupirent : *« On n'y comprend plus rien. »*

Tous sauf Saïd. L'élection présidentielle en Algérie, il l'a suivie, dit-il, *« heure par heure »* et, seul, il se réjouit du coup de théâtre. *« Pour la première fois, les types de l'opposition ont exprimé ce que veut la rue, le bled. Je voudrais qu'ils recommencent tout. Qu'ils soient honnêtes. Je voudrais que l'opposition ait un candidat unique pour sanctionner l'armée, le clan, le pouvoir. »* Autour de lui, le silence s'est fait. Tous ruminent le discours.

Mourad, le Kabyle, qui, il y a deux minutes, assurait qu'il se moquait des élections, approuve lentement : *« Ils ont trouvé de la triche, ils ont abandonné, c'est normal, c'est bien. »* Il explique : *« Déjà, l'armée on ne connaît pas ses effectifs. Secret d'Etat. Ils peuvent en faire voter un million, deux millions pour Bouteflika, qui sait ? Et le Sud c'est à 2 800 kilomètres d'Alger, les gens, on peut les manipuler comme on veut. En 1975, j'y ai été, certains ne savaient même pas que l'Algérie était indépendante ! »* Son voisin renchérit : *« Il n'y a que les bourricots qui vont voter Bouteflika ! »*

Abdel, l'étudiant, vient d'arriver, il approuve : *« Ils parlent de transparence, mais à chaque scrutin il y a tricherie. Ce soir, c'est un premier pas vers la démocratisation. »*

Dans le petit groupe, la confusion s'installe. Mohammed, le plus âgé, en bleu de travail, hausse les épaules et plonge : *« Moi, je vote quand même pour celui que je connais, le plus valable. Il est plébiscité par le gouvernement, c'est un peu normal, c'était un bon ministre, Bouteflika. »* L'œil clair de son voisin, en blouse de cuisinier, brille de malice : *« Bouteflika ? Moi je dis Boutscélérat ! Il était ministre des affaires étrangères à vingt-quatre ans, il a ramassé beaucoup d'argent. Il a contribué à l'effondrement de l'Algérie. Ils l'ont tous fait. Sauf Aït Ahmed ! » « Arrête, il veut diviser l'Algérie en deux ! » « Pourquoi pas un Kabyle ? On n'a jamais essayé. » « On a déjà eu un ministre kabyle. » « Les ministres c'est rien. Ce sont les généraux qui commandent ! »*

« IL FAUT QU'ILS LÂCHENT »

Là, tout le monde tombe d'accord. L'armée, le pouvoir, même combat : *« Pour eux, l'Algérie c'est un royaume »*, dit l'étudiant. *« Ce système est en perdition, l'Algérie ne peut pas continuer comme ça ! » « Il faut qu'ils lâchent,* renchérit le cuisinier, *ils en ont bien profité. » « Je retourne en Algérie le jour où on aura un président et un ministre de la défense civils,* affirme Mourad. *On est pris entre ceux qui gouvernent et ceux qui font n'importe quoi ! »* Le FIS ? Beaucoup y ont cru, mais aujourd'hui *« c'est fini, les terroristes, le pouvoir, sont ensemble, tout le monde joue le jeu »*.

Et demain ? A Alger on votera, nul n'en doute. Ce soir, le président Zeroual a parlé à la télévision. *« C'est malheureux mais personne ne s'y intéresse »*, soupire Abdel. Saïd a encore le dernier mot : *« Il y a un seul candidat ? Comme avant ! Mais au moins ça se sait ! »*

Véronique Maurus

La presse algérienne partagée

LES TITRES de la presse algérienne du jeudi 15 avril témoignent du désarroi des journaux au lendemain du retrait de six des sept candidats à l'élection présidentielle. Certains quotidiens soutiennent la décision des six, d'autres la jugent *« tardive »* tandis qu'une poignée d'entre eux la déplorent.

« Bouteflika sera seul », souligne le quotidien francophone *El Watan*. *« Il y a aura sept bulletins pour un seul candidat. »* Le quotidien parle d'*« un mauvais et dérisoire négatif des référendums bidons du temps du parti unique »*. *El Watan* va à l'essentiel en mettant en cause un Liamine Zeroual *« préoccupé par son seul départ »* et qui choisit la solution la *« moins courageuse, assumant gravement la perversion du scrutin actuel et se rendant même complice du septième candidat »*. Inévitablement, écrit le journal, la crise va se perpétuer mais le *« pays en sort malgré tout avec une victoire : le pouvoir a été mis au pied du mur par un groupe d'hommes politiques déterminés... »*

« Les six provoquent un séisme politique », titre *La Tribune*, qui estime que le retrait de tous les candidats à l'exception de Bouteflika est *« un acte politique fort, d'une amplitude telle qu'il fait vaciller tout l'"effort de guerre", commencé en 1995 par l'élection de Liamine Zeroual »*.

« Bouteflika, candidat unique », titre *L'Authentique*, fleuron du groupe du général Bétchine, un ancien proche du président Zeroual, en donnant raison aux *« six »* de soupçonner l'administration de rouler pour Bouteflika. Pour ce journal, le pouvoir a *« choisi la politique de l'autruche »* et a *« ôté toute crédibilité à un scrutin déjà escamoté par les allégeances, les coups d'Etat et autres intimidations »*.

Liberté (proche du Rassemblement pour la culture et la démocratie, RCD, un parti d'essence kabyle qui dès le départ a boycotté le scrutin) est beaucoup moins tendre à l'égard des *« six »* en affirmant que le *« coup d'éclat »* était prémédité depuis une semaine et qu'ils auraient pu éviter cet *« extrême »* en déléguant un seul adversaire contre Bouteflika. Mais, conclut-il, *« c'eût été trop leur demander, tellement la maladie du leadership reste encore incurable »*.

« MISE EN SCÈNE »

Même jugement pour *Le Matin* qui ironise sur ces *« six postulants opposés à un candidat officiel »* qui *« s'avisent à la dernière minute qu'ils sont les figurants d'une mise en scène montée à leur insu et se retirent du plateau en gesticulant »*.

Du côté des journaux partisans de Bouteflika, les choses sont claires : les *« six »* se sont retirés parce qu'ils refusaient de perdre. C'est le cas d'*El Moudjahid* qui estime que cette *« hantise de perdre est une attitude inélégante et peu démocratique »*.

Le *Quotidien d'Oran* parle d'*« abus de confiance »* et de *« cataclysme organisé »*. Pour le *Jeune indépendant*, les *« six ont voté, sans procuration, contre la stabilité, contre le retour de la paix »*.

TROIS QUESTIONS À...

LAHOUARI ADI

1 Sociologue, vous venez de publier *Les Mutations sociales de l'Algérie* (La Découverte). Selon vous, qui sont le principal bénéficiaire et le premier perdant du retrait des candidats d'opposition à la veille du scrutin ?

A très court terme, le bénéficiaire est Abdelaziz Bouteflika. Mais ce n'est que l'apparence des choses. Le vrai perdant, c'est l'armée. Beaucoup de gens ont cru qu'un processus démocratique était réellement engagé. L'armée, qui détient la réalité du pouvoir, n'a pas pu l'amener à son terme. Son objectif initial dans cette élection était de montrer à l'opinion nationale et internationale qu'elle ne détient pas le pouvoir. La réalité est qu'elle n'envisageait pas de lâcher les rênes. Avec le retrait des six candidats, le roi est nu.

Taleb Ibrahimi et Mouloud Hamrouche viennent du sérail. Ils dénonçaient le risque de fraude depuis des semaines, mais ont attendu le début du scrutin dans la diaspora et l'armée. Ils ont, à l'intérieur de l'appareil d'Etat, des gens qui les soutiennent et les ont informés des fraudes massives. Ils acceptaient une élection *« semi-ouverte »* ; mais là ils ont vu que même une ouverture démocratique contrôlée était impossible !

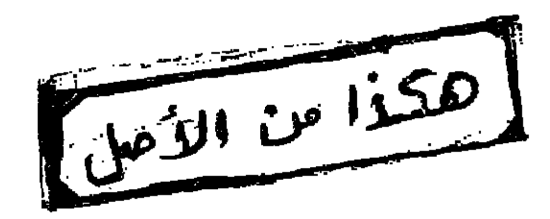
2 On a le sentiment qu'entre le régime et les candidats un compromis avait été trouvé vers une ouverture démocratique ; mais qu'en Algérie la culture du compromis est systématiquement entravée par un système qui ne laisse aucun espace entre la ruse et l'affrontement.

Exactement. Seuls existent les rapports de force et la ruse. On a cru que les protagonistes de la crise avaient mûri, notamment les militaires. Chaque grand courant d'idées avait un candidat. Le pouvoir avec le nationalisme populiste de Bouteflika, l'islamisme avec Ibrahimi, et les réformateurs avec Hamrouche. On pensait que l'armée laissait l'électorat créer de nouveaux équilibres. Les fraudes montrent que la sécurité militaire, qui soutient Bouteflika, a eu peur. L'idéal, pour elle, eût été que Bouteflika soit "élu démocratiquement". Mais elle a craint un processus électoral incontrôlé.

3 Quelle marge de manœuvre politique reste-t-il aux militaires maintenant que l'élection de Bouteflika est discréditée d'avance ?

Le pouvoir est sur la défensive. La répression a déjà considérablement terni son image nationale et internationale. La situation économique et sociale de l'Algérie est catastrophique. L'élection présidentielle ayant tourné à la mascarade, je crains que les généraux – ceux qui ont obtenu la trêve avec l'armée du FIS (Front islamique du salut) – ne cherchent de nouveau une alliance militaro-islamiste, puisqu'ils n'ont pas réussi à faire l'ouverture démocratique espérée.

Propos recueillis par Sylvain Cypel



Les frappes aériennes sur la Serbie s'intensifient, M. Milosevic ne plie pas

Des cas de choléra et de typhus parmi les personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo ont été rapportés à l'OTAN. Belgrade accuse les alliés d'avoir bombardé une colonne de réfugiés près de Djakovica

La Yougoslavie et l'Alliance atlantique se sont mutuellement rejetées la faute d'avoir attaqué, *mercredi 14 avril*, deux colonnes de réfugiés d'Albanais du Kosovo, dans l'ouest de la province. D'après Belgrade, les bombardements alliés ont fait 75 mort et vingt cinq blessés. Sur le terrain diplomatique, *les chefs d'Etat et de gouvernement* de l'Union européenne réunis à Bruxelles en la présence exceptionnelle du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, ont apporté leur soutien à l'initiative de ce dernier qui a réaffirmé à Belgrade les conditions de la communauté internationale pour un arrêt des bombardements. Tandis que le nombre de personnes déplacées à l'intérieur même du Kosovo continue d'être une énigme, l'OTAN affirme que des cas de choléra et de typhus lui ont été signalés. Les forces serbes continuent par ailleurs leurs exactions contre les Albanais du Kosovo. Les avions alliés ont continué à bombarder des cibles sensibles près de Belgrade et au Kosovo.

L'ATTAQUE d'un convoi de réfugiés ou de déplacés albanais du Kosovo a presque occulté, mercredi 14 avril, les autres aspects de la campagne militaire de l'OTAN en Yougoslavie. Le président Slobodan Milosevic continue de refuser *les exigences de l'Alliance*.

● **Qui a bombardé des réfugiés, mercredi 14 avril, dans l'ouest du Kosovo ?** Belgrade et l'OTAN se sont renvoyés la responsabilité. Le président yougoslave a accusé l'aviation alliée de s'être « *délibérément* » livrée à ce massacre. D'après Belgrade, ce sont deux colonnes de quelque mille personnes, escortées par la police, qui ont été visées. Au moins 75 personnes ont été tuées et 25 ont été grièvement blessées, toujours selon Belgrade. Un journaliste de l'AFP affirme avoir vu sur place de nombreux véhicules touchés et des corps déchiquetés ou calcinés. Le commandement suprême de l'OTAN a ouvert une enquête. D'après le Pentagone, qui enquête pour savoir si des troupes serbes s'en sont pris aux réfugiés, en représailles à une attaque par l'OTAN d'un convoi militaire, les pilotes engagés dans l'action ont affirmé n'avoir attaqué que des véhicules militaires. Brian Atwood, le coordonnateur américain de l'aide aux réfugiés du Kosovo n'a pas exclu une « *utilisation très cynique de personnes déplacées ou de réfugiés comme des boucliers humains* ».

● ***L'OTAN a intensifié ses bombardements contre la Serbie*** dans la nuit de mercredi à jeudi, d'après les sources serbes. A Belgrade, une caserne de l'armée a été touchée. Neuf explosions ont été entendues à Pristina, chef-lieu du Kosovo. Un pont sur la route reliant Nis, au sud, à Pristina, a été rendu impraticable. Un autre a été détruit sur la rivière Zapadna Morava, à une centaine de kilomètres au sud de la capitale. Deux émetteurs de la télévision serbe ont été touchés sur les montagnes d'Ovcar et Zlabitor, au sud-ouest. Kragujevac, au sud, a été à deux reprises la cible d'attaques.

● **En quelques jours, l'OTAN a perdu deux drones** allemands, engagés dans les opérations militaires, ont indiqué des sources militaires à Bonn. Le ministère allemand de la défense n'était pas encore en mesure, jeudi matin, de dire si ces deux appareils de reconnaissance sans pilote étaient tombés sous le feu de la défense anti-aérienne yougoslave ou pour d'autres raisons.

● **D'après le bilan de l'OTAN, *environ la moitié des cibles visées*** par les avions alliés ont été détruites ou sérieusement endommagées. Le ministère français de la défense a averti que les forces terrestres serbes au Kosovo restent « *importantes et menaçantes* », après trois semaines de bombardements aériens de l'OTAN. « *Si nous avons ces mouvements de réfugiés, c'est bien parce que des actions militaires menaçantes continuent* », a déclaré le porte-parole du ministère, tout en soulignant que « *cela ne veut pas dire qu'elles* [les forces serbes] *sont coordonnées de façon centrale* ».

● **Le président yougoslave serait disposé**, d'après son homologue bélarusse, Alexandre Loukachenko, qui lui a rendu visite à Belgrade mercredi, à accepter le déploiement au Kosovo d'observateurs civils originaires de pays « *ne participant pas à l'agression contre la Yougoslavie* ». M. Milosevic rejette « *catégoriquement l'éventualité d'une opération militaire, semi-militaire ou policière* », a précisé M. Loukachenko.

● **Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne** réunis mercredi à Bruxelles, *ont apporté leur soutien* à l'initiative du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, pour une solution au Kosovo, qui correspond bien aux exigences imposées à Belgrade. Ils ont réclamé l'adoption d'une résolution des Nations unies. et réaffirmé leur « *résolution à ne pas tolérer les meurtres et les déportations* » au Kosovo. Ils se sont également déclaré favorables à une « *administration intérimaire internationale* » du Kosovo, qui « *pourrait être confiée à l'UE* ».

● **Des informations sur des cas de choléra et de typhus** parmi les personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo ont été rapportées à l'OTAN, a affirmé le porte-parole de l'Alliance, Jaime Shea, qui a accusé le régime de Belgrade de traiter les Albanais du Kosovo comme du « *bétail* ». De son côté, le porte-parole militaire de l'Alliance, Giuseppe Marani a indiqué que l'OTAN continuait de s'en tenir au chiffre de 260 000 personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo et ne pouvait en conséquence confirmer le chiffre de 700 000 avancé par la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright.

● **D'après le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés**, le nombre de réfugiés kosovars s'élevait mercredi à près de 315 000 en Albanaie, 116 000 en Macédoine et 67 000 au Montenegro. Le total des réfugiés est d'environ 650 000, ce chiffre n'incluant pas les personnes déplacés à l'intérieur même du Kosovo.

Un « plan d'action pour les enfants »

Le représentant spécial de l'ONU chargé de la question des enfants dans les conflits armés, Olara Otunnu, a proposé, mercredi 14 avril à Genève, un « *plan d'action pour les enfants du Kosovo* ». Ce plan, qui doit être mis en place par l'ensemble de la communauté internationale, s'appuie sur le fait que plus de 60 % des réfugiés du Kosovo sont des enfants, a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse à son retour d'un voyage dans les camps en Albanie et en Macédoine. Il s'agit d'assurer les « *besoins de base de survie* » – en fournissant nourriture, abris, nécessaires de toilette, eau potable et services médicaux –, de faciliter le regroupement et la réunification des familles et plus particulièrement des enfants perdus.

Ce plan suggère en outre une prise en charge des traumatismes psychologiques des enfants, et leur rescolarisation le plus rapidement possible. Pour éviter le recrutement forcé de jeunes adolescents, Olara Otunnu suggère des campagnes préventives. – *(AFP.)*

Les Quinze associent l'ONU et espèrent convaincre les Russes

BRUXELLES
de notre envoyée spéciale

Il n'y a pas de « *plan allemand* » pour *résoudre la crise du Kosovo, il n'y a qu'un* seul plan qui vaille : celui de Kofi Annan. *C'est ce qui ressort du sommet européen* de mercredi 14 avril à Bruxelles. Les cinq *conditions* que mettent les alliés à un arrêt des bombardements en Yougoslavie (cessez-le-feu, retrait total des forces serbes, déploiement d'une force de maintien de la paix, retrait des réfugiés, statut garantissant au Kosovo une démocratie multiethnique) sont devenues, dans la bouche des dirigeants européens, « *les propositions* » du secrétaire général de l'ONU depuis que ce dernier les a reprises à son compte le 9 avril. C'est là-dessus que repose toute la stratégie diplomatique des Européens.

Dès lors, en effet, que ces cinq commandements à Milosevic seraient non plus ceux de l'OTAN mais ceux de l'ONU, dès lors qu'ils auraient fait l'objet d'une résolution du Conseil de sécurité adoptée *dans le cadre du chapitre 7 de la Charte* (celui qui autorise les Nations unies à *recourir à la force*), il aurait valeur contraignante, que le président yougoslave y consente ou non. La guerre que l'OTAN n'ose pas vraiment déclarer à la Yougoslavie, les Nations unies, en toute légalité internationale, pourraient l'ordonner. Toutes les questions auxquelles les dirigeants occidentaux ne veulent pas répondre pour l'instant – *quelle issue à la crise ? une intervention terrestre est-elle envisageable ?* – pourraient enfin trouver leur réponse : oui, il est possible de reprendre militairement et administrativement le contrôle du Kosovo dès lors que la puissance mandataire est l'ONU et pas l'OTAN.

UN « PLAN ALLEMAND » ?

Le sommet de Bruxelles a eu le mérite de clarifier ce raisonnement. Encore une fois, ce sont les Européens qui prennent l'initiative de la démarche même s'ils se sont assurés avant du soutien des Etats-Unis et de l'OTAN. C'était la première fois mercredi, dans l'histoire de la Communauté, qu'un *secrétaire général de l'ONU* était ainsi convié à un sommet européen à Bruxelles.

L'objectif sur le front diplomatique est *donc de parvenir à l'adoption de cette ré*solution contraignante du Conseil de sécurité. Kofi Annan a convenu lui-même que le succès n'était pas garanti, mais il a assuré qu'il consacrait désormais toutes ses forces à pousser les feux de la négociation au sein de ce Conseil, la principale difficulté étant de convaincre les Russes.

L'autre mérite du sommet de Bruxelles est d'avoir tué dans l'œuf quelques *rumeurs malignes et interrogations sur la* cohésion des Européens, voire sur leur dé*termination à poursuivre l'action militai*rement engagée. Ils ont réaffirmé mercre*di, notamment* par la voix du chancelier allemand Gerhard Schröder, que l'intervention militaire en Yougoslavie continuerait tant que Belgrade n'accepterait pas les cinq conditions et qu'il n'y avait pas là-dessus de transaction possible. La seule négociation à mener l'est entre Occidentaux, puis avec les Russes ; essentiellement sur la forme que doit prendre la force d'interposition qui devra sécuriser le Kosovo. Avec Milosevic il n'y a pas ou presque pas de marge laissée à la négociation.

Il fallait redire tout cela car, en moins de vingt-quatre heures, la rumeur sur un « *plan allemand* » reposant sur de tout autres bases avait semé la perplexité par*mi les médias et les chancelleries*. Il était assez détaillé mais il oubliait de rappeler l'essentiel, *à savoir* les cinq commandements, et il laissait supposer qu'un début de retrait des forces serbes du Kosovo suffirait à arrêter les frappes de l'OTAN. Quelle qu'ait été la teneur réelle de ce plan que personne n'a vu et qui n'a fait l'objet que de fuites dans la presse allemande de mercredi, il apparaissait comme une pro*position concurrente à la stratégie offi*cielle alliée, reflétant au minimum des divergences, voire l'existence d'un « maillon faible ».

PROPOSITION NOUVELLE

Slobodan Milosevic n'aura pas l'occasion de s'en servir car les Quinze ont énergiquement resserré les rangs mercredi soir. Pas de « *plan allemand* ». Tout au plus quelques idées jetées dans le débat pour aider à une solution. Dans les salles de presse incrédules les regards cherchaient Joschka Fischer, le ministre allemand Verts des affaires étrangères. Mais il n'était pas là puisque le chancelier Schröder, président en exercice de l'Union européenne, avait décidé, contre toutes les coutumes, que les ministres des affaires étrangères, cette fois, ne participeraient pas au sommet. Un « *plan allemand* » gênant ? Mais non, disait Gerhard Schröder : « *Je n'ai pas l'intention de prendre mes distances par rapport à ce que fait le ministre allemand des affaires étrangères. Les chefs d'Etat et de gouvernement européens soutiennent les démarches de Kofi Annan. C'était le seul objet de cette réunion.* » Un « *plan allemand* » gênant ? Mais non confirmait Jacques Chirac. Aucun « plan allemand » n'a été discuté, « *les propositions allemandes telles que nous les connaissons recueillent toute notre approbation* ».

Une proposition nouvelle a été formulée par les Quinze mercredi, à l'initiative de la France. Elle suggère que l'Union européenne soit chargée, le moment venu, de « *l'administration internationale intérimaire* » qui devra être mise en place au Kosovo. La nécessité d'instaurer dans la province une forme de protectorat international est ainsi officiellement affirmée, de même que la volonté de l'Europe de prendre toute sa part au règlement du conflit.

Mais on n'en est pas là. Il faut d'abord s'entendre entre Occidentaux sur le profil de la future force d'interposition, puis le faire accepter par les Russes pour pouvoir obtenir une résolution qui transfère la responsabilité des opérations à l'ONU. Après cela seulement, d'autres perspectives que la simple poursuite des frappes aériennes pourraient s'ouvrir, avant, non. « *Je n'ai pas l'intention pour l'instant de me rendre à Belgrade* », a dit Kofi Annan.

Claire Tréan

Boris Eltsine nomme Viktor Tchernomyrdine responsable du dossier des Balkans

MOSCOU
de notre correspondant

Boris Eltsine, qui démontre une activité inhabituelle depuis le début de la guerre du Kosovo en se rendant chaque jour au Kremlin, a décidé de reprendre les choses en main. Le président russe a nommé, mercredi 14 avril, Viktor Tchernomyrdine comme « représentant spécial » en charge du conflit des Balkans.

Premier ministre de décembre 1992 à mars 1998, M. Tchernomyrdine revient ainsi au cœur du pouvoir, malgré son impopularité et les critiques qu'il subissait ces derniers mois au sein de son propre parti, Notre maison la Russie. En septembre 1998, au lendemain du krach financier, M. Eltsine avait tenté sans succès d'imposer l'ancien patron du géant Gazprom au poste de premier ministre, contre l'avis de la Douma, la chambre basse du Parlement.

Cette nomination sur le dossier des Balkans ne devrait pas entraîner un changement de la diplomatie russe dans le conflit. Dmitri Iakouchkine, le porte-parole du Kremlin, l'a justifiée en précisant que le « *président examine la situation en Yougoslavie plusieurs fois par jour* » et qu'il a « *évidemment besoin d'un représentant spécial* » qui travaillera « *en contact étroit avec le gouvernement* ». Dans ses premières déclarations, M. Tchernomyrdine explique d'ailleurs ne pas avoir de « *recettes déjà prêtes* ». « *Il convient d'étudier* [le dossier] *en profondeur* », répétait-il dans plusieurs quotidiens russes du 15 avril.

L'ancien premier ministre a approuvé, jeudi matin, le plan de paix proposé par l'Allemagne. Depuis une semaine, la Russie a infléchi sa position, souhaitant à tout prix être partie prenante dans l'élaboration d'un règlement du conflit. M. Tchernomyrdine a ainsi répété que « *des négociations et seulement des négociations* » permettront de mettre fin à la guerre.

Bien loin du conflit des Balkans, cette nomination apparait comme un nouveau développement de l'affrontement entre le président et le premier ministre russe, Evgueni Primakov. « *C'est un geste de politique interne* », notait, mercredi, un diplomate occidental. « *De facto,* [M.] *Tchernomyrdine est aujourd'hui un premier ministre parallèle* », estime le quotidien *Kommersant*. Un porte-parole de M. Primakov a simplement déclaré que le premier ministre avait été informé au préalable de cette nomination et que l'expérience de M. Tchernomyrdine « *pouvait aider* ».

« *A cette étape, Evgueni Primakov nous est utile, après on verra* », avait averti, vendredi, le président russe. En nommant Viktor Tchernomyrdine, M. Eltsine signifie que son premier ministre ne lui est plus « *utile* » dans la gestion du conflit yougoslave et qu'il entend seul tirer les bénéfices d'un éventuel succès diplomatique russe.

RETOUR DE M. BEREZOVSKI

M. Primakov se voit sanctionné pour ne pas avoir enrayé plusieurs offensives politiques et judiciaires visant le Kremlin. Samedi, le premier ministre avait sèchement répondu au président : « *Je ne m'agrippe pas du tout au fauteuil de premier ministre, surtout si on dit qu'aujourd'hui je suis utile et, qu'après on verra* ». L'entourage présidentiel avait expliqué que M. Primakov ne s'était pas suffisamment engagé contre la procédure de destitution de Boris Eltsine initiée par la majorité nationalo-communiste de la Douma.

Ce débat, suivi d'un vote, devait se tenir jeudi 15 avril. Les députés ont finalement décidé de le repousser au 13 mai, contre l'avis de Boris Eltsine qui avait déclaré au président de la Douma vouloir que le vote intervienne dès jeudi ou que la procédure soit abandonnée en bloc. « *Ils* [l'] *ont encore reportée, ils cherchent le moment opportun pour piéger le président, ils ne réussiront pas* », a affirmé M. Eltsine, le 13 avril.

Désaisi de la politique internationale, dont il avait fait son « *domaine réservé* », M. Primakov a également perdu une autre manche, mercredi, avec l'annulation du mandat d'arrêt émis contre l'homme d'affaires Boris Berezovski. Le parquet général de Russie a *simplement expliqué* que ce mandat n'avait plus lieu d'être, M. Berezovski se disant prêt à rentrer en Russie et à répondre aux questions des enquêteurs.

« *Eltsine est un libéral, Primakov est un totalitaire* », « *il est pire que les communistes* », a récemment déclaré M. Berezovski. Le retour à Moscou, probablement vendredi, du principal adversaire politique du premier ministre exacerbera les *tensions* entre un gouvernement affaibli, une Douma prête à en découdre et un président décidé à regagner un terrain politique perdu depuis septembre 1998.

François Bonnet

COMMENTAIRE

DOUBLE FRUSTRATION RUSSE

Dans la crise du Kosovo, les Quinze veulent redonner un rôle à l'ONU, donc à la Russie. Malgré quelques tentatives d'intervention diplomatique, celle-ci s'est trouvée en porte-à-faux depuis le début des bombardements de l'OTAN sur la Serbie. En réalité, les Russes se sont sentis mis à l'écart dès les négociations de Rambouillet, même si un de leurs vice-ministres des affaires étrangères y participait.

Reprenant à leur compte les thèses de Belgrade, ils reprochent aujourd'hui aux Occidentaux des « *tricheries* » dans la rédaction du projet d'accord et notamment d'avoir introduit l'OTAN à la dernière minute des pourparlers de Rambouillet – le 23 février précisément. Les Occidentaux avaient été pourtant à l'époque très clairs sur ce point, même s'il est vrai que Moscou n'avait jamais admis que l'organisation atlantique doive commander la force internationale chargée de surveiller l'application d'un éventuel accord sur le Kosovo. En fait, les Russes ont tendance à concevoir le fonctionnement du Groupe de contact un peu comme celui du Conseil de sécurité de l'ONU, où ils ont un droit de veto. Ils se sont donc sentis trompés par la décision des Occidentaux de passer outre à leurs objections et de mettre à exécution leurs menaces contre Milosevic.

Cette frustration se double du sentiment de ne pas être beaucoup plus écouté par les dirigeants serbes. Les Russes affirment que la visite d'Evgueni Primakov à Belgrade, le 30 mars, a été faite avec le soutien actif de Jacques Chirac, voire à l'initiative du président de la République, et ils sont déçus par la fin de non-recevoir que les Occidentaux ont opposée au « *message* » que leur premier ministre en aurait rapporté. Mais ils ne se font aucune illusion sur les concessions que Milosevic est disposé à accepter. Ils cachent leur échec derrière des affirmations auxquelles ils ne croient pas eux-mêmes, par exemple que le président yougoslave a respecté dans le passé « *tous ses engagements* » ou que les forces serbes se sont déployées en nombre au Kosovo « *seulement après le début des frappes de l'OTAN* ».

Le concours de la Russie est sans doute indispensable à un règlement politique de la guerre au Kosovo. Il est rendu difficile non seulement parce que les conditions posées par les Occidentaux ne laissent pas une grande marge de manœuvre mais aussi parce que les Russes sont désemparés face à Milosevic. Le soutien apporté par Viktor Tchernomyrdine, le nouveau « représentant spécial » de Boris Eltsine à un plan allemand, dont Bonn dit qu'il n'existe pas, ajoute à la confusion.

Daniel Vernet

M. Milosevic ne plie p

e les Russes

u dossier des Balkans

■ PRÈS DE DJAKOVICA, MERCREDI 14 AVRIL



GORAN TOMASEVIC

Les bombardements ont eu lieu en début d'après midi – entre 13 heures et 15 heures locales, selon les sources – près du village de Meha, dans le sud-ouest du Kosovo, non loin de deux postes-frontières avec l'Albanie. Belgrade accuse l'OTAN d'avoir tiré sur une colonne de réfugiés kosovars et d'avoir fait soixante-quinze morts parmi eux. L'OTAN a déclaré qu'un raid des alliés avait bien eu lieu dans cette région et en début d'après-midi, mais qu'il avait visé des véhicules militaires. L'OTAN a laissé entendre que les forces serbes, une fois leurs véhicules attaqués, ont pu se venger sur le convoi de civils. La photo prise sur les lieux du drame est de source serbe. Les autres, prises à la frontière, montrent des rescapés en état de choc, conduits dans le camp de réfugiés de Kukës. PHOTOS REUTERS



DYLAN MARTINEZ



DYLAN MARTINEZ

Belgrade accuse l'OTAN du bombardement de Djakovica

Une attaque aérienne sur une colonne de réfugiés aurait fait 75 morts, selon les Serbes. Les alliés réaffirment leur souci d'épargner les civils

BRUXELLES
de notre correspondant

Qui croire ? Dans la guerre de propagande que se livrent les autorités serbes et les responsables de l'OTAN, souvent en direct sur la chaîne américaine *CNN*, l'attaque d'une colonne de réfugiés kosovars, dans la région de Djakovica, au sud-ouest du Kosovo, est devenu un enjeu majeur. Cette attaque, qui aurait fait 75 morts et un nombre indéterminé de blessés, s'est produite sur une colonne de plusieurs centaines de réfugiés se déplaçant entre les postes-frontaliers avec l'Albanie de Cafta Prusit et de Vrbnica, escortée par des véhicules militaires de l'armée et de la police serbes, mercredi 14 avril.

Les images de la télévision serbe, diffusées quelques heures après l'attaque montrent des tracteurs dispersés autour de maisons détruites, des corps déchiquetés, des hommes et des femmes en larmes. Un groupe de journalistes autorisés à travailler à Belgrade et au Kosovo par les autorités serbes, dont un collaborateur de l'Agence France Presse, se rendent sur les lieux et constatent la présence d'une vingtaine de corps sans vie de réfugiés victimes d'éclats d'obus. Là s'arrêtent les certitudes.

A Belgrade, la machine de propagande serbe se met immédiatement en marche pour dénoncer *« un crime abominable et monstrueux commis par les agresseurs de l'OTAN »*. Le vice-président serbe Milan Milutinovic – négociateur de Rambouillet – passe immédiatement à l'attaque et dénonce *« ce crime qui a été commis par ceux qui prônent publiquement le respect des droits de l'homme et qui prétendent fournir une protection aux membres de la communauté nationale albanaise »*. Pour le dirigeant serbe, ce massacre est signé, et il ajoute : *« On ne peut pas évoquer une erreur alors que les convois de réfugiés ont été bombardés quatre fois. C'est un massacre de réfugiés albanais qui retournaient dans leurs foyers en pleine journée »*. En parlant d'erreur, M. Milutinovic faisait une allusion directe à l'explication, fournie mardi à l'OTAN par le général Wesley Clark, concernant l'attaque d'un train de voyageurs à Gradlica mardi.

Des réfugiés bombardés

BELGRADE
SERBIE
KOSOVO
MONT.
Pec
PRISTINA
KOSOVO
Junik
Meha
Tropojë
Urosevac
Djakovica
Prizren
Morina
ALBANIE
Tetovo
10 km
MACÉDOINE
Source : AFP

Au siège de l'Alliance à Bruxelles, l'annonce de ce massacre provoquait consternation et confusion. Elle intervenait alors que le secrétaire général Javier Solana recevait Louise Arbour, procureur du Tribunal pénal international de la Haye pour discuter des enquêtes sur les crimes de guerre et contre l'humanité commis lors de l'expulsion des Kosovars albanais de leurs villages et de leurs maisons. En fin d'après-midi Jamie Shea, porte-parole de l'OTAN, sortait de son bureau l'air grave et préoccupé pour lire un bref communiqué rédigé par le SHAPE (le commandement suprême de l'opération situé à Mons), reconnaissant qu'il y avait bien eu dans la région entre 13 h et 15 h locales (11 h et 13 h GMT) une attaque d'un *« convoi militaire »* mais que les pilotes, de retour de mission n'avaient pas fait état de victimes civiles. Il ajoutait qu'une enquête était en cours.

Le porte-parole du Pentagone, Ken Bacon, faisait alors état d'une conversation téléphonique avec le général Clark qui lui avait indiqué que des *« sources orales »* de réfugiés arrivés à Kukës, en Albanie rapportaient que, ce même jour des convois de réfugiés avaient été attaqués, sur la route de Prizren à Djakovica par des MIG et des hélicoptères des forces serbes. Ken Bacon avançait également l'hypothèse que l'attaque contre les véhicules militaires serbes escortant une colonne de réfugiés albanais aurait pu provoquer, en représailles, des tirs d'artillerie contre la colonne de réfugiés.

« MENSONGE MONSTRUEUX »

Cette version des faits était reprise, dans la soirée par Rudolf Scharping, ministre allemand de la défense. Enfin, une troisième hypothèse était avancée par Brian Atwood, le coordinateur américain nommé par Bill Clinton pour l'aide au réfugiés du Kosovo. Les réfugiés albanais auraient, selon lui, été utilisés comme *« boucliers humains »* par les forces serbes pour protéger leurs déplacements dans la province. *« Un mensonge monstrueux »*, répliquait le porte-parole du ministère yougoslave des affaires étrangères devant les caméras de *CNN*.

Au sein des délégations des pays alliés au siège de l'OTAN, on se montrait d'une très grande prudence. On attend les explications que doit fournir le général Clark, jeudi matin à 11 h, lors de la réunion quotidienne du Conseil atlantique, formé par les ambassadeurs des dix-neuf pays membres de l'OTAN. Mais le porte-parole Jamie Shea a d'ores et déjà déclaré, jeudi matin, qu'il *« n'excluait pas l'idée qu'il y ait pu y avoir quelques dommages collatéraux après une attaque de l'OTAN sur des véhicules militaires »*.

A trois reprises des erreurs de guidage, des tirs mal ajustés ou, comme le cas du train de Gredlica une malheureuse coïncidence, avaient déjà été constatés. Exprimant leurs excuses, les responsables militaires, faisaient valoir leur souci constant de préserver les populations civiles yougoslaves, quitte à renoncer à atteindre leurs cibles lorsque un risque pouvait être décelé à temps.

Luc Rosenzweig

L'OTAN espionnée ?

On ne faisait aucun commentaire, mercredi 14 avril, à l'OTAN sur les informations diffusées la veille par le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung* et l'agence Reuters relatives à des *« fuites »* qui auraient permis aux autorités serbes de connaître des cibles de bombardements à l'avance. Il s'agirait notamment du ministère de l'intérieur, à Belgrade, et de l'usine d'automobiles Zastava, à Kragujevac, dont le personnel aurait opportunément été évacué peu avant les frappes. Le général Clark a rejeté l'hypothèse de fuites en provenance du centre de commandement de l'Alliance à Mons, ou du commandement sud à Naples où sont définies précisément les missions. Mais les quelques dizaines de personnes initiées dans ces lieux ne sont pas les seules à avoir connaissance des cibles. Le « directoire officieux » du Conseil atlantique – c'est-à-dire les plus hautes autorités militaires et politiques des Etats-Unis, d'Allemagne, de France et de Grande-Bretagne – est informé et consulté régulièrement à propos des cibles visées.

Les forces serbes restent actives sur le terrain

SUR LE TERRAIN, au Kosovo, les armées serbes restent actives, importantes et menaçantes, indépendamment des actions de répression des forces spéciales de sécurité et de la police. Les responsables de l'OTAN commencent à l'admettre et concèdent, aujourd'hui, que la neutralisation de ce potentiel militaire et policier sera *« un travail »* de longue haleine. D'autant plus, ont-ils répété, mercredi 14 avril, après l'attaque contre un convoi de réfugiés dans l'ouest de la province, que le souci, sur le plan opérationnel, demeure, autant que faire se peut, de réduire les dommages affectant les populations.

La menace serbe n'est pas seulement terrestre, même si les analystes de l'OTAN l'évaluent à environ 40 000 hommes – dont la moitié provient de la 3e armée serbe établie au Kosovo. Elle est aussi composée de la 1re brigade mécanisée d'intervention – appuyée par plus de 500 chars et véhicules blindés et par 200 pièces d'artillerie. Elle est enfin aérienne. En effet, la Serbie utilise encore, quoique avec une certaine prudence, quelques avions MIG-21 pour des actions ponctuelles (ce que les spécialistes appellent des *« sauts de puce »*) en appui des éléments terrestres, et aussi quelques hélicoptères, qui réussissent à s'insérer dans les plis et reliefs du terrain, au plus près du sol.

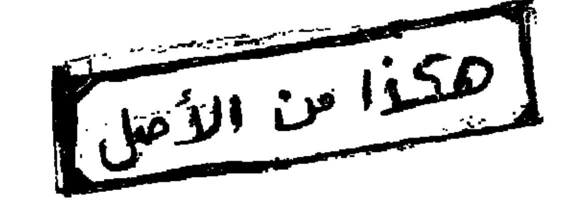
D'une manière générale, ces concentrations de forces ont pour objectif de vider les villages de leurs habitants et de pousser, devant elles, les convois de réfugiés, avec lesquels elles cherchent à se confondre. Puis elles se dispersent et gagnent des abris ou des tunnels aménagés de longue date et entretenus – du temps de la « dissuasion populaire » prônée par les stratèges du maréchal Tito –, où elles se camouflent pour demeurer à l'affût, en poste, prêtes à intervenir de nouveau.

La seule observation nouvelle de l'OTAN, depuis les tirs de la semaine dernière sur de premières concentrations de véhicules militaires, est qu'il semble que le commandement serbe ait progressivement des difficultés à centraliser, depuis Belgrade, les mouvements de ses troupes au Kosovo même.

Mais, sur le terrain, la mobilité des forces serbes reste effective. *« Ce n'est pas leur immobilité,* reconnaît une source autorisée française, *qui les rendrait plus vulnérables à des attaques de l'OTAN. »* Ce qui sous-entend que les armées serbes disposent encore de suffisamment de carburant, même si les stocks pétroliers sont devenus l'une des cibles majeures des frappes, et qu'elles continuent d'être ravitaillées en vivres et en pièces de rechange pour mener leurs actions de ratissage.

C'est probablement l'une des raisons qui expliquent pourquoi le général Clark a réclamé aux alliés des renforts en hélicoptères d'attaque Apache (d'abord, 24 exemplaires, mais leur nombre pourrait être du double à la frontière albano-kosovare) et en avions supplémentaires (pas moins de 300). L'OTAN subit des contraintes opérationnelles et météorologiques qui limitent ses modes d'action. Mais, face à une force terrestre serbe qui, après avoir fait le gros dos pour mieux durer, continue d'être une menace, elle ambitionne désormais de pouvoir aligner des moyens nouveaux pour « traiter » des objectifs fixes et mobiles.

Jacques Isnard



Le Monténégro est devenu un refuge pour des opposants à Slobodan Milosevic

Près de 3 000 étudiants auraient quitté la capitale serbe

A Podgorica, capitale du Monténégro, un groupe d'étudiants de Belgrade, opposants à Slobodan Milosevic, a créé un site Internet des étudiants. Cette opération a pignon sur rue, et les étudiants disposent même d'un bureau offert par le ministère local de l'information. Encore une façon pour la petite République frondeuse au sein de la Fédération de se démarquer du régime Milosevic.

PODGORICA
de notre envoyée spéciale

Sur l'écran d'ordinateur, deux photos : l'une d'un enfant supposé blessé dans un raid de l'OTAN, l'autre, un portrait de Slobodan Milosevic. Une seule phrase les accompagne : « *Qui est la cible ?* » Ce site Internet (mediaclub.cg.yu) a été créé par un groupe d'étudiants de Belgrade, opposants au régime de Milosevic, qui ont cherché refuge au Monténégro afin d'échapper à la fois à la mobilisation militaire et à la chape de plomb qui s'est abattue sur toute voix dissonante en Serbie. « *Nous sommes ici par nécessité* », dit l'un, qui demande à garder l'anonymat, car il souhaite pouvoir, « *un jour peut-être* », poursuivre ses études à Belgrade. « *Nous avions peur pour notre sécurité* », poursuit ce jeune qui était, en 1996-1997, l'un des animateurs de la contestation estudiantine contre le régime serbe.

REPORTAGE
Le dernier carré de liberté d'expression en Yougoslavie

Le reflux des étudiants – souvent d'origine monténégrine – vers cette région n'avait pas seulement pour but de se rapprocher des familles en période de bombardements. Il en allait, disent-ils, de leur liberté. « *Milosevic utilise les événements à des fins répressives. Les bombardements lui donnent ce qu'il aime le plus : un état de chaos, une situation où une pression extrême est exercée sur les citoyens. Les bombes ont tué toute opposition en Serbie.* »

L'un de ces étudiants, Momcilo Radulovic, raconte comment il a quitté Belgrade cinq jours après le début des raids aériens, en voyageant de nuit en train « *toutes lumières éteintes, pour se cacher des avions* ». Selon lui, 2 000 à 3 000 étudiants d'origine monténégrine auraient quitté Belgrade.

CAMPAGNE DE TERREUR

Dans la capitale serbe, racontent certains, un vent de « *folie et de paranoïa* » fait dire à des habitants que « *les Monténégrins sont des traîtres* », en raison des tendances séparatistes de la petite République. « *Une atmosphère d'arbitraire total règne là-bas. On peut être passé à tabac dans la rue, comme ça, à tout moment*, dit un jeune inscrit à la faculté des sciences politiques de Belgrade. *Ici, au Monténégro, il y a de la tolérance.* »

Zoran Radulovic parle lui aussi du Monténégro comme d'un havre pour les critiques de Slobodan Milosevic. Il est le directeur du bureau local du quotidien *Dnevni Telegraf*, un journal dont le propriétaire, Slavko Curuvija, a été abattu par balles à Belgrade le 11 avril : un assassinat perçu comme le signe d'une campagne de terreur contre tous ceux qui, à Belgrade, chercheraient à élever la voix contre Milosevic. Dès la fin 1998, frappé par la répression, *Dnevni Telegraf* avait décidé de déplacer son siège officiel de Belgrade vers Podgorica. Les exemplaires du journal imprimé au Monténégro étaient transportés clandestinement vers la Serbie dans des camions aménagés d'un double fond. Le 24 mars, premier jour des bombardements, la rédaction à Belgrade décidait de cesser son travail pour ne pas se soumettre à la censure militaire.

Mercredi 14 avril, Slavko Curuvija a été enterré à Belgrade. A Podgorica, Zoran Radulovic se souvient avec émotion : « *Lors de sa dernière prise de parole en public, il avait appelé les gens à se soulever contre le régime en manifestant dans la rue.* » C'est au Monténégro qu'existe le dernier carré de liberté d'expression en Yougoslavie, dit-il, mais cet espace-là est fragile. Zoran Radulovic en veut pour preuve le déploiement sélectif des forces spéciales de la police monténégrine dans les rues de Podgorica : ne sont protégés contre un éventuel coup d'Etat des troupes fédérales loyales à Belgrade que les bâtiments du gouvernement et des médias contrôlés par le pouvoir du président du Monténégro, Milo Djukanovic. « *L'hebdomadaire indépendant* Monitor *et la radio indépendante Antena-M ont demandé semblable protection au gouvernement local, mais cela leur a été refusé* », constate un journaliste. Les médias indépendants sont ainsi à la merci de la moindre descente de la soldatesque.

Une partie de l'opposition belgradoise en exil au Monténégro ? Une journaliste indépendante basée auparavant au Kosovo et arrivée récemment au Monténégro en provenance de Serbie en quête de « *sécurité* » livre son impression, sous couvert elle aussi de l'anonymat : « *Le départ des opposants et des intellectuels de Belgrade est un phénomène discret dont on parle peu, mais qui existe. J'ai moi-même quitté Belgrade poussée par l'atmosphère de peur extrême régnant dans mon milieu, parmi les défenseurs de la liberté de la presse et des droits de l'homme. L'assassinat de Slavko Curuvija a aggravé cette peur. Certains partent en bus vers la Hongrie, la Bulgarie, et d'autres vers le Monténégro, où ils ont des amis, pour parfois poursuivre leur route vers la Bosnie ou la Croatie. Une amie universitaire partie avec moi de Belgrade avec cinq valises, laissant derrière elle toute une vie, s'est même réfugiée à Sarajevo.* »

Natalie Nougayrède

A la frontière serbo-roumaine, la contrebande refleurit

La majorité des Roumains se solidarisent avec la Serbie

LIOUBCOVA
de notre correspondant

« *Passez une nuit inoubliable à "La Perle du Danube"* », lit-on sur l'enseigne électrique de ce petit restaurant bâti à deux pas du fleuve qui tient lieu de frontière entre la Roumanie et la Serbie. De fait, les nuits sont inoubliables à Liubcova, petit village habité par des Roumains d'origine serbe et situé au sud-ouest des Carpates. « *Ce que j'ai vu ici pendant l'embargo, je ne le reverrai plus jamais de ma vie* », lance Cuzma en sirotant une bière, les yeux fixés sur l'autre rive du Danube.

REPORTAGE
« Ici, celui qui ne sent pas l'essence est un sot », dit-on à Lioubcova

Le bon vieux temps de la contrebande de l'essence est révolu depuis deux ans, à la suite de l'arrivée au pouvoir du président chrétien-démocrate Emil Constantinescu. La complicité du régime de son prédécesseur, Ion Iliescu, avait permis aux villageois de cette pauvre région minière au bord de la faillite un enrichissement inouï. Des milliers de tonnes d'essence ont été acheminés en Serbie malgré l'embargo décrété par l'ONU, en 1992. Depuis Orsova, dernière ville sur la rive roumaine du Danube, le défilé des Carpates qui sépare la Roumanie de la Serbie s'étend sur une centaine de kilomètres, parsemé de villages habités pour partie par la minorité serbe de Roumanie. Les contrastes y sont à leur comble. D'abord, le paysage, d'une beauté sauvage, s'accommode mal de ces villages vestiges de l'époque Ceaucescu. Un mélange de côte italienne et de désordre balkanique se dégage de ce territoire où la discrétion est de rigueur. Ici, on ne bavarde pas, on agit. « *Celui qui ne sent pas l'essence, c'est un sot !* », murmure-t-on dans cette région où la contrebande de l'essence se pratique dès l'âge de quatorze ans.

Les frappes aériennes de l'OTAN sur la Serbie voisine et les pénuries auxquelles est confronté ce pays raniment l'espoir d'un nouveau rebondissement de la contrebande, avec ses pactoles tant rêvés. Les plus audacieux ont déjà tenté le coup, mais les risques imposés par la guerre freinent, pour l'instant, l'apparition d'un phénomène de masse. Dumitru, qui s'est fait construire une maison et a acheté un appartement à Orsova, préfère attendre la fin du conflit. « *J'ai vingt ans et je ne veux pas mourir bêtement*, commente-t-il. *Je n'ai même pas eu le temps de dépenser ce que j'ai accumulé.* »

D'autres n'ont pas attendu et se sont offert des Mercedes et des Audi. L'Etat a confisqué par dizaines de milliers les embarcations dotées de moteurs très performants qui leur permettaient de traverser le Danube en cinq minutes. Mais d'autres réapparaissent aujourd'hui dans les cours des maisons. Cependant, malgré l'origine serbe des Roumains habitant une bonne partie des villages de cette région, leur opinion sur Milosevic est loin d'être unanime. Même si la majorité d'entre eux approuvent la politique actuelle de la Serbie, des voix s'élèvent pour la remettre en question. « *Il a promis de faire de la Serbie une terre de liberté et j'en étais fier*, s'insurge, bravache, un habitant de Liubcova. *Aujourd'hui, la Serbie est un pays de cimetières dont j'ai honte.* »

En dépit du discours fortement pro-occidental des autorités roumaines, la majorité de la population – orthodoxe à 87 % – se solidarise avec ses coreligionnaires serbes. Surtout dans ces zones frontalières où les échanges se pratiquent depuis la nuit des temps et où les gardes-frontières déclarent en cachette ne rien comprendre au ralliement de la Roumanie à l'OTAN. A Moravitza, ville située à la frontière ouest du pays, à 250 kilomètres d'Orsova, on admire « *le patriotisme de ces Serbes qui sont prêts à tout pour défendre leur pays* ».

« PROPAGANDE DE CNN »

Comme ce jeune médecin serbe, Sinisa, de retour à Virset après huit ans d'exil à Vienne. Il y a abandonné son épouse et ses deux enfants pour rejoindre sa ville natale et la défendre de « *la propagande de CNN* ». Opposant du régime Milosevic, il attend aujourd'hui à la frontière roumaine, avec, pour tout bagage, deux sacs en plastique hâtivement remplis de quelques affaires, pour rejoindre son village. « *Cette guerre est devenue une guerre contre mon peuple*, affirme-t-il. *Je ne peux pas rester les bras croisés.* »

A Moravitza, les passages ont aussi lieu dans le sens inverse. Zagorca, une commerçante de Pancevo – ville où les forces alliées ont bombardé une grande raffinerie – cherche refuge à Timisoara, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière serbe. Elle, c'est l'image des vaches déchiquetées par les bombardements et dont la chair fut projetée jusque dans la cour de sa maison qui la hante jour et nuit. Elle explique le mode d'emploi de la guerre vue de Pancevo : « *La première chose à faire, c'est d'ouvrir toutes les fenêtres et portes de la maison ; sinon, le souffle des bombes risque de la faire tomber. Ensuite, courir se réfugier dans la cave, se mettre à genoux et prier. Il n'y a plus que Dieu et la mort.* »

Comment rendre compte de ce conflit si proche de Timisoara, ville transformée, malgré elle, en symbole de la désinformation depuis la bavure organisée en 1989 lors de la chute de Ceaucescu ? A l'antenne locale de la télévision publique, on s'efforce de trouver la juste mesure. Les images de CNN sont accompagnées de débats organisés avec des gens venus tout droit des villes serbes bombardées. « *J'ai fait ma formation de journaliste aux Etats-Unis et bénéficié de stages en Europe occidentale*, témoigne Brindusa Armanca, directrice de la télévision. *Mais je ne peux m'empêcher de remarquer qu'il y a autant de propagande à CNN qu'à la télévision serbe. On nous parle, depuis des années, des mystères des Balkans. Quel mystère ? Il fallait venir sur place et les regarder de près, ces Balkans, quand il était encore temps ! On ne peut pas apprendre le fonctionnement d'un pays sur l'écran des ordinateurs.* »

Mirel Bran

A Belgrade, l'enterrement du journaliste assassiné

BELGRADE
de notre envoyé spécial

Deux mille personnes ont assisté, au nouveau cimetière de Belgrade, mercredi 14 avril, à l'enterrement du journaliste d'opposition Slavko Curuvija, assassiné, dimanche, par des inconnus, devant la porte de sa maison. Pour la première fois depuis le début des bombardements, des hommes politiques, des intellectuels et des journalistes opposés au régime de Belgrade se sont retrouvés en public. Silence, tristesse et rage contenue ont marqué la cérémonie devant le crime commis contre la liberté de presse en Yougoslavie.

Parmi les assistants, la femme du vice-premier ministre de Serbie, Danica Draskovic, venue parce que Curuvija était un ami, mais non pour faire des déclarations. Président du Parti démocratique, Zoran Djindjic a déclaré qu'il avait peur pour sa sécurité et a révélé l'existence d'un plan destiné à éliminer les principaux opposants connus, dont l'assassinat de Curuvija était un prélude.

Ljiljana Smaljovic, responsable du service international de l'hebdomadiare *Evropljanin*, a pris la parole à la sortie de la chapelle, face au cercueil : « *Curuvija voulait faire une revue pour la Serbie européenne, mais il savait très bien que parfois l'Europe est horrible et que chaque Européen authentique se sent quelquefois antieuropéen. C'était un homme courageux. Pas comme ceux qui l'ont tué par-derrière ni comme ceux qui nous bombardent du ciel. Le jour où les bombardements ont commencé, Curuvija nous a dit qu'il ne voulait plus imprimer de journaux pendant la guerre, parce qu'il ne voulait pas faire de journal pour la censure.* »

« Sur la mort de celui qui publiait les nouvelles, nous ne pouvons rien publier ! »

Devant la tombe, au moment où le cercueil descendait, on entendit un seul homme crier : « *Je suis père d'une de vos journalistes. Slavko était un homme courageux, et j'aimerais que par ces temps tous soient aussi courageux que lui.* »

Voja Zanetic, auteur satirique très célèbre et collaborateur du journal, a ensuite pris la parole : « *Nous ne pouvons pas exprimer ce que nous ressentons avec des mots. Si nous devions vendre le journal dans les kiosques, nous ne saurions comment exprimer nos sentiments en forme télégraphique. Si nous remplissions le journal avec des textes sur ce thème, il n'y en aurait pas assez pour décrire ce que nous ressentons. Quelle ironie ! Sur la mort de celui qui publiait les nouvelles, nous ne pouvons rien publier ! Il a été tué, dimanche de Pâques, par deux tirs venant de la terre au moment où deux alarmes signalaient les dangers provenant du ciel. Pour tout ce que cela signifie pour nous, et c'est beaucoup, qu'il ait la gloire éternelle !* »

Le père de la journaliste criait encore : « *Ce n'est pas la main serbe qui t'as tué, c'est un crime organisé.* » Les deux enfants de Curuvija ont déposé dans la tombe de leur père un exemplaire de *Dnevni Telegraf* et un autre d'*Evropljanin*, celui précisement où était annoncé la loi contre la liberté de la presse en Serbie. Tout le monde est sorti du cimetière en silence.

José Comas (El Pais)
(Traduit de l'espagnol par Anne Proenza.)

VU A LA TÉLÉVISION SERBE

Alexandre Loukachenko à l'honneur

LE JOURNAL de la télévison serbe, *mercredi 13 avril, a donné* une large place à la visite à Belgrade du président biélorusse, Alexandre Loukachenko, et à ses entretiens avec Slobodan Milosevic. Les caméras étaient présentes à l'aéroport pour recueillir les premières images de l'hôte de Belgrade à son arrivée. M. Loukachenko attendait « *d'importants résultats* » de cette visite.

Le bulletin d'information a présenté ensuite toute la cérémonie de réception dans la cour du Palais Blanc, la résidence présidentielle de Slobodan Milosevic : accolades entre les deux présidents, hymnes, salut au drapeau, tapis rouge, passage en revue de la garde d'honneur et présentation des membres des deux délégations. Les images suivantes, plus habituelles, ont donné un aperçu de l'ambiance lors des entretiens dans un salon de la résidence.

Puis, contrairement aux habitudes, le journal a repris la totalité de la conférence de presse : *chaque président a lu son* communiqué et il n'y a pas eu de question de journalistes. Lors de telles visites, la télévision de Belgrade se contente en général de reportages nettement moins complets réduit souvent à la simple lecture des communiqués.

Slobodan Milosevic était visiblement plus éloquent qu'Alexandre Loukachenko. Le président yougoslave a affirmé que « *la Yougoslavie accepte de recevoir sur le territoire du Kosovo des observateurs civils de l'ONU ou des représentants d'autres Etats, c'est-à-dire des formations civiles, et non militaires* [...], *ce doivent être des représentants venant des Etats ne faisant pas partie de l'OTAN, et qui aujourd'hui participent au bombardement de la Yougoslavie* ». Le président biélorusse avait auparavant déclaré qu'il était venu « *dans le but de rapprocher, ne serait-ce que de quelques millimètres, ce pays de la paix* ».

Les téléspectateurs ont ensuite assisté à l'intégrale de la cérémonie d'adieux : hymnes, salut à la garde d'honneur, adieu aux membres des deux délégations, et chaleureuse accolade. Le président Milosevic n'a toutefois pas accompagné son hôte *plus loin que le véhicule devant* le reconduire à l'aéroport. Le président yougoslave, soucieux, a ensuite *rejoint seul et d'un pas* lent son Palais-résidence, alors que les dernière images du reportage ont montré le décollage de l'avion aux couleurs de la Biélorussie remmenant Alexandre Loukachenko.

Hector Forest

Les premiers réfugiés arrivent en France

LES PREMIERS groupes de réfugiés kosovars issus des camps de Macédoine *(lire aussi page 7)* devraient arriver en France à la fin de la semaine, par avion militaire. Cette première opération d'évacuation vers l'Hexagone intervient au moment où l'élan de solidarité qui se manifeste en France, notamment par de nombreuses offres d'hébergement, se heurte à un paradoxe : la quasi-absence de réfugiés de la guerre des Balkans sur le sol français. Parallèlement, le gouvernement a mis au point les modalités juridiques de l'accueil des réfugiés, autrement dit le statut dont ils devraient bénéficier. La solution retenue, qui repose sur un traitement collectif de la situation des Kosovars, ne retient aucune des formules de la récente loi Chevènement sur l'immigration et l'asile.

Un télégramme précisant ces règles spécifiques à appliquer aux « *ressortissants yougoslaves originaires de la province du Kosovo* » va être adressé aux préfets d'ici à quelques jours par Jean-Marie Delarue, *directeur des libertés publiques et des affaires juridiques au* ministère de l'intérieur. Ce texte *prévoit que les Kosovars enregistrés* par les soins du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), principalement dans les camps, se verront délivrer une autorisation provisoire de séjour de trois mois. A l'expiration de ces premiers papiers, ils bénéficieront d'une carte de séjour temporaire d'un an mention « salarié », autrement dit, ouvrant droit au travail. Le sort des réfugiés qui se présentent *individuellement aux frontières* françaises ou dans les préfectures sera légèrement moins favorable puisque, au-delà de l'autorisation de séjour de trois mois, ils obtiendront une nouvelle permission valable six mois, accompagnée d'une autorisation de travail.

DROIT AU TRAVAIL

Ce statut spécifique ne correspond pas exactement à l'« asile territorial » officialisé par la loi Chevènement, qui consiste en l'attribution, après un examen individuel des situations, d'une carte de séjour d'un an à certains étrangers menacés mais ne pouvant ou ne souhaitant pas obtenir le statut de réfugié. Les Kosovars ne devraient pas non plus, en principe, bénéficier de la large protection de la Convention de Genève, elle aussi prévue par la loi française. Répondant aux inquiétudes du HCR et des associations sur ce point, le ministère de l'intérieur précise que rien n'empêchera les Kosovars titulaires d'une autorisation de séjour de solliciter le statut de réfugié auprès de l'*Office français de protection des réfugiés et apatrides* (Ofpra). Dans ce cas, assure-t-on de même source, ils conserveront leur droit au travail, alors que, dans le droit commun, les demandeurs d'asile sont privés de ce droit.

Ce choix d'une procédure spéciale, proche de celle décidée lors de l'arrivée des réfugiés bosniaques, est justifié officiellement par un besoin d'efficacité, et l'impossibilité de procéder à l'examen individuel prévu par toutes les procédures légales. Le caractère censément provisoire du séjour des Kosovars permet aussi de justifier la formule retenue.

Le délégué en France du HCR, Philippe Lavanchy, parle d'« *évacuation* » et non de « *réinstallation* », en constatant que « *80 % des réfugiés présents dans les camps ne veulent pas quitter la région* ». Pourtant, l'adjonction de ce statut spécial dans un paysage de l'asile déjà complexe ne va pas de soi. « *Ce régime de l'asile à plusieurs vitesses va devenir ingérable* », pronostique Pierre Henry, directeur de l'association France-Terre d'asile, qui met en cause la lenteur de l'Ofpra, en particulier dans le traitement des demandes de Kosovars. Selon M. Henry, plus de huit cents réfugiés de ce pays répertoriés par son association attendent, parfois depuis neuf mois, une réponse à leur demande de statut de réfugié. Le manque de moyens dont souffre l'Ofpra serait à l'origine de cette situation. Les nouveaux réfugiés ne devraient guère peser à leur tour sur l'administration française : alors que 100 000 personnes se sont portées volontaires pour accueillir des réfugiés, un maximum de 400 personnes ont élu la France comme terre d'asile.

Philippe Bernard

Sur la frontière du Kosovo, de pauvres hères sous les bombes serbes

A Tropoja, village albanais sur la frontière du Kosovo, des tirs d'artillerie ont précédé l'infanterie serbe venue brûler quelques maisons. Les habitants et les réfugiés venus du Kosovo se retrouvent sans protection

Lieux de contrebande, dominés par des mafias et des bandes armées, les villages de montagne sur la frontière entre l'Albanie et le Kosovo sont parfois l'objet de bombardements ou d'attaques de la part des Serbes. Ils se vident d'une population de pauvres paysans rejoints par des réfugiés venus récemment du Kosovo. Ils se raccrochent, sans toutefois se faire trop d'illusions, au mince espoir de voir arriver les « renforts militaires » promis par Tirana. Quelques soldats mal équipés et sans foi trainent dans le coin. La guerre se subit. Que fait l'Amérique dont les avions survolent cette frontière pour aller lâcher leurs bombes de l'autre côté ? De vieux paysans ne parviennent pas à abandonner leurs villages en regardant la ligne de crête voisine où sont installées les forces serbes.

TROPOJA (frontière albano-yougoslave)
de notre envoyé spécial

Accoudé sur son muret effondré, Dul Hykaj regarde le mur enfoncé de la maison de son voisin Zequir. Comme presque tous les neuf cents habitants de Tropoja, Zequir et sa famille ont pris la fuite. Dans la vallée encaissée résonne le fracas des obus serbes qui s'abattent sur le nord de l'Albanie. Pour la première fois en huit ans de guerre, le conflit « yougoslave » déborde de ses frontières. Il touche la petite et pauvre Albanie qui vient pourtant de s'offrir corps et âme à l'OTAN, la plus puissante alliance militaire du monde. Au sud, à Tirana, la force « humanitaire » de l'Alliance atlantique se déploie.

Sur la crête qui forme la frontière entre l'Albanie et la Yougoslavie – plus exactement sa « province serbe » du Kosovo –, les forces serbes ont installé leur artillerie. Elles prennent pour cible les villages où s'abritent les combattants de l'UCK (Armée de libération du Kosovo). La nuit, la peur au ventre, les hommes de l'UCK tentent de ravitailler, à travers les champs de mine, les obus et la mitraille, leurs camarades de l'intérieur pris au piège de l'offensive serbe.

Les obus serbes ont pris Tropoja pour cible lundi. Dul Hykaj montre sa maison. *« Le souffle de l'explosion de l'obus a brisé mes fenêtres et ouvert ma porte »*, dit-il. Dans le ciel, à haute altitude, passent les avions de l'OTAN. Ils vont frapper les forces yougoslaves en Serbie, au Kosovo et, parfois, se trompent de cible. *« Ils feraient bien de bombarder les Serbes sur la crête »*, regrette Dul Hykaj. Depuis plus de cinq jours, Belgrade s'en prend au territoire albanais sans que l'OTAN ne réagisse. Sur la piste de terre et de pierre qui descend vers la vallée, un maigre barda au dos d'un cheval, les montagnards s'enfuient en évitant les pièges de la route. Les forces de Belgrade ont « pollué » la seule piste de la vallée en tirant des obus qui dispersent des mines en sous-munition. L'infanterie serbe pénètre même dans les villages albanais frontaliers les « nettoyer ».

Mehdi est venu rendre visite à Dul Hykaj, son ami. Garde-frontière albanais, il a participé, avec les hommes de l'UCK, aux combats contre les Serbes qui ont attaqué mardi le village de Kamenica accroché à la montagne au dessus de Tropoja.

« L'ETAT SE FOUT DE NOUS »

« Il y a eu une préparation d'artillerie puis l'infanterie serbe, descendue de la crête, est passé à l'assaut, raconte-t-il. *Ils étaient plus nombreux. Nous ne pouvions rien faire. Les Serbes sont entrés dans le village. Ils ont brûlé trois au quatre maisons puis sont repartis »*, rapporte Medhi. Dul Hykaj ainsi qu'une trentaine d'autres hommes du village sont restés pour « protéger » Tropoja. *« Après le Kosovo, c'est notre tour. Nous devons rester. Ce sont nos maisons, notre terre. Si les Serbes viennent, nous ne comptons que sur nous-mêmes »*, dit le vieux paysan avant d'ajouter : *« on espère que les Américains vont venir ici, qu'ils ne resteront pas à Tirana où ils ne servent à rien »*.

Dans cette région extrêmement isolée, aux mains de bandes criminelles, l'Etat albanais est presque inexistant. *« L'Etat se fout de nous »*, estime Dul Hykal en espérant l'arrivée assez rapide de renforts militaires promis par le président albanais.

Un peu plus haut sur la route, à bonne distance des crêtes où s'affrontent l'UCK et les forces serbes, les premiers « renforts » de l'armée albanaise se matérialisent sous la forme d'un camion italien kaki, de cinq hommes assis dans un fossé et de deux kalachnikovs. Les dépôts d'armes de l'armée albanaise ont été dévalisés lors d'émeutes en 1997. Le plan d'opération des « renforts » est *« un secret militaire »*, dit un soldat.

« L'OTAN va nous sauver », se rassure Dul Hykaj dans son jardin de Tropoja. A Bajram Curri, première petite ville proche de la frontière, un soldat de l'armée américaine débarque la mine renfrognée. Il se présente comme un simple *« attaché militaire »* depuis longtemps basé en Albanie et en simple *« visite de routine »* dans la région. Un peu plus à l'ouest, sur la piste qui longe la frontière dans la montagne, Ramadan Goça, âgé de 26 ans, fuit sur un motoculteur. Son village de Vlahema été bombardé mercredi à l'aube par les Serbes. *« Il n'y a pas, sur place, de soldats albanais, juste des policiers qui n'osent pas riposter »*, dit-il. Sa femme et ses trois enfants se trouvent dans une remorque. Derrière, suit un tracteur chargé de femmes et d'enfants venus de Drenica au Kosovo et qui s'étaient réfugiés dans le petit village de montagne albanais bombardé. *« Nous ne savons plus où nous sommes. Nos maris ne sont plus avec nous, ils se sont enfuis dans la montagne au Kosovo »*, dit une femme en tentant de calmer son enfant. Après avoir été chassés du Kosovo, les réfugiés fuient maintenant le nord de l'Albanie. *« Ca suffit*, tonne à Tropoja le vieux Dul Hykaj dans le bruit des obus. *Il faut répondre au feu par le feu ! »*.

Jean-Baptiste Naudet

La Macédoine confrontée à un nouvel afflux de réfugiés

SKOPJE
de nos envoyés spéciaux

Une période délicate, voire dangereuse, s'ouvre en Macédoine. Les unités de l'Otan qui avaient pris en charge à un moment dramatique le flot des réfugiés, alors bloqués à la frontière par l'armée macédonienne, vont se retirer des camps installés dans l'urgence, laissant leur administration aux organisations humanitaires. La sécurité intérieure des camps va être assurée par les forces de sécurité macédoniennes, qui n'ont jamais montré beaucoup de tendresse à l'égard des arrivants.

Alors qu'un nouveau flux de réfugiés arrive depuis deux jours à la frontière, le face-à-face entre la police et les réfugiés va, de nouveau, mettre à l'épreuve la cohabitation difficile entre les deux grandes communautés du pays, les Macédoniens orthodoxes, qui constituent la majorité de la population, et les albanophones, qui en forment un quart. Dans le camp de Stankovac, pris en charge par l'armée française, celle-ci a commencé officiellement, jeudi 14 avril, à plier bagage. Les représentants des 12 000 réfugiés ont tenté, la veille, une ultime démarche auprès du général Valentin et du nouvel administrateur de l'organisation humanitaire Care, Bob Allen, pour demander le maintien d'une présence militaire française, en vain. *« Nous avons dit que si les Français partaient, nous partirions derrière eux mais cela ne changera pas grand-chose »*, regrette Ismail Ismaili, qui assure que de nombreux réfugiés veulent quitter le camp pour ne pas se retrouver sous l'autorité des Macédoniens.

TERRAIN DE MANŒUVRE

Comme dans les deux autres camps gérés par les alliés, celui de Brazda, installé par les Britanniques, qui abrite plus de 20 000 personnes à coté de Skopje, et celui, plus petit, de Neprostino, près de Tetovo, tenu par les Allemands, cette passation de pouvoir va s'opérer graduellement. Depuis mercredi, les patrouilles comprennent des soldats de l'Otan et des policiers macédoniens. Progressivement, elles ne seront plus assurées que par les Macédoniens, les soldats occidentaux devant être partis le 18 avril.

Le gouvernement macédonien a donné son accord au Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) et à l'OTAN pour que les forces de police déployées parmi les réfugiés n'aient pas un armement trop voyant. Mais tout le monde est bien conscient qu'il entend bien contrôler ce qui se passe pour éviter que les réfugiés ne deviennent un terrain de manœuvre pour les organisations politiques kosovares et albanophones de Macédoine. Même s'ils ont évité pour le moment de trop se montrer au grand jour, la tentation est grande pour les activistes kosovars, notamment ceux de l'UCK, d'utiliser la Macédoine comme base arrière. Les réfugiés des camps, et ceux, plus nombreux encore, qui ont été pris en charge dans les familles albanophones au début de l'exode représentent pour eux un enjeu important.

Les organisations humanitaires vont avoir une lourde responsabilité dans cette phase. Elles n'ont pas toujours eu de bonnes expériences avec les autorités macédoniennes. L'entrée des nouveaux réfugiés, mercredi, s'est à nouveau heurtée aux réticences des Macédoniens. Au principal point de passage, à Blace, plusieurs milliers de personnes ont dû patienter des heures avant d'être transportées dans les camps. Plus à l'est, au-dessus de Koumanovo, un nombre de réfugiés estimé à environ un millier est resté bloqué en rase campagne à la sortie du village frontalier albanophone de Bojanev. Une trentaine de soldats et de policiers empêchaient quiconque de passer pour leur venir en aide. Selon des villageois, ces réfugiés étaient arrivés la veille dans un convoi d'une quarantaine de remorques tirées par des tracteurs, escorté depuis la ville de Gnjilane, à une trentaine de kilomètres de là, par des forces serbes. Ils auraient été chassés des villages de la région pour être concentrés sur Gnjilane et, de là, poussés vers la Macédoine. Comme pour les réfugiés arrivés la veille d'Urosevac, des informations faisaient état de villages brûlés, de meurtres et de brutalités, dont il reste difficile de mesurer l'ampleur.

Aucun des réfugiés arrivés mardi n'évoque des accrochages ou des combats entre les forces serbes et les miliciens de l'UCK. En revanche, leurs témoignages concordent pour confirmer la présence de l'Armée de libération du Kosovo dès que le terrain devient difficile.

Henri de Bresson et Gilles Paris

« Ce que vous dites n'est pas le vrai, c'est votre vrai ! »

SKOPJE
de notre envoyé spécial

Un public de Rotary pour une ambiance de plomb : l'ambassadeur de France avait rendez-vous mercredi 14 avril au centre culturel français de Skopje avec la bonne société francophone de la ville. Mais c'est une Macédoine inquiète qui s'est pressé dans la salle comble : la Macédoine qui appelle tous les jours Belgrade pour avoir des nouvelles des amis ou des parents, la Macédoine qui s'effraie du flot ininterrompu des réfugiés albanais du Kosovo – qui représentent déjà plus de 10 % de sa population.

Le diplomate français est venu défendre la position de son pays devant un public slave. Il justifie tout d'abord les bombardements, qui deviennent *« la mise en œuvre de l'avertissement que l'OTAN avait exprimé »*. Puis il s'efforce de témoigner de l'intérêt porté par les Occidentaux à la Macédoine, *« située où l'on sait entre les Etats que l'on connaît »*. L'ambassadeur se veut également rassurant à propos des réfugiés kosovars albanais dans un pays où les Albanais constituent un gros quart de la population, mais les premières apostrophes fusent.

Le doyen de la faculté de droit s'indigne de cette guerre *« menée par l'Amérique et par une juive, madame Albright, contre un pays souverain »*. *« Sait-elle seulement que les Serbes ont lutté contre les nazis et qu'ils recueillaient les aviateurs américains dont les appareils avaient été abattus »*, s'emporte-t-il. Une jeune femme, professeur de français à Kumanovo, lui succède. *« Je voudrais que la France soit belle comme je la connais*, assure-t-elle, *mais de chez moi, tous les soirs, j'entends les bombardements et je suis obligé de donner des cachets à mon fils pour qu'il puisse dormir. »* De petits carrés de papier apparaissent. Il s'agit de répliques des fameux badges arborés par les Serbes à Belgrade : un cible entourée de deux slogans : *« Arrêtez les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie ! Nous sommes tous des cibles. »*

L'ambassadeur fait front. Son explication de l'exode des Kosovars, chassés par la crainte des violences serbes, soulève les protestations. *« Non ! C'est la faute aux bombardements de l'OTAN ! »*, s'exclame-t-on ici et là. *« Ce que vous dites, ce n'est pas le vrai, c'est votre vrai ! »*, proteste une femme. Le secrétaire général du comité olympique macédonien prend ensuite la parole pour rappeler les épreuves subies par sa famille d'origine serbe lorsqu'elle habitait le Kosovo. *« De 1960 à 1969, la maison de mon grand-père a été brûlée quatre fois et ce n'est pas pour cela qu'on a quitté les lieux »*, assure-t-il. Puis plusieurs personnes prennent la parole et commencent par assurer qu'ils apprécient *« beaucoup »* les Albanais et leur religion avant de dénoncer leur volonté de puissance. Agacé, le diplomate français cogne à son tour. *« Vous savez très bien que les Macédoniens d'origine albanaise font plus d'enfants que vous et qu'en 2020 votre pays sera un pays biethnique*, réplique-t-il. *Cela, c'est la réalité, alors il faut vous débarrasser de vos frayeurs à l'égard de l'islam des Albanais parce qu'elles sont irrationnelles. »*

La dernière question échoit à un homme qui se lève pour protester contre *« la façon de penser des Balkans, toujours tournée vers le passé et vers la légende »* et pour demander à chacun de dépasser *« les caricatures »*. L'ambassadeur remercie de son intervention *« notre ami professeur de français de Kumanovo, d'origine albanaise »*. Corsetée dans ses certitudes, la salle l'a à peine entendu.

Gilles Paris

DÉPÊCHES

VIOLS COLLECTIFS

■ Le procureur du Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie, Louise Arbour, va se rendre dans les deux prochains jours dans les Balkans pour enquêter sur les accusations de viols massifs d'Albanaises du Kosovo par les forces serbes, a indiqué, mercredi 14 avril, le ministre à l'aide internationale, Clare Short. Belgrade a rejeté ces accusations en parlant d'un *« coup monté par l'OTAN, déjà vu en Bosnie »* dans le cadre de la *« guerre de propagande »* contre la Yougoslavie, a dit mardi Nebojsa Vujovic, porte-parole du ministère yougoslave des affaires étrangères.

■ La Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (Cadac) s'élève contre la condamnation par le Vatican du recours à la *« pilule du lendemain »* pour les femmes violées au Kosovo, dans un communiqué publié mercredi. Pour la Cadac, qui regroupe de nombreuses associations dont le Planning familial et l'Association nationale des centres d'IVG, *« toutes les occasions sont saisies par le Vatican lorsqu'il s'agit de condamner l'avortement, la contraception, l'usage du préservatif »*.

LE GÉNÉRAL MLADIC AU KOSOVO ?

■ Le général Ratko Mladic, ancien chef militaire des Serbes de Bosnie recherché pour crimes de guerre par le TPI, opère *« en ce moment »* au Kosovo à la tête d'un groupe paramilitaire, a affirmé, mercredi 14 avril, le ministre britannique de la défense, George Robertson. *« Selon nos informations, le général Mladic commande un gang de paramilitaires au Kosovo »*, a-t-il dit. M. Robertson a également accusé le chef paramilitaire Zeljko Raznatovic, alias Arkan, de recruter des criminels dans les prisons serbes pour participer aux exactions des forces yougoslaves contre les civils de souche albanaise au Kosovo, au sein de sa milice, les « Tigres ». – *(AFP)*

TURQUIE

■ La Turquie veut adhérer au Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Italie) en tant qu'*« important pays régional et membre de l'OTAN »*, a annoncé, mercredi 14 avril, un porte-parole du ministère turc des affaires étrangères. La Turquie *« a fait part de ce souhait lundi à Bruxelles à ses interlocuteurs de l'OTAN »*, a ajouté Sermet Atancali. – *(AFP.)*

MONTÉNÉGRO

■ Le ministre de l'intérieur du Monténégro, Vukasin Maras, a mis en garde, mercredi 14 avril, contre un danger de *« guerre civile »*, si l'armée yougoslave était utilisée pour une tentative de renverser le pouvoir monténégrin. M. Maras a indiqué qu'il *« existe des individus et groupes qui sont prêts, partant de leurs positions au pouvoir* (fédéral yougoslave), *à utiliser l'armée dans le but de s'emparer du pouvoir au Monténégro »*. – *(AFP.)*

CAMPS

■ L'armée américaine va construire deux camps pouvant accueillir quelque 20 000 réfugiés en Albanie, près de la frontière avec la Macédoine, a annoncé, mercredi 14 avril, le coordinateur du président Clinton pour l'aide humanitaire au Kosovo, Brian Atwood. *« Nous espérons que la construction pourra commencer relativement vite »*, a-t-il ajouté en invoquant la *« pression »* ressentie pour évacuer les réfugiés kosovars de Macédoine. – *(AFP.)*



Les sikhs indiens fêtent leur tricentenaire dans les craintes et la division

La « communauté des purs » voit beaucoup de ses jeunes émigrer

Les festivités prévues pour la commémoration de la fondation de la communauté sikhe, il y a *trois cents ans, promettaient d'être fastueuses.* Mais les sikhs du Pendjab indien, après dix ans de violences, se sentent toujours marginalisés *par le pouvoir fédéral. Des centaines de mili*tants sont encore en prison et les disparitions continuent. Les luttes politiques et religieuses *intestines minent la population.*

AMRITSAR
de notre envoyée spéciale

A la nuit tombée, le Temple d'or luit de tout son éclat. Bercés par les chants ininterrompus des « prêtres », les pèlerins se bousculent pour se prosterner devant le livre saint. Cinq siècles après la fondation du sikhisme par le gourou Nanak, les sikhs fêtent le 300e anniversaire de la Khalsa (communauté des purs) fondée par le dixième et dernier gourou pour distinguer la communauté sikhe de son environnement hindou et musulman. A travers cinq signes distinctifs, dont le plus spectaculaire reste le port du turban, le gourou Gobind Singh entendait donner conscience aux sikhs de leur identité. Pour fêter dignement cet anniversaire, le Temple d'or a fait peau neuve. Pendant quatre ans, une centaine d'artisans ont, avec 500 kg d'or fin, redoré ce sanctuaire, le plus sacré du sikhisme. Pour avoir, en 1984, envoyé l'armée dans son enceinte, afin de mater une rébellion de sikhs indépendantistes, Indira Gandhi fut assassinée par deux de ses gardes du corps sikhs.

Après dix ans de violences, le Pendjab a aujourd'hui retrouvé la paix mais les blessures des sikhs sont loin d'être guéries. Si la revendication du Khalistan (Etat indépendant pour les sikhs) ne fait plus recette, l'amertume de la communauté vis-à-vis de l'Etat indien reste grande. *« L'Inde est notre pays et les sikhs ont versé plus de sang que n'importe quelle communauté pour sa défense »*, affirme l'historien Patwant Singh. *« Mais,* ajoute-t-il, *la demande d'indépendance commence quand vous avez le sentiment que vous ne pouvez pas obtenir justice dans votre pays. »* M. Singh fait référence au fait que personne n'a été encore jugé et, *a fortiori*, condamné, quatorze ans après les massacres sanglants de sikhs – 2 776 morts officiellement reconnus par les autorités – qui avaient, à Delhi, suivi l'assassinat de Mme Gandhi. *« Dix ans après la fin de la rébellion, des centaines de gens sont encore en prison et des disparitions continuent toujours »*, souligne Kirpal Singh Randhawa, vice-président de l'Organisation des droits de l'homme au Pendjab.

Profondément meurtris par la partition de 1947, qui a coupé le Pendjab en deux, les sikhs qui ont alors choisi l'Inde revendiquent toujours une capitale pour le Pendjab, seul Etat indien dans lequel ils sont majoritaires à 60 %. *« Nehru avait promis de faire de Chandigarh une merveille, mais aujourd'hui la ville est partagée entre trois autorités et nous n'avons toujours pas de capitale »*, souligne M. Patwant Singh. Si le Pendjab, grenier à blé de l'Inde, est l'un des Etats les plus riches du pays, les sikhs déplorent que le gouvernement central n'y ait fait aucun investissement industriel de nature à créer des emplois pour une jeunesse instruite qui a tendance à chercher fortune à l'étranger. Les sikhs émigrent volontiers : 10 % des 20 millions de sikhs indiens vivent à l'étranger.

« POLITIQUE HÉGÉMONIQUE »

La plus grande crainte des sikhs demeure toutefois d'être absorbés par la majorité hindoue. *« Une majorité essaye toujours d'imposer une politique culturelle, religieuse, sociale hégémonique »*, affirme Manjit Singh Calcutta, député de l'Akali Dal, le parti qui représente les sikhs. Ce point est un objet de débat notamment parmi les jeunes dont beaucoup se coupent les cheveux et la barbe. *« 70 % des jeunes qui vont dans les pays occidentaux ne portent plus le turban »*, affirme S. K. Singh. *« L'apparence physique est beaucoup plus importante dans la religion sikhe que chez les autres »*, constate un professeur, en ajoutant : *« Si elle disparaît, j'ai peur que nous nous assimilions très vite dans la masse hindoue. »*

Déjà, certains sikhs jugent comme une menace l'importance de plus en plus grande donnée à la caste dans la communauté sikhe. C'est notamment pour dénoncer le système des castes et la toute-puissance brahmanique que le gourou Nanak avait fait naître le sikhisme. Cette évolution inquiète d'autant plus les fidèles qu'un conflit oppose aujourd'hui les institutions religieuses et politiques de la communauté. Premier ministre du Pendjab, Parkash Singh Badal a récemment remplacé le chef de l'Akal Takht, chef religieux de la communauté, s'attribuant tous les pouvoirs. Ce conflit, qui vise au contrôle de la communauté, ternit aux yeux de beaucoup les célébrations du tricentenaire. *« C'était l'occasion de ramener les jeunes à l'observation des règles, de mieux diffuser notre message*, affirme M. Singh Calcutta. *Maintenant, beaucoup de fidèles sont dégoutés par ces luttes internes et vont rester à l'écart des festivités. »*

Françoise Chipaux

Les Quinze souhaitent une Commission forte, efficace et transparente

BRUXELLES (Union européenne)
de notre correspondant

Préoccupés à l'extrême par la guerre du Kosovo, les chefs d'Etat et de gouvernement des Quinze n'avaient pas l'esprit suffisamment libre pour engager avec Romano Prodi un débat approfondi sur la réforme de la Commission européenne, contrairement à leurs intentions manifestées après sa désignation comme futur président le 24 mars à Berlin. L'échange de vues, mercredi 14 avril dans la soirée, fut donc bref et passablement superficiel.

On y rappela la procédure de mise en place de la future Commission, telle qu'elle avait été fixée à Berlin et à laquelle semble s'être rallié le Parlement européen. Le président désigné se présentera à nouveau devant l'Assemblée de Strasbourg début mai pour en recevoir l'aval. Ensuite, M. Prodi constituera son équipe en collaboration étroite avec les gouvernements, comme le veut le traité d'Amsterdam désormais en vigueur.

Les Quinze se sont tous prononcés en faveur d'une Commission forte, efficace, transparente et débarrassée des tâches qui ne sont pas vraiment de sa compétence et pour lesquelles elle n'a pas de moyens suffisants. M. Prodi a souligné la nécessité de donner à l'opinion un sentiment de renouvellement, sans pour autant exclure le maintien en place de quelques commissaires. Certains d'entre eux bénéficieront donc probablement d'un nouveau mandat.

NOMINATIONS ET AUDITIONS

Du côté français, si le président de la République et le gouvernement en sont d'accord, ce qui, s'agissant au moins du second, n'est pas garanti, ce souci d'une certaine continuité laisse ses chances à Yves-Thibaut de Silguy, actuellement chargé des affaires économiques et monétaires.

La première session du nouveau Parlement se tiendra le 20 juillet. Il reviendra à l'Assemblée de fixer son calendrier, c'est-à-dire de nommer ses propres commissions et de proposer des dates pour les auditions des commissaires. Il est vraisemblable que le vote d'investiture de la nouvelle Commission aura lieu en septembre, l'équipe de M. Prodi entrant alors en fonctions au plus tard le 1er octobre.

Le champ d'action de la future Commission, et donc de l'Union, n'a été abordé que succinctement. C'est en juin à Cologne, si les événements des Balkans le permettent, que Romano Prodi soumettra ses premières idées sur la manière de faire progresser la construction européenne.

Philippe Lemaitre

L'« aventure russe » d'Ariel Sharon suscite l'inquiétude en Israël

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Cela ne devait être qu'un déplacement de routine : visiter Moscou, comme vient de le faire, du 11 au 13 avril, le ministre des affaires étrangères israélien, Ariel Sharon, est dans l'ordre des choses. Mais ce voyage – le troisième en moins de deux mois – suscite en Israël des interrogations. Plusieurs commentateurs, ou adversaires de M. Nétanyahou, se demandent si son entreprenant ministre des affaires étrangères n'est pas en train de jouer avec le feu et d'amorcer un virage politique d'envergure.

Officiellement, le déplacement de M. Sharon était motivé par les recherches iraniennes en matière d'énergie nucléaire et de missiles. Depuis des mois, Israël se dit préoccupé par les progrès accomplis par Téhéran en la matière, grâce, accuse Jérusalem, aux matériels et aux technologies fournis par la Russie. En mars, à l'issue d'un voyage de M. Nétanyahou à Moscou, Israël et la Russie ont annoncé la création d'un organisme de contrôle commun, chargé de superviser les exportations vers l'Iran de technologies militaires « sensibles » russes.

Mais ce nouveau voyage d'Ariel Sharon en Russie intervient aussi dans un contexte marqué par la guerre au Kosovo, la campagne électorale israélienne et un sensible refroidissement des relations américano-israéliennes. En délicatesse avec les Etats-Unis, qui lui reprochent de ne pas respecter l'accord de Wye River, le gouvernement israélien, accusent ses adversaires, pratique un dangereux chantage en faisant les yeux doux à la Russie.

Plusieurs déclarations sont venues, ces derniers jours, nourrir les inquiétudes de nombre de hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères. La plus fracassante a été faite par Ariel Sharon à propos du Kosovo, le ministre estimant qu'admettre un Kosovo indépendant ou lié à une *« grande Albanie »* équivaudrait à autoriser un centre *« terroriste islamique »* en plein cœur de l'Europe. Cette sortie a embarrassé M. Nétanyahou, qui a aussitôt précisé que son ministre s'était exprimé *« à titre personnel »*.

Mais bien qu'ayant, depuis, tempéré ses propos et souligné qu'Israël avait un devoir de secours aux *réfugiés*, M. Sharon n'a pas fondamentalement changé son point de vue : comme les Russes, il est opposé aux frappes de l'OTAN, convergence qu'a lourdement soulignée l'adversaire travailliste de M. Nétanyahou, Ehoud Barak. Selon ce dernier qui, en bon chef d'état-major qu'il a été, n'oublie pas que la puissance militaire de son pays dépend très largement de l'aide militaire et financière américaine, Israël, en cette affaire, *« doit se tenir sans hésitation aux côtés du monde libre et des démocraties occidentales conduites par le président Clinton »*.

> Le rapprochement russo-israélien n'est-il qu'un contrat temporaire d'échange de services ?

Le rapprochement russo-israélien n'est-il qu'un contrat temporaire d'échange de services ? Il y a quelques jours, M. Nétanyahou annonçait qu'à la demande de M. Primakov il était intervenu auprès du Fonds monétaire international (FMI) pour que soit débloqué un crédit de 4,8 milliards de dollars (4,4 milliards d'euros) dont la Russie a un urgent besoin ; au même moment, des rumeurs venues de Moscou et rapportées de source israélienne laissaient entendre que la Russie allait intervenir auprès de M. Arafat pour que ce dernier reporte sa décision de proclamer l'Etat de Palestine. Enfin, écrivait mardi le quotidien *Haaretz*, M. Sharon aurait utilisé ses nouveaux amis russes pour proposer à la Syrie, avant les élections, un arrangement à propos du Liban et du plateau du Golan. A son retour en Israël, mardi, M. Sharon a fermement démenti.

Il demeure cependant qu'Israël cherche à s'investir sur le marché russe, proposant notamment son savoir-faire en matière de sécurité ou d'électronique. M. Sharon ne cache pas sa volonté d'apporter à M. Nétanyahou les voix russes qui lui permettront de gagner les prochaines élections. Lors de sa récente visite aux Etats-Unis, M. Sharon a publiquement admis que la victoire de M. Nétanyahou ne tenait qu'à quelques points, qui pouvaient se trouver chez les Israéliens d'origine russe, sensibles aux bonnes manières d'Israël envers de Moscou.

Cynisme électoral, manœuvre commerciale ou mouvement stratégique ? Le tropisme russe de M. Sharon n'a pas fini d'inquiéter. Dénonçant *« l'aventure russe »*, le plus prestigieux commentateur militaire de la presse israélienne, Zeev Schiff, estimait dans *Haaretz* il y a quelques jours, que les initiatives du ministre des affaires étrangères pouvaient conduire à une *« sérieuse épreuve de force avec les Américains »*. Selon le journaliste, qui n'a pas été démenti, le chef du Mossad, les responsables du renseignement militaire, le chef du Conseil national de sécurité et le ministre de la défense, Moshe Arens, auraient exprimé à M. Nétanyahou leur inquiétude et leur opposition aux initiatives de M. Sharon.

Georges Marion

Hans Eichel, le nouveau ministre des finances allemand, annonce un renforcement de la rigueur

BERLIN. Le nouveau ministre allemand des finances, Hans Eichel, a jugé *« nécessaires »* des mesures *« d'économies drastiques »* pour combler les trous du budget 1999, dans un entretien radiophonique diffusé mercredi 14 avril. Il n'a pas exclu de faire passer une loi permettant de réduire le cas échéant des prestations comme les allocations familiales. *« Il n'y a pas encore de plans concrets. Nous avons un trou de plus de 30 milliards de DM (15,34 milliards d'euros), ce qui correspond à 6 % du budget. Nous devons envisager tous les instruments possibles »* pour réduire le déficit, a dit M. Eichel.

Le successeur d'Oskar Lafontaine (ce dernier a démissionné de son poste début mars) est entré en fonction mardi. Il a annoncé la nomination de deux nouveaux secrétaires d'Etat plus « orthodoxes » que leurs prédécesseurs : Caiao Koch-Weser, jusqu'ici haut fonctionnaire à la Banque mondiale, et Heribert Zitzelberger, spécialiste de droit fiscal, remplacent les néo-keynésiens Heiner Flassbeck et Claus Noé. – *(AFP, Reuters.)*

Manifestations de soutien à Anwar Ibrahim en Malaisie

KUALA LUMPUR. La peine de six ans de prison prononcée, mercredi 14 avril, contre l'ancien vice-premier ministre Anwar Ibrahim a provoqué à Kuala Lumpur des manifestations vite réprimées par la police. Deux dirigeants de l'opposition, Tien Chua et Malik Hussin, ont été arrêtés. D'autre part, les Etats-Unis et l'Union européenne ont exprimé leurs *« préoccupations »* à la suite de la condamnation d'Anwar, Washington ajoutant que le procès avait été entaché d'*« irrégularités »*. Dans la région, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Philippines ont vivement protesté. Amnesty International a décidé de faire d'Anwar Ibrahim un *« prisonnier de conscience »*. – *(AFP.)*

Nouvelle crise gouvernementale en Inde

NEW DELHI. Le gouvernement indien de M. Atal Bihari Vajpayee, conduit depuis treize mois par les nationalistes du BJP (Parti du peuple indien), affronte jeudi 15 avril un très difficile débat de confiance. Cette crise a été provoquée par le retrait de la coalition gouvernementale du parti sudiste d'une ancienne actrice passée à la politique, Mme Jayalalitha.

Le président K. R. Narayanan a demandé au gouvernement de prouver sa majorité à la Chambre. L'opposition, emmenée par le Parti du Congrès, est unie pour renverser le gouvernement, mais aucun accord n'est encore en vue sur la formation d'un nouveau cabinet. Le BJP tente d'obtenir le soutien des partis sudistes opposés à Mme Jayalalitha et de convaincre quelques députés indépendants. La crise, dans un pays qui en est à son cinquième gouvernement en trois ans, pourrait déboucher sur des élections, toute nouvelle coalition risquant d'être aussi fragile que la précédente. – *(Corresp.)*

Kenneth Starr : l'affaire Lewinsky a été une « expérience lamentable »

WASHINGTON. L'affaire Lewinsky a été *« une expérience lamentable pour le pays et nous n'aurions pas dû avoir à subir tout cela »*, a déclaré mercredi le procureur indépendant Kenneth Starr. Elle aurait pu être évitée *« si le président des Etats-Unis avait simplement dit : j'ai fait une grosse erreur »*, a ajouté M. Starr, lors de sa première interview depuis l'acquittement du président Bill Clinton au Sénat en février.

Le procureur, qui était interrogé par Larry King sur CNN, a par ailleurs défendu ses différentes enquêtes, rejetant toutes les critiques. Il s'est dit prêt à recommencer si on le lui demandait. M. Starr a d'ailleurs précisé que son enquête sur l'affaire Lewinsky n'était pas terminée, et il a répété qu'un président pouvait être inculpé une fois achevé son mandat à la Maison Blanche. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **IRAK : des dizaines d'Irakiens ont été exécutés** au cours des deux dernières semaines dans la région de Bassorah, dans le sud de l'Irak, après que des *« militants de l'opposition »* eurent réussi à prendre le contrôle de plusieurs quartiers de la ville, et mené des actions de commando contre des cibles officielles, indique un communiqué du Parti communiste irakien, reçu mercredi 14 avril à Paris.

■ **RWANDA : Mgr Augustin Misago, évêque catholique de Gikongoro** (Sud-Ouest), a été arrêté mercredi 14 avril pour crimes de génocide, a indiqué une source judiciaire à Kigali. Le procureur de la République à Kigali a précisé que le prélat avait été arrêté à la nonciature. L'évêque avait été désigné à la vindicte publique, le 7 avril, par le président Pasteur Bizimungu, dans un discours prononcé lors des cérémonies organisées pour le cinquième anniversaire du génocide. – *(AFP.)*

■ **ALLEMAGNE : le déménagement du gouvernement et du Parlement allemands de Bonn à Berlin a commencé** mercredi 14 avril avec le départ de 100 tonnes de matériel (dossiers, équipements informatiques et mobilier des ministères de l'économie et de l'intérieur), vers la capitale allemande, a annoncé la compagnie ferroviaire allemande Deutsche Bahn. D'ici septembre, 30 000 parlementaires, fonctionnaires et journalistes doivent rejoindre les bords de la Spree dans ce qui s'annonce comme le *« déménagement du siècle »*. – *(AFP.)*

Washington tente d'imposer son favori à la tête de l'OMC

GENÈVE. Après six mois d'intenses tractations, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a toujours pas trouvé un successeur à son actuel directeur général, l'Italien Renato Ruggiero, dont le mandat de quatre ans arrive à échéance le 30 avril. Deux candidats demeurent en lice, le vice-premier ministre thaïlandais Supachai Panichpakdi et l'ancien premier ministre néo-zélandais Mike Moore.

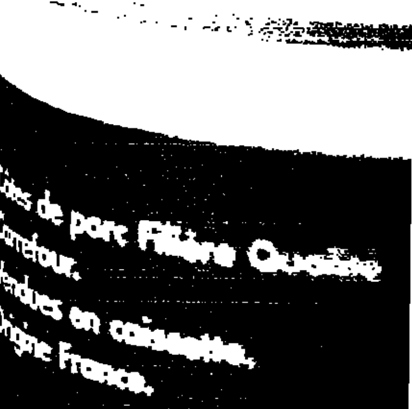
Le Conseil général de l'OMC s'est donné un ultime délai jusqu'au 30 avril pour parvenir à un compromis. Soutenu par l'Asie et le Japon, le candidat thaïlandais a les faveurs de la majorité des pays en développement et d'une partie des Européens, mais se heurte aux réserves des Etats-Unis, qui espèrent mettre à profit ce nouveau report pour imposer son rival néo-zélandais. Mike Moore a aussi rallié à sa cause des puissances commerciales comme l'Allemagne, la France et l'Italie, ainsi que plusieurs pays d'Amérique latine et d'Afrique. – *(Corresp.)*













هكذا من الأصل

ÉLECTIONS La campagne des élections européennes du 13 juin, étouffée, dans un premier temps, par la guerre contre la Serbie, devient maintenant le cadre d'un débat sur les questions soulevées par ce conflit. Les responsables politiques de tous bords sont amenés à se prononcer sur le rôle de l'OTAN, sur les rapports entre l'Europe et les Etats-Unis. La plupart d'entre eux prennent position pour une défense européenne, mais hésitent à en préciser les contours et, surtout, le coût. ● A L'EXTRÊME GAUCHE, de nouveaux clivages apparaissent, certains dénonçant en priorité la domination américaine et « libérale », tandis que d'autres partagent la responsabilité de la guerre entre le pouvoir serbe et les Occidentaux. ● A DROITE, si le soutien à Jacques Chirac est majoritaire, des voix discordantes se font entendre chez les « souverainistes », détracteurs de l'Union européenne.

Les responsables politiques font chorus pour une défense européenne

La suprématie américaine et la tournure prise par la guerre contre la Serbie changent les termes du débat en vue des élections du 13 juin. Les réunions publiques des candidats sont l'occasion pour eux de prendre parti sur la capacité de l'Europe à assurer sa popre sécurité

TROIS SEMAINES après le déclenchement des frappes de l'OTAN en Yougoslavie, la campagne des élections européennes pourrait bien reprendre ses droits. Il lui aura fallu pour cela faire – brutalement – peau neuve. Les états-majors des listes engagées dans la compétition du 13 juin tentent d'adapter leur message aux attentes de l'opinion, dont l'attention est monopolisée par la guerre contre la Serbie. L'effort consenti est récompensé lors des réunions publiques. Comme l'a dit Robert Hue, lors d'une réunion publique en Moselle, le 13 avril (*Le Monde* du 15 avril), en réponse à une question : « *Vous avez dit que le débat sur la guerre en Yougoslavie mettait entre parenthèses le débat sur les européennes. Ce qui se passe au Kosovo montre le contraire.* »

Et le secrétaire national du PCF d'enchaîner sur le suivisme de l'Europe vis-à-vis des Etats-Unis, qui, « *par l'intermédiaire de l'OTAN, ont imposé une stratégie qui n'est pas la nôtre* ». Les mots varient, mais le constat, d'un bord à l'autre de l'échiquier politique, est peu ou prou le même. Passé le temps des réactions – favorables ou hostiles – aux frappes aériennes, chacun s'est vu invité à commenter la prédominance américaine dans l'OTAN, d'autant plus prégnante que l'ONU a été court-circuitée par l'intervention de l'Alliance atlantique.

Virulente à l'extrême droite, au PCF ou dans les rangs des « souverainistes » du RPR, la dénonciation de l'emprise américaine est relayée, à gauche et à droite, *mezza voce*, au sein des partis qui constituent l'« union sacrée » autour du chef de l'Etat et du premier ministre. Elle s'est traduite par de nombreux appels à la réintégration des Nations unies – et de la Russie – dans le processus en cours, qui ont conduit le premier ministre, Lionel Jospin, à infléchir son discours en ce sens lors de son intervention à l'Assemblée nationale, le 6 avril.

REFUS UNANIME

A l'approche du sommet du cinquantenaire de l'OTAN, prévu les 24 et 25 avril à Washington, des voix se sont élevées, refusant le caractère festif donné par les Américains à cette rencontre. Président de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, le centriste Xavier de Villepin s'en est ému auprès du premier ministre, le 7 avril. Son homologue de l'Assemblée nationale, Paul Quilès (PS), a demandé au gouvernement, le 13 avril, d'« *intervenir auprès de l'OTAN* » pour obtenir le report de ce sommet, position aussitôt approuvée par le porte-parole du RPR, François Fillon, pour qui il faut « *transformer* » ce sommet « *en réunion de travail sur la crise au Kosovo* ». D'autant, a-t-il ajouté mercredi, que la réunion prévue à Washington « *doit marquer un pas de plus dans la nouvelle stratégie de l'OTAN, qui se traduit par une extension de son rôle en Europe, alors que tout le monde s'accorde à dire qu'il faut plus d'Europe en matière de sécurité* ».

Le refus unanime de la prédominance américaine ouvre le débat sur une défense européenne. Ce qui n'a pas pu voir le jour depuis l'échec de la Communauté européenne de défense, en 1954, est désormais réclamé sur tous les bancs. François Hollande, premier secrétaire du PS, a réaffirmé, mercredi – lors de son premier déplacement de tête de liste, dans le Pas-de-Calais, comme à la réunion des leaders socialistes européens, à Bruxelles –, qu'il faut utiliser la campagne européenne pour « *faire progresser cette idée d'Europe de la défense* ».

« *Il faut une Europe de la défense avec une capacité d'intervention lorsqu'il y a une crise dans notre environnement immédiat* », a affirmé, le 9 avril à Strasbourg, François Bayrou, président de l'UDF. « *Il faut intégrer des bataillons nationaux dans une force européenne* », nous a déclaré, mercredi, le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, *Philippe Douste-Blazy*, tandis qu'Yves Cochet (Verts, Val-d'Oise) souligne « *l'urgence de construire une Europe politique comprenant une dimension d'Europe de la défense* ».

C'est une autre conception, sans lien avec l'Union européenne, que suggère Philippe Séguin lorsqu'il regrette – le 12 avril, à la Réunion – que l'Europe ne se soit « *dotée d'aucun système de sécurité collective qui lui soit propre et qui puisse rassembler (...) toutes les nations intéressées à la stabilité et à la paix sur le continent, la Russie comprise* ». De même, dans un « point de vue » cosigné avec Max Gallo (*Le Monde* du 2 avril), Charles Pasqua (RPR) affirmait qu'« *il n'est nulle solution, dans les Balkans comme ailleurs en Europe, sans une Europe européenne* » et que « *l'indépendance de sa défense en est l'indispensable pierre de touche* ».

L'ÉVOLUTION DE ROBERT HUE

« *L'Europe, qui n'est pas un Etat, a-t-elle besoin d'une armée ? (...) J'avoue préférer que l'Europe contribue en priorité à de nouvelles avancées dans le désarmement, à l'interdiction de l'arme nucléaire et du commerce des armes* », écrivait M. Hue dans son livre *Communisme, un nouveau projet*, publié au début de l'année. Cependant, le 11 avril, sur Europe 1, le secrétaire national du PCF a constaté que la situation au Kosovo montre qu'« *il y a besoin de moyens militaires* ». Tout en refusant l'idée d'une armée européenne, il s'est prononcé en faveur d'une « *coordination des politiques de défense européennes* ».

« *Les communistes auront du mal à aller plus loin* », estime Jean-Louis Bianco (PS, Alpes-de-Haute-Provence), qui rappelle que, dans cette perspective, ne manquerait pas de se poser la délicate question des « *modalités du partage du commandement* ». M. Bianco souligne que « *la défense européenne reste une idée vague, qui n'est pas facile à mettre en œuvre* ». D'autres, comme MM. Fillon et Quilès, manifestent une certaine exaspération devant la multiplication des déclarations sur le sujet qui s'accompagnent d'un silence quant aux modalités de la mise en œuvre. Dénonçant une « *gesticulation verbale* », M. Quilès, ancien ministre de la défense, souligne que ceux qui prônent aujourd'hui une Europe de la défense « *vont peut-être hurler* » lorsqu'il s'agira, demain, d'examiner les crédits afférents. Désabusé, il s'attend à ce que, « *dès que le conflit du Kosovo sera terminé, on en parle moins* ».

Jean-Baptiste de Montvalon

Une « doctrine de Monroe » européenne ?

Alain Peyrefitte, sénateur (RPR) de Seine-et-Marne et ancien ministre de De Gaulle, évoque, dans *Le Figaro* du 15 avril, une « *doctrine de Monroe européenne* » face à la « *prise de possession de l'Europe par Washington* ». Rappelant que le président américain James Monroe avait énoncé, au début du XIXe siècle, le principe selon lequel « *seuls des Etats d'Amérique pouvaient se mêler des affaires américaines* », M. Peyrefitte demande : « *Le temps ne viendra-t-il jamais où l'Union européenne osera tenir le même langage ?* »

De son côté, le maire de Bordeaux, Alain Juppé (RPR), a affirmé, mercredi 14 avril, sur LCI, que l'OTAN ne doit pas « *être une ONU* bis, *qui s'érige en gendarme de l'Europe et du monde* » et qu'il faut « *préciser ses missions* », ainsi que l'« *équilibre entre Américains et Européens* ». « *On voit apparaître une politique étrangère européenne. En revanche, nous n'avons pas de bras séculier* », a observé l'ancien premier ministre et ancien ministre des affaires étrangères.

De nouvelles lignes de clivage surgissent à « gauche de la gauche »

ARLETTE LAGUILLER et Alain Krivine ont été obligés, eux aussi, d'intégrer la crise yougoslave dans leur campagne pour le scrutin du 13 juin. Alors que ni la guerre du Golfe, ni le référendum sur le traité de Maastricht, ni le « mouvement social » de décembre 1995 n'avaient modifié les contours des courants de la « gauche de la gauche », le télescopage de la campagne européenne et de la guerre au Kosovo y fait naître des clivages plus profonds. Pour la première fois depuis la signature d'une profession de foi commune, en janvier, les deux chefs de file de l'extrême gauche aux élections européennes ont éprouvé le besoin de publier, le 13 avril, dans *Libération*, un texte commun de « cadrage » au sujet du Kosovo. Un accord minimal en trois points s'est dégagé entre les deux formations : demande d'arrêt conjoint des « *bombardements de l'OTAN* » et de la « *politique de purification ethnique de Milosevic* » ; « *autodétermination du peuple du Kosovo* ». Du sort des réfugiés, en revanche, il n'est pas question.

« HYPOCRISIE AMÉRICAINE »

Le même jour, à Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, en plein bastion communiste, c'est sur ce point que le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire a pourtant commencé son discours, devant une assistance de plus de cinq cents personnes, en fustigeant l'« *opération d'intoxication* » qui consiste à présenter « *tous ceux qui sont contre la guerre (...) comme des partisans de Milosevic et de la purification ethnique* » ou bien à les traiter de « *munichois* ». M. Krivine voit la marque de l'« *hypocrisie américaine* » dans le fait que « *rien n'était prévu pour les milliers de réfugiés ; cela prouve qu'ils se moquent éperdument du peuple du Kosovo* ».

De même, la porte-parole de Lutte ouvrière a d'emblée témoigné de son « *indignation* » devant les événements. Soulignant que « *les crimes des uns n'excusent pas ceux des autres* », elle a jugé « *écrasante la responsabilité des grandes puissances* ». « *Le peuple kosovar n'a rien à attendre* » d'elles, a conclu Mme Laguiller, car « *les dirigeants occidentaux finiront par s'entendre avec Milosevic ou son successeur, consacrant le rapport de forces créé sur le terrain* ».

Entre les deux organisations trotskistes, c'est au sein de la LCR, déjà en proie à un vague à l'âme identitaire créé par son alliance avec Lutte ouvrière, que le trouble est le plus manifeste. Au malaise lié au discours incantatoire sur la guerre en Yougoslavie et à l'absence de propositions pour les réfugiés, est venue s'ajouter une cassure, avec l'émergence de trotskistes « *républicains* » *qui ont annoncé, mercredi 14 avril*, leur ralliement à la Fondation Marc-Bloch, qui réunit des « nationaux-républicains » de gauche et de droite. Dans une tribune, intitulée « Pour la République autogérée », publiée dans le bulletin de cette fondation, neuf membres de la LCR indiquent que la gauche radicale « *garde la tête dans les brumes du passé* ». « *Le modèle libéral, qui veut dominer la planète, n'est pas seulement économique. C'est une vision globale du monde et des relations sociales (...). La logique des "mouvements sociaux" ne peut à l'évidence plus suffire : il faut une réponse spécifiquement politique.* » Le bureau politique de la LCR s'est réuni, jeudi matin, pour entendre François Morvan, chef de file de ce courant qui, selon Christian Picquet, membre de la direction, « *a fait un acte de rupture en prônant l'union des républicains des deux rives* ».

TROUBLE À LA CGT

Le conflit au Kosovo a aussi provoqué un trouble à la CGT, même s'il ne s'exprime pas publiquement. L'organisation a revu son discours anti-intervention, qui, chez certains de ses militants, comme lors de la manifestation parisienne du 1er avril, s'était mué en soutien aux Serbes « *contre l'agression de l'OTAN* ». Ou, comme dans *L'Hebdo-CGT* (ex-*Vie ouvrière*), en défense de l'« *influence russe dans la région des Balkans* ». Comme l'a expliqué le secrétaire général de la confédération, Bernard Thibault, mercredi, sur RTL, si la CGT souhaite que « *l'ensemble des combats cessent* », c'est d'abord parce qu'elle « *a vraiment le sentiment* » que le conflit « *s'éloigne des objectifs affichés, à savoir une mise en cause du régime* » serbe « *et du premier responsable de ce régime, Milosevic* ».

Alain Beuve-Méry

Daniel Cohn-Bendit critique les Américains

« *A BELGRADE, quelqu'un a eu le courage d'écrire sur un mur : "Slobodan, encore combien de guerres ?" En luttant contre Milosevic, nous luttons aussi pour la Serbie* », a déclaré le philosophe André Glucksmann, lors de la réunion publique organisée, mercredi 14 avril, à Paris, par la revue de Bernard-Henri Lévy, *La Règle du jeu*, avec l'écrivain albanais Ismaïl Kadaré. Du cinéaste Romain Goupil à l'anthropologue Véronique Nahum-Grappe, en passant par Muhamedin Kullashi, philosophe originaire du Kosovo, et Daniel Cohn-Bendit, une dizaine d'intellectuels, ainsi qu'un représentant de l'UCK, ont appelé à un renforcement de l'action de l'OTAN et à un projet de reconstruction de cette zone dévastée.

Le chef de file des Verts aux élections européennes a analysé les divergences entre Américains et Européens, critiquant les accords de Dayton, qui ont « *sauvé Milosevic alors qu'il était en train de perdre* ». Se félicitant que les Européens s'opposent à toute idée de partition du Kosovo et que, selon lui, ils en aient convaincu Madeleine Albright, M. Cohn-Bendit demande que des débats parlementaires aient lieu dans tous les pays de l'OTAN et que l'Union européenne installe au Kosovo un protectorat qui mette en place le processus démocratique. Il plaide pour un budget de reconstruction analogue au plan Marshall et pour « *un pacte où toutes les minorités soient respectées* ».

Une oratrice s'est présentée comme une Française d'origine serbe. Tendue, elle a dit que certains Serbes sont bouleversés par ces cohortes d'hommes et de femmes victimes du régime de Belgrade. « *La haine détruit aussi ceux qui haïssent* », a-t-elle insisté. Comme en écho, Mme Nahum-Grappe, rappelant la « *cruauté exceptionnelle* » de la guerre menée par Slobodan Milosevic, a affirmé : « *Actuellement, ce qui menace le plus les habitants de Belgrade, ce ne sont pas les bombes, c'est la honte.* »

Catherine Bédarida

A droite, du soutien à Jacques Chirac à la dénonciation des « eurobéats »

DEPUIS le 24 mars, date des premières frappes de l'OTAN, le président du RPR, Philippe Séguin, observe un silence prudent. Avant de partir pour la Réunion et Mayotte, d'où il revenait jeudi 15 avril, il avait accordé deux entretiens, au *Parisien* et au *Journal du dimanche*, indiquant notamment qu'il n'entendait pas « *s'adonner à une géostratégie de café du commerce* » et qu'il faisait confiance au président de la République et – c'est à souligner – au premier ministre.

M. Séguin juge l'intervention « *courageuse et conforme à l'action engagée par le président de la République en faveur de la paix dans cette région* ». Il regrette toutefois que, dans un premier temps, la Russie ait été tenue à l'écart, que l'Europe n'ait pas son propre système de sécurité collective et qu'elle en soit réduite à faire appel aux Etats-Unis. « *Dire cela n'est pas minimiser le soutien que nous apportons à l'action du président de la République* », a-t-il précisé, le 12 avril, à la Réunion.

A l'exception de l'aile nationale-républicaine du mouvement gaulliste – représentée notamment par Robert Pandraud, Jacques Myard ou Lionnel Luca –, qui donne volontiers dans l'antiaméricanisme, la majorité du RPR se range, par réflexe légitimiste, derrière le président de la République. « *Les gens de chez nous qui se sont posé des questions au début ont été ébranlés à la fois par la fermeté du président et par celle de l'opinion publique* », témoigne le député de Paris Pierre Lellouche. C'est le cas de séguinistes tels que Nicole Catala ou René André.

● **La surenchère d'Alain Madelin.** Soutenant l'action du président de la République, mais voulant se démarquer, dans la mesure du possible, de celle du gouvernement et se placer un pas en avant de son partenaire RPR, Alain Madelin, président de Démocratie libérale et numéro deux de la liste conduite par M. Séguin aux élections européennes du 13 juin, s'est rendu en Albanie. Il reproche au gouvernement de freiner l'accueil des réfugiés du Kosovo. A la différence de M. Séguin, qui redoute un « *embrasement* » de la région, l'ancien ministre joue volontiers les va-t-en-guerre, en regrettant « *que l'on n'ait peut-être pas déployé dans le même temps* [que les frappes aériennes] *une force terrestre, celle qui, nécessairement, devra venir au Kosovo après accord – que je souhaite –, et sans accord si, par malheur, il devait en être ainsi* ». M. Madelin n'exclut pas, en outre, qu'il faille « *armer l'UCK* », l'Armée de libération du Kosovo.

● **L'Europe de demain.** « *Heureusement que nous sommes là pour soutenir Jacques Chirac !* », ironise volontiers François Bayrou. Le président de l'UDF ne manque pas de souligner qu'il a personnellement approuvé les deux dernières interventions télévisées de M. Chirac, quand M. Séguin laissait son porte-parole, François Fillon, parler au nom du RPR, M. Madelin n'étant pas plus bavard. Pourtant, s'il convient, en réunion publique, qu'il est « *juste d'avoir dit "non"* » au président serbe, le président de l'UDF s'appesantit davantage sur les réserves que lui inspirent les moyens choisis. « *L'idée qu'il puisse y avoir le début d'un enchaînement dans la poudrière des Balkans nous fait peur. (...) On ne peut intervenir sans risque, dans une situation historique si complexe, avec une guerre* », a-t-il expliqué, mercredi 14 avril, lors d'une réunion à Annonay, dans l'Ardèche.

M. Bayrou explique ensuite en quoi cette crise illustre la nécessité de donner à l'Europe un bras politique et militaire, thème essentiel de sa « précampagne » électorale. « *Si l'Europe avait existé, elle aurait eu un modèle à proposer aux Balkans. Les moyens d'action auraient sans doute été différents. On aurait probablement pu éviter la guerre* », a-t-il affirmé à Annonay. M. Séguin se prononce aussi pour une défense européenne, mais en liaison avec la Russie, avec laquelle il propose d'établir de nouveaux liens institutionnels. Ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale et porte-parole du RPR, M. Fillon estime à ce propos que « *plus d'Europe, cela veut dire moins d'OTAN* » et qu'une telle perspective nécessite une réforme des institutions politiques.

● **Les opposants à la guerre.** Ils viennent des rangs des « souverainistes ». Lionnel Luca, député (RPR) des Alpes-Maritimes et président du Cercle des gaullistes disparus, ou Raymond Triboulet, ancien ministre du général de Gaulle et président de l'Union des anciens députés gaullistes, ont pris position contre la guerre en Yougoslavie.

De retour de Belgrade, Marie-France Garaud a estimé que « *cette guerre est d'une malhonnêteté intellectuelle et morale absolument scandaleuse* ». Autre proche de Charles Pasqua, l'écrivain Paul-Marie Coûteaux a expliqué, le 11 avril, aux cadres de Demain la France, que la guerre dans les Balkans est « *une entreprise de division de l'Europe* » engagée par les Etats-Unis pour « *casser les nations européennes les plus fières* ».

Par comparaison, MM. Pasqua et Philippe de Villiers font figure de modérés. Pour le premier, les événements de Yougoslavie illustrent l'absence d'Europe politique. « *Les "eurobéats" ont précipité l'Europe dans les bras des Américains* », explique le second. Pour M. Pasqua, « *la France a perdu toute capacité d'initiative en rentrant dans l'OTAN* ». Il rappelle que, selon les principes posés par le général de Gaulle, « *la France reconnaît les Etats, elle ne reconnaît pas les régimes* ».

Le sénateur des Hauts-de-Seine approuve cependant l'implication de la Russie dans la recherche d'une solution et le recours à l'ONU. Il ne croit pas que MM. Chirac et Jospin soient favorables à l'indépendance du Kosovo. M. Pasqua est partisan d'une défense européenne indépendante, sans lien de subordination avec les Etats-Unis, mais se demande qui acceptera d'en supporter le coût.

Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux

La direction du RPR ne veut pas alimenter de polémique avec M. Tiberi

Le débat sur les municipales est jugé prématuré

SILENCE dans les rangs ! Alors que le secrétaire général de la Ville de Paris, Bernard Bled, milite désormais ouvertement pour que le maire, Jean Tiberi, parte en campagne électorale en pleine guerre contre la Serbie (*Le Monde* du 13 avril), il n'a pas été question des élections municipales, selon plusieurs participants, lors de la réunion, mercredi 14 avril, des secrétaires de circonscription parisiens du RPR sous la houlette de Nicolas Sarkozy.

Le secrétaire général du RPR avait annoncé, en début d'année, qu'il réunirait à intervalles réguliers les cadres gaullistes de Paris et de l'ensemble de l'Ile-de-France. Mercredi soir, M. Sarkozy a, du reste, présidé, après celle de Paris, une réunion élargie du comité départemental des Hauts-de-Seine – son département, qui est aussi celui de Charles Pasqua – pour engager les militants et les élus à soutenir la liste conduite par Philippe Séguin aux élections européennes du 13 juin.

A Paris, M. Sarkozy s'en est tenu à l'actualité du moment : la fête des jeunes du RPR, le 2 mai au Palais des sports, une grande réunion publique, le 8 juin au Zénith, et, plus généralement, la campagne à mener, d'ici au 13 juin, en faveur du tandem Séguin-Madelin. L'heure est à la mobilisation pour les européennes, pas aux divisions pour les municipales, a résumé M. Sarkozy, en présence de Jacques Toubon, de Philippe Goujon, suppléant d'Edouard Balladur, et de M. Tiberi. Ce dernier en a convenu, offrant même ses services pour présider le comité de soutien parisien du président du RPR.

La direction du RPR est décidée à ne pas brusquer les choses sur Paris. Tirant les leçons du *« putsch »* manqué de M. Toubon, en avril 1998, elle observe que l'ancien ministre de la justice a disparu de la liste des candidats potentiels à la succession de M. Tiberi dans les sondages d'intention de vote. Elle estime que l'entourage du maire de Paris, inquiet des résultats d'une succession de sondages, a intérêt à créer un climat de panique pour mieux débusquer les éventuels prétendants à l'Hôtel de Ville.

LA LOYAUTÉ DE M. BALLADUR

Parmi ceux-ci, M. Balladur choisit pareillement de rester à distance. Il séjourne actuellement en Chine, publie, dans *Le Monde* du 15 avril, une tribune sur la sécurité européenne, et son entourage fait savoir que l'ancien premier ministre se préoccupe surtout du Kosovo. Loyal, M. Balladur fera campagne pour les européennes quand on le lui demandera, notamment dans plusieurs arrondissements parisiens. C'est ainsi qu'il accueillera M. Séguin, le 26 avril, dans le 15e arrondissement.

En tout état de cause, il reste entendu que la désignation de la tête de liste relèvera, le moment venu, d'une commission d'investiture nationale, à Paris comme à Lyon, où le secrétaire général du RPR avait réuni l'ensemble des cadres gaullistes, samedi 10 avril. Le message vaut aussi pour l'UDF. Les centristes considèrent, en effet, que, lors des élections municipales de 2001, le partage des principales villes doit être équilibré. D'où les velléités du nouveau président de l'UDF à Paris, Didier Bariani, qui, dans un entretien publié, mercredi 14 avril, par *Le Parisien*, n'excluait pas de *« prendre le risque de se compter »*.

J.-L. S.

Bernadette Chirac affiche son soutien au maire de Paris

« NON, je n'ai pas lu Le Figaro... *Ce matin, j'ai lu* Le Canard enchaîné *»*, glisse Bernadette Chirac, avec un petit sourire, à son interlocutrice. La scène se passe, mercredi 14 avril, dans les salons de l'Hôtel de Ville, où l'épouse du président de la République annonçait le programme du nouveau Festival de danse de Paris, qu'elle préside. Mme Chirac vient de présenter *« Mme Tiberi, l'épouse du maire »*, à une invitée de marque qui évoquait un article de presse consacré à la danse. Mais Mme Chirac a une autre mission, ce jour-là : montrer la solidité des liens entre l'Elysée et l'Hôtel de Ville.

La veille, déjà, lors de l'inauguration par Jacques Chirac de l'exposition consacrée au Maroc, au Petit Palais, à Paris, le couple présidentiel avait témoigné une attention particulière envers M. Tiberi, confronté à l'hostilité de la direction du RPR (*Le Monde* du 12 avril). Prévue de longue date, la venue à l'Hôtel de Ville de Mme Chirac lui a donné l'occasion d'aller plus loin dans l'expression de ce soutien, en remerciant de son accueil le maire de Paris, *« mon ami Jean Tiberi »*, a-t-elle insisté. Au terme de sa conférence de presse, l'épouse du président a aussi *« remercié Mme Jean Tiberi de sa présence »*, exprimant, ce faisant, *« son affectivité et son émotion »* puisque, a-t-elle rappelé, *« j'ai longtemps occupé ces lieux »*.

CLASSEMENT SANS SUITE

Dans la presse du jour, Jacques Chirac et Jean Tiberi étaient tous deux mis en cause dans l'affaire des emplois fictifs de la Ville de Paris au profit du RPR. *Le Canard enchaîné* publiait, en effet, des extraits d'un rapport de synthèse de la police remis au juge d'instruction de Nanterre Patrick Desmure sur le coût de la prise en charge de permanents du RPR par la Ville de Paris (*Le Monde* du 15 avril). Le même journal indiquait que le parquet d'Evry s'apprêterait à classer sans suite le dossier du fameux rapport de Mme Tiberi au conseil général de l'Essonne.

Pascale Sauvage

DÉPÊCHES

■ **RETRAITES : les propositions du patronat sur les retraites provoquent un tollé** chez les syndicats et au PS. Le secrétaire général de FO, Marc Blondel, a jugé, mercredi 14 avril, sur Europe 1, que *« le Medef est en train de dédouaner Charpin, qui va apparaître comme un progressiste »*, avec, notamment, sa proposition d'allonger à 45 ans la durée de cotisation. La secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, interrogée sur France 3, a qualifié la position du Medef de *« provocante »* et d'*« inconséquente »*. Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, a estimé, pour sa part, que les propositions du Medef s'inscrivent *« dans le registre des fantasmes patronaux »*. *« Le Medef essaie de dramatiser la situation pour imposer des solutions dont les effets seraient dramatiques pour les salariés »*, a indiqué SUD-PTT dans un communiqué. De son côté, le Parti socialiste a estimé que les propositions patronales *« constituent une remise en cause inacceptable des principes fondateurs de la protection sociale »*.

■ **NARBONNE : Michel Moynier (div. d.) a été élu**, mardi 13 avril, maire de Narbonne, en remplacement d'Hubert Mouly, qui avait démissionné, le 27 mars, en raison de son âge, après vingt-huit ans de mandat. M. Moynier, cinquante-deux ans, est conseiller municipal de Narbonne depuis 1983, adjoint au maire depuis 1989. Il est, en outre, conseiller général du canton de Narbonne-Sud depuis 1992 et conseiller régional de Languedoc-Roussillon depuis 1998.

Le patronat critique le retard de l'économie française sur celle de ses partenaires européens

Le Medef invite de nouveau l'Etat à se réformer et à multiplier les « micro-actions »

Dans sa radiographie annuelle de l'économie française, intitulée *Cartes sur table*, le Medef (ex-CNPF) se montre alarmiste. Estimant que l'Etat tarde à se réformer, il regrette que la France soit la championne des prélèvements obligatoires ou de la dépense publique. L'organisation patronale plaide pour que la puissance publique engage les mille et une *« micro-actions »* qui sont le gage de la compétitivité.

LE PATRONAT ne croit plus aux grands débats de politique économique. C'est en tout cas ce qu'il prétend. En présentant l'édition 1999 de *Cartes sur table*, une radiographie de l'économie française établie chaque année par son organisation, Denis Kessler, vice-président délégué du Medef (ex-CNPF), a affiché son credo : *« Il ne s'agit plus aujourd'hui de faire de grandes réformes, d'animer de grands débats. Ce qu'il nous faut, c'est s'engager dans des tas de micro-actions, se donner beaucoup de petits outils pour desserrer les petits verrous qui brident la croissance. »* Et de multiplier les exemples. Ainsi préférerait-il qu'il y ait un serveur Internet dans chaque école plutôt que de parler indéfiniment de la réforme du XXIe siècle de l'école. En janvier 1999, la France comptait 9 serveurs Internet pour 1 000 habitants, soit deux fois moins que l'ensemble des pays de l'Union européenne (UE) et dix fois moins que les Etats-Unis.

Manque d'ambition ou pragmatisme ? Selon le Medef, entre 1990 et 1998, la France a connu une croissance annuelle moyenne de 1,3 %, contre 1,9 % pour la zone euro et 2,6 % pour les Etats-Unis. Pendant cette décennie, les investissements des entreprises ont stagné, la part de la France dans les exportations mondiales a reculé. *« L'économie française doit revenir durablement sur le taux de croissance potentiel qui est le sien, aux alentours de 3 % »*, considère M. Kessler. Or l'avènement de l'euro a marqué pour l'ensemble des pays membres de l'UE une nouvelle ère. Le recours à l'inflation, à la dévaluation ou aux déficits, qui ont longtemps permis de relancer la machine économique, n'est aujourd'hui plus envisageable. Dans ce contexte, seules les *« micro-actions »* sont possibles.

DÉPENSES INEFFICACES

Le patronat propose même une méthode pour élaborer un plan d'actions. Celle de Tony Blair : dans tous les domaines, de la gestion des prisons à la collecte des impôts, regarder ce qui se fait ailleurs et s'inspirer de ce qui se fait de mieux. *« Il faut remplir quinze formulaires pour créer une société en France. Au Royaume-Uni, ce chiffre est de quatre. C'est une petite chose. Mais la multiplication des petites améliorations peut donner de grandes avancées »*, argumente M. Kessler. *Cartes sur table* présente un ensemble de tableaux comparatifs sur la France et ses partenaires. Ce comparatif est une nouvelle fois l'occasion de dénoncer l'inefficacité de la dépense publique : *« Inefficacité sociale, puisque coexistent Etat-providence à bout de souffle, prélèvements records, chômage, précarité croissante. Inefficacité économique, puisque l'activité productive n'a augmenté que de 18 % entre 1991 et 1997 en valeur, malgré un alourdissement de 57 % de la dette et des prélèvements publics, trois fois plus rapide. C'est la dérive la plus forte d'Europe »*, écrit le Medef.

Le taux de fonctionnarisation français (rapport entre le nombre de fonctionnaires et celui des actifs) est de 50 % plus élevé qu'en Europe. Les dépenses d'aides à l'emploi ont connu en France la plus forte progression (+ 76 % entre 1990 et 1997) sans pour autant empêcher une baisse de l'emploi dans le privé (– 1 %). Aux Pays-Bas, elles ont aussi fortement progressé (+ 73 %), mais l'emploi privé a suivi (+ 9 %). En Irlande, elles ont augmenté de 56 % et l'emploi marchand de 19 %. *« Aucun retour durable à la croissance n'est possible sans réforme préalable de l'Etat »*, estime le Medef.

L'organisation patronale s'attaque aussi à la fiscalité. Les prélèvements obligatoires représentent 56 % du PIB marchand alors que la moyenne de la zone euro s'établit à 45,7 %. La France a le nombre de prélèvements (120) le plus élevé de l'UE. Sont également pointées la faiblesse de la syndicalisation en France et la pauvreté du dialogue social, la grande qualité de la recherche française et ses faibles retombées sur l'industrie. *« Il devient de plus en plus difficile de justifier l'exception française. Sauf à prouver qu'elle a des résultats exceptionnels »*, conclut M. Kessler.

Virginie Malingre



هكذا من الأمل

VIOLENCES De graves incidents opposant des pompiers à des jeunes des quartiers difficiles se sont produits ces dernières années. La situation est devenue à ce point tendue que certains responsables des pompiers craignent de ne pas pouvoir longtemps contrôler leurs troupes. ● LE SOCIOLOGUE Farhad Khosrokhavar décrit ce climat de plus en plus difficile et estime que *« la rupture est consommée entre beaucoup de sapeurs-pompiers et de jeunes ».* Cette rupture s'explique, notamment, du côté des jeunes, par le rejet de l'uniforme. Mais aussi par l'hostilité de certains professionnels, qui estiment leur mission dénaturée par les feux volontaires et sont parfois tentés par des réactions racistes. ● TRADITIONNELLEMENT repliée sur elle-même, la profession se révèle réticente aux actions de prévention de la délinquance. Quelques pionniers se sont toutefois engagés dans cette voie.

Les rapports entre les pompiers et de nombreux jeunes des cités se dégradent

Injures, jets de pierres, détérioration de véhicules : les sapeurs-pompiers sont de plus en souvent pris pour cibles lorsqu'ils interviennent dans certains quartiers difficiles. Des deux côtés, le ton monte, au point d'inquiéter la hiérarchie

CE SOIR de janvier, il neige. Toutes les routes de la région parisienne sont embouteillées en raison de la tempête. A Jouy-le-Moutier (Val-d'Oise), une dizaine de jeunes gens encerclent une des voitures immobilisées. A l'intérieur, l'adjudant-chef Jean-Pierre Jammet, dans son véhicule de fonction, sirène hurlante et gyrophare en action. *« Pompiers, enculés ! On va vous faire la peau ! »* Les injures fusent, les boules de neige aussi, la voiture est la cible de coups de pieds.

La scène n'a duré que cinq minutes, mais elle a marqué le chef du centre de secours de Courdimanche, pompier depuis vingt-sept ans. *« Jamais je n'aurais imaginé qu'un jour ça deviendrait comme ça »*, dit-il. La phrase résume le désarroi d'une profession qui s'est toujours nourrie de sa popularité. Adulée par les petits garçons, respectée par la population. Jusqu'à ce que... au milieu des années 80, de premiers incidents viennent fêler le miroir dans certains quartiers, renvoyant une tout autre image, illisible aux yeux des sauveteurs. *« Ce qui rassure, c'est que c'est le fait d'une petite minorité*, précise l'adjudant-chef Jammet. *Avec les adultes, c'est sans problème, ça se passe uniquement avec des jeunes. On aimerait bien savoir pourquoi »*

Pour le commandant Francis Goepfert, du centre de secours principal de Mulhouse (Haut-Rhin), l'alerte date du début des années 90, de ce jour où un jeune garçon a projeté, à travers la vitre d'un véhicule, une barre de fer qui est restée fichée dans le crâne d'un sapeur-pompier. *« Il a été tiré d'affaire*, raconte le commandant, *mais ça a été un détonateur dans la profession »*



LE SYMBOLE

Injures, vol de matériel, dégradation de véhicules, jets de pierres... Les pompiers constituent dans certains quartiers une cible comme une autre. A Paris et dans la petite couronne, 8 pompiers avaient été agressés, en civil ou en intervention, en 1994 ; en 1998, ils étaient 62. La brigade de Paris a comptabilisé 80 véhicules détériorés l'an dernier, dont 14 pendant les manifestations lycéennes et 29 à l'occasion de la Coupe du monde de football. *« Si on peut être alarmiste, ce n'est pas tant à cause des faits que du symbole*, estime Jean-Luc Chivot, porte-parole des sapeurs-pompiers de Paris, *quand on tire sur les ambulances, c'est la guerre civile. »*

« Ce qui est inquiétant, actuellement, c'est que ça se répand loin des zones urbaines, ça se développe même dans des villes comme Bourg-en-Bresse », renchérit Daniel Ory, le président de la Fédération nationale des sapeur-pompiers, directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Ain. Les élèves de l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers de Nainville-les-Roches (Essonne) font maintenant des exercices dans lesquels, *sans être* prévenus, ils sont confrontés à des situations de violences urbaines.

Dans certains quartiers, les sauveteurs n'interviennent plus qu'en prenant certaines précautions (entrer dans les impasses en marche arrière pour pouvoir repartir rapidement, ne jamais laisser un véhicule sans personnel, ne pas oublier de porter le casque – *« On a vu des véhicules recevoir des fers à repasser, des boulons, des boules de pétanque »*, rapporte le commandant Jean-Luc Chivot, de la brigade de Paris).

« UNE AGRESSION PAR MOIS »

Pour certaines opérations, ils n'agissent plus qu'accompagnés par la police – au risque de renforcer le fossé. *« On n'a rien contre eux »*, disent des jeunes qui tuent l'ennui en compagnie d'un pitbull dans le hall d'un immeuble de Monfermeil (Seine-Saint-Denis). Il y a pourtant eu des incidents, récemment ? *« C'est juste quand ils éteignent les feux du 31 décembre ou qu'ils viennent avec la police. »*

Les incidents graves interviennent généralement dans un contexte particulier. Un guet-apens tendu aux pompiers dans une impasse d'Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) ? Peu auparavant, un jeune était mort à l'issue d'une course-poursuite avec la police. Des pierres et des injures lancées, à Meximieux (Ain), une bourgade de 7 000 habitants ?

« Les pompiers étaient tombés en panne, ils sont arrivés très tard sur l'incendie, c'est ce que les jeunes leur reprochaient », explique-t-on à la gendarmerie. *« Le centre de secours de La Courneuve enregistre en moyenne une agression par mois*, raconte le commandant Chivot, de la brigade de Paris, *mais c'est cyclique, les agressions dépendent de l'état d'énervement de la cité, et souvent cet état d'énervement est motivé par une action extérieure. »* Chez les pompiers confrontés à ces situations, la tension monte. A la suite de l'explosion d'une voiture au GPL, au cours de laquelle un sapeur-pompier a eu la jambe arrachée, le 31 janvier, à Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise, un collectif, basé à la caserne de Saint-Priest (Rhône), a été créé afin *« de calmer le jeu »*. *« Dans la semaine qui a suivi l'accident, on a senti monter une tension énorme »*, raconte Philippe, l'un des fondateurs de ce collectif – qui souhaite garder l'anonymat. Y aurait-il eu des tentations de représailles ? *« Bien sûr »*, répond Stéphane, un de ses camarades. En certains endroits, les risques d'engrenage semblent réels.

« On craint une réaction des sapeurs-pompiers, affirme Daniel Ory, le président de la Fédération, *ils ont des [illegible] de réagir, même s'ils ne sont pas armés. »* Que faut-il entendre par *« réagir »* ? *« Ils risquent de répondre de manière musclée. »*

FAIRE FACE AU « RAS-LE-BOL »

Certaines hiérarchies ont fort à faire face au *« ras-le-bol »* de leurs subordonnés. *« Nos garçons sont très perturbés*, avoue un colonel. *Pour l'instant, ici, il n'y a pas d'idées de vengeance, mais ils n'en peuvent plus ; j'ai entendu des pompiers dire "ces bougnoules, ils nous font chier" ; quand je les reprends, ils me disent que je ne suis plus sur le terrain ; on contrôle encore la situation, mais c'est dur. »* Un commandant va encore plus loin en affirmant que *« les torts sont relativement partagés »* dans la mesure où *« le regard hostile est maintenant le fait des deux parties »*.

« Ce n'est pas par hasard si certains jeunes se comportent comme ça avec les pompiers, estime un professionnel d'origine maghrébine. *Ils font un parallèle entre la police et les pompiers, parce qu'il y a des similitudes entre les deux. »* Pour sa part, il n'a pas trouvé dans la profession ce qu'il pensait trouver – *« des personnes tolérantes, tournées vers les autres »*. *« Il y en a, j'ai plein de collègues très sympas*, dit-il, *mais en fait c'est un miroir de la société, il y a des tolérants comme des intolérants, des racistes comme des antiracistes »*.

En première ligne sur le front de l'ur[illegible]s-pompiers *« passent des nuits blanches à ramasser des SDF, des* [illegible] *tés de la route*, poursuit le même professionnel. *La violence est quotidienne, de l'insulte de l'alcoolique à celle du SDF qu'on réveille. Soit on est fort face à ça, on raisonne, soit on rejette tout et on fait des amalgames. L'image du sapeur-pompier auquel saint Pierre donnerait les clés les yeux fermés n'a plus lieu d'être »*.

Victime du racisme au travail, lui-même a souffert de ce rejet. *« J'avais une étiquette dans le dos avant d'arriver*, constate-t-il, *mais ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit : même si ce n'est pas ce que j'imaginais, c'est un beau métier. »*

M.-P. S.

230 000 sapeurs-pompiers civils

● **Effectifs.** Il existe 230 000 sapeurs-pompiers civils en France, pour la plupart volontaires – seuls 27 000 sont des professionnels. A Paris et dans les départements de la petite couronne (Hauts-de-Seine, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis), ainsi qu'à Marseille, les pompiers sont des militaires. Leur nombre est de 8 000.

● **Statut.** Dans chaque département, il existe un service départemental d'incendie et de secours (SDIS), établissement public financé par les municipalités et le conseil général et donc géré par des élus locaux. D'ici à l'année 2001, tous les centres de secours devront y être rattachés.

● **Sections de jeunes.** Environ 500 sections de jeunes sapeurs-pompiers offrent des activités, en général le mercredi après-midi et le samedi, à 18 000 jeunes de dix à seize ans. Ceux-ci peuvent devenir pompiers volontaires à l'âge de seize ans.

TROIS QUESTIONS À... FARHAD KHOSROKHAVAR

1 Dans le cadre d'une enquête sociologique sur le quartier du Neuhof, à Strasbourg, vous avez étudié les relations entre les jeunes du quartier et les sapeurs-pompiers. En quoi le pompier se sent-il atteint par certaines violences ?

Les incendies de voitures ou de poubelles sont ressentis comme une provocation. Le pompier se sent humilié, il a le sentiment d'une violence faite à son métier. L'écart entre la perception qu'il a de son propre rôle et la réalité de ses tâches engendre une frustration. Quand il se fait molester, il est confronté a un problème d'identité. Tout à coup, il se voit détesté, alors que son métier est construit sur l'estime de l'autre.

2 Comment expliquez-vous ce rejet d'une profession qui n'a aucune fonction répressive ?

Eteindre une voiture en train de brûler, cela brise le spectacle, où l'on fête la rupture avec la vie quotidienne, et ça peut compromettre la volonté de faire disparaître toute trace de voiture volée. En plus, les pompiers portent un uniforme et représentent donc l'ordre dominant. Du coup, ils ne peuvent pas être traités en personnes neutres par certains jeunes. Les pompiers ont souvent du mal à étouffer leur rancœur. A Strasbourg, ils manifestent quelquefois leur mécontentement par des propos qui peuvent rapidement prendre des relents de racisme, et parfois de vive voix face aux jeunes. D'où des jets de pierres.

3 Estimez-vous que la situation est grave ?

Ce n'est pas encore dramatique, parce qu'ils ne sont pas dans un rapport frontal. Mais cela peut le devenir. La rupture est consommée entre beaucoup de sapeurs-pompiers et de jeunes.

Propos recueillis par Marie-Pierre Subtil

La profession estime que sa mission ne consiste pas « à éteindre le feu social »

« EN COLONNE ! », « droite ! », « demi-tour ! ». Ce mercredi après-midi, c'est Brahim, quatorze ans, qui dirige la manœuvre de marche. Face à lui, une trentaine d'adolescents en tenue de pompier, casquette rouge sur la tête, obéissent au doigt et à l'œil. L'exercice a lieu sur un parking, au pied d'une tour de La Velette, un quartier réputé sensible de Rillieux-la-Pape (Rhône).

Depuis deux ans et demi, l'Ecole des jeunes sapeurs-pompiers du Grand-Lyon forme des adolescents le mercredi après-midi et le samedi, sous l'encadrement de pompiers professionnels et volontaires et de travailleurs sociaux. Au programme : éducation civique, secourisme, éducation physique au pôle France de Lyon, natation et manœuvres.

Le commandant Roger Pecolo sait qu'il ne doit pas échouer : l'expérience dont il est le maître d'œuvre est suivie de près par les pompiers professionnels. S'il estime prématuré de parler résultats, quelques signes lui disent qu'il est dans la bonne voie. Les quelques adolescents qui avaient eu à faire avec la police avant d'intégrer l'école sont entrés dans le droit chemin ; une assistante sociale a assisté à la métamorphose de deux frères qui étaient en échec scolaire, et dont l'un, aujourd'hui, est délégué de classe ; un adolescent qui avait été exclu pour indiscipline a demandé à être réintégré. *« Le cadre, chez nous, est prodigieusement rassurant*, explique Roger Pecolo, *je n'ai pas envie de fabriquer des générations de pompiers, mais de leur apprendre à se comporter en groupe, de leur enseigner une rigueur. »*

S'il existe environ cinq cents sections de jeunes sapeurs-pompiers en France, celle-ci est la seule qui s'adresse à des adolescents des quartiers difficiles. Ailleurs, l'initiative est vue, au mieux avec bienveillance, au pis avec scepticisme. Chez les pompiers militaires qui couvrent Paris et la petite couronne, pas question de se livrer à ce genre d'opérations. *« Le pire pour nous serait qu'il y ait un mélange des genres*, affirme le commandant Jean-Luc Chivot, porte-parole de la brigade de Paris, *on n'est pas là pour faire de l'éducation civique, on doit rester concentrés sur notre mission. »*

La réaction est identique chez une majorité de pompiers civils, persuadés que leur mission ne consiste pas *« à éteindre le feu social »*.

« MÉPRIS ENVERS L'UNIFORME »

Le commandant Jacques Cousin, adjoint du directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Oise, *en sait quelque chose*, pour avoir été l'un des premiers en France à ouvrir une caserne sur le monde extérieur. Chef de corps à Creil (Oise), il s'est lancé dès le début des années 90, lorsque *« pointait le mépris à l'égard de l'uniforme, de l'administration »*, dans une série d'initiatives : manœuvres dans les quartiers (pas seulement difficiles), visites de la caserne par les écoles, journées portes ouvertes, animations dans une galerie commerciale pendant dix jours, campagnes de sensibilisation dans les écoles, et, *nec plus ultra*, mise en place d'une formation d'un an d'agent de prévention et de sécurité, pour une vingtaine de jeunes sans diplôme ni qualification, qui reçoivent simultanément une formation de pompier volontaire.

Parce que *« jeter des cailloux sur quelqu'un qu'on connaît, c'est difficile »* (un colonel), ce type d'actions, basé sur le volontariat, fait timidement tache d'huile dans les départements confrontés aux violences urbaines. Reste à vaincre les réticences de la profession. *« Il y a des gens qui sont pour, d'autres qui sont contre »*, dit le commandant Cousin. La majorité ? *« Elle se situe, à environ 70 %, du côté de ceux qui sont contre. »*

« PORTER LA BONNE PAROLE »

Avis partagé par ceux qui ont envie de faire bouger les choses et se heurtent à l'hostilité de leurs collègues. *« C'est difficile de convaincre en interne*, reconnaît Daniel Ory, le président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers, *le gars qui rentre et qui a reçu des cailloux, il n'est pas forcément prêt à former des jeunes. »*

« Vous aurez beaucoup de mal à demander à quelqu'un qui se fait cracher à la figure de porter la bonne parole », renchérit le commandant Francis Goepfert qui, lui aussi, à Mulhouse, organise des campagnes de sensibilisation dans les écoles.

En février, le collectif de sapeurs-pompiers créé à Lyon après l'accident de Vénissieux a envoyé un *Appel aux Français*, à propos des feux de voitures, aux rédactions des journaux – appel publié *in extenso* dans le quotidien d'extrême droite *Présent*, à son grand dam. Extrait : *« A chacun son métier. Vous* [les politiques] *avez choisi le vôtre par passion et par conviction, c'est votre job de trouver les mesures adaptées face à un problème de société contre lequel 99,9 % de la population s'élèvent. »* *« Moi, je ne suis pas assistante sociale*, explique Stéphane, un des initiateurs du collectif, *notre mission c'est d'assurer des secours d'urgence, pas de nous occuper des enfants des autres ; que les politiques n'attendent pas de nous qu'on fasse leur travail ! »*

« DANS UNE BULLE »

Ces réticences ont des racines historiques. *« On vit dans une bulle depuis toujours*, estime un colonel, *on a nos médecins, nos cuisiniers, nos ingénieurs, on est un monde à part, qui a toujours fait beaucoup avec peu de moyens, en étant le laissé-pour-compte du système ; mais la profession évolue plutôt favorablement. »* Le même colonel s'étonne que, contrairement aux gendarmes et aux policiers, aucun représentant de la profession n'ait été invité aux rencontres des acteurs de la prévention de la délinquance, organisées en mars à Montpellier par le ministère délégué à la ville – *« j'y serai allé avec plaisir »*, dit-il.

Un rapport sur « Les sapeurs-pompiers et la prévention des violences urbaines », réalisé il y a deux ans par la direction de la défense et de la sécurité civiles du ministère de l'intérieur *(lire ci-dessous)*, préconisait *« une prise en compte forte du problème au niveau national »*, qui passerait par la formation des sapeurs-pompiers, la valorisation des projets positifs et le croisement des expériences. Le volet formation mis à part, peu de choses ont été réalisées depuis.

Le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, vient de demander aux préfets d'inclure les sapeurs-pompiers dans les contrats locaux de sécurité (CLS) et les conseils départementaux d'accès à la citoyenneté (Codac). La profession a néanmoins le sentiment que, quoiqu'en dise l'administration, la question n'a jamais figuré parmi les priorités. *« On ne sait pas pourquoi l'administration centrale a mis ce dossier en sommeil »*, affirme le président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers, Daniel Ory.

M.-P. S.

La non-implication des professionnels

« Les casernes confrontées aux quartiers difficiles sont presque exclusivement composées de sapeurs-pompiers professionnels. Selon [un] *officier, ceux-ci refusent toute implication dans des actions de prévention de la délinquance (...), à l'inverse des sapeurs-pompiers volontaires »*, indique un rapport sur *Les sapeurs-pompiers et la prévention des violences urbaines*, publié en mai 1997 par la direction de la défense et de la sécurité civiles du ministère de l'intérieur.

Dans sa conclusion, ce rapport interpelle la profession : se tiendra-t-elle à l'écart des évolutions urbaines à venir ? Choisira-t-elle de rester éloignée du problème des quartiers dits sensibles, en demandant à être toujours mieux protégée pour ne pas avoir à s'en préoccuper ? Une autre voie *« suppose ici ou là des changements d'attitude délicats à mettre en œuvre »* : entrer dans un autre monde où se pratique un autre langage, accepter de s'ouvrir à la complexité du problème des banlieues et s'orienter vers des actions de sensibilisation ou de formation internes.

هكذا من الأصل

مكذا من الأصل

Claude Allègre annonce des mesures visant à rétablir le pouvoir d'achat des professeurs

Le décret du 31 juillet 1998 sur les heures supplémentaires n'est pas abrogé

Cherchant à corriger ce qu'il avait lui-même qualifié d'*« erreur politique »*, le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, a rendu publiques, mercredi 14 avril, des mesures visant à contribuer *« au rétablissements du pouvoir d'achat des professeurs »*. Au total, ce plan, qui comprend des mesures catégorielles de revalorisation, devrait coûter 900 millions de francs en année pleine.

CLAUDE ALLÈGRE l'avait lui-même reconnu. La décision de baisser le taux de rémunération des heures supplémentaires annuelles (HSA) des enseignants, adoptée au milieu des vacances, le 31 juillet 1998, pour financer les 700 millions de francs (106,7 millions d'euros) du plan emploi-jeunes, avait été *« une erreur politique »*. Ainsi qu'il l'avait annoncé le 21 mars sur Europe 1, à l'issue d'une semaine de grèves et de manifestations, le ministre de l'éducation nationale est donc revenu sur l'un des principaux motifs de la grogne des enseignants.

Avant de s'envoler pour le Brésil, il a, mercredi 14 avril, communiqué aux organisations syndicales une série de mesures qui visent à contribuer *« au rétablissement du pouvoir d'achat »* des professeurs. Il les a assorties d'autres dispositions qui précisent et renforcent l'application de la réforme des lycées dès la rentrée prochaine.

C'est d'ailleurs ce dernier point qui est mis en avant dans les annonces ministérielles à propos de l'aide individuelle aux élèves en difficultés dans les classes de seconde. Cédant pour partie aux critiques exprimées sur la réforme, Claude Allègre a décidé d'affecter un contingent de 7 900 heures supplémentaires pour faire passer de deux à quatre heures l'aide aux élèves dans les établissements classés « difficiles », soit environ 25 % d'entre eux. Dans l'immédiat, le ministre n'a pas précisé si l'augmentation de cette dotation permettra de doubler le nombre de groupes de huit élèves prévus par les textes ou s'il s'agit de proposer deux heures supplémentaires, affectées à d'autres disciplines que le français et les mathématiques, pour les élèves détectés en grandes difficultés. Selon toute vraisemblance, le choix de cette répartition sera effectué à l'intérieur des établissements.

La seconde série de mesures adoptées par Claude Allègre concerne les heures supplémentaires qui avaient attisé la mobilisation des enseignants. Le ministre de l'éducation avait indiqué qu'il ferait en sorte *« que leur pouvoir d'achat soit rétabli »* pour atténuer les effets de la baisse de leur taux de rémunération évaluée en moyenne, selon lui, à 120 francs par mois (18,3 euros) pour les enseignants des lycées et collèges, mais à des sommes beaucoup plus importantes pour les professeurs de classes préparatoires aux grandes écoles. Malgré la pression exercée par les syndicats, Claude Allègre n'envisage pas d'abroger le décret du 31 juillet 1998 qui avait institué cette mesure.

De même, il n'a pas laissé entendre l'ouverture d'une négociation sur la remise à plat de ce dossier complexe qui devrait, dans les prochaines semaines, donner lieu à deux rapports très attendus de la Cour des comptes ainsi que de la commission d'enquête sénatoriale sur la gestion des personnels enseignants.

Dans l'immédiat, le ministre de l'éducation se contente de compenser partiellement ces pertes salariales. En premier lieu, il propose de ramener de deux à une heure le contigent de HSA *« imposées,* selon les textes, *dans l'intérêt du service »* en augmentant sa rémunération de 20 % par rapport à une heure normale. Cette mesure devrait coûter 350 millions de francs (53,3 millions d'euros). En supplément, 40 millions de francs (6 millions d'euros) seront affectés au versement d'une indemnité forfaitaire aux enseignants des classes préparatoires, dont le temps de service prévoit un nombre non négligeable d'heures supplémentaires annuelles. Les critères d'attribution de cette indemnité n'ont toutefois pas été fixés.

Enfin, les propositions ministérielles incluent des mesures catégorielles de *« revalorisation »* déjà annoncées aux organisations syndicales avec le passage à la catégorie *« hors classe »* d'environ 15 % des effectifs de chaque corps d'enseignant. Etalée sur deux ans, cette décision est, de loin, la plus coûteuse puisqu'elle devrait atteindre 420 millions de francs (64 millions d'euros).

Au total, le plan annoncé par Claude Allègre est évalué à 900 millions de francs (137,2 millions d'euros) en année pleine. Avec les 700 millions du plan emploi-jeunes, cet engagement devrait hypothéquer la préparation du budget de l'an 2000 du ministère avant même que ne soient connues les propositions du gouvernement.

Pour leur part, les syndicats ont aussitôt relevé que ces mesures prévues pour la rentrée de septembre n'avaient pas d'effet rétroactif.

Michel Delberghe

Les syndicats enregistrent des « concessions »

Point crucial de la réforme des lycées, le renforcement de l'aide individualisée aux élèves qui passe de deux heures à quatre heures dans les établissements *« les plus difficiles »* est accueilli favorablement par le SE-FEN qui se félicite *« d'avoir été entendu sur l'attribution de moyens supplémentaires »*. Evaluée à 50 millions de francs (7,6 millions d'euros), cette mesure est certes, pour Monique Vuaillat, secrétaire générale du SNES, *« un des effets de la pression exercée* [par les enseignants]*»*. Mais, ajoute-t-elle, *« cela ne change pas les orientations négatives de la réforme qui ampute de 7 % les horaires de tous les élèves. »*

A propos de la compensation des heures supplémentaires, le SNES considère que *« le ministre ne rend qu'un peu plus de la moitié des 700 millions de francs prélevés (...) Ces mesures sont le signe que le gouvernement est contraint à quelques concessions »*. Tout en s'interrogeant sur certains éléments *« positifs »* des mesures proposées, Yves Heutte, président de l'Union des professeurs de spéciales (UPS), considère qu'elles ne *« compenseront pas la perte subie depuis l'automne »*.

Tensions au sein des instances représentatives du judaïsme français

L'attitude ouverte du CRIF suscite des critiques

LE VOYAGE organisé par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) en mars au Proche-Orient (*Le Monde* du 13 mars) continue de susciter de vives tensions entre les instances représentatives du judaïsme français. Le Consistoire central de France, organisme à vocation cultuelle, a décidé de suspendre provisoirement sa présence au sein du CRIF. Dans un entretien au magazine *Tribune juive*, paru le 1er avril, le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, a vivement critiqué le voyage du CRIF, estimant qu'il s'agissait d'une ingérence dans la politique intérieure israélienne : *« Je crains que la mission du CRIF, très médiatisée, n'ait ressemblé à une forme de pression exercée sur le cabinet au pouvoir à Jérusalem. En période électorale, cela me paraît gênant. »* D'autre part, le Consistoire de Paris, qui fédère les synagogues de Paris et de sa région, a décidé de réduire de 50 % sa participation financière au Consistoire central. Or il est l'un des principaux bailleurs de fonds de cet organisme, en particulier à travers la taxe qu'il prélève sur la cashrout, la certification des aliments cashers. Le Consistoire central a réagi en supprimant un certain nombre des subventions qu'il accorde à diverses activités, comme l'émission « Ecoute Israël », diffusée sur France-Culture.

Il est bien difficile de démêler parmi ces conflits ce qui relève des querelles de personnes et des désaccords politiques. Une guerre sournoise existe depuis longtemps entre le CRIF et le Consistoire central, dont l'enjeu est la représentation du judaïsme français. Au Consistoire même, les désaccords entre le président, Jean Kahn, et Moïse Cohen, président du Consistoire de Paris, sont connus. Un observateur parle d'une *« ambiance délétère »* dans toutes ces instances.

Le principal reproche adressé au président du CRIF, Me Henri Hadjenberg, est d'avoir décidé de la mission au Proche-Orient sans concertation préalable. Des membres du CRIF, dont l'un de ses vice-présidents, en auraient été informés par voie de presse. Jean Kahn, président du Consistoire central, estime qu'une telle initiative méritait *« une consultation spéciale »*. Au CRIF, on affirme que le sujet a été abordé au comité exécutif, où siègent des représentants du Consistoire central.

La mission du CRIF comprenait dix personnes, parmi lesquelles, outre Me Hadjenberg, René-Samuel Sirat, ancien grand rabbin de France et prédécesseur de M. Sitruk, et Moïse Cohen, président du Consistoire de Paris. Elle a rencontré le président Hosni Moubarak, Yasser Arafat, le roi Abdallah de Jordanie, Nabil Chaath, proche collaborateur de Yasser Arafat, et le président d'Israël, Ezer Weizman. Elle n'a pu rencontrer Benyamin Nétanyahou, qui a dû annuler la rencontre au dernier moment.

M. Hadjenberg avait tenu à fixer clairement le sens de cette mission au début de son voyage : *« Nous n'avons pas de prétention à être des négociateurs, ni même des intermédiaires. »* Mais il estimait que le CRIF pouvait *« contribuer à des déblocages »*. Premier président du CRIF à avoir pris une telle initiative, il promettait à son retour d'organiser *« des missions plus élargies qui auront pour but un suivi permanent »*.

« PROMOTION DE LA PAIX »

Cette politique nouvelle bouleverse les habitudes, mais elle serait approuvée, selon le CRIF, par une grande partie de la communauté juive de France. En Israël, une lettre de soutien au CRIF a été signée par une bonne cinquantaine d'intellectuels israéliens francophones, parmi lesquels Yehouda Lancri, ancien ambassadeur à Paris, André Chouraqui, le juriste Claude Klein et le professeur Ilan Greilsamer. Ces personnalités disent souhaiter que *« les juifs de la Diaspora contribuent à la promotion de la paix et de la fraternité dans notre région et appuient les initiatives de l'Etat d'Israël allant dans le sens de cette promotion »*. La pétition constituait elle-même une réponse à une *« lettre ouverte aux juifs de France »* rédigée par un Collectif-Jérusalem et signée par une trentaine d'Israéliens, eux aussi d'origine française, pour protester contre le voyage du CRIF.

En France, faut-il voir derrière les critiques adressées au CRIF des *« susceptibilités blessées »* ou des désaccords plus profonds ? M. Cohen juge que le Consistoire central est trop *« politisé »* et ne remplit plus sa fonction cultuelle. M. Sitruk est considéré comme conservateur et très orthodoxe. Dans son entretien à *Tribune juive*, il approuve la manifestation qui a rassemblé 250 000 ultra-orthodoxes à Jérusalem le 14 février contre les décisions de la Cour suprême israélienne voulant faire droit aux demandes des rabbins libéraux.

De leur côté, les membres de la mission emmenée par M. Hadjenberg sont revenus *« persuadés »* de la *« bonne volonté »* de l'Autorité palestinienne. Au CRIF, on affirme que les tensions actuelles ne sont qu'une *« tempête dans un verre d'eau »*. Mais, estime un connaisseur de la communauté juive, *« ce genre de conflit pourrait prendre une ampleur nouvelle si la droite était réélue en Israël au mois de mai »*.

Xavier Ternisien (avec Georges Marion à Jérusalem)

Quand La Poste pratique un marketing douteusement ciblé

« A L'OCCASION de la fête nationale d'Israël, les gestionnaires en patrimoine souhaitent envoyer un mailing à la clientèle israélite des bureaux de poste. Merci de garder à disposition, pour vendredi 16 avril, un listing le plus exhaustif possible de la clientèle concernée ». Cet étonnant message a été adressé par un fax daté du 12 avril, *« à l'attention des conseillers financiers, des conseillers courrier, des assistants "cofis" »* et à l'ensemble des *« directeurs d'établissement »*, dans le quartier du Sentier, au centre de Paris. Certains employés de la direction de La Poste couvrant les quatre premiers arrondissements de la capitale, située rue d'Aboukir, se sont émus de ce qui s'apparente fort à une bourde de leurs *« conseillers, spécialisés en patrimoine »*.

Cette tentative à l'« anglo-saxonne » de gagner de nouveaux clients au service public, a tourné au scandale. Les « conseillers financiers » ont-ils été inspirés par la proximité du Sentier, quartier qui a longtemps vibré au rythme des fêtes juives et dont certains commerçants entretiennent des liens de sympathie ou de famille avec Israël ? Doit-on diagnostiquer ici un nouvel excès de « communautarisme » au sein d'une société française dont l'administration résisterait de plus en plus difficilement à l'utilisation des critères ethnico-religieux ? Ou bien, plus simplement, s'agit-il d'une initiative naïve, d'un excès de zèle à classer dans le répertoire des « fausses bonnes idées » ?

Toujours est-il que le fax envoyé suscite rapidement des protestations parmi ses destinataires et malaise, attribué par un responsable à une *« initiative complètement privée »*, dont l'objectif était d'envoyer un carton de bons vœux pour la fête d'indépendance de l'Etat d'Israël.

EXPLOITATION DES « DIFFÉRENCES »

Cette fête (en hébreu : *Yom Haatzmaout*) est célébrée chaque 5 iyyar de l'année hébraïque (soit le 21 avril 1999), date qui est souvent notée dans les calendriers religieux à l'usage des fidèles puisqu'elle donne l'occasion de réciter quelques psaumes. Il est de fait que bien des juifs en France ressentent pour Israël une empathie d'autant plus forte qu'elle a été relativement tardive. Cette empathie – même si tous les juifs sont loin d'être sionistes ni même philosionistes – s'est traduite parfois par des manifestations de masse : en juin 1967, quand on a pu croire qu'Israël était menacé de disparition ou au début des années 80, alors que le *« Renouveau juif »*, dirigé par l'actuel président du CRIF, Me Henri Hadjenberg, organisait d'impressionnants rassemblements de soutien. Pour autant il n'est pas certain que, même parmi les plus sionistes, beaucoup apprécient ce rappel intéressé d'un événement fondateur *via* un service public qui cherche à flatter ainsi une partie de sa clientèle. Surtout dans un pays comme la France où, à la différence de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, il n'est pas encore d'usage de solliciter l'expression des « différences », notamment à des fins commerciales.

Quoiqu'il en soit, ce « ciblage » a fait long feu, puisque la direction de La Poste du centre de Paris a annulé l'opération et retiré la note. Un responsable de cette direction précise en outre que l'opération avait pour objet de distribuer un *« souvenir philatélique »* à l'occasion de la fête et qu'il s'agit d'une initiative individuelle qui devrait faire l'objet d'*« enquête »*.

Nicolas Weill

DÉPÊCHES

■ **INCENDIE : Franco Colombo, vice-président de la société italienne concessionnaire du tunnel du Mont-Blanc, a affirmé, mercredi 14 avril, que *« de l'air frais a été insufflé "volontairement" du côté italien »* pour *« sauver des vies humaines »*. Réagissant à la publication du premier rapport d'enquête, M. Colombo s'est étonné que Michel Marec, l'un de ses auteurs, ait été *« conseiller de la société »* française des Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc.**

■ **VIANDE BOVINE : trois Français ont été mis en examen à la mi-février pour « blanchiment d'argent » provenant de la vente de bœuf britannique, entré illégalement en France, *via* la Belgique. Selon *L'Express*, les trois hommes sont soupçonnés d'avoir blanchi environ 80 millions de francs (12 millions d'euros), à travers leurs sociétés.**

■ **JUSTICE : le procès des 134 prévenus de l'escroquerie du quartier du Sentier, à Paris, prévu pour débuter le 10 mai, risque d'être reporté du fait d'une erreur de procédure. La Cour de cassation a jugé fondé, mardi 13 avril, l'un des treize pourvois du fait des conditions *« irrégulières »* de la garde à vue de l'un des prévenus.**

Tensions au sein des instances représentatives du judaïsme français

Les ministres ex-maires restent très actifs dans leurs municipalités

Les difficultés entre Catherine Trautmann, l'ancien premier magistrat de Strasbourg, et son successeur illustrent les risques encourus par les membres du gouvernement qui ont abandonné leur mandat communal à la demande de Lionel Jospin. Mais la plupart conservent un rôle de premier plan

CELA devait finir par arriver. Moins de deux ans après avoir succédé à Catherine Trautmann à la tête de la municipalité socialiste de Strasbourg, Roland Ries a tenu à prendre ses marques. Son besoin d'afficher sa propre existence l'a conduit à vouloir partager les responsabilités de la gestion de l'agglomération strasbourgeoise, lors du retour de l'ancien maire, aujourd'hui simple conseillère municipale. L'idée de M. Ries est de lui laisser l'hôtel de ville pour prendre, lui, la présidence de la communauté urbaine, solution déjà rejetée par la ministre (*Le Monde* du 6 avril). Les deux protagonistes ont maintenant décidé de ne plus alimenter la polémique. M. Ries répète à l'envi qu'il a *« un contrat moral avec Catherine Trautmann qu'il respectera à la lettre, d'autant plus qu'elle a été au bout de la logique du non-cumul des mandats »*. Dans l'entourage de la ministre, on rappelle aussi ce fameux contrat, en mettant l'accent sur la priorité à la préparation des municipales de 2001.

Depuis son arrivée, M. Ries a pris plusieurs initiatives marquantes. Il se singularise, au surplus, en militant au profit de l'identité régionale, qui ne doit pas être *« captée par l'extrême droite »*. L'ancien premier adjoint considère qu'il mord, à la marge, sur un électorat *« plus populaire, plus alsacien, plus âgé »*, qui n'est pas acquis, selon lui, à la ministre de la culture. M. Ries considère qu'on ne peut donc revenir à la case départ dans l'hypothèse d'un retour, plus ou moins rapproché, de Mme Trautmann.

Les difficultés strasbourgeoises sont loin du cas de figure général : l'écrasante majorité des ministres qui ont abandonné leur fauteuil de maire sont désormais des premiers adjoints très présents, qui n'ont pas à craindre de concurrence de la part de leur successeur... Ainsi, à Belfort, le ministre de l'intérieur est devenu le premier adjoint de Jackie Drouet, secrétaire départemental du MDC et homme de confiance de Jean-Pierre Chevènement. Ancien syndicaliste CGT, ce sexagénaire, qui a été, de 1977 à 1989, maire PC d'une petite commune rurale, affirme que son rôle ne se réduit pas à celui d'un simple *« mandataire »*, même s'il n'hésite pas à s'appuyer sur son illustre premier adjoint : *« Je ne vois pas pourquoi je me priverais des conseils de Jean-Pierre, ni de son appui quand il s'agit de faire avancer à Paris des dossiers qui intéressent Belfort. »*

D'anciens 1ers magistrats devenus 1ers adjoints

MEMBRE DU GOUVERNEMENT	COMMUNE	MANDAT	MAIRE ACTUEL
J.-P. Chevènement (MDC) Intérieur	Belfort	1er adjoint	J. Drouet
D. Strauss-Kahn (PS) Économie, finances, industrie	Sarcelles	1er adjoint	F. Pupponi
A. Richard (PS) Défense	Saint-Ouen-l'Aumône	1er adjoint	J.-L. Linquette
J.-C. Gayssot (PC) Équipement, transports, logement	Drancy	Conseiller municipal	G. Conte
J. Glavany (PS) Agriculture et pêche	Maubourguet	1er adjoint	J. Guilhes
C. Trautmann (PS) Culture et communication	Strasbourg	Conseillère municipale	R. Ries
D. Vaillant (PS) Relations avec le Parlement	Paris-18e	Maire	
E. Zuccarelli (PRG) Fonction publ., réforme de l'État, décentralisation	Bastia	2e adjoint	A. Calloni
C. Bartolone (PS) min.délégué à la ville	Le Pré-Saint-Gervais	1er adjoint	G. Cosme
J.-J. Queyranne (PS) Secrétariat d'État à l'outre-mer	Bron	1er adjoint	G. Bernain
L. Besson (PS) Secrétariat d'État au logement	Chambéry	1er adjoint	A. Gilbertas
J. Dondoux (PRG) Secrétariat d'État au Commerce extérieur	Saint-Agrève	Maire	
M. Lebranchu (PS) Secrétariat d'État aux PME, au commerce et à l'artisanat	Morlaix	Conseillère municipale	M. Le Goff
C. Pierret (PS) Secrétariat d'État à l'industrie	Saint-Dié	1er adjoint	R. Bernard
J.-P. Masseret (PS) Secrétariat d'État à la défense	Hayange	1er adjoint	P. David

M. Chevènement reste d'autant plus présent qu'il a pris la présidence du district de l'agglomération belfortaine (DAB), passé, en janvier 1998, de douze à vingt communes (24 000 habitants). Disposant, à côté de celui du maire, d'un bureau – qu'il occupe assez rarement –, le ministre donne toujours le *la* pour les grandes orientations et surveille de très près les dossiers stratégiques de son « fief », solidement quadrillé par le MDC.

« AUCUNE AMBIGUÏTÉ »

A Sarcelles (Val-d'Oise), « DSK » n'a plus prononcé d'allocution en conseil municipal pendant neuf mois, après être devenu premier adjoint, mais il *« n'a pas manqué un seul conseil municipal »*, précise François Pupponi, maire actuel et ancien premier adjoint. Le ministre n'a repris la parole que pour le vote du budget de la ville. Retrouvera-t-il son titre de premier magistrat lorsqu'il quittera Bercy ? *« Entre nous, il n'existe aucune ambiguïté,* répond François Pupponi. *En 1995, c'est lui que les Sarcellois ont élu. Lorsqu'il reviendra, il retrouvera sa place. »*

« Les Sarcellois ont la chance de pouvoir compter sur un élu de terrain exceptionnel et sur quelqu'un d'autre au gouvernement qui veille au grain et défend leurs dossiers », explique Nicolas Carrier, chargé de mission et fidèle de « DSK ». François Pupponi souligne que son premier adjoint le laisse libre de toute décision : *« Il ne me contrôle pas, mais il m'aide. »* En fait, persuadé que d'ici 2001 la loi sur le cumul des mandats sera votée, Dominique Strauss-Kahn pourrait être tenté de rester premier adjoint, tout en essayant de retrouver son siège au Palais-Bourbon. *« Je ne veux pas quitter Sarcelles »*, affirme-t-il aujourd'hui. Et le ministre insiste sur une autre de ses fonctions : président de la communauté de communes Sarcelles-Villiers-le-Bel (100 000 habitants), qui ne demande, sous sa férule, qu'à accueillir d'autres villes.

Les deux maires de Rhône-Alpes entrés au gouvernement gardent, eux aussi, plus qu'un pied dans leur mairie. *« Il y a le maire en titre et il y a le patron »*, explique un membre du personnel de la ville de Chambéry (Savoie). André Gilbertas (div. gauche), soixante-dix-sept ans, a succédé à Louis Besson (PS), secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement. Devenu premier adjoint, le ministre a tenu à conserver toutes ses prérogatives sur les finances et la gestion du personnel. Il est présent du vendredi au lundi. Pour Michel Bouvard, député et conseiller municipal RPR de Chambéry, *« seule la forme a changé ; le maire préside, reçoit, inaugure. Mais tout ça ne trompe personne. Quand il y a des décisions importantes à prendre, tout le monde sait qu'il faut voir Louis Besson. Cette situation d'ambiguïté n'est pas profitable à la ville»*.

A Bron (Rhône), Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, est, lui aussi, devenu un premier adjoint qui a tenu à s'occuper personnellement des finances communale. Ses amis politiques admettent qu'il continue d'exercer une *« représentation appuyée sur la ville »*, au titre de sa fonction ministérielle et de celle de troisième vice-président de la puissante communauté urbaine de Lyon. Son ancien premier adjoint et successeur, Georges Bernain (PS), un enseignant de cinquante-huit ans, ne siège pas, lui, au Grand Lyon.

En Haute-Corse, la réticence d'Emile Zuccarelli pour abandonner son mandat de maire de Bastia se doublait d'une difficulté politique, finalement résolue par un échange entre le siège de maire et celui du deuxième adjoint, occupé par l'un de ses plus fidèles partisans, Albert Calloni (PRG). Le nouveau maire a annoncé clairement qu'il prenait *« provisoirement »* la mairie. Il n'en assume pas moins ses responsabilités en toute autonomie. Emile Zuccarelli, qui assiste à presque toutes les réunions du conseil municipal, s'abstient néanmoins d'intervenir, autrement qu'en apportant son soutien aux décisions de la coalition de gauche.

Devenus simples conseillers municipaux, Jean-Claude Gayssot à Drancy (Seine-Saint-Denis) et Marylise Lebranchu à Morlaix (Finistère) font figure d'exception. Mme Lebranchu a, comme ses collègues, quitté sa mairie à regrets et confié son poste à Michel Le Goff, son adjoint aux affaires scolaires. En novembre 1998, quand la Seita annonce la fermeture de la manufacture de cigares, Michel Le Goff prend la tête des manifestations, en appelle au gouvernement. Quarante emplois seront finalement conservés. *« Sans Marylise, la manufacture aurait été fermée,* assure Paul Uguen, délégué CGT et fer de lance du combat. *C'est elle qui a mis le dossier sur le bureau du premier ministre. »* Michel Le Goff a également remercié la secrétaire d'Etat, *« qui s'est beaucoup battue »*.

Jean-Claude Gayssot a dû se résigner, lui, à céder son fauteuil, tout juste huit mois après son élection, en janvier 1997. *« Élu drancéen je suis, élu drancéen je reste »*, lance-t-il. Son ancien premier adjoint devenu premier magistrat, le conseiller général Gilbert Conte (PCF), met régulièrement l'ancien maire au courant de ses décisions et l'informe de l'avancée des dossiers. Il *« tient à flot son niveau de connaissance sur Drancy dans un esprit de confiance mutuelle »*. A Paris, au cabinet du ministre, ses collaborateurs *« entendent beaucoup parler de Drancy »* et suivent l'évolution des projets qui tiennent à cœur à M. Gayssot. Gilbert Conte dirige la ville avec l'équipe en place *« en toute autonomie »*, assure-t-il, mais *« le moment venu, lorsque Jean-Claude Gayssot sera de nouveau pleinement disponible pour la ville,* [je] *reprendrai mes fonctions de premier adjoint si,* précise-t-il, *la volonté de la majorité municipale le décide »*. Strasbourg est décidément bien loin de Drancy...

De nos correspondants départementaux et régionaux

Les exigences de M. Jospin

Dans l'entourage du premier ministre, on admet que *« l'ancrage local »* des ministres anciens maires *« n'a pas diminué »* – cet ancrage se ressent dans les discussions interministérielles –, mais on affirme que la consigne de Lionel Jospin de non-cumul a *« diminué fortement la disponibilité »* locale des ministres. On ajoute que *« les exigences n'ont pas fléchi depuis deux ans »* et qu'une *« présence constante »* reste requise. Ainsi, les membres du gouvernement n'auraient pas la possibilité de se faire remplacer dans les nombreuses réunions qui rythment la vie d'un ministre, y compris *« les vendredis »*...

Deux réfractaires

Son portefeuille l'oblige à donner l'exemple. Mais Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, a choisi de rester maire... du 18e arrondissement à Paris. *« Le maire d'arrondissement n'exerce en rien un mandat de plein exercice,* explique son entourage. *Il n'a que des compétences limitées. »* Cela n'empêche pas Daniel Vaillant de passer chaque jour à sa mairie. Officiellement, le ministre ne pense pas aux échéances de 2001. Mais tout laisse penser qu'il sera encore tête de liste dans le 18e. Et il fait partie des candidats possibles du PS à la mairie de Paris. Quant à Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, il est resté maire (PRG) de Saint-Agrève, une petite ville de moins de 3 000 habitants en Ardèche, où il se rend chaque fin de semaine. *« Pour garder les pieds sur terre et un port d'attache »*, fait-il savoir.

Martine Aubry, entre Lille et Paris

LILLE
de notre correspondant régional

Martine Aubry est élue lilloise depuis 1995, avec le statut bien particulier de dauphine officielle de Pierre Mauroy, maire et président de la communauté urbaine. Première adjointe, elle était chargée de la coordination de tous les adjoints et des grands dossiers de la métropole. Son entrée au gouvernement, en 1997, a quelque peu bousculé les données locales : Pierre Mauroy ne manquait jamais l'occasion de dire combien il ressentait avec fierté son arrivée rue de Grenelle, mais avec regret son départ de Lille. Il avançait une seule consolation : beaucoup des innovations que la nouvelle ministre mettait en place étaient nées chez lui et, depuis son arrivée à Lille, Martine Aubry avait pu pousser à fond ces expériences.

Bref, c'était un peu de la chair de sa chair qui avait quitté Lille, après lui avoir consacré près de deux ans à temps presque plein. Le dimanche matin, madame la ministre ne vient plus faire son marché dans le quartier de Wazemmes, au cœur de sa circonscription. Restée première adjointe, mais sans sa disponibilité ancienne – ce qui complique la tâche du maire, même si, officiellement, rien n'a changé pour l'avenir –, elle continue de venir, en moyenne, deux jours par semaine.

Sur place, qu'il s'agisse de réunions de travail avec des chefs d'entreprise, des représentants patronaux, associations de commerçants, la méthode est toujours la même. Discrète, patiente. Elle ne dit jamais *« je »*, toujours *« nous »* quand il s'agit d'évoquer cette partie de son travail. Difficile de savoir s'il s'agit d'une simple délicatesse ou d'un grand soin de ne pas faire d'ombre au beffroi de Lille. Martine Aubry affirme en tout cas que ses séjours lillois restent une *« respiration »* et une source d'inspiration : *« Quand j'ai des doutes sur les grands dossiers nationaux, il me suffit de questionner les Lillois pour savoir comment ils réagissent. »*

Pierre Cherruau

A Saint-Dié, une gestion bicéphale

ÉPINAL
de notre correspondant

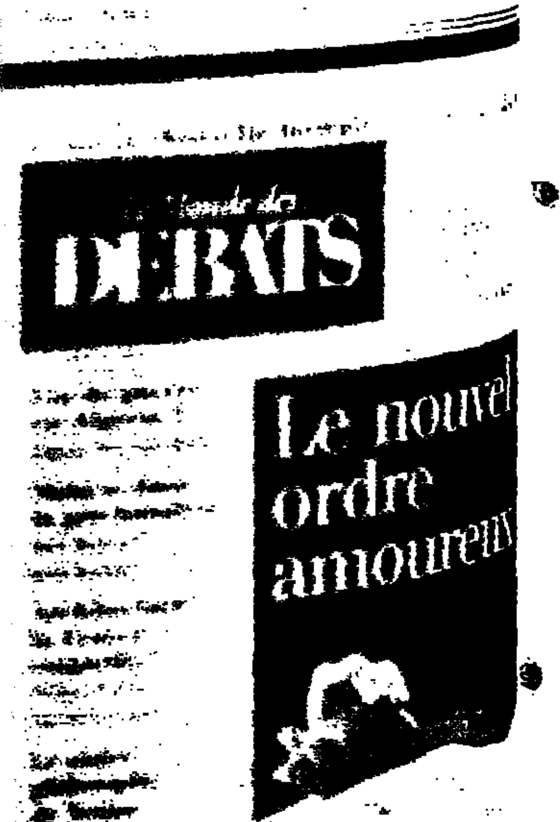
A Saint-Dié, le spacieux bureau du maire est occupé par le premier adjoint, Christian Pierret (PS). Le secrétaire d'Etat à l'industrie a renoncé à sa charge pour devenir *« premier adjoint ayant toute délégation »*, mais il n'a pas quitté son bureau, stratégiquement entouré de l'ensemble des services dont un maire a besoin. Robert Bernard (PS), ex-premier adjoint devenu maire, est lui aussi resté dans ses meubles. La permutation des fonctions n'a pas changé grand-chose, si ce n'est qu'aujourd'hui le premier adjoint prend souvent la parole après le maire. Le jeu de rôles ne trompe personne, mais les formes sont respectées.

Au conseil municipal, c'est Robert Bernard qui mène l'ordre du jour. Mais c'est Christian Pierret qui prend le micro lorsqu'il faut défendre un projet.

Présent à Saint-Dié chaque fin de semaine pour deux jours pleins, le secrétaire d'Etat apprécie qu'on l'attende pour donner des conférences de presse, par exemple sur le plan d'entretien de la voirie communale, comme c'était le cas il y a quelques jours. Le maire a lu le communiqué tandis que Christian Pierret détaillait sur plan, n'oubliant de citer aucun quartier.

Un des adjoints évoque une mairie devenue bicéphale : *« Avant, quand il fallait prendre une décision importante, je m'adressais au maire. Maintenant j'écris aux deux. »* Au secrétariat général, on convient que les choses ont peu changé. *« En fait, ils ont toujours travaillé en étroite collaboration. Quand Pierret était à l'Assemblée, c'était le premier adjoint qui gérait. »* Robert Bernard parle de tandem : *« Nous fonctionnions déjà comme ça avant, il n'y a pas de raison que les choses aient changé. D'autant que je n'ai pas d'ambition. Ma carrière politique se termine et j'estime assurer un intérim. Au fond, c'est lui qui a été élu, il est totalement logique qu'il soit consulté sur tous les projets engageant le développement de la cité. »* Christian Pierret est-il le *« vrai »* maire de Saint-Dié ? *« Je dirais plutôt qu'il reste le leader politique incontesté de l'équipe. »*

Christophe Dollet





HORIZONS

REPORTAGE

Kosovo, une colonne de l'UCK en enfer

ILS ne sont d'abord. invisibles, qu'une clameur s'élevant du brouillard. Une clameur au cœur des montagnes du Kosovo. Ils fredonnent une chanson langoureuse, une chanson triste. Puis la colonne des fantômes de l'Armée de libération du Kosovo (*Ushtria Clirimtare ë Kosovës*, UCK) déchire doucement le suaire brumeux. Les combattants meurtris escaladent la montagne Ruselija. Une unité arrive au sommet et allume un feu, à l'aide de brindilles. Personne ne chantonne à présent, personne ne murmure. Des hommes posent en silence sur la neige la première civière. D'autres étalent leur misère, leurs chaussures défoncées, leurs chaussettes trouées, à côté des flammes. Leurs visages affichent l'infinie détresse des fuyards.

Un peu en aval, des explosions retentissent. Des obus de mortier s'abattent sur les villages. Peut-être des grenades aussi, dans les fermes investies par les forces serbes. Il y a des *snipers* embusqués dans la forêt. Des unités continuent d'arriver à la crête. Tant d'hommes avec leurs bandages de fortune à la jambe, à l'épaule, avec leurs foulards noués autour des plaies. Tant de combattants brisés, décimés, s'appuyant sur une béquille taillée à la hâte. Tant de civières faites de branches d'arbre et de couvertures...

Tandis que la première unité repart déjà pour abandonner le feu aux suivants, les derniers zombies de l'UCK achèvent l'escalade. Deux cents hommes, et deux femmes, sont parvenus à s'arracher à l'enfer de Decani, de Vrela, de Novo Selo, de Radanci, de Studenica... Il y a, selon eux, autour de Pec, la deuxième ville du Kosovo, d'autres colonnes de fuyards, d'autres fantômes. Après l'épuration ethnique à Pec, dès le lancement des raids aériens de l'OTAN, c'est désormais au tour des villages de voir arriver la police et l'armée de Belgrade, puis les unités paramilitaires serbes. L'unique chance de survie des Kosovars albanais est de monter toujours plus haut, de s'enfoncer toujours plus dans la neige des sommets, là où les tanks serbes ne peuvent pas accéder, là où les soldats serbes ne viennent pas sans leurs tanks. La population civile de ces villages avait fui avec les habitants de Pec, il y a deux ou trois semaines. Ne restaient aux abords de la plaine que les combattants, les jeunes hommes récemment mobilisés, les employés des dispensaires. La colonne du mont Ruselija, c'est une armée en déroute.

L'UCK est en train de perdre l'ouest du Kosovo. Les fuyards exténués témoignent. La brigade 131 ? Décimée. La brigade 132 ? Défaite. La brigade 133 ? Elle ne tient plus que de rares positions. Les officiers ont quitté leur quartier général et errent dans la forêt. La colonne des battus et des blessés tente de rejoindre la brigade 136, à Rugova. Adossée au Monténégro, la 136 tient bon. Du moins les fuyards l'espèrent.

Peu à peu, la colonne fuit le Ruselija et reprend la route. L'objectif du jour est de rejoindre le village de Bijelo Pac, dans une vallée. On dit que l'UCK n'y a pas encore été inquiétée. La descente commence. C'est un calvaire. Des blessés et des porteurs de civières glissent dans la neige. La colonne, divisée en groupes de dix à vingt hommes, doit s'arrêter tous les cent mètres. Les plus vaillants aident les plus faibles à se redresser, ils leur parlent, ils les encouragent. Tous reprennent leur souffle. Un bout de cigarette est religieusement fumé par les gens de l'unité. Des adolescents, des garçonnets parfois, prennent les kalachnikov – yougoslaves, albanaises, russes – des soldats qui soutiennent les blessés.

Soudain, un rai de lumière s'élèvent de la plaine, quatre villages en train d'être rayés de la carte. Un officier prend ses jumelles. Pec est une ville déserte. Environ cinquante mille Kosovars de la région ont été déportés vers le Monténégro et l'Albanie. Seule une voiture blanche parcourt l'avenue centrale. Des Serbes doivent toujours vivre là, en bas, à portée de jumelles. Ils sont invisibles. Pec est une ville morte. Les soldats serbes qui ne battent pas la campagne se cachent, à cause des bombardements des avions de l'Alliance atlantique. La veille au soir, d'un village de la montagne, les explosions des bombes étaient aisément audibles. Des lueurs éclairaient le ciel. Les attaques de l'OTAN avaient duré une heure. Pec attend à présent, sans doute dans l'angoisse, le prochain raid aérien, tandis que les fuyards de l'UCK espèrent ce raid et les raids suivants, ceux qui doivent briser, un jour, la machine de guerre de Slobodan Milosevic et de la Serbie.

« *Il n'y a plus d'autre solution, plus de négociation possible*, pense Ali. *Les Serbes ont attaqué Pec et expulsé la population. Puis ils ont bombardé nos villages. Puis ils y sont entrés. Ils pillent, ils tuent les hommes, ils brûlent les maisons. A Stres, il y a eu vingt tués, surtout des hommes. J'avançais avec mes camarades dans la forêt. J'ai vu des cadavres dans les villages. Il y a encore des endroits peuplés encerclés par les Serbes. L'UCK se retire. Nous accompagnons ces blessés à Rugova puis nous reviendrons en chercher d'autres. Ceux qui sont encerclés sont livrés à eux-mêmes. Notre seul espoir est d'aller dans les montagnes, là où les Serbes ont peur. Nous ne pouvons plus descendre reprendre le combat, car ils ont rasé les villages et ils nous attendent avec leurs tanks.* » « *Dans chaque village, les soldats serbes tuent les hommes qui n'ont pas fui à temps* », témoigne Avni. Le jeune soldat raconte aussi l'histoire d'une unité paramilitaire, la « Main noire », moins connue que les « Tigres » d'Arkan, qui sèmerait la terreur dans la région. « *La "Main noire" est encore plus brutale que les "Tigres". Pour terroriser les civils, la "Main noire" découpe les gens à la hache et au couteau, et éparpille leurs membres à travers les villages. C'est ainsi qu'ils ont tué ma grand-mère, à Jablanica. Mes parents ont retrouvé sa tête devant la maison de nos voisins. Son corps gisait dans notre salle à manger.* »

CINQ soldats portent Neshe, la seule véritable civile du convoi. L'autre femme, Arieta, est infirmière pour l'Armée de libération du Kosovo. Neshe est allongée sur une civière, frêle, pâle. Elle sourit à un combattant vêtu d'une veste noire qui lui caresse parfois le front. Arieta, la « nurse », est, elle aussi, blessée. Un vilain pansement recouvre son nez, entaillé par un éclat d'obus. Arieta ne se plaint pourtant pas. Elle soigne ses compagnons. A chaque halte, elle court de civière en civière. Neshe et Arieta sont, dans cette colonne d'hommes en fuite, une entorse à la condition féminine dans les montagnes du Kosovo. Dans les villages traversés, les femmes baissent les yeux derrière les rideaux colorés des masures. Neshe l'amoureuse et Arieta l'infirmière ont, elles, la tête dressée, elles s'affichent. Arieta donne d'une voix douce des ordres aux combattants. Chacun, dans la colonne de la misère, respecte les deux jeunes femmes.

Arieta et Selman, un infirmier, ne peuvent guère soulager les douleurs des blessés. « *Nous n'avons plus de médicaments à donner. Nous n'avons plus de pain à offrir. La situation est catastrophique* », résume Selman en tremblant de froid. Adem, un commandant de compagnie de l'UCK, a été touché à l'abdomen par un *sniper*. Six de ses hommes portent la civière et l'accompagnent dans cette traversée de l'ouest du Kosovo, à la recherche d'un refuge. Adem est un officier respecté. Restaurateur en Suisse, il est revenu dans son pays, à trente-cinq ans, pour combattre. « *Pourquoi ? Peut-être par amour de ma patrie, tout simplement.* » Adem grimace. Les soldats viennent de déposer le brancard sur une méchante pierre. « *Ils peuvent tout brûler, les maisons, les villages. La terre ne brûle pas. Et, cette terre, c'est notre pays* », dit-il. Adem a la chance que la balle soit ressortie par le dos. Gravement atteint, il a un espoir de survie. Il a erré huit jours dans les montagnes avant de rejoindre la colonne. Il refuse les calmants d'Arieta et de Selman. « *On donne des médicaments contre la douleur aux blessés qui crient. Il faut les économiser. Alors je ne crie pas.* »

Adem refuse de voir en cette colonne de fuyards une retraite de l'UCK. « *C'est juste un cortège de blessés... La victoire est proche* », affirme-t-il. Les bombardements de l'OTAN sont pour lui, comme pour tous les officiers de l'Armée de libération du Kosovo, « *efficaces* ». Les raids sont pour lui, comme pour ses camarades de combat, un « *appui* » aux opérations des rebelles kosovars. Il raconte, comme d'autres officiers,

Neshe l'amoureuse et Arieta l'infirmière ont la tête dressée, elles s'affichent. Arieta donne d'une voix douce des ordres aux combattants. Chacun respecte les deux femmes

comment il a désigné des cibles serbes à l'OTAN, et comment elles ont été détruites dès le lendemain. Le seul problème est, selon le commandant Adem, l'« *arsenal caché de l'armée serbe* ». Du temps de Tito et de la Yougoslavie, des caches d'armes, voire des aéroports secrets ont été creusés dans les montagnes. Sans intervention occidentale au Kosovo, ni l'OTAN ni l'UCK ne pourront venir à bout de cette machine de guerre qui attend son heure à l'abri des regards.

Le brancard hissé sur leurs épaules, les combattants reprennent leur route. Adem tente de ne pas regarder son ventre déchiré. Il fume une Monte Carlo de contrebande. Au fur et à mesure que la colonne approche de Bijelo Pac, les sentiers deviennent boueux. Dans la vallée, avril est le mois de la fonte des neiges. Le chemin ne fait parfois pas plus de trente centimètres de large, au bord du ravin. Des hommes glissent, trébuchent. Des ruisseaux traversent le chemin. Arrivée au village, la colonne s'arrête. Les blessés sont accueillis dans les maisons des paysans. Les soldats se réfugient dans les granges et les bergeries. La nuit tombe. Chacun tente de se réchauffer et de trouver le sommeil parmi les chèvres bêlantes.

A l'aube, les fuyards apprennent que leurs éclaireurs ont finalement rejoint dans la nuit la brigade 136. Un combattant aguerri et quatre médecins atteignent Bijelo Pac avec des calmants et des pansements. Après les soins, la colonne repart. L'épreuve la plus rude de la matinée est la traversée d'une rivière gonflée par les écoulements de la montagne. L'eau atteint les cuisses des porteurs de civière. L'un d'entre eux chute au bord des rapides, se retenant à un rocher. Il y a ensuite, après le village de Laz, la montée vers d'autres sommets et le retour du froid cinglant. Le chef du village, Aslan Kastrati, regarde passer les blessés. Il envoie ses frères aider à porter les civières jusqu'au prochain col. « *Ma famille est dans ce village depuis sept cents ans*, affirme-t-il sur le seuil de sa bergerie. *C'est aux Serbes de partir.* »

DE l'autre côté de la montagne, après d'autres chutes, d'autres cris, la colonne s'arrête. L'état-major de la brigade 136 a envoyé des tracteurs afin d'aider les fuyards à parcourir les dix derniers kilomètres. Les blessés sont entassés dans les remorques. Les soldats vaillants sont regroupés par leurs officiers et partent en pressant le pas. Neshe sourit toujours à son soldat. Arieta est silencieuse, les yeux perdus, parfois fermés, à côté du conducteur du tracteur. « *C'est fini*, dit Adem. *Mais la guerre continue. Je retournerai au front.* » Un rictus apparaît au coin de ses lèvres à chaque secousse. Adem ne crie toujours pas.

A la caserne, les combattants sont dispersés sur l'herbe. On leur distribue du pain. Ils s'abreuvent d'eau à la pompe. Ils sont soulagés d'être arrivés dans une brigade qui résiste encore aux avancées serbes. Pourtant, le répit sera de courte durée, car les nouvelles ne sont pas bonnes. La veille, l'armée serbe a pilonné, au canon, des positions de l'UCK dans le secteur. « *Ils prennent les coordonnées pour leur artillerie*, reconnaît le commandant de la brigade 136, Florin Kulaj. *Les Serbes ont énormément renforcé leurs positions et préparent une offensive.* »

Les blessés sont conduits au dispensaire. On attribue aux soldats des couches pour la nuit, avant qu'ils rejoignent le front à l'aube. Ali cherche ses compagnons d'armes. La brigade 136 est en état d'alerte. Pour la colonne de l'Armée de libération du Kosovo, ce n'est que la fin d'une première fuite. Au sud, c'est l'Albanie, la terre d'accueil, le pays frère, mais le chemin est coupé. A l'ouest, c'est le Monténégro, où le gouvernement tolère que des contrebandiers ravitaillent l'UCK, mais où l'armée de Belgrade est présente et interdit la moindre retraite.

Les combattants de la colonne de Ruselija savent qu'il va falloir aider la 136 à résister aux assauts serbes. C'est la bataille de la dernière chance. Pour les fantômes de l'UCK, le répit n'est qu'hypothétique. Le temps d'une miche de pain partagée dans un dortoir sale.

Dans les montagnes de l'ouest du Kosovo, les soldats défaits de l'UCK errent avec leurs officiers. Brigades décimées, combattants brisés. Notre envoyé spécial, Rémy Ourdan, a accompagné une colonne de blessés et de battus, de fantômes. Chaussures défoncées, bandages et civières de fortune, c'est toute l'histoire d'une armée en déroute





UCK en enf

, les soldats
ficiers.
risés.
compagne
fantômes.
s de fortune,
déroute

D

هكذا من الأصل

C'est vrai ou c'est faux ?

par Jean-François Kahn

PASCAL BRUCKNER, ce médiaphysicien considérable, relève à la « une » du *Monde* (7 avril) qu'à propos de la nouvelle guerre des Balkans j'exprimai de façon « *primaire* » – c'est-à-dire, dans son esprit, de façon claire et directe – ce que quelques autres ont évoqué de « *manière plus sophistiquée* ». Je rougis encore du compliment. Même si, aussi primaire que je sois, je n'aurais osé signer un texte d'un autre âge, aussi complexe qu'une pensée du général Patton et aussi nuancé qu'un éditorial de feu la *Pravda*, d'où il semble résulter que c'était être anti-français que de s'opposer en 1960 à la guerre d'Algérie, anti-russes que de condamner l'intervention soviétique en Afghanistan, anti-arabes que de réprouver l'invasion du Koweït par Saddam Hussein et que le souvenir de Stalingrad aurait dû nous interdire de critiquer la doctrine de Leonid Brejnev !

Mais bon, je revendique : je suis primaire, en effet, en cela qu'à un certain moment de la controverse la plus éthérée il ne me semble pas tout à fait inutile de savoir ce qui s'est révélé vrai ou faux.

Donc, puisque le « clan des Siciliens » de la bien-pensance mondaine nous désigne à la vindicte privée (publique, il n'oserait pas !), sous prétexte que nous, qui nous sommes prononcé depuis longtemps, contrairement à Chirac ou à Jospin, en faveur du droit à l'indépendance du peuple kosovar, nous avons condamné la guerre aérienne déclenchée par l'OTAN contre la République yougoslave, examinons un instant le dossier d'accusation à l'aune de ces idées simples, donc « *primaires* ».

Qu'avons-nous écrit ? Que les frappes de l'OTAN, cette forme de guerre très lâche, feraient des victimes civiles innocentes. Vrai ou faux ? Qu'elles contribueraient à réunifier les Serbes autour de « *l'épouvantable* » Milosevic et, par conséquent, qu'elles renforceraient son régime. Vrai ou faux ? Qu'elles fragiliseraient le pouvoir modéré du président du Monténégro et seraient perçues par tous les démocrates yougoslaves, qui luttent depuis des décennies contre le pouvoir de Belgrade, comme un véritable coup de poignard dans le dos. Vrai ou faux ? Que pratiquement tous les Serbes, y compris les plus libéraux, professant sur la question du Kosovo le même point de vue (« *Hélas !* », précisions-nous) que leur « *dictateur* », les bombardements étaient dirigés non contre un gouvernement, mais contre un peuple. Vrai ou faux ? Que nous étions en train d'offrir sur un plateau la Russie aux communistes et aux nationalistes. Vrai ou faux ? Que cette aventure sans issue ne ferait que radicaliser sur tous les continents les passions les plus anti-occidentales. Vrai ou faux ?

> Je n'aurais osé signer un texte – celui de Pascal Bruckner – d'un autre âge, aussi complexe qu'une pensée du général Patton et aussi nuancé qu'un éditorial de feu la « Pravda »

Qu'avons-nous écrit encore ? Que les frappes de l'OTAN, loin d'apporter la délivrance souhaitée aux Kosovars – et nous écrivions cela le 26 mars – « *les livreraient tout crus à leurs oppresseurs* ». Vrai ou faux ? Que la catastrophe humanitaire à laquelle nous assistons n'a été, à l'évidence, ni empêchée ni freinée par ces frappes mais, au contraire, enclenchée ou accentuée. Vrai ou faux ? Qu'une alliance militaire représentant les grandes puissances ex-impériales s'est substituée à un organisme réellement international – l'ONU – garant de la sécurité collective ; qu'il y a quelque chose d'ubuesque à constater que la Turquie, cause avec le PKK de l'exode de plus de 800 000 Kurdes, participe aux opérations de l'OTAN au nom des Kosovars et quelque chose de répugnant à assister à la banalisation, à la relativisation « *négationniste* », (en particulier par les dirigeants allemands), du concept de « *génocide* ». Vrai ou faux ? Qu'il faut absolument, par tous les moyens, permettre aux réfugiés du Kosovo de retourner dans leur pays, comme il faudra imposer le retour des musulmans dans les régions de Bosnie dont ils ont été « *chassés* », mais que certains eussent été plus crédibles s'ils avaient ne serait-ce qu'exprimé une timide protestation lorsque les Serbes furent « *renvoyés* » en masse de la Krajina. Qu'il y a quelque contradiction à exiger le lundi la guerre au nom de l'unité pluriethnique (de la Bosnie) et le mardi au nom de la partition ethnique (de la Serbie). Vrai ou faux ?

La seule assertion qu'on nous conteste désormais est celle selon laquelle les frappes ont servi de prétexte ou d'alibi à l'opération « *d'épuration ethnique* » en cours au Kosovo, alors qu'auparavant il y avait oppression, exactions insupportables, mais pas, à proprement parler, épuration. Puisqu'il y avait proportionnellement plus de Serbes qui, se sachant rejetés et détestés, quittaient le Kosovo, que d'Albanais.

Nous pourrions poursuivre comme Pascal Bruckner sur ce mode binaire. Mais il se trouve que, contrairement à lui, nous avons intégré la complexité. Comment ? En soulignant que ce drame était trop douloureux pour que toutes les prises de position ne soient pas a priori respectées parce que respectables. Qu'il n'y a, d'un côté comme de l'autre, « *ni crétins ni crapules* ». Qu'il est toujours magnifique de se sentir proche d'un peuple qui souffre, même si notre solidarité à nous va aux deux peuples dont on est en train de faire le malheur : le peuple serbe que l'on écrabouille – ce qui ne dérange pas Milosevic – et le peuple kosovar qu'on s'apprête à trahir en lui refusant ce pourquoi il lutte : le droit de choisir son destin, fût-ce l'indépendance, fût-ce une fédération avec l'Albanie.

Alors pourquoi cette hargne, cette diabolisation du désaccord, cette excommunication de la différence ? Parce qu'on regrette le temps où tout était simple et permettait de structurer une fois pour toutes les idées les moins originales, avec « *l'empire du mal* » d'un côté et le « *monde libre* » de l'autre ? Parce qu'on recherche coûte que coûte à reconstruire « *le mur* », au moins dans les têtes ?

*Nos contradicteurs sont média*tiquement ultra-majoritaires, notre dissidence ne bénéficie pas du vingtième de leur force de frappe, alors pourquoi ce « *pilonnage* » *de plus ? Pour nous faire taire ?*

Mais si nous nous taisions, justement, aurait-on encore le cœur de dénoncer le « *discours unique* » *qui règne à Belgrade ?*

Jean-François Kahn *est directeur de la publication de « Marianne ».*

Dénationaliser les Balkans ?

par Charles Millon

L'EUROPE est prisonnière du cycle infernal des guerres de minorités : elle ne parvient pas à substituer la prévention politique à l'action militaire. Si les responsables politiques se révèlent incapables d'imaginer des solutions aux conflits qui éclatent régulièrement dans les Balkans, c'est parce que, pour eux, la seule vision légitime est celle de l'Etat-nation. Cette vision est totalement inadaptée à l'Europe de l'Est, où les Etats, créés par la grâce des traités, abritent couramment plusieurs peuples, langages ou cultures, où l'identification Etat-nation-territoire est impossible, où, dans un même village cohabitent différentes minorités. C'est pour ne pas l'avoir compris, pour avoir voulu imposer l'identification Etat-nation, pour avoir refusé de prendre en compte l'hétérogénéité *ethnique, religieuse et culturelle de* ces Etats, que les hommes politiques européens ont une responsabilité certaine dans la guerre des Balkans. Car chacun sait que, *lorsqu'il s'agit de peuples*, de culture ou de religion, pour rendre homogène ce qui est hétérogène, il faut expulser, nettoyer, tuer, assimiler de force.

Soyons lucides, c'est ce que la France a fait à sa manière dans les siècles passés. Souvenons-nous des colonnes infernales de Vendée ou des dragonnades des Cévennes.

Il est urgent – si nous voulons que l'Europe de l'Est échappe dorénavant aux purifications ethniques, religieuses ou culturelles – d'accepter l'hétérogénéité, la dissociation *Etat-nation, la création* d'autres modèles d'organisations.

Or un autre modèle existe, il a été conceptualisé à la fin du XIX[e] siècle par Karl Renner lors d'un congrès *du Parti social-démocrate autrichien* où avait été évoquée la transformation de l'Autriche-Hongrie en une fédération de nationalités. Déjà, à cette époque, des voix s'étaient élevées pour souligner l'urgence de sortir du dilemme mortel entre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'unité de l'Etat. Cela revenait à poser les bases d'un *Etat multinational* où sont dissociés l'Etat et la nation.

Les guerres nationales pourraient être rendues sans fondement par une dénationalisation de l'Etat, par une dissociation de l'*Etat et de* la nation. Comme l'Europe a mis fin aux guerres de religion en reléguant la religion dans le domaine de la conscience individuelle, elle pour*rait tenter de mettre fin aux guerres* nationales en faisant de l'identité nationale un choix et un droit individuel. L'appartenance à une nation ne serait pas uniquement *liée au droit au sang ou au droit du* sol : il reviendrait à chaque individu de décider dans quelle communauté nationale il s'inscrit.

> Poser les bases d'un Etat multinational où sont dissociés l'Etat et la nation

Les « *nations* » *entendues de* cette façon seraient des personnes morales que l'Etat reconnaîtrait en tant que telles, outre le fait qu'il continuerait de reconnaître chaque *individu comme citoyen. Elles se* soumettraient librement à la souveraineté étatique avec laquelle elles discuteraient leurs compétences. Nous nous trouverions dans une *sorte de fédéralisme disséminé*, sans territoire, puisque les individus de même *nationalité ne* seraient pas regroupés géographiquement, mais culturellement et juridiquement. La nation serait désétatisée. L'Etat serait dénationalisé.

Le principe de personnalité fut appliqué après la première guerre *mondiale, en Lituanie*, et plus expressément en Estonie, par une loi de 1925 dont s'inspirent les Hongrois d'aujourd'hui. Après 1989, pour tenter de répondre au pro*blème de ses minorités et pour pro*poser un modèle politique que les pays alentour pourraient adopter à l'égard des minorités hongroises, la Hongrie a adopté une loi sur le droit *des minorités nationales et eth*niques. Le principe de l'autonomie personnelle est reconnu juridiquement. Les « *minorités nationales et ethniques* » se voient reconnaître *des droits collectifs et participent* à la vie publique, en tant que telles, par l'autoadministration. La nation, considérée comme une communauté de culture, devient corps *intermédiaire au sein de l'Etat, seul* souverain.

Cette idée d'un Etat multinational représente, pour les vieilles nations de l'Ouest, quelque chose *comme une chimère à trois têtes.* Naturellement, promouvoir un modèle de ce type pourrait constituer pour elles un danger. En justifiant un autre modèle, nous faisons descendre le nôtre de son piédestal monopolistique. Et si l'Etat multinational devient sur le plan européen aussi légitime que l'Etat-nation, comment éviterons-nous les revendications des Bretons ou des Corses ? C'est peut-être justement pour cela que le débat n'apparaît pas sur ces questions. Pourtant, nul doute qu'une organisation de ce type pourrait, dans certains pays, offrir des chances de substituer le droit à la violence toujours menaçante et de limiter les occasions de guerre. Nous devons, certes, continuer à fourbir des armes pour éviter des massacres sur le territoire européen. Mais l'Europe devrait surtout servir à la conception concertée de nouvelles organisations politiques. Tandis que, si nous continuons à traiter le problème seulement dans ses conséquences, en imposant la paix par la guerre, nous risquons de ne gagner à long terme que la paix des cimetières.

Charles Millon *ancien ministre de la défense, est président de La Droite.*

Nous avons un an de retard

Suite de la première page

Comme je n'ai ni ses obligations ni ses limitations, je commencerai par traduire sa proposition en clair. « *Je suis profondément affligé par la tragédie qui se déroule en ce moment au Kosovo et dans la région. Une tragédie à laquelle il faut mettre fin. Les souffrances endurées par des victimes innocentes ne peuvent être prolongées. C'est dans cet esprit que je lance un appel urgent aux autorités yougoslaves en leur demandant de prendre les engagements suivants* ». C'est un appel à Milosevic :

– « *Mettre fin immédiatement à la campagne d'intimidation et d'expulsion de la population civile.* » C'est-à-dire : que Milosevic ordonne l'arrêt de l'opération de déportation massive de la population civile albanaise, qui tente de modifier la démographie du Kosovo par la terreur.

– « *Faire cesser toutes les activités des forces militaires et paramilitaires au Kosovo, et retirer ces forces.* » Comprendre : que Milosevic n'utilise pas les forces armées, appuyées par des professionnels du crime, qui se sont entraînés en Bosnie sur des dizaines de milliers de victimes, pour se maintenir au pouvoir en agitant l'épouvantail du nationalisme irrédentiste, même si c'est au prix de la destruction de ce qui reste de son pays.

– « *Accepter inconditionnellement le retour dans leurs foyers des réfugiés et de toutes les personnes déplacées.* » En clair : que Milosevic permette aux citoyens du Kosovo, qui ont vécu pendant des siècles dans ce foyer, de récupérer leurs maisons, même s'ils les retrouvent détruites, d'enterrer dignement leurs morts en les exhumant des fosses communes quand ils les auront découvertes, et d'élever leurs enfants dans la *réconciliation et non dans la* haine.

– « *Accepter le déploiement d'une force militaire internationale pour garantir que le retour des réfugiés se fera dans des conditions de sécurité et que l'aide humanitaire sera distribuée librement.* » Soit : que personne ne puisse confier au pyromane Milosevic le soin d'éteindre le feu qu'il a provoqué. Que personne ne puisse laisser les victimes aux mains de leur bourreau.

– « *Permettre à la communauté internationale de vérifier que ces engagements sont respectés.* » Comprendre : il serait inimaginable de faire confiance à Milosevic comme garant d'un quelconque accord ; seule la communauté internationale, Russie comprise, peut assurer un minimum de sécurité aux déportés pour leur permettre de rentrer. Cela veut dire que cette situation de protection va durer au moins aussi longtemps que durera Milosevic.

C'est à partir de là que débutera le processus d'une solution politique, moyennant des négociations entre toutes les parties, comme le recommande instamment le secrétaire général de l'ONU.

Si Milosevic persévère dans sa stratégie de survie personnelle, en en faisant la priorité fondamentale de ses actes, comment va-t-il réagir à cette proposition, qui a non seulement le mérite de coïncider avec celle des pays européens et de l'Amérique du Nord, mais d'avoir été avalisée par Moscou ?

J'ai fait la connaissance de Milosevic lors de la signature de la paix *de Dayton, quand j'assurais la pré*sidence tournante de l'Union européenne. Les bases de cet accord étaient européennes, mais l'autorité qui s'est chargée de les mener à bien a été américaine. Milosevic a signé, en qualité d'acteur principal, d'interlocuteur *ès qualités* de la communauté internationale, la paix d'un pays qui n'était pas le sien, résultat d'une guerre qui, elle, était bien la sienne et celle de Tudjman, entre autres. Il est devenu la clé de la solution du problème qu'il avait lui-même créé en Bosnie. Je crains qu'il ne continue à jouer un rôle-*clé dans la situation incertaine de* la République serbe de Bosnie.

Je l'ai rencontré à Belgrade en 1996, quatre jours avant Noël, pour discuter du nouveau conflit, *créé par lui : celui des étudiants* et des classes moyennes des villes qui avaient envahi pendant des semaines les rues de la capitale, pour qu'il rende aux véritables *vainqueurs des élections de* novembre de la même année les municipalités perdues par son parti.

Le 28 décembre 1996, j'ai eu *l'occasion de lui présenter deux* documents. Le premier concernait la fraude électorale, telle que l'avaient constatée et vérifiée tous les membres de la délégation qui m'accompagnait, parmi lesquels se trouvaient des représentants russes, américains, canadiens et européens, ces derniers faisant partie ou non de l'Union européenne. Le second, de plus grande importance pour moi et de plus haut intérêt, concernait les recommandations pour la démocratisation de la République fédérale de Yougoslavie, comme base de la pacification, du respect des droits des différentes communautés minoritaires dans le contexte d'un territoire et d'un gouvernement décentralisés.

Milosevic a fini par accepter le premier, en rendant aux gagnants des élections les mairies qu'il leur avait confisquées, pour manœuvrer immédiatement en neutralisant celle de Belgrade, ce qui a fait tomber la tension de la rue et donné un coup d'arrêt à la mobilisation la plus dangereuse qu'ait connue son régime. Et, merveille de sa stratégie, il s'est servi des recommandations pour la démocratisation de la République afin de faire le contraire.

L'OSCE, le Groupe de contact, l'Union européenne, avaient assumé les deux documents à l'unanimité mais, une fois les manifestations de Belgrade disparues des chaînes de télévision, ils ont baissé la garde et Milosevic a eu le temps de manœuvrer en vue *des élections générales et prési*dentielle serbes de 1997. Il a même pu se débarrasser de la menace que constituait Seselj en le faisant entrer au gouvernement, au *moment ou le Groupe de contact* se réunissait à Bonn. Nous savions que l'élection présidentielle de Serbie, même recommencée du fait du manque de participation *suffisante lors du premier scrutin*, ne se déroulait pas dans des conditions démocratiques.

> Il n'y aura ni démocratie, ni paix, ni respect des minorités tant que Milosevic continuera d'être le dictateur qui provoque la guerre et la purification ethnique, pour se présenter ensuite en interlocuteur de ses victimes et de la communauté internationale

Nous sommes arrivés ainsi à 1998. Le Groupe de contact et l'OSCE ont décidé de renouveler la mission, avec pour objectif d'imposer la démocratie, en échange de l'intégration de la République fédérale de Yougoslavie dans la communauté internationale.

Milosevic est intervenu au Kosovo, en causant une première centaine de morts. Toute l'attention de la communauté internationale s'est concentrée sur la nouvelle crise et la démocratisation est passée au second plan. La résolution prise par le Groupe de contact lors de sa réunion de Londres, en mars de la même année, haussait le ton en assignant à Milosevic un délai de quinze jours pour satisfaire des exigences qui restent toujours sans réponse à cette heure, après plusieurs centaines de milliers de déportés, après plusieurs dizaines de villages détruits. Quinze jours plus tard, le Groupe de contact se réunissait de nouveau à Bonn et sa résolution passait de la ruade du cheval à l'immobilité de l'âne. Milosevic avait pu encore une fois prendre la mesure de la véritable détermination de la communauté internationale.

L'OSCE voulait me charger de diriger la nouvelle mission correspondant à cette résolution, mais il a refusé mon nom, et il a même convoqué un référendum pour *que son peuple se prononce sur* « *l'ingérence* » au Kosovo. Il l'a gagné facilement, avec l'argument injustifiable qu'il s'agissait d'une affaire interne de la Serbie, tout en *acceptant de discuter de la démo*cratisation qui, apparemment, ne lui paraissait pas une question aussi interne.

En mai 1998, devant le conseil *des affaires générales de l'Union* européenne, j'ai eu l'occasion de dire que la purification ethnique avait commencé et que le film en était déjà connu, puisque c'était la *copie conforme de celui que nous* avions vu en Bosnie. On ne pouvait se dire ni trompé, ni surpris. Nous en sommes au point où, il y a un an, il était prévisible que nous *en serions si nous laissions le stra*tège de la survie suivre ses plans.

Je comprends le peuple serbe, qui n'est pas responsable, mais qui est une victime de plus de la *démence nationaliste* de Milosevic. Un peuple qui ne peut rester indifférent devant les dommages que les bombes causent à sa patrie, et qui, même s'il méprise le dictateur, aime sa terre.

Le secrétaire général de l'ONU peut persévérer dans sa proposition en forme d'appel, mais aussi prévoir les conséquences d'une réponse négative. La communauté internationale, avec la participation d'un pays aussi décisif que la Russie, doit retrouver la cohésion ou la fermeté nécessaires pour garantir la paix, une paix dans la liberté, et non une paix des cimetières. Il n'y aura pas de paix s'il n'y a pas de démocratie dans toute la Yougoslavie. Il n'y aura pas de traitement sérieux des droits des minorités s'il n'y a pas de démocratie dans toute la Yougoslavie. Il n'y aura ni démocratie, ni paix, ni respect des minorités, tant que Milosevic continuera d'être le dictateur qui provoque la guerre et la purification ethnique, pour se présenter ensuite en interlocuteur de ses victimes et de la communauté internationale.

Felipe Gonzalez
(Traduit de l'espagnol par François Maspero)
© El Pais.

Dénationaliser les Balkans ?

par Charles Millon

La fausse révolution de la Banque centrale européenne

LA BAISSE d'un demi-point de son taux directeur annoncée jeudi 8 avril par la Banque centrale européenne (BCE) a été accueillie avec enthousiasme dans les milieux politiques et financiers du Vieux Continent. Le président du conseil italien, Massimo D'Alema, a parlé d'une *« décision positive »*, le ministre français de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, d'un geste qui contribuera *« à accélérer la sortie du trou d'air conjoncturel »*. Les marchés boursiers européens ont salué la nouvelle en se hissant à de nouveaux sommets historiques.

De façon plus profonde, de nombreux observateurs ont vu dans ce geste d'une ampleur imprévue la preuve d'une révolution monétaire en cours en Europe. Selon eux, la baisse des taux mettrait fin aux longues années d'obscurantisme et de rigidité imposés par la Bundesbank ; elle marquerait la naissance d'une politique pragmatique, intelligente, inspirée par le modèle américain de la Réserve fédérale (Fed). Le président de la BCE, Wim Duisenberg, serait un héritier spirituel du patron de la Fed, Alan Greenspan, et non, comme on le croyait, un clone du chef tout-puissant de la banque centrale d'Allemagne, Hans Tietmeyer. Après une interminable nuit monétaire, l'Europe découvrirait, grâce à l'euro et à M. Duisenberg, la lumière d'un monde nouveau et meilleur, gouverné par des banquiers centraux éclairés, aussi soucieux de croissance que de stabilité des prix.

Cette interprétation est peut-être trop optimiste. D'abord parce que cette baisse des taux démontre l'influence intacte de l'Allemagne dans l'Europe monétaire. Elle apparaît avant tout comme une réponse aux difficultés que connaît l'économie allemande et aux menaces de récession qui planent sur elle. La situation économique dans les autres pays de l'Euroland ne la justifiait guère, comme l'ont d'ailleurs prouvé les réactions hostiles en provenance de Finlande, du Portugal, d'Irlande ou d'Espagne, autant de pays à la croissance vigoureuse qui se seraient passés d'une mesure dont le premier effet sera d'accentuer chez eux les pressions inflationnistes.

L'ALLEMAGNE, AU CŒUR DU PROCESSUS

La réduction du taux directeur est la conséquence directe du diagnostic inquiétant que les deux représentants allemands du conseil des gouverneurs – Hans Tietmeyer et Otmar Issing, chef économiste de la BCE – ont établi à propos de l'évolution économique dans leur pays. Et leur engagement en faveur d'un assouplissement monétaire n'a pu qu'être renforcé par la démission, il y a quelques semaines, du ministre allemand des finances Oskar Lafontaine avec lequel les deux hommes entretenaient, de longue date, des relations exécrables. Une nouvelle fois, et malgré l'arrivée de l'euro, l'Allemagne s'est retrouvée au cœur du processus de détente monétaire européen.

Certains experts ont remarqué que l'action de la BCE est intervenue en dépit de la grande faiblesse de l'euro. Cette attitude insouciante contraste, il est vrai, avec l'obsession du taux de change affichée jadis par les banques centrales en Europe. Mais cette approche nouvelle doit probablement moins à l'influence bénéfique de M. Duisenberg qu'à la mutation de l'environnement économique européen induit par l'introduction même de l'euro.

Comme le soulignait récemment Alexandre Lamfalussy, ancien président de l'Institut monétaire européen, *« l'euro a dès maintenant modifié le degré d'ouverture de nos économies : la part des échanges extérieurs dans le PNB européen représente à peu de choses près le même pourcentage dans la zone euro qu'aux Etats-Unis »*. Le cours de l'euro vis-à-vis du dollar ne revêt plus pour la BCE la même importance que le niveau du mark pour la Bundesbank ou celui du franc pour la Banque de France. Un peu comme les Américains avec le dollar, les Européens ont désormais les moyens de mener une politique d'indifférence – de *« benign neglect »* –, à l'égard du cours de l'euro. C'est le paysage économique européen qui a changé, pas la philosophie des banquiers centraux.

PARI ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

Si le geste de la BCE apparaît original, c'est surtout par la prise de risque qu'il implique. Le danger n'est certes pas inflationniste, même s'il est un peu étrange que la banque centrale ait choisi d'abaisser sa garde au moment où la brusque remontée des prix du pétrole et la croissance soutenue de la masse monétaire éloignent le spectre de la déflation en Europe.

Le conseil des gouverneurs a fait le pari – audacieux – que la baisse des taux enverra un signal positif aux agents économiques. Mais certains analystes pessimistes pensent le contraire : selon eux, ce geste délivre un message inquiétant, qui confirme la gravité de la détérioration économique sur le Vieux Continent et renforce les craintes d'une Europe engagée dans un scénario à la japonaise. Et se trouvait-il beaucoup d'industriels ou de ménages, en Europe, pour considérer que le coût du crédit était un obstacle à l'investissement ou à la consommation ?

Enfin, les dirigeants monétaires européens gagent que leur action incitera les gouvernements à engager des réformes de fond de leurs économies. *« Il va être plus difficile pour les pouvoirs politiques de détourner l'attention de leur propre échec »*, affirme M. Issing. Mais les banquiers centraux de l'Euroland avaient tenu, en décembre 1998, après la baisse concertée des taux européens, mot pour mot le même discours. Rien n'est venu depuis.

Alors pourquoi la BCE fait-elle une nouvelle concession au pouvoir politique ? Pourquoi donne-t-elle l'impression de vouloir apporter une réponse monétaire au fléau du chômage en Europe, fléau dont elle ne cesse de proclamer qu'il est d'origine structurelle ? Peut-être parce que, consciente des menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'Union monétaire – indifférence des opinions publiques, budgets nationaux en piteux état, ralentissement de la croissance, stagnation du chômage à un niveau très élevé, guerre au Kosovo –, la BCE a voulu faire tout ce qui est en son pouvoir pour éviter le pire, c'est-à-dire un échec de l'euro. Son pari économique et monétaire est à la hauteur des risques encourus.

Pierre-Antoine Delhommais

L'œil d'Abel *par G. Dégé*



Le patrimoine juif disparaît du paysage européen

ALORS QUE le débat sur les « spoliations », l'« or nazi », les « avoirs juifs », l'indemnisation du travail forcé au service du IIIe Reich touche un pays puis l'autre, se profile aussi la véritable dimension de cette question. Une question qui ne s'épuise ni dans l'octroi de pensions supplémentaires aux oubliés des politiques de réparations d'après 1945 – encore que la chose ne soit pas négligeable, surtout à l'est de l'Europe –, ni même à la clôture du dernier chapitre encore mal refermé de la Shoah.

Certes, pour beaucoup, les spoliations ne représentent qu'un problème résiduel et technique, éventuellement irritant, une affaire d'assistance sociale qu'il s'agirait de répartir entre les survivants de la Shoah passés à travers les mailles du filet des restitutions d'après-guerre ainsi qu'entre leurs héritiers. Une telle approche n'est pas illégitime. Mais constitue-t-elle la bonne façon de scruter cette boîte de Pandore qui révèle sans cesse de nouveaux fonds et désigne des responsables inattendus d'un pillage « légal » sans précédent ? En réalité, il s'agit moins d'argent que de justice, moins d'oeuvres d'art que de légitimité et moins de mémoire ou d'histoire que de restauration.

Nul pan de cet ensemble de revendications ne touche plus à la « justice restauratrice » que celui des biens communautaires (synagogues, cimetières, orphelinats, écoles), propriété collective en déshérence d'un judaïsme européen dont les millions de fidèles ont été assassinés. Cette quête-là semble, à long terme, la plus chargée de sens. N'a-t-elle pas pour enjeu la disparition ou le rétablissement dans le paysage européen d'une civilisation éradiquée et dont les traces s'effacent, faute d'usage, de soins et d'entretien ?

Une conférence internationale sur *« le patrimoine juif européen »*, qui s'est tenue récemment dans le tout nouveau Musée d'art et d'histoire du judaïsme à Paris, a été l'occasion pour les participants d'exprimer leurs inquiétudes. Ainsi, en Pologne, si 321 synagogues en déshérence ont été à ce jour identifiées, quatre seulement sont affectées à leur destination d'origine. Dans le meilleur des cas, d'autres ont été transformées en musées, voire en bibliothèques municipales, ou, comme à Zamosc, abritent les archives locales. En Hongrie, où 44 temples sur 243 avaient été pourtant classés « monuments historiques », une douzaine de synagogues demeurent en activité, contre plusieurs centaines avant l'invasion allemande du printemps 1944. Une grande partie des édifices classés n'en ont pas moins été détruits ou vendus pour servir d'entrepôts, de décor à la télévision (à Budapest), de salles de sport, et même, en un cas, de dépôt de cuvettes de toilette.

STÉRILEMENT STOCKÉS

En Roumanie où la législation est pourtant favorable, les restitutions de synagogues se comptent sur les doigts des deux mains (avant la deuxième guerre mondiale, ce pays comptait quelque 800 000 juifs). Dans la capitale de la Slovaquie, Bratislava, le vieux quartier juif qui avait « tenu » jusque dans les années 70, a fini par être rasé pour faire passer une autoroute au cœur de l'ancienne Presbourg. Parmi les sinistrés : l'une des plus célèbres académies rabbiniques où avait enseigné le rabbin Moïse Sofer (le *Hatam Sofer* 1762-1839), l'inspirateur du judaïsme orthodoxe.

Même le célèbre Musée juif de Prague, haut lieu d'attraction pour près de 500 000 touristes par an, qui rassemble l'une des plus riches collections d'objets d'art juif en Europe, a été mis récemment en accusation. Un journaliste israélien, Ithamar Levin, dans une publication en anglais intitulée *The Last Chapter of Holocaust* (le dernier chapitre de l'Holocauste) diffusée par la World Jewish Restitution Organization (WJRO) – un organisme fondé en 1992 qui se pose en légataire des biens communautaire juifs en déshérence –, reproche au musée de réduire à la portion congrue les oeuvres exposées (500 pièces exhibées sur 36 000 qui, dit-il, seraient conservées dans un état lamentable dans des entrepôts éloignés de la capitale tchèque). Les objets de culte, par exemple des centaines de *Shofars* – cornes de bélier utilisées pour la célébration du nouvel an juif –, ainsi que des rouleaux de la Torah, ne pourraient-ils être mis à la disposition des communautés juives, en Israël ou ailleurs, plutôt que d'être stérilement stockés, dissimulés aux regards et privés d'emploi ?

Leo Pavlat, directeur du Musée de Prague, a réfuté les accusations d'Ithamar Levin dans un rapport-plaidoyer diffusé sur Internet (http : //www. jewishmuseum. cz/report). Il dit dénombrer des dizaines d'« erreurs » dans l'argumentaire du journaliste. Le fond de la controverse est, selon lui, le refus de voir une institution comme le Musée juif de Prague perpétuer la mémoire des victimes de la Shoah dans l'ancienne Tchécoslovaquie, cela dans l'idée de déménager ces collections en Israël. L'affaire s'envenime puisque dans une lettre du 1er mars, Ithamar Levin s'est estimé diffamé.

Toujours est-il que cet estompage progressif de l'inscription des juifs dans la mémoire et dans l'espace européen, où se perd un peu de la réalité plurielle propre à l'histoire du continent, est le résultat d'un autre processus : la perpétuation de l'« aryanisation » nazie par les régimes communistes, sous couvert de nationalisation des « biens de l'ennemi » – ainsi appelait-on dans la Pologne d'après 1946 les avoirs juifs confisqués par les Allemands.

La parenthèse communiste refermée, l'Eglise de Pologne a pourtant pu récupérer ses biens. Il n'en a pas été de même s'agissant des communautés juives exsangues. Naphtali Lavie, vice-président de la WJRO, estime à 18 000 le nombre des biens communautaires juifs dont il a pu à ce jour retrouver la trace, pour l'ensemble des pays de l'est de l'Europe passés de la domination nazie au régime communiste. Il en dénombre 6 000 pour la seule Pologne (les autorités, qui ont fini par adopter le principe de la restitution des biens communautaires par une loi du 20 mars 1997, ne parlent que de 2 200 propriétés).

QUELQUES RESTITUTIONS

Si des restitutions ont eu lieu, fort peu, les quelques milliers de juifs qui peuplent encore la Pologne ne peuvent, à eux seuls, recevoir ni perpétuer le patrimoine des millions de disparus. Reste à inventer une forme nouvelle de dévolution de ces biens collectifs, qui conservent un lien indéfectible avec la civilisation juive en Europe.

A l'Ouest, il arrive aussi – dans un tout autre contexte – que le patrimoine historique du judaïsme européen soit traité avec désinvolture. C'est ainsi qu'un des plus monumentaux édifices juifs du Moyen Age (XIIe siècle), preuve de l'enracinement du judaïsme dans les tréfonds de l'histoire de France, l'*« école aux juifs »* retrouvée dans les années 70 sous le palais de justice de Rouen, attend toujours que son accès soit largement ouvert au public et signalé par une exposition permanente. En Allemagne, nombre de cimetières juifs, dont certains furent aplanis pendant le pogrom de la Nuit de cristal (9 novembre 1938), demeurent à préserver. La tâche est certes considérable. Mais la sauvegarde de ces biens à fort ancrage spirituel serait l'indice qu'en cherchant à répondre à la question des spoliations, l'Europe ne fait pas que payer de vieilles dettes, mais cultive les marques de sa diversité.

Nicolas Weill

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
TÉL : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
TÉL relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Algérie : l'espoir trahi

L'ALGÉRIE se retrouve dans une situation surréaliste et affligeante. Conviée à choisir un nouveau président, parmi sept candidats aux profils divers et au terme d'une campagne électorale globalement équitable, elle n'a plus qu'un choix à la fois dérisoire et humiliant : plébisciter ou non, par sa participation au scrutin, le seul candidat restant, Abdelaziz Bouteflika, au lendemain du retrait collectif des six autres prétendants, unis dans la dénonciation des fraudes massives qui ont, selon eux, entaché les premières opérations de vote, au Sahara et dans les casernes.

La double décision par le président sortant Liamine Zeroual de maintenir le scrutin et par Abdelaziz Bouteflika de rester seul en course a vidé l'élection de tout son sens. Cet épisode civique qui aurait pu marquer le premier jalon d'un renouveau démocratique, après huit années de guerre civile, ne se soldera, au mieux, que par la piètre onction d'un candidat officieux, dans la plus pure tradition des régimes à parti unique. L'espoir dont, ici même, nous nous faisions l'écho hier (*Le Monde* du 15 avril) avec, à l'évidence, trop d'optimisme, aura été à nouveau déçu. L'Algérie aurait pu offrir au monde arabe l'une de ses premières élections relativement libres. Elle n'aura accouché que d'un médiocre simulacre.

Ce fiasco ne laisse à première vue que des perdants. Instigateur d'un scrutin qu'il persiste à juger, contre l'évidence, *« honnête et transparent »*, Liamine Zeroual a piteusement raté sa sortie. Il n'a pas eu le courage d'affronter ceux qui, au sein de l'armée – véritable détentrice du pouvoir en Algérie –, ont préféré torpiller à la dernière minute un processus démocratique susceptible, à terme, de remettre en cause leur monopole politique et les avantages financiers qu'il leur procure.

L'armée, qu'on dit désunie, et le régime, avec elle, sortent discrédités de cet épilogue électoral inattendu. Ses barons ont pris peur à l'idée de voir le jeu démocratique leur échapper en partie. Leur favori, M. Bouteflika, avait pourtant les meilleures chances de l'emporter. Mais leur crainte s'est finalement révélée plus forte que le désir, déjà ancien, d'une partie des cadres militaires d'acquérir une nouvelle légitimité qui ne se nourrirait plus seulement de la lutte acharnée contre le terrorisme islamiste. Quant au futur vainqueur, dont l'autorité sera irrémédiablement ternie par les conditions du scrutin – quel que soit le taux de participation –, comment pourra-t-il prétendre être l'homme de paix et de réconciliation que la majorité des Algériens attendent ?

La seule – mais importante – leçon d'optimisme de cette parodie réside précisément dans l'espérance populaire. Endeuillés par tant de drames, déçus par tant de fausses promesses, les Algériens ont vu naître, au fil de la campagne, un espace public où ils ont pu se reconnaître, dans leur diversité. Ils ont ainsi, après les années de plomb, repris goût au libre débat. Cela restera pour eux, au-delà de cette mésaventure, le principal motif de réconfort.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (*Editoriaux et analyses*) ;
Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ;
Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Franck Nouchi (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ;
Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du *Monde*,
Fonds commun de placement des personnels du *Monde*,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

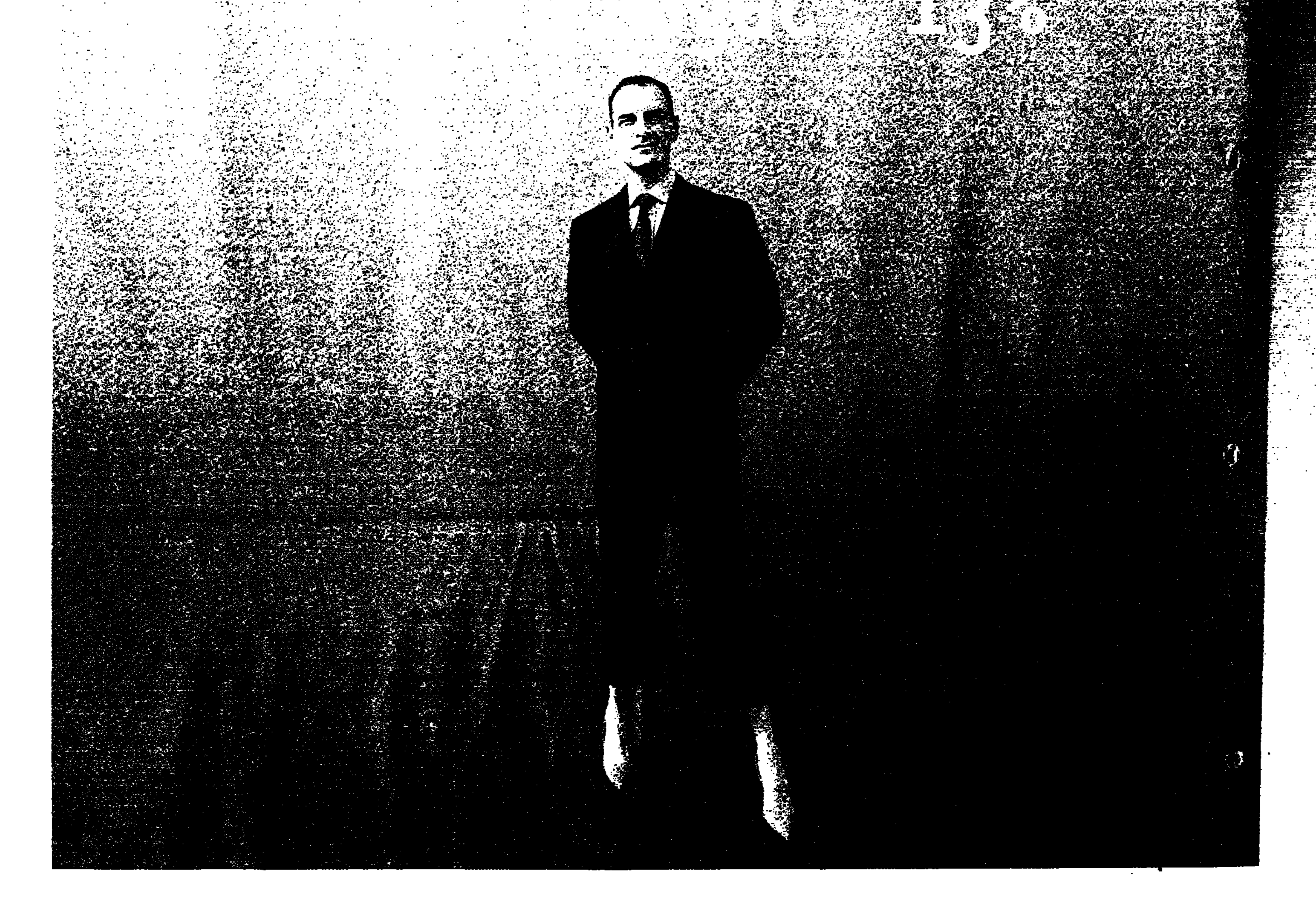
Le sang-froid et le brio de d'Oriola

LE FRANÇAIS Christian d'Oriola, avec un sang-froid et un brio qui ont fait l'admiration du public du Caire, a conservé son titre de champion du monde au fleuret, qu'il avait conquis il y a deux ans à Lisbonne dans des circonstances non moins brillantes. La phase finale de ces championnats se disputait par élimination, six Français, six Italiens et quatre Egyptiens s'étant qualifiés pour les huitièmes de finale. Au cours de ces huitièmes de finale, trois Français, Pécheux, Bougnol et Lataste, se faisaient éliminer par les Italiens Mangiarotti, Renzo Nostini et Di Roza.

D'Oriola, qui avait successivement battu les Italiens Pellini (5-2, 4-5, 5-1) et di Roza (5-1, 5-1), se trouva seul en demi-finale contre trois Italiens. Il vengea rapidement Rommel en infligeant un 5-1, 5-2 à Giulio Nostini tandis que Renzo Nostini et Mangiarotti se livraient un duel farouche qui devait se terminer à l'avantage du premier (4-5, 5-4, 5-1), non sans de multiples incidents qui nécessitèrent l'intervention des dirigeants de la fédération d'escrime italienne.

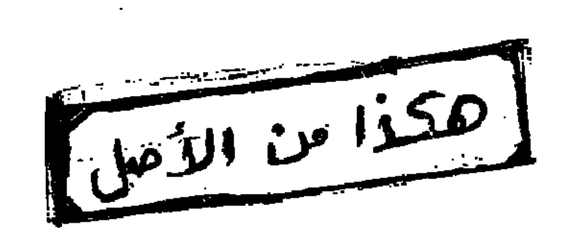
Christian d'Oriola abordait la finale avec une bonne humeur, un calme impressionnants, malgré l'atmosphère très tendue qui résultait précisément des incidents précédents. Tirant avec un sang-froid et une vitesse d'exécution remarquables, le Français s'octroyait la première manche contre Renzo Nostini en quelques minutes (5-2), perdit la seconde (4-5), mais dans la phase décisive, conservant sa maîtrise, s'adjugeait la victoire par 5 touches à 2. D'Oriola avait ainsi éliminé à lui seul, au cours de cette journée mémorable, les quatre meilleurs tireurs italiens.

مكذا من الأصل




pourcentage de femmes
au parlement
en suède : 42,7%*


9 TELECOM


هكذا من الأصل

SOCIAL Avant le vote de la seconde loi sur les 35 heures, et parce qu'elles mesurent mal ce que les salariés sont prêts à accepter, entreprises et organisations syndicales sollicitent de plus en plus l'avis du personnel. ● CETTE VAGUE de référendums concerne des sociétés aussi différentes que RVI, EDF-GDF, les Transports Cabri de Saint-Brieuc, la Caisse d'allocations familiales de Quimper et le fabricant de valises Samsonite. ● AU MINISTÈRE de l'emploi, on s'en félicite. *« Les 35 heures renforcent la négociation et l'expression directe des salariés »*, dit-on dans l'entourage de Martine Aubry. ● MAIS TOUS LES RÉFÉRENDUMS ne se ressemblent pas. Les uns sont organisés par les syndicats, parfois contre l'avis des directions. D'autres votes se font avec le soutien des entreprises quand ce ne sont pas elles qui les suscitent pour contourner les représentants du personnel.

Les référendums sur les 35 heures se multiplient dans les entreprises

Syndicats et directions procèdent de plus en plus souvent à des consultations des salariés pour mesurer ce qu'ils sont prêts à accepter en matière de réduction du temps de travail. Une pratique qui relance le débat sur la représentativité des élus du personnel

LA PRUDENCE commande. Du coup, les référendums se multiplient. Dans l'attente de la seconde loi sur les 35 heures, et parce qu'elles mesurent mal ce que les salariés sont prêts à accepter, entreprises et organisations syndicales sollicitent de plus en plus l'avis du personnel pour conclure un accord sur la réduction du temps de travail (RTT). La consultation des salariés, jusqu'ici utilisée avec parcimonie, se répand. Aucun bilan, au ministère de l'emploi comme dans les confédérations syndicales, ne permet de mesurer avec précision ce phénomène mais sur le « terrain » la pratique fait incontestablement recette, quelle que soit la taille de l'entreprise ou son secteur d'activité.



Mardi 13 et mercredi 14 avril, la CGT et la CFDT ont organisé un référendum chez Renault Véhicules Industriels (RVI), à Vénissieux, dans le Rhône. Au même moment, à Belfort, la direction et les syndicats d'Alsthom Gaz Turbines, filiale rachetée par General Electric, discutaient ferme sur l'organisation d'un vote pour les 2 000 salariés de l'entreprise. La semaine précédente, c'était une petite société d'équipement sportif de 34 personnes, dans l'Ain, qui se pliait à l'exercice. Joël Gomot a influé sur ce choix. Délégué CFDT, il a déjà étrenné la formule, en octobre 1998, dans l'entreprise d'ameublement, Roset, où il travaille. Promu négociateur « RTT » depuis, dans tout le département, pour les entreprises dépourvues de représentation syndicale, il est devenu un partisan acharné de cette forme de consultation. *« Partout où je vais, j'instaure systématiquement un référendum »*, déclare-t-il.

« DÉMOCRATIE SOCIALE »

Cette vague concerne des entreprises aussi différentes qu'EDF-GDF, les Transports Cabri de Saint-Brieuc, la Caisse d'allocations familiales de Quimper, le fabricant de valises Samsonite ou les laboratoires pharmaceutiques Schering, près de Roubaix. Au ministère de l'emploi, on s'en félicite. *« Les 35 heures renforcent la négociation et l'expression directe des salariés »*, dit-on dans l'entourage de Martine Aubry. La réduction du temps de travail favoriserait donc la « démocratie sociale ». Les syndicats, pas très à l'aise, s'en servent plutôt comme d'un outil qui leur permet de mesurer jusqu'où ils peuvent aller. La CFDT y est, globalement, favorable.

3 291 accords signés depuis juin 1998

Accords non éligibles — 4

Accords éligibles, qui ne sollicitent pas d'aide

Accords sollicitant l'aide financière — 3 089 | 260 341 | 24 142

total = 3 291 | 933 236 | 48 478

NOMBRE D'ACCORDS | EFFECTIF CONCERNÉ | EMPLOIS CRÉÉS OU PRÉSERVÉS

6 006 — 200 [illegible]

NOMBRE D'ACCORDS SIGNÉS PAR LES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES bilan au 31 mars	
CFDT	1 412
CGT	651
FO	534
CFTC	544
CGT	264

Près de la moitié des accords ([illegible] sur les 3 291) [illegible] entreprises de moins de vingt salariés, qui ne seront [illegible] par les 35 heures qu'en 2 002.

« La réduction du temps de travail est un sujet sensible, qui bouleverse tellement de choses que nous sommes obligés d'en passer par là, affirme Joël Gomot. *Chez Roset, il y avait plusieurs points qui nous gênaient : les horaires ont été modifiés du tout au tout et puis la pause de vingt minutes, par exemple, a été sortie du temps de travail. »* Toutes ces objections ont été balayées par le résultat : 75 % des salariés ont approuvé l'accord, assorti de 48 embauches, proposé par la direction. Le référendum a aussi permis de faire pression sur l'entreprise, qui a finalement accepté de préserver les primes d'ancienneté. *« C'est sûr que les 25 % de contre n'ont pas apprécié. Le référendum nous a fait perdre quatre adhérents mais on en a récupéré huit après »*, souligne M. Gomot. A moins de 60 % d'avis favorables, la CFDT estime qu'il lui serait difficile de ratifier un accord. La pratique a ses limites.

La CGT insiste sur la consultation nécessaire, *« à tous les stades de la négociation »*, des salariés. Observateur attentif des 35 heures à la confédération, Roland Metz est partisan du vote dès lors qu'*« il est organisé par les syndicats »*. *« L'enjeu est important. Si la pression patronale est forte, il est normal que l'on recherche l'appui des salariés. Et s'il y a litige, le personnel doit trancher »*, justifie-t-il. A ses yeux, c'est aussi un moyen de contrer des projets qui ne seraient signés que par des organisations minoritaires dans une entreprise...

AVEC LE SOUTIEN DE LA DIRECTION

Les salariés deviennent donc arbitres. Dans la société de transports Cabri, à Saint-Brieuc, ils ont même tranché des différends syndicaux. Chez Mecatronic, sous-traitant mécanique dans l'Isère, le vote sur un accord défensif – il ne crée pas d'emplois mais en préserve – a été organisé par la seule CGT. *« En tant que syndicat, nous devons prendre nos responsabilités, mais nous voulions vérifier que le personnel était d'accord avec nous »*, commente Philippe Benoit, le délégué. Ici, les vingt à trente licenciements secs ont été annulés mais le travail posté introduit pour 90 % du personnel.

Tous les référendums ne se ressemblent pas, loin s'en faut. Les uns sont organisés par les syndicats, parfois contre l'avis des directions. La majorité des salariés d'une société de service, en Ile-de-France, a ainsi repoussé un accord qui prévoyait une réduction de salaires. D'autres votes, au contraire, se font avec le soutien des entreprises, quand ce ne sont pas elles qui les suscitent pour contourner les représentants du personnel. Les questions varient. Elles peuvent aussi bien porter sur l'ensemble d'un accord que se limiter à des points précis. Ou prendre la forme d'un sondage : *« Etes-vous intéressé par les 35 heures ? »*, *« Souhaitez-vous que des négociations s'engagent ? »*.

La forme a son importance, aussi. Parfois, la consultation se limite à des assemblées générales, avec ou sans votes. Parfois, elle ressemble à des élections professionnelles, collège par collège. C'est d'ailleurs cette problématique qui agite en ce moment Alsthom Gaz Turbines (AGT), la direction, désireuse d'un vote global, refusant la séparation par collège...

Tout, dans les 35 heures, donne matière à questions. Mais nul ne mesure encore les conséquences, demain, de cette implication directe des salariés dans les relations sociales. *« Il ne faudrait pas en donner l'habitude au patronat, qui pourrait fonctionner ainsi par la suite et se passer de nous... »*, s'angoisse Gilles Peltier, délégué CFDT d'AGT, qui hésite encore à s'engager dans cette voie, tout comme la CGT, majoritaire, et Sud.

Isabelle Mandraud

Vote massif à RVI contre la réduction du temps de travail

SUR LA CHAÎNE de montage, les visseuses se sont arrêtées quelques secondes, le temps de glisser un bulletin dans l'urne en carton. *« Et surtout, dites-leur bien que nous ne voulons pas du travail le samedi »*, lance un ouvrier au petit groupe de militants syndicaux qui se faufile, une liste d'émargement en mains, entre les moteurs de poids lourds.

REPORTAGE

A l'initiative de la CGT et de la CFDT, les salariés se sont prononcés sur le projet d'accord. Une pause, le temps d'un vote

A l'initiative de la CGT et de la CFDT, les 3 200 salariés de l'usine Renault Véhicules Industriels (RVI) de Vénissieux (Rhône) ont été appelés à se prononcer, mardi 13 et mercredi 14 avril, sur le projet d'accord de réduction du temps de travail proposé par la direction. A l'exception des cadres (seuls 23 % d'entre eux se sont exprimés), la participation a été massive chez les ouvriers (85 %) comme chez les techniciens et agents de maîtrise (65 %). Tous collèges confondus, le résultat est sans appel : 81 % des votants ont choisi le bulletin *« Non, l'accord n'est pas acceptable. J'exige la poursuite des négociations »*.

A l'échelle du groupe, le rejet du texte, soumis jeudi 15 avril à la signature des organisation syndicales, est encore plus net : plus de 83 % des 7 644 salariés consultés sur huit des neuf sites du groupe RVI ont repoussé l'accord central, prévoyant une durée moyenne de travail de 35 heures par semaine à compter du 1er septembre 1999, avec maintien des salaires, 1 860 embauches sous contrat à durée indéterminée et 3 700 départs de salariés en fin de carrière sur la base du volontariat.

La consultation ne faisait pourtant pas l'unanimité parmi les cinq syndicats représentés à RVI. Aux portes de la cafétéria de Vénissieux, mardi midi, des militants de Force ouvrière, favorables au projet d'accord, distribuaient encore des tracts dénonçant le *« Pacs syndical »* de la CGT et de la CFDT. Mais dans les ateliers, le résultat du vote ne laissait aucune place au doute. *« Ici, l'annualisation ne passe pas du tout*, explique Fabien, vingt-deux ans, employé depuis trois ans aux essais moteurs. *Les 35 heures, c'est plus de temps libre dans la famille et pas six jours par semaine sur la ligne. »* Jean-Paul, trente et un ans, a voté contre l'accord à cause des mesures insuffisantes en matière d'emploi : *« une baisse des effectifs de 16 % en cinq ans, ça ne donne pas confiance en l'avenir »*, estime-t-il.

UNE CONSULTATION « SANS AUCUNE VALEUR »

Le retrait des vingt minutes quotidiennes de pause et des heures de formation du calcul du temps de travail, la suppression des heures supplémentaires comme la faible réduction du temps de travail (1 h 41 par semaine) figurent aussi parmi les motifs les plus fréquemment invoqués par les partisans de la poursuite des négociations.

A 14 heures, Anthony, vingt-six ans, sort des vestiaires, sa journée terminée. Il fait partie des 12 % d'ouvriers qui trouvent *« l'accord de la direction acceptable dans l'état actuel »*. *« L'accord me suffit*, explique-t-il. *Quoi qu'on fasse, on s'y retrouvera. Et puis l'entreprise ne peut pas se permettre de perdre trop par rapport à la concurrence étrangère. »*

Dans les locaux syndicaux, les représentants de la CFE-CGC ne pensent pas autre chose. *« Il ne faut pas tuer l'entreprise »*, prévient Jean-Claude Orliange. Les cadres du site de Vénissieux, qui bénéficient, avec l'accord, de dix jours de congés supplémentaires, ont approuvé le projet à 56 %. Ironisant sur les *« problèmes métaphysiques »* de la CFDT, qui juge *« néfaste »* pour les salariés de RVI l'accord *« identique »* que la centrale de Nicole Notat a signé chez Peugeot et Renault, le syndicat de l'encadrement n'a pas caché son hostilité à cette consultation *« sans aucune valeur »* des salariés.

Jean-Pierre Salignat, délégué central CFDT, s'en moque. Pendant deux jours, il a vécu une expérience *« fantastique »*. *« La consultation nous a permis de voir tout le monde, notamment dans des secteurs où nous n'avons pas de militants »*, raconte-t-il. La cerise sur le gâteau, c'est la forte mobilisation et l'ampleur du vote protestataire qui ont dépassé toutes ses espérances. *« Cela fait des années que les salariés se plaignent des réductions d'effectifs. Là, ils ont pu s'exprimer. »*

Alexandre Garcia

Les salaires plutôt que l'emploi chez Babcock Wanson

QUAND ils se sont lancés dans les négociations sur les 35 heures, en avril 1998, les délégués syndicaux CGT et CFDT de l'entreprise Babcock Wanson de Nérac (Lot-et-Garonne) ne pensaient pas *« demander la Lune »*. Sans attendre que *« l'Etat impose sa loi »*, ils comptaient inciter la direction à proposer aux 165 salariés du site *« la meilleure solution possible pour créer des emplois »*.

Dans cette perspective, les délégués des deux syndicats s'étaient d'abord présentés sur la même liste aux élections professionnelles, en résumant leur unité d'action à un seul point : aucun accord important ne serait signé sans l'approbation des salariés. Dans cette filiale du groupe CNIM, spécialisée dans la fabrication de chaudières industrielles, la tenue régulière d'assemblées générales devait ensuite permettre au personnel de participer à l'évolution des négociations. De son côté, la direction du site s'était préparée à une mise en place rapide des 35 heures en appliquant une « modération salariale » dès le début des négociations.

En juin, une majorité de salariés acceptait l'essentiel des clauses négociées entre syndicats et direction, en particulier une annualisation *« mesurée »* du temps de travail, encadrée, selon les périodes d'activité, entre 30 et 40 heures par semaine. Seuls l'emploi et les salaires restaient en suspens. La direction, qui avait refusé les aides de l'Etat pour ne pas s'engager sur le nombre d'embauches, jugeait alors *« impensable »* de reporter le coût des 35 heures sur ses fournisseurs ou ses clients. Les salariés s'opposaient, quant à eux, à de nouvelles restrictions salariales, à plus forte raison si celles-ci ne devaient déboucher sur aucune embauche.

UNE GRÈVE POUR NÉGOCIER

Au cours de l'été, la direction suspendait les négociations en attendant la signature d'un accord de branche *« plus favorable »* dans la métallurgie. Les discussions, qui devaient se poursuivre à la rentrée, n'ont jamais repris. Excédés par *« l'immobilisme »* de la direction, 90 % des ouvriers du site s'engageaient, le 29 mars, dans une grève reconductible pour la réouverture des négociations. *« Nous voulions surtout des augmentations de salaires*, explique une gréviste. *L'emploi, les 35 heures, on n'en parlait même plus. »*

Après une année de mobilisation et une semaine de grève, la direction finissait par accorder 300 francs supplémentaires sur les plus bas salaires. Dans le local du comité d'entreprise, personne ne savait, jeudi 8 avril, comment saluer cette victoire, sans embauches ni réduction du temps de travail. *« Le gouvernement nous laisse nous débrouiller avec la loi »*, déplorait Jean-Claude Seguin, de la CGT.

A quelques dizaines de mètres, le responsable du site de Nérac, Philippe Leclercq, estimait être tombé *« dans l'écueil à éviter »* en cédant aux revendications salariales, à quelques mois du passage obligé aux 35 heures. Pour *« continuer durablement à servir une clientèle exigeante dans un marché toujours plus sélectif et mondialisé »*, il n'exclut plus, désormais, la possibilité d'externaliser la production de chaudières.

A. Ga.



La représentativité syndicale en question

COURAMMENT pratiquée – et parfois même imposée – dans la plupart des pays occidentaux, l'organisation de référendums dans les entreprises a longtemps été regardée avec une certaine suspicion par les syndicats français.

ANALYSE

Depuis les années 80, le référendum sert à entériner les accords « donnant-donnant »

Ne remet-elle pas en question la sacro-sainte représentativité des organisations confédérées ? Or le code du travail est formel. Celle-ci est irréfragable. On ne peut donc pas la contester. C'est pourquoi un accord peut être signé avec un syndicat ultra-minoritaire, il est juridiquement inattaquable s'il ne remet pas en cause des accords antérieurs. Au contraire, les référendums n'ont aucune valeur, exception faite lors de la mise en place d'accords d'intéressement ou de systèmes de retraite ou de prévoyance complémentaires.

Pourtant, la pratique du référendum est ancienne. Sur les lieux de travail, on ne compte plus les consultations plus ou moins formelles organisées par les syndicats avant de négocier avec l'employeur la répartition des ponts ou des congés payés.

Malgré tout, cette pratique a pris une autre dimension depuis la fin des années 80, lorsque au « toujours plus » ont succédé les accords « donnant-donnant ». Si les syndicats n'éprouvaient pas le besoin de consulter les salariés lorsqu'ils obtenaient de nouveaux acquis, cette vérification est devenue nécessaire, dès lors qu'il s'agissait d'entériner des concessions. Deux données rendent cette nécessité encore plus impérieuse : le très faible taux de syndicalisation et la division syndicale qui favorise davantage la surenchère que la prise de risques.

Paradoxalement, c'est une direction d'entreprise publique qui brisa définitivement le tabou. Sur une idée émise par Force ouvrière, alors premier syndicat du personnel au sol à Air France, Christian Blanc, qui venait d'arriver aux commandes de la compagnie, fit approuver son plan de redressement par les syndicats mais aussi par les salariés en avril 1994. Malgré les réserves de certaines organisations (SNPL, CFDT...), 83 % des salariés prirent part au vote et 81 % approuvèrent le plan de la direction.

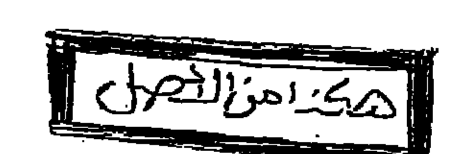
OUVRIR LE DÉBAT

Dès lors, sans se banaliser, la pratique cesse d'être exceptionnelle. Selon une étude de la CFDT parue en 1995, 7 % des accords sur l'emploi auraient été précédés d'une consultation des salariés. Ce sera ensuite le cas d'accords très médiatiques signés aux fonderies Bouhyer, à Thomson-CSF, chez Brioches Pasquier ou à Bosch Rodez, où la direction liait un investissement important au travail le dimanche.

Souvent les modalités de l'organisation du référendum en disent aussi long sur le climat qui règne dans l'entreprise que le résultat lui-même. En 1994, chez GEC-Alsthom, à Belfort, la direction tente de mettre fin à une dure grève en organisant un référendum. Celui-ci est contesté par les syndicats, qui en organisent un second quelques jours après et aboutissent au même résultat : la reprise du travail. Comme par hasard, en décembre dernier, la direction de ce même établissement eut recours à un huissier pour organiser un référendum sur le temps de travail.

Parce qu'elles remettent souvent en question l'organisation du travail, les 35 heures se prêtent évidemment à la consultation des salariés. Le fait même que personne ne soit en mesure de chiffrer le nombre de projets d'accords soumis à référendum montre que cette pratique se banalise. Plutôt que de passer ce fait sous silence, mieux vaudrait que l'Etat et les partenaires sociaux assument ce phénomène pour ouvrir le débat sur la représentativité. Le Centre des jeunes dirigeants (CJD) propose que, dans les entreprises sans syndicats, les accords soumis à référendum soient validés après avoir obtenu l'aval d'une commission paritaire locale où siégeraient l'administration et les partenaires sociaux. De son côté, la CGT propose que seuls les accords signés par des syndicats majoritaires soient valables. Ces propositions ont le mérite d'exister. Car, au-delà de la multiplication des référendums, la déliquescence de certaines organisations syndicales représentatives (CFTC ou CGC), l'émergence de nouveaux acteurs (UNSA, SUD), ou le développement du mandatement sont autant de phénomènes qui montrent que le *statu quo* est devenu intenable.

Frédéric Lemaître



Des critiques internes contraignent la Société générale à justifier sa stratégie

Le président de la BNP devait réunir, jeudi matin, son conseil d'administration

A la Société générale, quelques voix soulignent le revirement brutal du président de la banque, Daniel Bouton, à l'égard d'un rapprochement de réseaux bancaires. Les responsables de l'établissement rétorquent que la décision de fusionner avec Paribas est mûrement réfléchie et qu'elle a été arrêtée, en janvier, après consultation des trente principaux cadres dirigeants, qui se seraient alors tous opposés à un mariage avec la BNP.

LES DIRIGEANTS de la Banque nationale de Paris (BNP) et ceux de la Société générale (SG) ont-ils une vision totalement différente de l'avenir de l'industrie bancaire, ou s'opposent-ils pour des questions d'ego et de pouvoir ? Le débat est ouvert, alors que deux projets – celui d'une fusion à trois SG-BNP-Paribas et celui d'un mariage SG-Paribas – sont en lice en Bourse.

Lorsqu'ils défendent leurs projets – comme ils l'ont fait devant des députés du groupe d'étude sur l'avenir du secteur bancaire, le 7 avril –, les patrons des trois banques présentent deux visions très différentes. Avec sa double offre publique d'échange sur la Société générale et Paribas, Michel Pébereau, le PDG de la BNP, défend la fusion à trois – le projet « SBP » –, misant sur un rapprochement des réseaux d'agences. Il estime que c'est la meilleure voie possible pour enrichir son actionnaire et créer un groupe bancaire très puissant en Bourse. M. Pébereau a fait le point sur ce projet devant son conseil d'administration, jeudi 15 avril dans la matinée.

En refusant ce *« très grand machin »*, Daniel Bouton et André Lévy-Lang, respectivement présidents de la Société générale et de Paribas, continuent de plaider pour un mariage à deux, amical, tablant sur l'effet positif des complémentarités entre la banque d'investissement (marchés financiers, fusions et acquisitions) et la banque commerciale, et, surtout, entre les sociétés de services financiers spécialisées (crédit à la consommation, crédit-bail) et les agences.

Une interrogation subsiste toutefois : pourquoi les dirigeants de la BNP et de la Société générale ont-ils, à plusieurs reprises (en décembre 1997 et en décembre 1998), discuté d'un rapprochement de leurs deux maisons si cela n'avait aucun sens pour la Générale ? Pourquoi la banque, présidée par M. Bouton, était-elle candidate au rachat du CIC il y a un an, puis à une entrée dans le capital du Crédit lyonnais, si elle juge sans intérêt un rapprochement de réseaux d'agences ?

« UNE FAIBLESSE »

La question se pose avec d'autant plus d'acuité que, lors du comité central d'entreprise de la Société générale du 9 février, un peu plus d'une semaine après l'annonce du rapprochement SG-Paribas, M. Bouton aurait déclaré, selon le verbatim repris dans un tract de la section parisienne de la CFDT de la Générale : *« Il existe une faiblesse dans SG-Paribas, c'est que nous n'avons pas résolu le problème à long terme des réseaux Société générale et Crédit du Nord. Là, j'ai un regret, parce qu'une fusion SG-BNP était une opération qui, après investissements et des restructurations considérables, garantissait la possibilité vers la fin de la décennie 2000 de tenir complètement le réseau de banque en dur, quelle que soit l'évolution des comportements de la clientèle... Je rêvais d'une opération BNP qui aurait permis vers la fin de la décennie 2000 de fusionner les agences dans les zones dans lesquelles nous avons une présence un peu faible... C'est ce qui manque dans l'opération SG-Paribas, c'est pourquoi le Crédit lyonnais n'est pas totalement dépourvu d'intérêt. »* Cinq cadres dirigeants de la SG, qui se réfugient derrière l'anonymat, ont enfoncé le clou en indiquant dans une lettre publiée par *Libération* le 14 avril, intitulée « Le roi de la banque est nu », que M. Bouton leur avait expliqué, à l'occasion d'une grande réunion à Deauville en octobre 1998, qu'une opération réunissant deux banques à réseau serait celle qui créerait le plus de valeur pour la Bourse.

Ces déclarations peuvent-elles mettre à mal la stratégie de défense de M. Bouton face à l'offensive de la BNP ? *« Pas du tout »*, affirme-t-on à la Défense, au siège de la Société générale, où l'on donne un nouvel éclairage de la décision de ne pas fusionner avec la BNP. *« Ce n'est pas une décision prise par Daniel Bouton seul. Loin s'en faut »*, explique un proche du président : il rappelle que les trente premiers cadres de la Générale se sont réunis pendant trois jours à la mi-janvier pour un séminaire de stratégie. Un soir, Daniel Bouton a demandé à chacun de rédiger une petite composition libre présentant pour lui l'avenir idéal pour la Société générale. Le lendemain, chacun a lu son texte : *« Une très, très large majorité a plébiscité le rapprochement avec Paribas »*, se souvient un des présents. Aucun n'aurait souhaité un mariage avec la BNP... M. Bouton avait alors en tête trois pistes : des discussions approfondies avec Paribas, qu'il savait désormais possibles, un projet avec la BNP, dont les dirigeants étaient demandeurs, et une piste européenne. Il a choisi Paribas.

Les dirigeants de la Générale craignaient alors que la fusion de deux réseaux aussi proches que ceux de la BNP et de SG soit ingérable, dans le contexte social français, avant 2005-2006. Le projet BNP a donc été abandonné avant même d'avoir été approfondi, dit-on à la Défense. A moyen terme, ils sont toutefois loin d'être opposés aux rapprochements de réseaux, mais ils veulent le faire à leur rythme, et sans doute lorsque la SG, unie à Paribas, sera en position de force face à la BNP. Reste que M. Pébereau, qui sait que l'Europe bouge et que sa banque, si elle reste seule, risque d'être une proie tentante pour un étranger, a décidé de tout faire pour imposer un autre calendrier.

Sophie Fay

Malaise autour d'Action contre le raid de la BNP

Alors que cinq cadres de la Société générale ont dénoncé anonymement, dans *Libération* du 14 avril, le jeu personnel de Daniel Bouton, le président de la banque, plusieurs de leurs jeunes collègues commencent à trouver les méthodes de mobilisation de la direction un peu *« lourdes »*. Tous les cadres sont sollicités avec insistance pour adhérer (en donnant de 250 à 1 000 francs, ou plus) à une association intitulée Action contre le raid de la BNP. Celle-ci est pilotée par la hiérarchie de la banque, notamment par Yves Tuloup, l'un des responsables des activités de marché. Ceux qui n'adhèrent pas risquent d'être placés *« sur liste rouge »*, constate un syndicaliste, qui conteste ces méthodes et cette concurrence déloyale.

Usinor vend Ascométal et supprime 840 emplois

USINOR semble vouloir mener sa réorganisation au pas de charge. Décidé, depuis l'automne, à se séparer de ses activités dans les aciers longs et spéciaux, le groupe sidérurgique a annoncé, mercredi 14 avril, la cession de ses dernières filiales dans ces métiers. Ascométal et sa filiale de forge Safe, qui représentent un ensemble de 750 millions d'euros de chiffre d'affaires (4,9 milliards de francs) et emploient 3 500 personnes, vont être vendus au groupe italien Lucchini, actionnaire et partenaire de longue date d'Usinor. Allevard Ressorts Automobile (145 millions d'euros de chiffre d'affaires, 900 personnes) sera vendue à la firme italienne Sogefi, du groupe De Benedetti. Enfin, Allevard Stedef, petite unité spécialisée dans les rails, va être reprise par la société Railtech.

Après la vente d'Unimétal au groupe indien Ispat, cette série de cessions marque la fin de la stratégie de développement d'Usinor sur tous les marchés de l'acier. Depuis le rachat du belge Cockerill-Sambre, le groupe ne veut plus se concentrer que sur les aciers plats techniques (Sollac) et les aciers inoxydables (Ugine), secteurs à plus forte valeur ajoutée et donc moins sensibles à la concurrence.

Si ce redéploiement est salué en Bourse – le titre a progressé de 52 % depuis le début de l'année –, il suscite un malaise grandissant parmi les salariés. D'autant que cette nouvelle stratégie s'accompagne d'une réorganisation en profondeur de toutes les unités restantes pour améliorer la compétitivité. Usinor prévoit, dans ce cadre, de supprimer entre 2 500 et 3 000 emplois en trois ans.

SANS LICENCIEMENT

Mercredi, un comité central d'entreprise de Sollac s'est réuni, dans une atmosphère tendue, pour étudier la suppression de 840 postes, dès cette année. Les principaux sites touchés seraient Florange (Moselle), Dunkerque (Nord) et Fos (Bouches-du-Rhône) et l'ensemble Lorfonte en Lorraine. La direction prévoit d'appliquer cette mesure sans licenciement mais en jouant sur le temps de travail. Les salariés de plus de 55 ans seraient mis en pré-retraite, ceux de plus de 50 ans se verraient imposer des temps partiels, les autres des semaines de travail de 35 heures payées sur cette base horaire.

L'ensemble des syndicats (CGT, CFDT, FO, CGC) conteste vivement ce plan. *« Une fois de plus, tous les efforts de productivité sont demandés aux salariés »*, proteste la CGC. La CFDT souligne le *« détournement »* de la loi sur les 35 heures et craint un précédent au moment où des négociations générales sur le temps de travail se sont engagées dans le groupe depuis le 7 avril. Jugeant ne pas avoir reçu les éléments nécessaires sur la réorganisation et le plan social de Sollac, le comité d'entreprise a refusé de donner son avis. Il s'apprête à saisir la justice pour faire casser la procédure.

Martine Orange

Le Crédit agricole épargné dans l'affaire Unipierre V

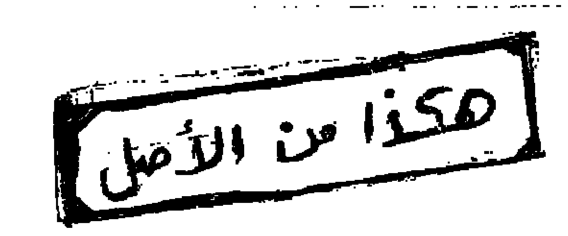
LE TRIBUNAL de grande instance de Paris a débouté des petits porteurs d'Unipierre V, une société civile de gestion immobilière (SCPI) de la Caisse nationale du crédit agricole, qui se plaignaient des pertes enregistrées sur ce placement immobilier vendu comme sûr. Le tribunal a estimé qu'il n'y avait pas publicité mensongère de la part de la CNCA, ni de sa filiale Uniger, chargée de la gestion de cette société civile de placement immobilier. Il a jugé qu'il n'y avait pas eu non plus manquement au devoir d'information, de loyauté, de conseil et de prudence.

Le cabinet Déminor, qui représentait 451 porteurs de parts de la SCPI dans cette affaire, se dit *« estomaqué »* par cette décision. Elle est d'autant plus surprenante, selon Déminor, que la Commission des opérations de Bourse aurait récemment envisagé de retirer son agrément à Uniger. Seule consolation pour le cabinet spécialisé dans la défense des actionnaires minoritaires, le Crédit agricole qui le poursuivait pour diffamation, a été débouté dans sa demande.

Deutsche Telekom augmente son capital pour financer des acquisitions

L'OPÉRATEUR de télécommunications Deutsche Telekom a annoncé, jeudi 15 avril, qu'il procédera avant l'été à une augmentation de capital qui pourrait lui rapporter jusqu'à 11,5 milliards d'euros (75,4 milliards de francs). Cette opération, a précisé la société, lui servira à financer des acquisitions *« pour renforcer sa position de leader sur un marché des télécommunications en constante évolution en Europe et dans le monde entier. »* Ni l'Etat allemand, ni la banque publique KFW, qui détiennent encore 74 % du capital de l'opérateur, ne participeront à cette augmentation. Les nouvelles actions seront placées en Bourse. C'est la première fois depuis sa privatisation que Deutsche Telekom reviendra sur le marché. En novembre 1996, l'Etat avait placé 713,3 millions d'actions, ce qui lui avait rapporté 10,74 milliards d'euros (70,4 milliards de francs).

L'action Deutsche Telekom était en baisse, jeudi à l'ouverture, en raison des résultats trimestriels annoncés le même jour : au cours des trois premiers mois de 1999, le bénéfice a stagné et le chiffre d'affaires a fondu de 6,9 %, en raison de la baisse des tarifs appliquée depuis le 1er janvier par l'opérateur pour faire face à la concurrence.



La publicité dans les magazines canadiens oppose Ottawa à Washington

En discussion au Parlement au mois de juin, le projet de loi sur la presse visant à réserver la publicité à des annonceurs locaux envenime sérieusement les relations américano-canadiennes

MONTRÉAL
de notre correspondante

L'histoire débute en 1993, alors que le puissant magazine américain *Sports Illustrated* transmet par satellite sa version canadienne à un imprimeur canadien pour contourner une loi votée trente-cinq ans plus tôt à Ottawa et interdisant l'importation de ce type de produit. Le magazine, à contenu rédactionnel américain, contenait aussi de la publicité d'annonceurs canadiens et constituait dès lors une « édition à tirage dédoublé de périodique étranger », au sens de la législation d'Ottawa.

Aucune loi ne ferme l'accès du marché canadien aux publications étrangères. Le Canada serait même *« le marché au monde le plus ouvert aux publications étrangères »*, selon la ministre du patrimoine, Sheila Copps. A preuve, rappelle-t-on à Ottawa, les périodiques étrangers – 96 % d'entre sont américains – occupent 80 % à 85 % des rayons des kiosques et représentent 89 % des ventes. La loi de 1965 visait la fermeture du marché publicitaire pour les versions « canadiennes » de magazines étrangers sans contenu local. En réservant la manne publicitaire aux périodiques canadiens, le gouvernement a sans conteste permis le développement d'une presse magazine nationale qui compte 1 400 titres, contre 660 dans les années 50. L'histoire de *Sports Illustrated* montre que le combat canadien pour une certaine forme de « diversité culturelle » n'est pas facile à gagner.

> Selon les Canadiens, cette affaire serait pour les Américains plus une question de principe qu'une « histoire de gros sous »

En 1995, Ottawa impose une taxe de 80 % sur ces fameux « périodiques à tirage dédoublé » publiés au Canada. *Sports Illustrated* retire immédiatement sa version canadienne, tandis que le gouvernement américain conteste la taxe devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En 1997, Washington obtient gain de cause, l'OMC jugeant qu'Ottawa ne peut traiter différemment, en matière de taxation, les périodiques selon qu'ils sont étrangers ou nationaux. Le gouvernement canadien se plie à la décision en supprimant, en 1998, sa taxe ainsi qu'une mesure douanière interdisant l'importation de périodiques à tirage dédoublé.

D'un même élan, Ottawa annonce une nouvelle loi réglementant les *« services publicitaires fournis par des éditeurs étrangers »*. Elle réserve aux éditeurs canadiens le droit de vendre des espaces publicitaires à des annonceurs canadiens et impose une amende pouvant aller jusqu'à 250 000 dollars canadiens (154 300 euros) par infraction !

L'OMC lui avait ouvert la porte en reconnaissant le droit des Etats à *« prendre des mesures pour protéger leur identité culturelle »*. Pour Mme Copps, c'est non seulement un droit mais une *« responsabilité gouvernementale »* que de *« soutenir et protéger la culture canadienne »*. La diversité culturelle, ajoute la ministre, *« comprend l'accès aux produits culturels canadiens »*, comme les périodiques nationaux dont l'avenir serait mis en danger si les recettes publicitaires leur échappaient, du fait d'une concurrence américaine insoutenable.

Les éditeurs canadiens sont favorables au projet de loi, qui doit être adopté avant juin, tandis que les annonceurs s'y opposent. François de Gaspé Beaubien, président de l'association canadienne des éditeurs de magazines, défend avec force un texte qui seul permet de contrer la *« concurrence déloyale »* des magazines américains. Ceux qui publient, dit-il, des versions pour le marché canadien n'ont quasiment aucun coût supplémentaire à assumer et dégageraient une marge de profit de 80 à 90 %, contre 4 % à 5 % pour les magazines canadiens. Ces derniers seraient du coup *« les grands perdants d'une inévitable guerre de tarifs publicitaires »*.

Pour les annonceurs canadiens – liés pour beaucoup à de grands groupes américains –, le projet constitue au contraire une *« atteinte à la liberté et un refus de compétition »*. Même des industriels canadiens de l'acier, du bois et du textile sont entrés dans la danse du lobbying intensif des adversaires du projet lorsque les Américains, accusant Ottawa de *« protectionnisme »*, ont lancé des menaces de représailles économiques pouvant représenter 610 millions d'euros de pertes pour ces secteurs.

Avec les pressions des partisans et des opposants au projet, les menaces de sanctions américaines et la « guerre » de mots engagée des deux côtés de la frontière, rien n'a manqué pour soutenir l'intérêt de ce feuilleton dont la fin n'est pas programmée. Car même si la loi est adoptée, Ottawa a concédé à Washington un délai sans limite pour la promulguer.

Jacques Lefebvre, conseiller au cabinet de Mme Copps, préfère parler d'un *« signe d'ouverture »* des Canadiens qui ont accepté de *« discuter »* du sujet avec les Américains en février. Pour Ottawa, il ne s'agit toutefois pas de *« négocier »*. L'option du gouvernement est *« très claire »*, ajoute-t-il. *« C'est celle du projet de loi, la seule qui permette la survie et l'épanouissement d'une industrie culturelle comme celle des revues à contenu canadien. Mais si le gouvernement américain a une option miracle, nous montrons que nous sommes prêts à l'étudier en laissant en pointillé la date d'entrée en vigueur de la loi. »*

Appliquée ou non, cette loi, dès qu'elle sera adoptée au Parlement, sera une épée de Damoclès pour les éditeurs américains. Ceux-ci pourraient être condamnés à payer 154 000 euros pour avoir tout au plus gagné 1 850 euros en revenus publicitaires pour une version canadienne de magazine ! L'enjeu pour les Américains n'est donc pas une *« histoire de gros sous »*, dit-on du côté canadien, mais une question de principe. Pour François de Gaspé Beaubien, les Américains *« veulent montrer au monde qu'il n'y a pas de revendications culturelles »* qui comptent, que tout n'est que business. Mais si le *« micro-David »* canadien tenait tête au *« méga-Goliath »* américain pour défendre ses magazines, bien des pays du monde pourraient alors *« être tentés de faire de même »* en adoptant des politiques de *« promotion »* de leurs propres cultures, qui auraient pour effet de limiter la liberté de manœuvre planétaire à laquelle tiennent tant les *« complexes industriels américains du divertissement »*.

Anne Pelouas

L'édition nord-américaine

● **Au Canada** : le nombre de magazines s'élève à 1 400, pour un tirage total d'environ 500 millions d'exemplaires. Ces journaux dégagent ensemble un bénéfice annuel de 40 millions de dollars canadiens (24,7 millions d'euros). En 1997, 92 % du contenu rédactionnel et 93 % des illustrations et photographies reproduites dans les revues canadiennes provenaient de sources locales.

● **Aux Etats-Unis** : 14 000 magazines sont dénombrés. A lui seul, *People* dégage un bénéfice annuel de 350 millions de dollars (380 millions d'euros).

La presse d'extrême droite connaît des difficultés financières

L'HEBDOMADAIRE *Minute* a été mis en liquidation judiciaire, mardi 13 avril, par le tribunal de commerce de Paris. Cette issue met fin à de longues années d'existence à l'ombre du tribunal de commerce. Le journal, né en 1962, avait été repris en 1990 par Serge Martinez, alors proche de Jean-Marie Le Pen – il est aujourd'hui l'un des principaux lieutenants de Bruno Mégret –, alors que le titre était déjà en liquidation judiciaire.

Serge Martinez a perdu beaucoup d'argent avant de le céder, en janvier 1993, à Gérald Penciolelli, ancien militant d'Ordre nouveau. Celui-ci dépose rapidement le bilan du journal, en octobre 1993. Le journal est placé dans un premier temps en redressement judiciaire, avant qu'un plan de continuation ne soit élaboré, toujours sous le contrôle du tribunal.

Devant les difficultés à assurer les échéances de remboursement prévues par le plan, le tribunal de commerce a placé à nouveau l'entreprise en redressement judiciaire, au mois de février. L'hebdomadaire avait lancé un appel à ses lecteurs pour récolter 2 millions de francs *« pour sauver* Minute *»*. Dans l'édition du 14 avril, le directeur de la publication, Patrick Boizeau, estime avoir reçu 436 000 francs. Aucun projet de reprise n'ayant été présenté, le tribunal a prononcé, mardi, la liquidation de l'entreprise. Le journal peut toutefois poursuivre son activité jusqu'au 20 avril.

UNE ÉVENTUELLE REPRISE DE « MINUTE »

Des plans de reprise du titre sont à l'étude. Certains journalistes de *Minute* cherchent des solutions. Le nom de René Trager, condamné dans le cadre de l'affaire Urba de financement du parti socialiste, circule – il était présent au tribunal mardi –, de même que celui de l'ancien propriétaire, Serge Martinez, pour permettre un relais des idées de Bruno Mégret et contrebalancer le soutien de *National Hebdo* à Jean-Marie Le Pen. Serge Martinez – qui est resté actionnaire du journal et qui entend porter plainte contre la gestion de M. Penciolelli – dément tout intérêt dans l'hebdomadaire, en estimant qu'il a *« déjà donné »*. *« Nous n'avons pas beaucoup d'argent, nous comptons davantage sur nos militants que sur un journal qui a perdu de son influence »*, explique-t-il.

La liquidation de *Minute* intervient alors que les principaux organes d'extrême droite connaissent des difficultés. *Présent* a diminué de moitié sa pagination, passant à quatre pages en semaine. L'organe du Front national, *National Hebdo*, est également dans une situation financière fragile. A ces difficultés récurrentes, s'ajoute un problème politique : l'éclatement du Front national. *Présent* ne prend pas parti dans le conflit, désorientant certains lecteurs, tandis que *National Hebdo* est resté fidèle à Jean-Marie Le Pen, ce qui a entraîné le départ de son rédacteur en chef, Martin Peltier, et de l'éditorialiste François Brigneau (*Le Monde* du 19 décembre).

Alain Salles

Un nouvel organigramme de l'AFP a été adopté

LE CONSEIL d'administration de l'Agence-France Presse, réuni mercredi 14 avril, a approuvé un *« budget de reconduction »* avec des comptes en équilibre et une stabilité globale des effectifs. Le chiffre d'affaires est en augmentation de 6,9 % avec la nouvelle filiale SID, à 1,36 milliard de francs (207 M€). Trente-cinq postes seront créés par redéploiement. Le conseil a aussi adopté un nouvel organigramme : Denis Brulet, directeur de l'information de l'AFP depuis 1996, est nommé directeur général adjoint chargé des produits, directeur de l'information. Fidèle du nouveau PDG de l'agence, Jean-Pierre Tranchard, qui a travaillé avec Eric Giuily chez Chargeurs, à la CGM puis chez BDDP, devient directeur général adjoint, directeur de la gestion et de la coordination. Alain Boëbion, secrétaire général de la rédaction de l'agence depuis janvier, prend la direction de la rédaction.

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : Le tribunal de grande instance de Paris a interdit à Prisma Presse, mercredi 14 avril, de faire usage du titre *Allo !* pour désigner son magazine people lancé le 12 septembre 1998, et lui a donné un délai de quatre mois pour abandonner ce titre. Le jugement déclare que Prisma Presse a commis des actes de contrefaçon et de concurrence déloyale au préjudice de *Hola*, édité par un groupe espagnol, qui obtient un total de 1,5 million de francs de dommages-intérêts.

■ **Le groupe suisse Ringier**, a réalisé en 1998 un bénéfice net en hausse de 36,4 %, à 28,1 millions de francs suisses (17,5 M€) et son chiffre d'affaires a augmenté de 8,6 % à 895,2 millions de francs suisses (560 M€), a annoncé l'éditeur mercredi 14 avril.

■ **Les quotidiens** ***Wall Street Journal*** **et** ***New York Times*** ainsi que l'agence de presse Associated Press (AP) se sont vu décerner lundi 12 avril deux prix Pulitzer de journalisme chacun, a annoncé l'université Columbia de New York. – *(AFP.)*

■ **Bayard Presse a vu son chiffre d'affaires** progresser en 1998 de 6,7 % à 2,36 milliards de francs (359 M€) et a annoncé mercredi 14 avril avoir renoué avec un résultat net positif de 10,6 millions de francs (1,6 M€).

■ **RADIO** : **les résultats d'audience des radios**, habituellement publiés le 15 avril, sont reportés au mardi 20 avril. Médiamétrie a modifié son système d'enquête : les 75 000 personnes testées sont interrogées sur leur écoute dans les vingt-quatre heures précédant l'interview.

Le tribunal de commerce de Montpellier nomme un mandataire à « Midi libre »

MONTPELLIER
de notre correspondant

Claude Bujon, le PDG de *Midi libre* débarqué le 24 octobre 1998 par son conseil d'administration, vient de gagner une manche dans la guerre juridique qui l'oppose au nouveau président du quotidien régional José Frèches. Avec une actionnaire du journal, Colette Walcker, il a obtenu en référé du tribunal de commerce de Montpellier, mercredi 14 avril, la nomination d'un mandataire chargé de convoquer d'ici à trente jours une assemblée générale des actionnaires.

Le tribunal a considéré que l'accumulation des procédures intentées contre la nouvelle direction *« ne fait que démontrer l'existence de conflits et de contestations susceptibles de compromettre le bon fonctionnement de la société »*. Il a donc jugé que seuls les actionnaires sont à même de clarifier la situation. Lors de l'assemblée générale qui devra être présidée par le mandataire, ils devront d'une part confirmer ou révoquer les actuels administrateurs, et d'autre part se prononcer sur chaque nouvelle candidature à ce poste.

D'ici là, José Frèches reste président du journal. Le tribunal pouvait difficilement contredire une décision qu'il avait lui-même prise la semaine dernière. Le 7 avril, il avait reconnu que les conditions de cession des actions de Pierre Fabre à José Frèches ne s'étaient pas déroulées conformément aux statuts du quotidien. Mais il avait donné un mois à *Midi libre* pour régulariser la situation de son président, en estimant que prononcer *« la nullité des opérations visées* (risquait) *d'être préjudiciable à* (la) *société »*.

Sauf rebondissement, l'heure de vérité devrait sonner deux mois avant l'assemblée ordinaire prévue le 26 juin. Claude Bujon devrait mettre à profit ce délai pour courtiser les actionnaires indécis en spéculant sur l'effet déstabilisant que pourra avoir la décision du tribunal.

Dans le même temps, l'offre de rachat d'un proche de la famille Bujon, Manuel Diaz, sur les actions des petits porteurs à un tarif très avantageux (3 200 francs, soit 487,8 euros) reste valable. Claude Bujon se déclare *« très satisfait »* par la décision. *« Je souhaitais arriver à une assemblée générale dont l'organisation n'appartienne pas au conseil d'administration actuel »*, a-t-il affirmé.

« LA GUERRE BUJON-FRÈCHES »

Autre handicap possible pour José Frèches : un risque de politisation du débat autour de la direction de *Midi libre*. Dénonçant dans l'hebdomadaire *La Lettre M* la lenteur que mettait le conseil régional présidé par Jacques Blanc à acheter de la publicité au Grand Prix Cycliste du *Midi libre*, M. Frèches s'est récemment demandé si la région Languedoc-Roussillon ne traitait pas son quotidien comme les associations culturelles montpelliéraines, dont les subventions ont été rejetées.

Toutefois, José Frèches voit une victoire dans ce jugement, le tribunal ayant refusé de mettre sous séquestre ses actions, et de le remplacer par un administrateur provisoire. Il annonce cependant qu'il va faire appel. *« Je ne souhaite pas qu'on fasse une assemblée de comptage et de pugilat*, explique-t-il, *alors qu'une assemblée générale normale est prévue au mois de juin. Si elle est avancée, je ne pourrai même pas présenter mon rapport de gestion, les comptes prévisionnels, etc. Il n'y aurait à l'ordre du jour que la guerre Bujon-Frèches. »*

Pour le reste, sa reconduction ne serait qu'une formalité. Estimant incarner l'avenir, le développement et la paix sociale de son entreprise, M. Frèches affirme toujours bénéficier du soutien d'au moins 60 % des actionnaires, et même *« plutôt 80 % »*. Une affirmation contestée par Claude Bujon. *« Imaginez-vous qu'Hachette puisse voter pour Claude Bujon ?* demande José Frèches. *Je n'ai aucune inquiétude sur son attitude, pas plus que sur celle d'Havas, de Pierre Fabre, et de toutes les familles qui m'ont porté au pouvoir. »*

Jacques Monin

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **GENERAL DYNAMICS : le Pentagone a rejeté, mercredi 14 avril, le projet de fusion** entre General Dynamics et les chantiers navals Newport News Shipbuilding, qui construisent les sous-marins nucléaires américains. Selon le département de la défense, les économies projetées n'auraient pas compensé les désavantages concurrentiels potentiels.

● **SHELL ET BRITISH GAS : le consortium Integral Holdings formé par les deux groupes a** acquis le 14 avril 52,6 % de Comgas, la première compagnie brésilienne de distribution de gaz canalisé, pour 1,652 milliard de reals (6,4 milliards de francs, 969 millions d'euros). Comgas dessert notamment la région de Sao Paulo.

● **AGFA-GEVAERT : dans le cadre de son rencentrage sur la chimie et la pharmacie, le groupe allemand Bayer** mettra en Bourse le 1er juin à Bruxelles et Francfort, sa filiale de produits photographiques Agfa Gevaert. Le groupe mettra 55 % du capital sur le marché et cédera 15 % au holding belge Gevaert NV. La vente pourrait rapporter plus de 6 milliards de marks.

● **MICHELIN : le groupe de pneumatiques** a annoncé, mercredi 14 avril, l'acquisition par sa filiale américaine de Tire Centers, l'un des principaux distributeurs indépendants de pneus aux Etats-Unis qui compte 163 magasins et emploie 2 500 personnes. Cet accord est soumis au feu vert des autorités.

● **DAIMLER CHRYSLER : après deux ans d'enquête,** la Commission européenne accuse le 5e constructeur mondial de refus de vente. A l'orgine de cette affaire, des plaintes de ressortissants de l'Union européenne qui n'ont pas pu acheter de Mercedes dans un autre Etat que le leur.

● **LABORATOIRES FABRE : Pierre Fabre, 73 ans, fondateur et président du groupe pharmaceutique qui porte son nom,** passera la main à la fin de l'année à son vice-président Jean-Luc Bélingard, 50 ans, qu'il est allé recruter chez Roche l'an dernier dans cette perspective. Il deviendra président du conseil de surveillance et M. Bélingard président du directoire. Une partie du capital, détenu par Pierre Fabre, sera transmise à une fondation.

FINANCE

● **DEXIA : le groupe franco-belge a annoncé mercredi 14 avril le lancement d'une offre publique d'échange (OPE) sur les titres de la Banque internationale à Luxembourg (BIL) qu'il ne détient pas encore, pour un montant global de 995 millions d'euros (6,527 milliards de francs). Dexia contrôle déjà 61,38 % du capital de la banque d'affaires luxembourgeoise.**

● **BANQUES : l'Association française des banques (AFB, patronat) a annoncé, mercredi 14 avril, qu'elle soumettrait aux syndicats d'ici fin mai un projet écrit de nouvelle convention collective, afin de trouver un accord avant fin décembre. Les cinq fédérations syndicales avaient demandé dans la journée à l'AFB *« la suspension des effets de la dénonciation »* de l'ancienne convention.**

● **GRANDE-BRETAGNE : un tiers des agences bancaires de Grande-Bretagne (sur les 11 000 agences qui existent aujourd'hui) auront disparu d'ici 2005 en raison de la concurrence des services par téléphone ou via Internet, selon une étude du cabinet de consultants Deloitte & Touch diffusée jeudi 15 avril.**

RÉSULTATS

■ **JP MORGAN : la banque américaine** a réalisé au premier trimestre de son exercice un bénéfice net de 600 millions de dollars (492 millions d'euros) en hausse de 64 % (hors charge exceptionnelle).

■ **EUREKO : la holding qui regroupe sept assureurs et groupes** de services financiers européens a annoncé mercredi 14 avril une baisse de 16,9 % de son résultat net consolidé à 69,7 millions d'euros en 1998. Cette baisse s'explique par un résultat exceptionnel de 44,33 millions d'euros dégagé en 1997.

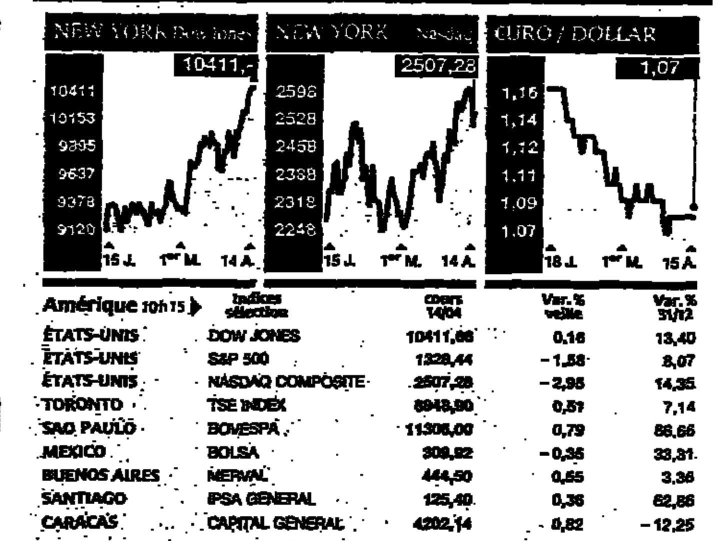
■ **CLARINS : le groupe français de couture, cosmétiques et parfums** a enregistré en 1998 une hausse de 55,5 % de son résultat net part du groupe en 1998, à 251,4 millions de francs (38,3 millions euros), liée à la bonne activité du pôle cosmétiques, 3,75 milliards de francs de chiffre d'affaires, en hausse de 9,1 %.

EUROPE

FRANCFORT DAX 30 — 5189,65
LONDRES FT 100 — 6484,30
PARIS CAC 40 — 4336,39

Europe 12h30 ▶	Indices sélection	cours 15/04	Var. % 14/04	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3671,50	–0,75	9,85
EUROPE	STOXX 50	3669,55	–0,82	10,52
EUROPE	EURO STOXX 324	316,74	–0,43	8,16
EUROPE	STOXX 653	305,73	–0,27	9,50
PARIS	CAC 40	4336,39	–0,30	9,99
PARIS	MIDCAC	1656,38	0,09	0,53
PARIS	SBF 120	2923,44	–0,18	10,06
PARIS	SBF 250	2780,45	–0,17	9,58
PARIS	SECOND MARCHÉ	1841,47	—	–8
AMSTERDAM	AEX	542,88	–0,17	0,80
BRUXELLES	BEL 20	3340,98	0,30	–4,94
FRANCFORT	DAX 30	5189,65	0,14	3,74
LONDRES	FTSE 100	6484,30	–0,14	10,23
MADRID	STOCK EXCHANGE	10081,80	0,01	2,49
MILAN	MIBTEL 30	36552,00	–0,75	3,88
ZURICH	SPI	7302,10	–1,03	1,87

AMÉRIQUES



Amérique 10h15 ▶	Indices sélection	cours 14/04	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	10411,66	0,16	13,40
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1328,44	–1,58	8,07
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2507,28	–2,95	14,35
TORONTO	TSE INDEX	6948,90	0,51	7,14
SAO PAULO	BOVESPA	11306,00	0,79	86,66
MEXICO	BOLSA	308,92	–0,35	33,31
BUENOS AIRES	MERVAL	444,50	0,65	3,36
SANTIAGO	IPSA GENERAL	125,40	0,36	62,86
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4202,14	–0,82	–12,25

ASIE - PACIFIQUE

TOKYO Nikkei — 16727,08
HONGKONG Hang Seng — 11962,23
EURO / YEN — 128,46

Zone Asie 10h15 ▶	Indices sélection	cours 15/04	Var. % 14/04	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	16727,08	–0,22	20,84
HONGKONG	HANG SENG	11962,23	1,08	19,04
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	—	22,58
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	644,02	5,18	29,38
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3094,50	0,20	9,99
BANGKOK	SET	27,63	–0,14	7,59
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3373,94	–2,61	10,43
WELLINGTON	NZSE-40	2154,55	0,24	4,32

ÉCONOMIE

La BCE confrontée au « défi du chômage »

TOMMASO PADOA-SCHIOPPA, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), a affirmé jeudi 15 avril à Francfort qu'un des grands défis lancés à la BCE est le chômage, signe d'une économie « malade », au même titre que l'inflation dans les années 70 et 80. Selon l'Italien, *« la Banque centrale doit être consciente du danger* [...] *et devrait éviter les erreurs. L'une d'elles consistant à « compenser » le manque de politique structurelle en effectuant des stimulations monétaires non nécessaires ».*
Il a par ailleurs plaidé pour un renforcement du rôle de la toute jeune institution dans l'euro-système. Selon lui, la BCE devrait, à terme, fonctionner comme les banques centrales traditionnelles, c'est-à-dire unifier ses fonctions de politique monétaire à celles de supervision du système bancaire, aujourd'hui encore largement dévolues aux banques centrales de chaque Etat membre de l'euro.

■ **ÉTATS-UNIS : la poursuite du rythme actuel de la croissance** présente un risque inflationniste, a estimé mercredi Laurence Meyer, un des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed). La principale question à laquelle est confronté le comité monétaire de la Fed est de savoir si la *« politique accommodante actuelle reste appropriée spécialement quand le taux de chômage est tombé dans le bas ou au plus bas de la fourchette des estimations »*, a estimé M. Meyer.
■ **Les stocks des entreprises en février** aux Etats-Unis ont augmenté de 0,4 %, a indiqué mercredi le département du commerce.

■ **JAPON : l'excédent dégagé par Tokyo dans ses opérations courantes** s'est contracté de 32,2 % en février, par rapport à son niveau du même mois de 1998, pour revenir à 1 111,9 milliards de yens (8,5 milliards d'euros), a annoncé jeudi 15 avril le ministre japonais des finances (MoF).
■ **La production industrielle japonaise** a finalement reculé de 0,2 % en février, par rapport à son niveau de janvier, a indiqué jeudi le ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI), en revisant à la hausse son estimation publiée à la fin mars. Le MITI avait initialement chiffré à 0,6 % la baisse de l'activité.
■ **La Banque du Japon (BoJ) redoute qu'une politique monétaire trop accommodante** ne retarde les inévitables restructurations de l'économie du pays, à en croire les minutes de la réunion du 12 mars de son comité de politique monétaire (CPM), publiées mercredi à Tokyo.

■ **FRANCE : le surcroît de croissance lié au contre-choc pétrolier** observé entre octobre 1997 et le début de 1999, avec une chute du baril de 19,4 dollars à environ 10 dollars, serait significatif en 1998 et 1999 pour les principaux pays industrialisés, selon une étude de la direction de la prévision (DP).
Selon cette étude, diffusée mercredi par le ministère des finances, l'effet de la baisse des prix du pétrole sur le taux de croissance du PIB serait de 0,2 point en 1998 et de 0,15 point en 1999 en France, de 0,2 puis 0,1 point en Allemagne, de 0,25 puis 0,7 point aux Etats-Unis.
■ **Le besoin de financement de l'Etat devrait se réduire** d'environ 0,3 point de PIB par an entre 1997 et 2000, revenant de 2,7 % du PIB en 1999 à un chiffre compris entre 2,3 % et 2,5 % du PIB en 2000, selon les hypothèses économiques de la direction de la prévision diffusées mercredi par le ministère des finances.
■ **Le commerce de détail et l'artisanat ont connu en 1998 de** *« très fortes hausses d'activité »*, avec un chiffre d'affaires qui a augmenté de 3,8 % en volume, meilleur résultat depuis 20 ans avec celui de 1986, selon la commission des comptes du commerce.

■ **ALLEMAGNE : le puissant syndicat des métallos IG Metall** s'est montré très sceptique sur la réussite du pacte pour l'emploi, destiné à réduire le chômage grâce à un forum de dialogue entre partenaires sociaux. Le vice-président d'IG Metall, Juergen Peters, a estimé que le pacte avait *« très peu de chances »* de réussir dans un entretien à l'hebdomadaire *Stern* publié jeudi.

■ **ROYAUME-UNI : les économistes indépendants prévoient** en moyenne une croissance de 0,7 % du produit intérieur brut (PIB) en 1999 pour le Royaume-Uni, selon la compilation publiée mercredi par le Trésor à partir de 43 prévisions annoncées en avril. Les prévisions s'étalent de – 0,5 % à + 1,9 %.

■ **POLOGNE : l'inflation s'est élevée en mars à 6,2 % en rythme annuel,** contre 5,6 % en février, selon les estimations du ministère des finances publiées mercredi.

VALEUR DU JOUR

Apple confirme son redressement

DONNÉ pour mort il y a peine deux ans, la constructeur informatique Apple fait preuve d'un étonnant tonus alors que les géants du secteur comme le leader Compaq pâtissent du ralentissement du marché des micro-ordinateurs. Apple a affiché une hausse de 145 % de ses bénéfices au deuxième trimestre de l'année fiscale 1999 à 135 millions de dollars (125 millions d'euros). Certes, ce bénéfice comprend des plus-values exceptionnelles venues notamment de la vente de parts d'ARM Holdings. Toutefois, sans ces éléments favorables, le résultat grimpe de 69 % à 93 millions de dollars, soit un résultat par action de 60 cents alors que les analystes ne prévoyaient que 57 cents.
La firme de Cupertino bénéficie du succès de l'iMac, ordinateur avec lequel elle en passe de rééditer le *« coup »* qu'elle avait réalisé en 1984 avec le lancement du Macintosh, un ordinateur révolutionnaire par sa simplicité. *« La demande pour l'iMac a surpassé nos plus optimistes prévisions »*, s'est félicité Steve Jobs, président *« intérimaire »* d'Apple venu sauver en 1997 l'entreprise qu'il avait créée.
Au cours du dernier trimestre, quelque 350 000 iMac ont été achetés. Plus de 1 million d'ordinateurs de différentes couleurs ont été vendus depuis leur lancement en juillet 1998. Mais Apple peut également compter sur le succès des *« Power Macintosh G3 »*, des machines à usage professionnel habillées aux couleurs de l'iMac (première version) depuis janvier dernier, et qui se sont vendues à 400 000 unités au cours des trois derniers mois. Au total, les ventes d'Apple ont progressé de 27 % contre 14 % pour l'ensemble de l'industrie informatique. Aux Etats-Unis, la part de marché d'Apple dans le commerce de détail et par correspondance se situe à 12,5 % et les ventes à l'étranger représentent maintenant la moitié du chiffre d'affaires du groupe.
Ces succès commerciaux commencent à impressionner les analystes financiers, qui étaient très dubitatifs sur le redressement d'Apple depuis le début de l'année. Depuis la mi-mars, les actions du constructeur informatique ont bondi de 10 %. Mercredi, elles ont progressé de 2,62 % à 35,53 dollars.

Joël Morio

Action Apple
en dollars à New York
35,53
J F M A M J J A S O N D J F M A

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICATEUR DE TENDANCE du marché des actions françaises, l'indice CAC 40, poursuivait sa baisse en milieu de séance jeudi 15 avril à 4 326,43 points (– 0,52 %) après avoir perdu 0,27 % à l'ouverture. Mercredi, l'indice de la Bourse de Paris s'était affaibli de 0,42 %, pâtissant des hésitations de la Bourse américaine.

FRANCFORT

JEUDI 15 AVRIL, l'indice DAX de la Bourse de Francfort restait légèrement positif en milieu de séance à 5 190,79 points (+ 0,08 %), après une progression de 0,49 % lors des premiers échanges. Il s'était replié la veille de 0,74 % sous l'impact de la chute de certaines valeurs vedettes.

LONDRES

L'INDICE FOOTSIE des cent principales valeurs de la Bourse de Londres a clôturé en baisse mercredi 14 avril, l'indice cédant 0,29 % à 6 493,6 points après avoir atteint un plus haut en séance à 6 539,9 points.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a terminé la séance en légère baisse jeudi 15 avril, sous la pression des valeurs technologiques qui ont suscité, comme à Wall Street, de nombreuses inquiétudes auprès des investisseurs. Le Nikkei a fini en perte de 0,22 % à 16 730 points.

NEW YORK

L'INDICE PHARE de la Bourse de New York, le Dow Jones, a clôturé en hausse, mercredi 14 avril, pour la cinquième séance consécutive, progressant de 0,16 % à 10 411,66 points. Le Dow Jones était monté en cours de séance de plus de 130 points, dopé par les annonces de résultats de certaines sociétés qui ont été meilleurs que prévu, avant de perdre une partie de ses gains suite aux déclarations de l'un des membres de la banque centrale américaine concernant l'éventualité d'une hausse des taux. L'indice composite Nasdaq, qui a souffert de la baisse des valeurs technologiques, a perdu 2,95 % à 2 507,28 points, tandis que le Standard and Poor's des 500 valeurs a chuté de 1,58 % à 1 328,44 points.

TAUX

SUR LE MARCHÉ obligataire, les rendements des emprunts européens, qui évoluent à l'inverse du prix, étaient orientés à la baisse à l'ouverture jeudi 15 avril. Le taux des titres d'Etat à 10 ans s'inscrivait à 3,925 % en France et à 3,816 % en Allemagne.

MONNAIES

LE DOLLAR S'EST DE NOUVEAU affaibli, jeudi 15 avril en début de matinée, franchissant à la baisse le seuil des 119 yens. Il se négociait sur le marché des changes à 118,94 yens, tandis que contre l'euro les marges de fluctuation du billet vert restaient étroites. L'euro s'échangeait à 1,0796 dollar.

Taux de change fixe zone €uro

€uro contre ▶	Taux	contre franc ▶	Taux
FRANC	6,55957	€URO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324

Hors zone €uro

€uro contre ▶	14/04
COURONNE DANOISE	7,4331
COUR. NORVÉGIENNE	8,3410
COUR. SUÉDOISE	8,9380
COURONNE TCHÈQUE	38
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6886
DOLLAR CANADIEN	1,6103
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9636
DRACHME GRECQUE	324,40
FLORINT HONGROIS	253,87
ZLOTY POLONAIS	4,2905

Cours de change croisés

15/04 12h30 ▶	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours €URO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	—	0,84016	1,07950	0,16457	1,61420	0,67317
YEN	119,02500	—	128,46000	19,58500	192,13000	80,09500
€URO	0,92635	0,77845	—	0,15245	1,49550	0,62370
FRANC	6,07650	5,10695	6,55957	—	9,81005	4,09140
LIVRE	0,61950	0,52050	0,66865	0,10195	—	0,41705
FRANC SUISSE	1,48550	1,24800	1,60325	0,24445	2,39775	—

Taux d'intérêt (%)

Taux 14/04 ▶	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	2,58	2,47	3,95	4,87
ALLEMAGNE	2,62	2,62	3,83	4,82
GDE-BRETAG.	5,25	5,10	4,50	4,43
ITALIE	2,93	2,60	4,08	5,07
JAPON	0,13	0,09	1,65	—
ÉTATS-UNIS	4,72	4,29	5,12	5,49
SUISSE	0,58	0,88	2,36	3,79
PAYS-BAS	2,75	3,25	3,97	4,87

Matif

Cours 12h30 ▶	Volume 15/04	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUIN 99	10590	98,40	98,20
Euribor 3 mois			
JUIN 99	1956	97,39	97,40

Matières premières

En dollars ▶	Cours 14/04	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	1448	–0,28
ALUMINIUM 3 MOIS	1298,5	–0,35
PLOMB 3 MOIS	519	–0,38
ETAIN 3 MOIS	5310	–0,09
ZINC 3 MOIS	1010	–0,20
NICKEL 3 MOIS	5080	–0,29
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	4,92	–0,41
PLATINE A TERME	79878,86	–0,01
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	258,5	–0,10
MAÏS (CHICAGO)	217,5	—
SOJA TOURTEAU (CHG.)	134,5	–0,07
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	1109	0,45
CAFÉ (LONDRES)	1483	—
SUCRE BLANC (PARIS)	188	—

Pétrole

En dollars ▶	Cours 14/04	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	14,92	—
WTI (NEW YORK)	18,57	0,61
LIGHT SWEET CRUDE	18,51	–0,66

Or

En €uros ▶	Cours 14/04	Var % 13/04
OR FIN KILO BARRE	8450	–0,35
OR FIN LINGOT	8450	–0,94
ONCE D'OR (LO) $	283,40	–0,02
PIÈCE FRANCE 20 F	49	–1,21
PIÈCE SUISSE 20 F	51,30	+0,20
PIÈCE UNION LAT. 20 F	50	+0,60
PIÈCE 10 DOLLARS US	261	–5,09
PIÈCE 20 DOLLARS US	471	–2,68
PIÈCE 50 PESOS MEX.	314	+0,80

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse



هكذا من الأصل

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action **BMW** s'est appréciée de 1,53 % à 655,8 euros mercredi 14 avril. Le directoire du groupe allemand a donné son accord sur l'aide du gouvernement britannique destinée à sauver l'une des usines de sa filiale anglaise Rover.

● La valeur **DaimlerChrysler** a chuté de 1,85 % à 90,25 euros, mercredi. Bruxelles accuse le constructeur allemand de refus de vente à des clients européens non résidents, et pourrait lui infliger une amende, comme ce fut le cas pour Volkswagen.

● Le titre **Burmah Castrol** a fait un bond de 9,88 % mercredi pour atteindre 1 034 pence en clôture après qu'un analyste financier eut confirmé son conseil d'achat sur la valeur, peu chère par rapport à ses concurrents, tout en laissant entendre qu'elle serait susceptible d'intéresser le célèbre milliardaire américain Warren Buffet.

● La valeur **Reed Elsevier** a cédé 4,48 % à 554 pence mercredi après que l'éditeur eut indiqué à ses actionnaires qu'il était toujours à la recherche de son directeur général.

● L'action **Telecom Italia** a perdu 2 % pour clôturer mercredi à 9,67 euros. Le premier ministre italien se serait opposé à ce que le groupe recherche des partenaires étrangers pour contrer l'opération d'Olivetti sur sa filiale Telecom Italia Mobile.

STOXX 653 — sur un an: 305,73 (échelle 315, 294, 273, 253, 232, 212; 23 AVRIL, 14 OCT., 15 AVRIL) — sur 5 jours: V 305,23; L 304,90; M 307,44; M 306,65; J 305,73

EURO STOXX 50 — sur un an: 3671,50 (échelle 3725, 3464, 3202, 2941, 2680, 2419; 15 AVRIL, 14 OCT., 15 AVRIL) — sur 5 jours: V 3689,61; L 3690,16; M 3725,49; M 3699,27; J 3671,50

15/04 12 h 26

AUTOMOBILE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOLIV SDR	SE	38,47	-0,61
BASF AG	BE •	40,2	+2,60
BMW	DE •	659	+0,76
CONTINENTAL AG	DE •	23,7	+0,85
DAIMLERCHRYSLER	DE •	89,5	-0,78
FIAT	IT •	3,15	+1,61
FIAT PRIV.	IT •	1,58	+1,94
LUCAS VARITY	GB	4,32	....
MICHELIN-B- /RM	FR •	45,7	-0,41
PEUGEOT /RM	FR •	153,3	+2,47
PIRELLI	IT •	2,87	-0,35
RENAULT	FR •	38,1	+1,69
VALEO /RM	FR •	80,5	+0,12
VOLKSWAGEN	DE •	65,95	+2,73
VOLVO -A-	SE	24,58	+0,69
VOLVO -B-	SE	26,06	+0,90
▶ DJ E STOXX AUTO P		275,27	-0,38

BANQUES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABBEY NATIONAL	GB	21,19	+1,65
ABN AMRO HOLDIN	NL •	19,55	-0,28
ALLIED IRISH BA	GB	15,85	-0,19
ALPHA CREDIT BA	GR	73,47	....
ARGENTARIA R	ES •	21,96	-0,18
B PINTO MAYOR R	PT •	17,83	....
BANCO ESSI R	PT •	10,5	....
BANK AUSTRIA AG	AT •	54,63	-1,83
BANK OF IRELAND	GB	19,08	-1,09
BANK OF PIRAEUS	GR	29,28	....
BANKINTER R	ES •	36,72	+2
BARCLAYS PLC	GB	28,74	-2,24
BAYR.HYPO-U.VER	DE •	58,9	-2,64
BCA FIDEURAM	IT •	6,62	+2,37
BCA INTESA	IT •	5,61	-0,36
BCA ROMA	IT •	1,47	+0,68
BCO BILBAO VIZC	ES •	14,48	-0,07
BCO CENTRAL HIS	ES •	12,68	+0,63
BCO POPULAR ESP	ES •	58,46	+2,45
BCO SANTANDER	ES •	21,23	+0,43
BCP R	PT •	27,22	....
BNP /RM	FR •	74	-1,07
CCF /RM	FR •	90	-1,10
CHRISTIANIA BK	NO	3,57	+0,34
COMIT	IT •	7,06	-0,56
COMM.BANK OF GR	GR	173,40	....
COMMERZBANK	DE •	29,95	+0,67
DEN DANSKE BK	DK	104,28	-1,80
DEN NORSKE BANK	NO	3,39	+0,35
DEUTSCHE BANK A	DE •	47,45	-1,33
DEXIA CC	BE •	148,4	+0,95
DEXIA FCE RM	FR •	132,9	+1,61
DRESDNER BANK	DE •	38,8	+1,10
ERGO BANK	GR	88,18	....
FIRST AUSTRIAN	AT •	575	....
FOERENINGSSB A	SE	22,49	....
FOKUS BK	NO	9,23	....
HALIFAX	GB	12,88	+0,59
HSBC HOLDS	GB	32,85	+0,32
IONIAN BK REG.S	GR	59,34	....
JYSKE BANK REG	DK	73,99	-0,90
KAPITAL HOLDING	DK	37	+2,61
KBC BANCASSURAN	BE •	61,55	+0,08
LLOYDS TSB	GB	15,33	-3,40
MERITA	FI •	5,01	+0,60
NAT BANK GREECE	GR	69,11	....
NATEXIS	FR •	50,9	+1,19
NATL WESTM BK	GB	23,16	+0,46
NORDBANKEN HOLD	SE	5,31	+0,64
ROLO BANCA 1473	IT •	23	-0,22
ROYAL BK SCOTL	GB	21,85	+0,78
S-E-BANKEN -A-	SE	11,24	-1,47
STE GENERAL-A-/	FR •	162,4	-0,18
SV HANDBK -A-	SE	33,46	....
UBS REG	CH	303,08	-1,02
UNICREDITO ITAL	IT •	4,91	-1,21
UNIDANMARK -A-	DK	64,58	-1,03
XIOSBANK	GR	31,43	....
▶ DJ E STOXX BANK P		278,64	-0,38

PRODUITS DE BASE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALUMINIUM GREEC	GR	64,28	....
ARJO WIGGINS AP	GB	2,65	+4,12
ASSIDOMAEN AB	SE	19,80	+1,72
AVESTA	SE	4,08	+3,11
BEKAERT	BE •	465	+0,13
BILTON	GB	4,54	....
BOEHLER-UDDEHOL	AT •	46,28	-0,54
BRITISH STEEL	GB	2,25	-1,32
BUHRMANN NV	NL •	16,45	+1,23
BUNZL PLC	GB	3,64	+2,53
CART.BURGO	IT •	6,34	+1,12
ELKEM ASA, OSLO	NO	14,60	+7,46
ELVAL	GR	12,64	....
INPARSA	PT •	16,2	....
JOHNSON MATTHEY	GB	7,74	+4,67
MAYR-MELNHOF KA	AT •	41,5	+2,70
METSAE-SERLA A	FI •	7,76	+6,16
MODO B FR	SE	23,27	+3,74
NORSKE SKOGIND-	NO	32,61	+5,22
OUTOKUMPU OY -A	FI •	10,5	+5,11
PECHINEY-A-	FR •	37,43	+8,03
PORTUCEL INDUST	PT •	5,30	....
RAUTARUUKKI K	FI •	7	+7,03
RIO TINTO	GB	14,50	+6,50
SIDENOR	GR	26,05	....
SILVER & BARYTE	GR	29,75	....
SMURFIT JEFFERS	GB	2,32	-3,13
SONAE INDUSTRIA	PT •	10,61	....
SOPORCEL	PT •	9,54	....
SSAB SW ST A FR	SE	12,31	+2,80
STORA ENSO -A-	FI •	10	+3,09
STORA ENSO -R-	FI •	10,3	+3,10
SVENSKA CELLULO	SE	22,54	+1,77
THYSSEN	DE •	174	....
TRELLEBORG B	SE	9,57	+3,01
UNION MINIERE	BE •	33,14	+1,66
UPM-KYMMENE COR	FI •	27,5	+4,21
USINOR	FR •	14,74	+2,29
VIOHALCO	GR	29,90	....
VOEST-ALPINE ST	AT •	28,8	-1
▶ DJ E STOXX BASI P		175,70	+2,56

CHIMIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGA -A-	SE	12,92	+3,13
AGA -B-	SE	12,92	+3,59
AIR LIQUIDE /RM	FR •	147,1	-4,33
AKZO NOBEL	NL •	....	....
BASF AG	DE •	40,2	+2,60
BAYER AG	DE •	38,75	+3,87
BOC GROUP PLC	GB	15,27	+3,56
CIBA SPEC CHEM	CH	78	-2,40
CLARIANT N	CH	457,89	-1,47
DEGUSSA-HUELS	DE •	39	+2,09
DYNO INDUSTRIER	NO	17,02	+3,65
EMS-CHEM HOLD A	CH	4584,44	-0,27
HENKEL KGAA VZ	DE •	73,7	+2,86
ICI	GB	9,45	-0,79
KEMIRA	FI •	5,6	+4,67
LAPORTE	GB	10,80	+0,43
PERSTORP -B-	SE	10,07	+4,65
SNIA	IT •	1,25	-0,79
SOLVAY	BE •	64,6	+2,13
TESSENDERLO CHE	BE •	46,9	+1,41
▶ DJ E STOXX CHEM P		340,03	+3,57

CONGLOMÉRATS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER RGI -A-	NO	10,91	....
CGIP /RM	FR •	48	+1,05
CIR	IT •	1,04	+1,96
D'IETEREN SA	BE •	434,9	+2,09
GAZ ET EAUX /RM	FR •	40,3	-1,03
GBL	BE •	177	....
GENL ELECTR CO	GB	8,61	-0,52
GEVAERT	BE •	68	+1,54
HAGEMEYER NV	NL •	29,25	+1,21
INCHCAPE PLC	GB	2,05	-1,44
INVESTOR -A-	SE	42,07	-2,34
INVESTOR -B-	SE	42,57	-3,06
KVAERNER -A-	NO	17,89	-1,65
LVMH / RM	FR •	231,4	-1,45
MYTILINEOS HOLD	GR	14,73	....
NORSK HYDRO	NO	37,83	+3,78
OERLIKON-BUEHRL	CH	135,98	+1,04
ORKLA -A-	NO	13,85	+1,32
ORKLA -B-	NO	12,11	+2,02
SONAE INVESTIME	PT •	38	....
VEBA AG	DE •	51,65	+1,87
▶ DJ E STOXX CONG P		239,38	+0,15

TÉLÉCOMMUNICATIONS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
BRITISH TELECOM	GB	16,24	+0,84
CABLE & WIRELES	GB	11,92	+0,63
DEUTSCHE TELEKO	DE •	39,7	-4,57
EUROPOLITAN HLD	SE	87,83	-0,63
FRANCE TELECOM	FR •	77,55	-1,71
HELLENIC TELE (	GR	21,62	....
KONINKLIJKE KPN	NL •	37,6	-1,18
CAMDEN NATIONAL	GR	....	....
PORTUGAL TELECO	PT •	44,04	....
SWISSCOM N	CH	342,01	-1,26
TELE DANMARK	DK	100,23	-1,97
TELECEL	PT •	151,35	....
TELECOM ITALIA	IT •	9,67	....
TELECOM ITALIA	IT •	4,95	-1
TELEFONICA	ES •	43,37	+0,28
TIM	IT •	5,86	-1,01
VODAFONE GROUP	GB	17,92	-1,89
▶ DJ E STOXX TCOM P		669,13	-1,76

CONSTRUCTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCIONA	ES •	50,45	....
ACESA REG	ES •	12,25	-0,08
AKTOR SA	GR	15,57	....
ASKO OY	FI •	14,5	+1,75
AUMAR R	ES •	21,18	-0,75
AUTOSTRADE	IT •	7	+0,57
BCA INTESA	IT •	5,61	-0,36
BICC PLC	GB	1,59	-2,75
BLUE CIRCLE IND	GB	5,40	+1,41
BOUYGUES /RM	FR •	230,5	+3,60
BPB	GB	4,62	....
CARADON	GB	2,08	+0,72
CBR	BE •	87,7	+0,80
CHARTER	GB	6,27	....
CIMPOR SGPS R	PT •	25,71	....
COLAS /RM	FR •	178,5	+3,66
CRH PLC	GB	17,35	-1,53
CRISTALERIA ESP	ES •	47,4	-0,21
DRAGADOS CONSTR	ES •	31,35	+1,13
FOM CON CONTRAT	ES •	56,8	-1,22
GROUPE GTM	FR •	85	-1,90
HANSON PLC	GB	8,32	+1,28
HEIDELBERGER ZE	DE •	61,9	+2,15
HELL.TECHNODO.R	GR	11,41	....
HERACLES GENL R	GR	25,37	....
HOCHTIEF ESSEN	DE •	32,7	+4,14
HOLDERBANK FINA	CH	254,80	+5,41
HOLDERBANK FINA	CH	1085,22	+0,58
IMETAL /RM	FR •	118	-1,67
ITALCEMENTI	IT •	10,6	+0,47
ITALCEMENTI RNC	IT •	4,62	....
LAFARGE /RM	FR •	98,95	+0,37
MICHANIKI REG.	GR	9,03	....
PARTEK	FI •	9,8	-1,51
PHILIPP HOLZMAN	DE •	127	+2,01
PILKINGTON PLC	GB	1,22	+2,50
RMC GROUP PLC	GB	13,17	+1,50
RUGBY GRP	GB	1,54	-2,83
SAINT GOBAIN /R	FR •	158,7	+1,08
SEMAPA	PT •	16,95	....
SKANSKA -B-	SE	34,80	....
SUPERFOS	DK	12,31	....
TARMAC	GB	1,69	....
TAYLOR WOODROW	GB	2,73	+1,63
TECHNIP /RM	FR •	110	+4,86
TITAN CEMENT RE	GR	73,67	....
UNICEM	IT •	9,6	....
URALITA	ES •	8,58	+0,47
VALENCIANA CEM	ES •	9,32	-0,64
WIENERB BAUSTOF	AT •	170,65	+0,21
WILLIAMS	GB	6,63	+0,45
▶ DJ E STOXX CNST P		197,89	+0,98

CONSOMMATION CYCLIQUE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ACCOR /RM	FR •	228,8	+3,53
ADIDAS-SALOMON	DE •	81,5	+1,88
ALITALIA	IT •	3,3	+1,54
AUSTRIAN AIRLIN	AT •	32,15	+0,78
BANG & OLUFSEN	DK	63,80	-0,63
BARRATT DEV PLC	GB	5,02	+3,08
BEAZER GROUP	GB	3,15	+0,95
BENETTON GROUP	IT •	1,72	-0,56
BERKELEY GROUP	GB	10,39	....
BRITISH AIRWAYS	GB	6,05	+5,92
BRYANT GROUP PL	GB	2,05	+0,74
CHARGEURS RM	FR •	49,7	-0,10
CLUB MED. /RM	FR •	88	-1,12
COATS VIYELLA	GB	0,67	....
COMPASS GRP	GB	10,63	-2,21
COURTAULDS TEXT	GB	2,28	-3,18
DT.LUFTHANSA N	DE •	21,65	+3,55
ELECTROLUX -B-	SE	18,63	+1,22
EMI GROUP	GB	7	-1,06
EURO DISNEY /RM	FR •	1,22	-0,81
FINNAIR	FI •	4,84	+0,83
G WIMPEY PLC	GB	2,35	....
GRANADA GROUP P	GB	21,10	+0,14
HERMES INTL	FR •	73,5	+2,80
HPI	IT •	0,84	....
HUNTER DOUGLAS	NL •	39,56	+1,83
KLM	NL •	26	+2,77
LADBROKE GRP	GB	4,35	+1,05
MOULINEX /RM	FR •	10,3	-0,29
NCL HLDG	NO	2,41	+7,49
PATHE /RM	FR •	231	-1,45
PENTLAND GRP	GB	1,60	....
PERSIMMON PLC	GB	3,82	-0,78
PREUSSAG AG	DE •	496	-1,19
RANK GROUP	GB	3,93	+5,65
SAIRGROUP N	CH	209,94	-0,44
SAS DANMARK A/S	DK	9,08	+1,50
SEB /RM	FR •	63,85	-0,08
THE SWATCH GRP	CH	567,53	-0,65
THE SWATCH GRP	CH	128,49	-0,38
WILLIAM BAIRD	GB	1,51	-2,88
WILSON BOWDEN	GB	10,54	-0,28
WOLFORD AG	AT •	44	+5,01
WWWW UK UNITS	GB	0,81	+1,88
▶ DJ E STOXX CYC GO P		163,43	+1,33

PHARMACIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ASTRA -A-	SE	20,08	-1,64
ASTRA -B-	SE	20,03	-1,65
ELAN CORP	GB	66,01	....
GLAXO WELLCOME	GB	28,92	-4,37
HOECHST AG	DE •	40,75	+0,25
NOVARTIS N	CH	1531,27	-1,48
NOVO NORDISK B	DK	97,94	-2,28
ORION A	FI •	20,2	+0,20
ORION B	FI •	19,2	-0,72
RHONE POUL/RM	FR •	43,3	....
ROCHE HOLDING	CH	16895,74	-0,56
ROCHE HOLDING G	CH	11054,70	-1,31
SANOFI /RM	FR •	155,3	-2,33
SCHERING AG	DE •	110,5	+1,38
SMITHKLINE BEEC	GB	12,84	-3,49
ZENECA GROUP	GB	44,40	....
▶ DJ E STOXX PHAR P		382,59	-0,75

ÉNERGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AKER MARITIME	NO	9,59	+1,27
BG	GB	5,38	+0,58
BP AMOCO	GB	15,98	+2,31
BURMAH CASTROL	GB	15,40	-0,29
CESPA	ES •	30,7	+1,66
ELECTRAFINA	BE •	115,5	+1,32
ELF AQUITAINE /	FR •	128,6	+0,47
ENI	IT •	5,73	-1,55
ENTERPRISE OIL	GB	6,25	-1,41
F.OLSEN ENERGY	NO	6,71	-3,45
LASMO	GB	1,84	+1,65
OMV AG	AT •	84,52	+0,32
PETROFINA SA BR	BE •	513,5	+0,39
PETROLEUM GEO-S	NO	12,89	+0,47
PRIMAGAZ /RM	FR •	67,25	+1,13
PROSAFE	NO	6,59	-0,90
REPSOL	ES •	46,39	-0,04
ROYAL DUTCH CO	NL •	49,35	+1,65
SAGA PETROLEUM	NO	9,83	+1,96
SAIPEM	IT •	3,6	+1,41
SHELL TRANSP &	GB	6,33	+3,16
SMEDVIG -A-	NO	9,83	....
TOTAL /RM	FR •	115,5	+0,17
▶ DJ E STOXX ENGY P		270,35	+0,59

SERVICES FINANCIERS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
3I	GB	10,02	+1,21
ALMANIJ	BE •	64,8	....
ALPHA FINANCE	GR	33,80	....
AMVESCAP	GB	10,02	-2,05
BAIL INVEST /RM	FR •	128,5	....
BPI-SGPS R	PT •	27,65	....
BRITISH LAND CO	GB	8,28	-0,36
CAPITAL SHOPPIN	GB	5,77	+1,32
COBEPA	BE •	65,5	+1,55
CORP FIN ALBA -	ES •	139	+0,72
CPR /RM	FR •	45,7	+3,51
CS GROUP N	CH	179,42	-0,86
EURAFRANCE /RM	FR •	444,8	....
FONCIERE LYONNA	FR •	123	-0,81
GECINA /RM	FR •	102	-1,16
HAMMERSON	GB	6,63	-0,23
KAPITAL HOLDING	DK	37	+2,61
LAND SECURITIES	GB	12,37	-0,12
LIBERTY INT.HDG	GB	6,40	+0,95
MEDIOBANCA	IT •	12,25	+0,41
MEDIOLANUM	IT •	6,43	-0,31
MEPC PLC	GB	6,81	+0,22
METROVACESA	ES •	21,7	-2,52
MEDIOLANUM	NL •	6,43	-0,31
PARIBAS	FR •	96,3	+0,84
PROVIDENT FIN	GB	16,64	+2,52
RODAMCO NV	NL •	21,9	-0,68
SCHRODERS PLC	GB	22,36	-0,33
SEFIMEG N /RM	FR •	63,8	-0,62
SIMCO N /RM	FR •	80,15	-1,05
SLOUGH ESTATES	GB	4,80	+0,63
UNIBAIL /RM	FR •	122,5	+0,33
UNIM	IT •	0,51	....
VALLEHERMOSO	ES •	9,89	+0,10
WOOLWICH PLC	GB	6,01	+1,52
▶ DJ E STOXX FINS P		256,3	-0,16

ALIMENTATION ET BOISSON

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALLIED DOMECQ	GB	7,46	+2,69
ASSOCIATE BRIT	GB	6,27	+0,72
BASS	GB	13,15	+0,69
BBAG OE BRAU-BE	AT •	40,95	+0,37
BONGRAIN /RM	FR •	356	+0,05
BRAU-UNION	AT •	47,8	-0,38
CADBURY SCHWEPP	GB	13,93	-0,43
CARLSBERG -B-	DK	41,71	+1,64
CARLSBERG AS -A	DK	40,36	+2,39
CHR. HANSEN HLD	DK	94,85	....
CULTOR -1-	FI •	17,55	+0,11
DANISCO	DK	42,24	-0,95
DANONE /RM	FR •	249,9	+0,48
DELTA DAIRY	GR	18,31	....
DIAGEO	GB	10,30	+1,63
ELAIS OLEAGINOU	GR	20,86	....
ERID.BEGH.SAY /	FR •	136,6	+1,19
GREENCORE GROUP	GB	3,36	-1,75
HEINEKEN	NL •	44,95	+1,01
HELLENIC BOTTLI	GR	27,64	....
HELLENIC SUGAR	GR	8,40	....
HUHTAMAEKI I VZ	FI •	32	....
KERRY GRP-A-	GB	12,37	....
MONTEDISON	IT •	0,93	-1,06
NESTLE N	CH	1718,79	-0,83
PARMALAT	IT •	1,43	+2,14
PERNOD RICARD /	FR •	57,3	+0,88
RAISIO GRP V	FI •	8,22	+0,80
RIEBER & SON -B	NO	5,99	....
TATE & LYLE	GB	6,64	+0,25
UNICER R	PT •	22,15	....
UNIGATE PLC	GB	6,16	....
UNILEVER	NL •	65,1	-2,84
UNILEVER	GB	8,77	-2,99
▶ DJ E STOXX F & BV P		235,57	-1,39

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ABB AB -A-	SE	12,31	+1,38
ABB AB -B-	SE	12,38	+1,84
ABB BADEN	CH	1292,67	+1,47
ADECCO CHESEREX	CH	464,12	+3,76
ALSTOM	FR •	28	+3,70
ALUSUISSE LON G	CH	1054,70	+1,38
ASSOC BR PORTS	GB	4,20	-0,71
ATLAS COPCO -A-	SE	25,99	+4,51
ATLAS COPCO -B-	SE	25,40	+5,09
ATTICA ENTR SA	GR	8,37	....
BAA	GB	9,67	-2,23
BBA GROUP PLC	GB	7,30	+3,23
BERGESEN	NO	12,35	-0,96
BONHEUR	NO	19,73	....
CMB	BE •	35,75	+0,70
CMG	GB	25,72	-0,69
COOKSON GROUP P	GB	2,25	+2,04
DAMPSKIBS -A-	DK	7018,22	+4,26
DAMPSKIBS -B-	DK	7284,80	-1,82
DAMSKIBS SVEND	DK	10359,07	....
DELTA PLC	GB	2,26	+4,14
DET SONDENFJ NO	NO	6,53	-0,91
ELECTROCOMPONEN	GB	7,50	+2,88
EQUANT NV	DE •	86	-0,58
FINNLINES	FI •	27,52	+0,07
FKI	GB	2,58	+6,17
FLS IND.B	DK	19,51	+4,32
FLUGHAFEN WIEN	AT •	39,8	+1,04
GKN	GB	15,37	-1,06
GLYNWED INTL PL	GB	3,40	+10,73
HALKOR	GR	9,02	....
HAYS	GB	10,57	+1,73
HEIDELBERGER DR	DE •	61,5	+2,39
HELLAS CAN SA P	GR	22,47	....
IFIL	IT •	3,82	+1,40
IMI PLC	GB	4,45	+8,39
ISS INTL SERV-B	DK	58,19	-1,79
KOEBENHAVN LUFT	DK	98,68	+0,68
KON.NEDLLOYD	NL •	22,3	+1,36
KONE B	FI •	100	-0,99
LAHMEYER	DE •	46,93	+0,04
LEGRAND /RM	FR •	203,9	-0,49
LEIF HOEGH	NO	11,15	+3,33
LINDE AG	DE •	580	+1,58
MAN AG	DE •	28,4	+1,25
MANNESMANN AG	DE •	123,9	-1,67
METALLGESELLSCH	DE •	18,1	+0,28
METRA A	FI •	18,5	+2,78
MORGAN CRUCIBLE	GB	3,80	+5,26
NFC	GB	2,02	....
NKT HOLDING	DK	68,65	....
OCEAN GROUP	GB	14,07	-0,74
PENINS.ORIENT.S	GB	14,08	+0,43
PREMIER FARNELL	GB	3,64	+6,58
RAILTRACK	GB	19,75	-0,68
RANDSTAD HOLDIN	NL •	39,56	-0,88
RATIN -A-	DK	154,71	-3,36
RATIN -B-	DK	161,44	-3,23
RAUMA OY	FI •	11,6	+3,11
RENTOKIL INITIA	GB	5,50	-2,13
REXAM	GB	3,34	+5,19
REXEL /RM	FR •	74,7	+1,22
RHI AG	AT •	28,16	+0,82
RIETER HLDG N	CH	530,77	-0,81
SANDVIK -A-	SE	19,86	+4,11
SANDVIK -B-	SE	19,91	+3,79
SAURER ARBON N	CH	489,04	+1,03
SCANIA AB -A-	SE	24,95	+0,45
SCANIA AB -B-	SE	25,06	-1,10
SCHINDLER HOLD	CH	1417,27	+0,89
SCHINDLER HOLD	CH	1513,83	+0,41
SCHNEIDER /RM	FR •	55,85	+2,10
SEAT-PAGINE GIA	IT •	1,16	+0,87
SECURICOR	GB	8,64	+2,49
SECURITAS -B-	SE	14,32	-0,78
SGS GENEVA BR	CH	816,10	-2,09
SHANKS & MCEWAN	GB	3,67	-0,81
SIDEL /RM	FR •	72,2	-0,21
BTR SIEBE	GB	4,41	+5,16
SITA /RM	FR •	204	-1,92
SKF -A-	SE	14,60	+7,41
SKF -B-	SE	15,10	+7,14
SOPHUS BEREND -	DK	27,18	-0,88
STORK NV	NL •	18,85	+2,45
SULZER FRAT.SA1	CH	622,98	-0,50
SVEDALA	SE	16,89	+2,03
SVENDBORG -A-	DK	8955,47	+2,78
T.I.GROUP PLC	GB	6,37	-0,70
TOMRA SYSTEMS	NO	37,65	-1,89
VA TECHNOLOGIE	AT •	75,33	+1,11
VALMET	FI •	10,7	+3,88
▶ DJ E STOXX IND GO P		380,31	-0,53

ASSURANCES

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AGF /RM	FR •	49,25	-1,50
ALLEANZA ASS	IT •	11,16	-2,19
ALLIANZ AG	DE •	298,5	-0,34
ALLIED ZURICH	GB	12	-0,69
ASPIS PRONIA GE	GR	15,28	....
AXA /RM	FR •	122,2	-1
CGU	GB	15,39	-0,46
CNP ASSURANCES	FR •	22,8	-0,83
CORP.MAPFRE REG	ES •	18,3	-0,49
ERGO VERSICHERU	DE •	116,5	....
ETHNIKI GEN INS	GR	46,71	....
FONDIARIA ASS	IT •	5,28	-0,38
FORSIKRING CODA	DK	103,59	....
FORTIS AMEV NV	NL •	....	....
GENERALI ASS	IT •	37,3	-1,32
GENERALI HLD VI	AT •	196,8	-0,95
INA	IT •	2,59	-4,78
IRISH LIFE	GB	9,99	....
LEGAL & GENERAL	GB	11,77	....
MUENCH RUECKVER	DE •	497	+0,25
NORWICH UNION	GB	6,91	+0,88
POHJOLA GRP.B	FI •	50,25	+0,04
PRUDENTIAL CORP	GB	12,76	+1,07
RAS	IT •	10	-0,49
ROYAL SUN ALLIA	GB	8,25	-0,36
SAMPO -A-	FI •	27,7	+0,18
SWISS RE N	CH	2101,30	-0,88
SEGUROS MUNDIAL	PT •	29,18	....
SKANDIA INSURAN	SE	17,17	-1,60
STOREBRAND	NO	6,95	....
SWISS LIFE BR	CH	602,42	-0,92
TOPDANMARK AS	DK	169,77	-0,40
TRYG-BALTICA	DK	23,95	-1,11
ZURICH ALLIED N	CH	616,50	-0,70
▶ DJ E STOXX INSU P		340,11	-0,70

MEDIAS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
B SKY B GROUP	GB	8,49	+1,07
CANAL PLUS /RM	FR •	291	+1,81
CARLTON COMMUNI	GB	8,62	+1,08
ELSEVIER	NL •	13,75	....
HAVAS ADVERTISI	FR •	184	+1,10
INDEPENDENT NEW	IR •	5,48	-1,11
LAGARDERE SCA N	FR •	32,02	+2,43
MEDIASET	IT •	8,3	-0,72
PEARSON	GB	19,57	-1,71
REED INTERNATIO	GB	8,41	+0,36
REUTERS GROUP	GB	14,97	+1,42
SCHIBSTED	NO	12,23	+3,56
TELEWEST COMM.	GB	4,35	+0,69
TF1	FR •	168,9	+0,11
UNITED NEWS & M	GB	9,22	+1,15
WOLTERS KLUWER	NL •	170,45	-0,47
WPP GROUP	GB	7,92	+0,98
▶ DJ E STOXX MEDIA P		316,59	+0,16

BIENS DE CONSOMMATION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AHOLD	NL •	37,4	-2,98
ASDA GROUP PLC	GB	2,42	+1,29
ATHENS MEDICAL	GR	20,51	....
AUSTRIA TABAK A	AT •	60,6	+1,34
BEIERSDORF AG	DE •	68	-0,73
BIC /RM	FR •	48,51	+0,24
BRIT AMER TOBAC	GB	7,38	-3,34
CASINO GP /RM	FR •	89,95	-0,17
CFR UNITS -A-	CH	1489,53	-0,08
CPT MODERNES /R	FR •	513	....
DELHAIZE	BE •	86,45	....
ESSILOR INTL /R	FR •	310,5	-0,19
ETS COLRUYT	BE •	658	-0,30
FYFFES	GB	2,10	-1,35
GIB	BE •	35,35	+0,14
GOODYS	GR	28,28	....
IMPERIAL TOBACC	GB	9,04	+0,17
KESKO OY	FI •	13,1	+2,34
L'OREAL /RM	FR •	634,5	-1,01
MODELO CONTINEN	PT •	19,95	....
PAPASTRATOS CIG	GR	15,89	....
PROMODES /RM	FR •	638,5	-1,31
RECKITT & COLMA	GB	10,15	+0,45
SAFEWAY	GB	3,47	-1,30
SAINSBURY J. PL	GB	5,56	....
SEITA /RM	FR •	50,95	+0,58
SMITH & NEPHEW	GB	2,43	-0,61
STAGECOACH HLDG	GB	3,34	+3,72
TABACALERA REG	ES •	18,73	+1,08
TAMRO	FI •	4,02	-0,25
TESCO PLC	GB	2,50	-2,34
TNT POST GROEP	NL •	26,65	+1,39
▶ DJ E STOXX N CY G P		505,53	-0,55

COMMERCE DISTRIBUTION

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ARCADIA GRP	GB	4,32	+1,05
BOOTS CO PLC	GB	13,36	+0,68
CARREFOUR /RM	FR •	768	+1,59
CASTO.DUBOIS /R	FR •	216,3	+0,09
CENTROS COMER P	ES •	19,7	-0,40
CONTINENTE	ES •	28,04	-1,36
DIXONS GROUP PL	GB	21,08	-8,04
GEHE AG	DE •	46,4	-3,81
GREAT UNIV STOR	GB	11,62	....
GUILBERT /RM	FR •	132,8	+2
HENNES & MAURIT	SE	77,42	+1,47
JERONIMO MARTIN	PT •	32,37	....
KARSTADT AG	DE •	379	....
KINGFISHER	GB	12,30	-0,46
MARKS & SPENCER	GB	6,57	-1,13
METRO	DE •	66,7	+0,78
NEXT PLC	GB	12,39	+0,61
PINAULT PRINT./	FR •	161,8	-0,85
RINASCENTE	IT •	7,84	+3,24
STOCKMANN A	FI •	19	-2,56
VALORA HLDG N	CH	218,91	-0,56
W.H SMITH GRP	GB	11,65	-0,90
WOLSELEY PLC	GB	7,14	+2,37
▶ DJ E STOXX RETL P		399	+0,55

HAUTE TECHNOLOGIE

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ALCATEL /RM	FR •	115,1	....
ALTEC SA REG.	GR	15,04	....
BAAN COMPANY	NL •	7,3	....
BARCO	BE •	174,2	-0,40
BRITISH AEROSPA	GB	6,84	+2,56
CAP GEMINI /RM	FR •	147,5	-3,09
COLOPLAST B	DK	92,83	....
COLT TELECOM NE	GB	17,56	-0,68
DASSAULT SYST/	FR •	36,05	-2,64
FINMECCANICA	IT •	0,87	-1,02
FRESENIUS MED C	DE •	56	-2,18
GAMBRO -A-	SE	9,17	+1,28
GETRONICS	NL •	36,65	-1,61
GN GREAT NORDIC	DK	31,26	-1,25
INTRACOM N	GR	64,72	....
KON. PHILIPS EL	NL •	74	-0,94
MERKANTILDATA	NO	8,27	-2,13
MISYS	GB	8,79	+3,35
NERA ASA	NO	1,81	-1,24
NETCOM ASA	NO	28,29	-2,48
NOKIA	FI •	73,5	-4,55
NOKIA -K-	FI •	157,5	....
NYCOMED AMERSHA	GB	7,07	-2,80
OCE	NL •	24,8	-0,80
OLIVETTI	IT •	2,97	+0,34
ROLLS ROYCE	GB	4,16	+2,57
SAGEM	FR •	489	-0,20
SAP AG	DE •	244,8	+0,41
SAP VZ	DE •	282	+0,36
SEMA GROUP	GB	10,16	+1,34
SIEMENS AG	DE •	64,7	+0,62
SMITHS IND PLC	GB	14,40	+2,24
STMICROELEC SIC	FR •	99,5	-4,69
TANDBERG DATA A	NO	4,71	+2,08
THOMSON CSF /RM	FR •	27,52	+1,93
WILLIAM DEMANT	DK	65,25	+2,11
▶ DJ E STOXX TECH P		325,8	-1,36

SERVICES COLLECTIFS

	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
ANGLIAN WATER	GB	10,78	-0,69
BRITISH ENERGY	GB	8,12	+1,31
CENTRICA	GB	1,88	+0,90
EDISON	IT •	8,91	-0,78
ELECTRABEL	BE •	341	-0,06
ELECTRIC PORTUG	PT •	18,01	....
ENDESA	ES •	21,86	-1,09
EVN	AT •	124,25	+0,20
GAS NATURAL SDG	ES •	82,4	-1,32
HAFSLUND -A-	NO	5,99	....
HAFSLUND -B-	NO	3,60	-1,64
IBERDROLA	ES •	13,34	-0,97
ITALGAS	IT •	4,39	-2,01
NATIONAL GRID G	GB	6,66	-0,67
NATIONAL POWER	GB	7,32	+0,41
OESTERR ELEKTR	AT •	148	-0,82
POWERGEN	GB	10,84	+2,26
SCOT POWER	GB	8,01	+0,95
SEVERN TRENT	GB	12,40	+0,49
SUEZ LYON EAUX/	FR •	163,7	-0,79
SYDKRAFT -A-	SE	24,84	....
SYDKRAFT -C-	SE	16,66	+1
THAMES WATER	GB	13,65	+2,94
TRACTEBEL	BE •	146,4	-0,07
UNION EL.-FENOS	ES •	13,88	-1,42
UNITED UTILITIE	GB	11,04	+1,94
VIAG	DE •	488,5	+0,86
VIVENDI/RM	FR •	219,7	-1,48
▶ DJ E STOXX PO SUP P		309,57	-0,69

EURO NOUVEAU MARCHÉ

15/04 12 h 26

AMSTERDAM

	Cours en euros	% Var. veille
AIRSPRAY NV	25	-1,77
ANTONOV	0,63	-3,08
C/TAC	12,3	+2,07
CARDIO CONTROL	9,25	+0,54
CSS	13,4	-0,74
HITT NV	6,65	+0,77
INNOCONCEPTS NV	19,7	+1,03
NEDGRAPHICS HOLD	38,7	+3,73
POLYDOC	2,2	....
PROLION HOLDING	85	-0,35
RING ROSA	6,5	+2,36
RING ROSA WT	0,63	....
UCC HOLDING NV	12,9	....

BRUXELLES

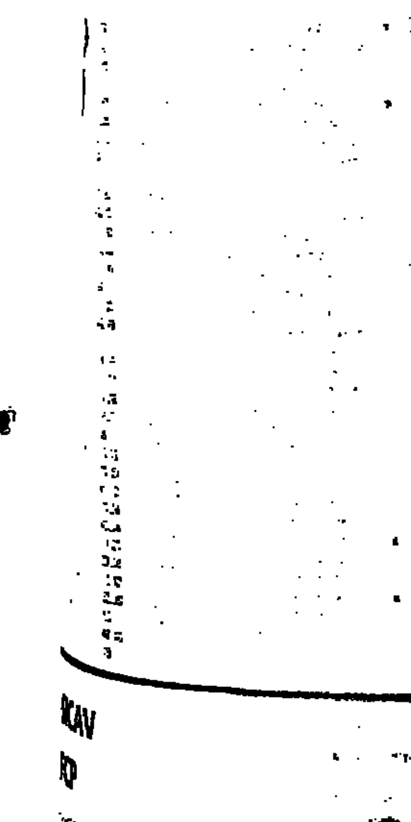
	Cours en euros	% Var. veille
ENVIPCO HLD CT	2,08	-4,59
FARDEM BELGIUM ABC	23,5	+0,86
INTERNOC HLD	4	-2,20
INTL BRACHYTHER B	13,85	+2,59
LINK SOFTWARE B	11	-4,35
PAYTON PLANAR	2,5	....
SYNERGIA	8,5	....

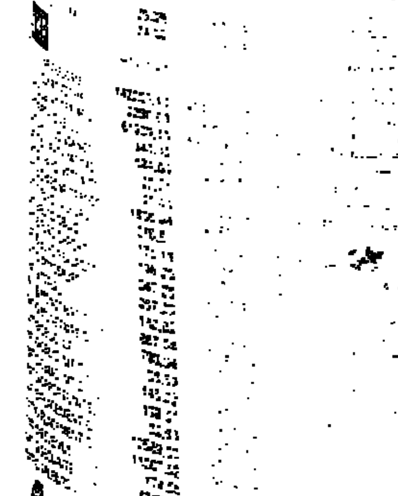
FRANCFORT

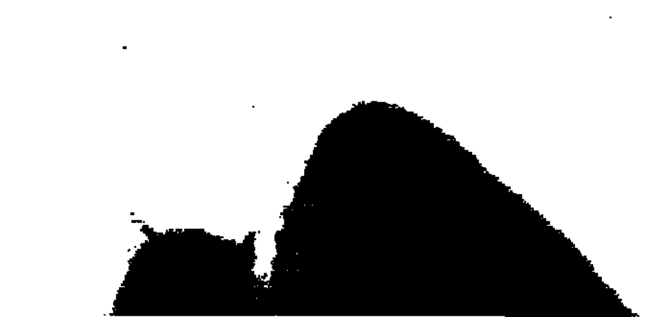
	Cours en euros	% Var. veille
1 & 1 AG & CO.KGAA	132,5	....
AIXTRON	207,5	+1,72
AUGUSTA BETEILIGUN	63	....
BB BIOTECH ZT-D	317	-0,63
BB MEDTECH ZT-D	17,95	....
BERTRANDT AG	68	+1,81
BETA SYSTEMS SOFTW	15,15	....
CE COMPUTER EQUIPM	180	....
CE CONSUMER ELECTR	368,01	-1,86
CENIT SYSTEMHAUS	229	....
DRILLISCH	132,8	-1,99
EDEL MUSIC E 98	356	+1,43
ELSA	69,45	-0,90
EM.TV & MERCHANDI	981	-1,69
EUROMICRON	25,5	-0,39
GRAPHISOFT NV	17,85	-1,65
HOEFT & WESSEL	180	....
HUNZINGER INFORMAT	102,5	....
INFOMATEC	257	-2,65
INTERSHOP COMMUNIC	328,25	-3,47
KINOWELT MEDIEN	182	+0,55
LHS GROUP	30,41	+6,51
LINTEC COMPUTER	142	-2,07
LOESCH UMWELTSCHUT	5,4	....
MENSCH UND MASCHIN	39	-2,50
MOBILCOM	215	+2,38
MUEHL PRODUCT & SE	18,15	+6,76
MUEHLBAUER HOLDING	68,5	-1,72
PFEIFFER VACU TECH	39	-1,14
PLENUM	131,13	+2,85
PSI	73,8	+2,50
QIAGEN NV	67,5	-0,74
REFUGIUM HOLDING A	31,6	....
SACHSENRING AUTO	14	....
SALTUS TECHNOLOGY	31,5	....
SCM MICROSYSTEMS	66,5	+1,37
SER SYSTEME	390	....
SERO ENTSORGUNG	5,6	....
SINGULUS TECHNOLOG	130,2	+0,93
SOFTM SOFTWARE BER	60,5	....
TDS	66,2	+10,51
TECHNOTRANS	51	....
TELDAFAX	41,5	+1,22
TELES AG	228	-2,90
TIPTEL	7,7	+0,65
TRANSTEC	58	....
W.E.T. AUTOMOTIVE	48,2	+8,07

★ **CODES PAYS ZONE EURO**
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique.

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.







VALEURS FRANÇAISES

● L'action **BNP** s'échangeait à l'ouverture, jeudi 15 avril, en hausse de 0,26 % à 75 euros, le titre *SG* en progression de 0,06 % à 162,8 euros et **Paribas** avec un gain de 1,36 % à 96,1 euros. A ces cours, les parités proposées par la BNP dans le cadre de sa double OPE valorisent l'action SG à 160,7 euros et l'action Paribas à 103,12 euros. L'OPE de SG valorise, elle, le titre Paribas à 101,75 euros.

● Le titre **Dexia France** restait stable à 130,8 euros, jeudi matin, suite à l'offre de rachat faite par le groupe Dexia des 39 % du capital de la Banque internationale à Luxembourg qu'il ne détient pas encore. La veille, l'action avait pris 4,2 %.

● La valeur **Galeries Lafayette** progressait de 0,5 % à 1 190 euros lors des premiers échanges jeudi. Le BHV, détenu à 67 % par les Galeries Lafayette, a vu ses ventes bondir de 5,2 % au premier trimestre 1999.

● L'action **Vivendi** se repliait de 1,34 % à 220 euros, jeudi en début de séance. Le groupe français a communiqué les résultats de son émission d'obligations convertibles d'un montant de 2,6 milliards d'euros. L'opération a été sursouscrite et son placement se répartit entre 44 % en France et 56 % auprès d'investisseurs étrangers. Les gestionnaires de portefeuille et les OPCVM ont été les plus nombreux, absorbant respectivement 36 % et 38 % des titres.

REGLEMENT MENSUEL

JEUDI 15 AVRIL — Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 23 avril

France ▶	Précédent en Euros	Cours en Euros	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
B.N.P. (T.P)	150,16	[illegible]	978,69	– 0,63	149,10
CR.LYONNAIS(TP)	143	[illegible]	938,67	+ 0,06	142,10
RENAULT (T.P.)	410,50	[illegible]	2682,86	– 0,36	399
SAINT GOBAIN(T.P	182,50	[illegible]	1187,84	– 0,78	180,10
THOMSON S.A (T.P	151	....	....	....	142
ACCOR	221	[illegible]	1508,70	+ 4,07	215,10
AGF	50	[illegible]	323,12	– 1,48	48,50
AIR FRANCE GPE N	16,95	17,14	112,43	+ 1,12	15,80
AIR LIQUIDE	141	[illegible]	966,22	+ 4,46	130,90
ALCATEL	115,10	[illegible]	759,80	+ 0,60	104,80
ALSTOM	27	[illegible]	183,88	+ 3,81	25,70
ALTRAN TECHNO. #	238,90	[illegible]	1580,20	+ 0,83	206,50
ATOS CA	85	[illegible]	585,59	– 3,94	77,55
AXA	129,50	[illegible]	838,31	– 1,31	121
BAIL INVESTIS	126,50	[illegible]	829,78	....	121,90
BAZAR HOT. VILLE	107,40	[illegible]	688,75	– 2,23	97,90
BERTRAND FAURE	54,80	[illegible]	348,31	– 3,10	54

Compensation (préc. valeur)	Valeur	Précédent en Euros	Cours en Euros	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
64,10	S.I.T.A	208	204	1338,16	– 1,92	198
134,30	SKIS ROSSIGNOL	11,49	11,46	75,11	– 0,34	11,85
360	SOCIETE GENERALE	162,70	161,40	1058,71	– 0,79	156,30
208	SOC.FONC.LYON.#	124	123	806,83	– 0,80	124
167,40	SODEXHO ALLIANCE	155,50	[illegible]	1046,25	+ 2,57	138,70
102	SOGEPARC (FIN)	71	71	465,73	–	71,35
16,30	SOMMER-ALLIBERT	26	26,50	173,83	+ 1,92	24,01
59	SOPHIA	35,50	35,50	232,86	....	36,70
21	SPIR COMMUNIC. #	57,50	57	373,90	– 0,86	52,50
22,05	STRAFOR FACOM	82,50	82,40	540,51	– 0,12	66,75
280,50	SUEZ LYON.DES EA	165	163,70	1073,80	– 0,78	160,50
59,50	SYNTHELABO	203,50	198,80	1304,04	– 2,30	188,20
79	TECHNIP	104,90	110,10	722,21	+ 4,95	98,50
82,10	THOMSON-CSF	27	27,52	180,52	+ 1,92	26,10
167,10	TOTAL	115,30	115,40	756,97	+ 0,08	105,50
79,70	UNIBAIL	122,10	122,30	802,24	+ 0,16	116,50
29,90	UNION ASSUR.FDAL	112	115,40	756,97	+ 3,03	110,30
58,80	USINOR	14,41	14,78	96,95	+ 2,56	10,85
39,54	VALEO	80,40	81	531,33	+ 0,74	67,60
182,10	VALLOUREC	31,50	32,70	214,50	+ 3,80	26
110,50	VIA BANQUE	28,01	28,59	187,54	+ 2,07	28,20
36	VIVENDI	223	219,30	1438,51	– 1,65	227,20
120,40	WORMS (EX.SOMEAL	12,65	12,55	82,32	– 0,79	13,10
570	ZODIAC EX.DT DIV	196,50	[illegible]	1310,60	+ 1,67	183,10

International ▶	Précédent en Euros	Cours en Euros	Cours en francs	% Var. veille	Compensation (1)
AMERICAN EXPRESS	127,90	126,30	828,47	– 1,25	111,10
A.T.T. #	80	80	524,77	....	71,10
BARRICK GOLD #	16,01	15,65	102,66	– 2,24	16,70
CROWN CORK ORD.#	27,30	28,50	186,95	+ 4,39	24,56
DE BEERS #	19,59	20,02	131,32	+ 2,19	16,65
DU PONT NEMOURS	57,95	59,75	391,93	+ 3,10	51,55
ERICSSON #	24,65	24,26	159,14	– 1,62	21
FORD MOTOR #	58,10	58,60	384,39	+ 0,86	51,95
GENERAL ELECT. #	108,30	105,60	692,69	– 2,49	97,65
GENERAL MOTORS #	84	83,75	549,38	– 0,29	78,85
HITACHI #	6,96	6,73	44,15	– 3,30	6,60
I.B.M #	169,80	165,90	1088,23	– 2,29	151,80
ITO YOKADO #	64,20	64,50	423,09	+ 0,46	59,30
MATSUSHITA #	18,30	17,90	117,42	– 2,18	16,80
MC DONALD'S #	42,90	42	275,50	– 2,09	38,52
MERCK AND CO #	76,90	73,15	479,83	– 4,87	76,35
MITSUBISHI CORP.	6,63	6,55	42,97	– 1,20	5,95
MOBIL CORPORAT.#	87,65	85,40	560,19	– 2,56	82
MORGAN J.P. #	124	122	800,27	– 1,61	114,80
NIPP. MEATPACKER	12,88	....	....	....	12,84
PHILIP MORRIS #	32,37	32,45	212,86	+ 0,24	37,20
PROCTER GAMBLE	93,50	92,65	607,74	– 0,90	85,50
SEGA ENTERPRISES	17,48	....	....	....	17,50
SCHLUMBERGER #	52,50	52,40	343,72	– 0,19	51,90
SONY CORP. #	90,50	91,35	599,22	+ 0,93	83,60

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché ; # contrat d'animation ; o = offert ; d = demandé ; ↑ offre réduite ; ↓ demande réduite ; ♦ cours précédent.

DERNIÈRE COLONNE RM (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12 ; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros ; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon ; Jeudi daté vendredi : compensation ; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 15 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

SECOND MARCHÉ

JEUDI 15 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

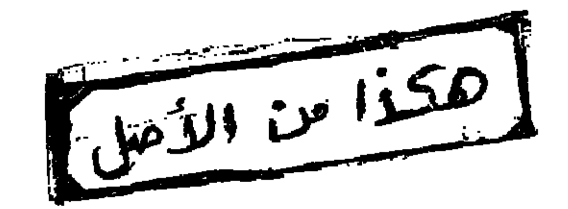
SICAV ET FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 14 avril

LÉGENDE

* Hors frais. ** A titre indicatif.



هكذا من الأصل

DISPARITION

■ **JACQUES EYSER**, sociétaire honoraire de la Comédie-Française, est mort dimanche 11 avril à Paris. Né le 29 août 1912, Jacques Eyser avait été formé au Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, où il avait été l'élève de Denis d'Inès. Sorti en 1933 avec un deuxième prix de comédie et un premier prix de tragédie, il a joué au Théâtre de l'Odéon jusqu'en 1939. En 1946, il a été engagé comme pensionnaire à la Comédie-Française, à qui l'Odéon a été alors rattaché. Pour sa première saison, il a joué sous la direction de Madame Simone, Gaston Baty, Pierre Dux et Jacques Copeau – belle image d'une époque. Nommé sociétaire en janvier 1954, Jacques Eyser a fait toute sa carrière à la Comédie-Française, où il a imposé sa grande stature et sa voix forte, propres aux rôles de « figures ». Doyen des Comédiens-Français du 15 octobre 1975 au 31 décembre 1978 – date de son départ à la retraite –, Jacques Eyser était depuis 1979 sociétaire honoraire de la Maison, à qui il aura consacré sa vie.

NOMINATIONS

UNIVERSITÉS

Michel Kaplan, professeur d'histoire, a été élu, le 26 mars, président de l'université Panthéon-Sorbonne (Paris-I) en remplacement d'Yves Jégouzo, arrivé au terme de son mandat.

[Né le 15 avril 1946 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), Michel Kaplan, agrégé d'histoire (1968) et docteur d'Etat (1987), a toujours enseigné à la Sorbonne et à l'université Paris-I, où, depuis 1969, il a été nommé successivement assistant, maître assistant, maître de conférences, puis professeur en 1988. Directeur du centre de recherche d'histoire et civilisation byzantines et du Proche-Orient médiéval, il a dirigé l'UFR d'histoire de 1990 à 1995. En 1997, il a été élu vice-président du conseil d'administration de l'université. Michel Kaplan a, par ailleurs, été secrétaire national du syndicat Snesup entre 1975 et 1978.]

Jean-Pierre Perrot, professeur de lettres, a succédé, le 27 mars, à Pierre Barras à la présidence de l'université de Savoie.

[Né le 27 août 1946 à Bourg-en-Bresse (Ain), Jean-Pierre Perrot, agrégé de lettres (1977) et docteur d'Etat (1980), est chargé de cours à l'université Paris-XII-Créteil en 1971, puis assistant à l'université de Franche-Comté de 1972 à 1981. A cette date, il est nommé inspecteur d'académie à Nantes (Loire-Atlantique), jusqu'en 1984, à Angoulême (Charente), puis à Chambéry en 1988. En 1992, il devient responsable de la mission pour la formation permanente (Mafpen) dans l'académie de Grenoble. En 1993, Jean-Pierre Perrot est nommé maître de conférences à l'université de Savoie à Chambéry, puis professeur en 1995.]

Patrick Navatte, professeur de gestion, a remplacé, le 1er mars, Jacques Lenfant à la présidence de l'université Rennes-I.

[Né le 27 juillet 1952 à Rennes (Ille-et-Vilaine), Patrick Navatte, docteur d'Etat ès sciences de gestion (1978) et professeur agrégé (1984), est en poste depuis 1980 à l'université Rennes-I, où il a été nommé successivement maître assistant, puis professeur. Directeur adjoint, puis responsable de la recherche à l'Institut de gestion de Rennes, de 1988 jusqu'en 1994, il a été élu membre, puis vice-président du conseil scientifique de l'université, de 1995 à 1997. Parallèlement, Patrick Navatte a été, entre 1994 et 1997, consultant et chargé de mission à la Mission scientifique et technique (MST) du ministère de l'éducation nationale.]

José Savoye, professeur de droit et avocat, est, depuis le 1er mars, le nouveau président de l'université Lille-II, où il succède à Jean Léonardelli.

[Né le 29 juin 1942 à Rabat (Maroc), José Savoye, docteur en droit (1970), a commencé d'enseigner en 1963 à la faculté de droit, devenue université Lille-II comme assistant, maître assistant, maître de conférences (1976), puis professeur de droit public (1977). Doyen de la faculté de 1983 à 1989, il est élu une première fois président de l'université de 1989 à 1994, puis président du pôle universitaire européen. José Savoye est, par ailleurs, conseiller municipal de Lille.]

Bernard Risbourg, professeur de médecine, a été élu, le 18 janvier, président de l'université Jules-Verne d'Amiens, en remplacement de Paul Personne.

[Né le 26 janvier 1943 à Harnes (Pas-de-Calais), Bernard Risbourg a été nommé maître de conférences agrégé de pédiatrie à la faculté de médecine de l'université d'Amiens en 1975 et, en 1978, chef de service au centre hospitalo-universitaire. Président de l'Observatoire régional de la santé en Picardie, il a été élu vice-président du conseil d'administration de l'université en 1994.]

Claude Burlet, professeur de biologie, est, depuis le 7 février, le nouveau président de l'université Henri-Poincaré (Nancy-I). Il succède à Jean-Pierre Finance, arrivé au terme de son mandat.

[Né le 4 juin 1942 à Laxou (Meurthe-et-Moselle), docteur d'Etat ès sciences naturelles (1973) et docteur en médecine (1977), Claude Burlet a effectué toute sa carrière à la faculté des sciences et de médecine de l'université Nancy-I, comme assistant, maître assistant (1974) et professeur praticien hospitalier (1983), responsable du service de biologie cellulaire. Directeur de l'institut universitaire professionnalisé (IUP) « ingénierie de la santé ». Claude Burlet était, depuis 1993, vice-président de l'université.]

« Le Monde diplomatique » d'avril

LE MONDE DIPLOMATIQUE d'avril propose une plongée au cœur du régime serbe, entre déroute économique, clientélisme et corruption. En politique habile, Slobodan Milosevic a réussi à discréditer son opposition et à occulter les difficultés. Belgrade fait à présent face à la guerre comme un théâtre d'ombres sanglantes. Les bombardements de l'OTAN soulignent l'hégémonie américaine sur la scène diplomatique et militaire européenne et l'évolution d'une Alliance qui tente de s'adapter à la fin de la guerre froide. Le mensuel propose, par ailleurs, un dossier critique sur l'idéologie de l'insécurité qui nous vient des Etats-Unis et qui tend à enfermer l'Etat dans une attitude exclusivement répressive face à la délinquance, au mépris de ses responsabilités sociales. *Le Monde diplomatique* d'avril se penche, en outre, sur les territoires palestiniens, dont le sort oscille entre indépendance et maintien du statu quo.

Egalement au sommaire : à Bruxelles, une Commission chasse l'autre ; les pays du Sud, rongés par les pesticides ; quand les pauvres séduisent les banques ; le couple nippo-américain à l'heure du soupçon ; ces guerres qui usent l'Afrique ; vers la sélection génétique des travailleurs ; les entités chaotiques ingouvernables.

★ **En vente dans les kiosques. 24 F (3,66 €).**

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

– A tous ceux et celles qui ne le sauraient pas encore,

Bernard et Sylviane KRYGER
ont la joie d'annoncer la naissance de leurs trois premiers petits-enfants :

Pablo,

le 30 septembre 1998,

chez
Olivia et Gilles ;

Khoren,

le 15 décembre 1998,

chez
Myriam et Camille ;

Aurore,

le 7 janvier 1999,

chez
Emmanuelle et Stéphane.

– Hanovre. Montpellier. Pala.

Nathalie et Axel WIEGANDT
ont la joie d'annoncer la naissance de

Julien, Arno,

le 10 avril 1999.

Décès

Jean-Marc ANDRIÉ

nous a quittés à l'âge de quarante-quatre ans.

Ses obsèques ont eu lieu le 14 avril 1999, au cimetière parisien de Bagneux.

« De quoi souffres-tu ?
De l'irréel intact dans le réel dévasté. »

Sa famille et tous ceux qui l'aimaient.

Famille Andrié,
3, villa des Olivettes,
92220 Bagneux.

– Roland Assathiany,
son époux,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Assathiany, Chastel, Cibert, Courtois, Durand, Graber, Lang, Moreau,
Et ses amis,
ont la profonde tristesse de faire part du décès, dans sa soixante-seizième année, de

Marie-Geneviève ASSATHIANY,
née GRABER,

survenu à Paris, le 9 avril 1999.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, à Guiry-en-Vexin.

[Assistante sociale, directrice de 1975 à 1985 du SSAE (Service social d'aide aux émigrants), elle a toujours mis la solidarité humaine au cœur de son action.]

35, rue Mirabeau,
75016 Paris.

– Paris. Besançon.

Jacqueline Domino,
sa femme,
Xavier, François et Sophie, Christophe et Véronique,
ses enfants,
Lucie, Marion, Samuel,
ses petits-enfants,
Mme Renée Artus,
sa belle-mère,
Les familles parentes et alliées,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Maurice DOMINO,
maître de conférences
à l'université de Besançon,

survenu brutalement le 12 avril 1999.

46, rue de Maubeuge,
75009 Paris.

– M. Robert Bouton,
son époux,
Monique Bouton,
Bernadette Bouton,
Chantal et Angélo Bean,
Annick et André Vanhollebeke,
Brigitte et Alain Saint-Cricq,
ses enfants,
Raphaël, Anne-Sophie et Giovanni, Guillaume, Arnaud, Sébastien, Victor, Simon,
ses petits-enfants,
Monique Renou,
sa sœur,
Paquerette et Jacques Albrecht,
Pierre et Monique Bouton,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Ses neveux, nièces,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Denyse BOUTON,
née PERINET,

survenu le 13 avril 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 avril, à 15 heures, en l'église Notre-Dame de Bourges (Cher).

13, rue Littré,
18000 Bourges.

– Mme Caron-Capraro,
Ses enfants et petits-enfants,
Les familles Caron, Billing, Balette,
ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Hugo CARON.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 16 avril 1999, à 15 h 30, en l'église Sainte-Marie-des-Fontenelles, à Nanterre.

Anne-Christine
CHARTIER-BOURRELLY

nous a quittés le 8 avril 1999, dans sa trentième année.

Les obsèques ont été célébrées le 14 avril, en la cathédrale Saint-Louis de Choisy-Le-Roi.

De la part de
M. Julien Bourrelly,
son époux,
Grégoire,
son fils,
M. et Mme Jean-Louis Chartier,
ses parents,
M. et Mme Bernard Bourrelly,
ses beaux-parents,
Mme Louis Chartier,
sa grand-mère,
Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
Et toute la famille.

« Le Seigneur a donné ;
Le Seigneur a repris ;
Que le Nom du Seigneur soit béni. »
(Job, 1, 21).

8, avenue Anatole-France,
94600 Choisy-Le-Roi.

– Le président et la vice-présidente du Groupe CRI,
La présidente et le vice-président de la CRI,
Le président et le vice-président de la CRI-Prévoyance,
Le président et le vice-président du conseil de surveillance d'Inter Expansion,
Les membres des conseils de l'Association Groupe CRI, de la CRI, de la CRI-Prévoyance et d'Inter Expansion,
Ainsi que de toutes les institutions et sociétés du Groupe CRI,
La direction générale du Groupe CRI,
expriment toute leur tristesse à la suite de la disparition de

Mme Josiane
GEOFFARD-GOURMELON,
administrateur de la CRI
depuis le 4 décembre 1981,
administrateur de la CRI-Prévoyance
depuis le 21 juin 1995,
dont elle fut présidente
d'avril 1996 à juin 1997,
membre du conseil de surveillance
d'Inter Expansion depuis le 27 mars 1997.

Groupe CRI,
50, route de la Reine,
BP 85,
92105 Boulogne Cedex.

– Sa famille,
Et ses amis
ont la tristesse d'annoncer la disparition de

Dominique DULLIN,
comédienne,

survenue le lundi 5 avril 1999.

Danièle Jauneau-Gauthier,
14, rue de la Corderie,
75003 Paris.

– Libourne. Bergerac. Marseille.

Jacques Jausseran,
Michel et Christiane Jausseran,
Fernande et Michel Vedel,
ses enfants,
Catherine Jausseran,
Laurent Vedel et Véronique Roch,
Benoît et Anne Vedel,
ses petits-enfants,
Les familles Robin et Jausseran,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Casimir JAUSSERAN,
née Charlotte SCHMIDT,
pupille de la nation,

survenu, à Marseille, le 7 avril 1999, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques ont eu lieu le 10 avril, dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

93, boulevard Sakakini,
13005 Marseille.

– Mme Roger Picard, née Bianca Billi,
son épouse,
Le docteur et Mme Daniel Picard
avec leur fils Alexis,
M. et Mme Philippe Nizou,
ses enfants,
La comtesse Paolo de la Feld
avec ses enfants et petits-enfants,
Mme Gérard Bondu,
ses sœurs,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Roger Georges PICARD,
artiste-peintre,
croix de guerre,
médaillé de la Résistance,

survenu, le 12 avril 1999, dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'incinération a eu lieu le 14 avril, au crématorium de Maintenon, dans la stricte intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

16, rue du Moulin,
78460 Chevreuse.
10, rue Frelon,
78460 Choisel.
714 Milldam Road
Baltimore MD 21286 USA.

– Didier, Yves et Annik Sicard,
ses enfants,
Marie-Noële et Martine,
ses belles-filles,
Florence, Emanuelle, Oriane, Frédéric, Karine, Coralie,
ses petits-enfants,
Camille, Alessandro,
ses arrière-petits-enfants,
Jacqueline Crolet,
sa sœur,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Denise SICARD,

survenu le 13 avril 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 17 avril, à 11 heures, en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 145, rue Saint-Honoré, Paris-1er.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Marnes-la-Coquette.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Guynemer,
75006 Paris.
39, rue de Grenelle,
75007 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Remerciements

– Mme Janine Lemoine,
son épouse,
M. et Mme Jean-François Lemoine
et leurs enfants,
Ainsi que toute la famille,
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors des obsèques de

M. Pierre LEMOINE,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,
officier des Palmes académiques,
membre de l'Institut
des actuaires français,
directeur honoraire de l'Institut
des finances et des assurances,
directeur général adjoint honoraire
de l'UAP,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Ils prient les personnes qui n'auraient pas été prévenues de bien vouloir les en excuser.

Anniversaires de décès

« Nous regardons penchés nos sillages sans lune.
Un dieu toujours vivant nous retient à ses bords
Et souffle sur nos yeux la poussière des dunes.
La trace d'un visage ébloui se rendort... »
Signes, Poèmes, 1944.

Il y a trente ans, le 16 avril 1969,

Jacques-Henri BEUCLER,
professeur de lettres classiques,

disparaissait.

Trente ans de vivante absence pour les siens qui pensent à lui chaque jour.

Hélène Beucler,
Moulin de Vigne-Haute,
46500 Reilhac.

– A la mémoire de

Pierre-Frank NAUDET.

« Je te l'ai dit pour les nuages
Je te l'ai dit pour l'arbre de la mer
Pour chaque vague pour les oiseaux dans les feuilles
Je te l'ai dit pour tes pensées pour tes paroles
Toute caresse toute confiance se survivent. »
Paul Eluard.

L. Lissac.

Messes anniversaires

Colette LANGIGNON,
psychanalyste,

œuvrait au centre Etienne-Marcel, à la Maison verte, aux Points cardinaux et, jadis, aux Cazottes.

Elle est morte le 24 avril 1992.

Son souvenir est vivant, et nous nous réunissons pour une messe en sa mémoire, le samedi 24 avril 1999, à 12 heures, en l'église Saint-Sulpice, chapelle de l'Assomption.

Conférences

– A l'invitation du Bnai-Brit Ben-Gourion, Maurice-Ruben Hayoun traitera du sujet suivant : « Le mal dans la kabbale : Origine et explications de l'« autre côté » (*sitra ahara*) ». Salle des mariages de la mairie du 16e arrondissement (71, avenue Henri-Martin, Paris-16e). Le mercredi 21 avril 1999, à 20 h 15.
Inscriptions : 01-40-82-26-33.

Conférences de l'ARAPS
Maison des sciences de l'homme,
54, boulevard Raspail,
salle 214, 19 h 15
Jean MENECHAL
Soin psychique et politique :
risques et enjeux de l'étranger.
Jeudi 6 mai 1999

Cours

– Elève ENS donne cours philo, français, soutien scolaire, méthode, tous niveaux. 01-42-57-47-34.



AUJOUR'HUI

SPORTS Les soutiens financiers des collectivités territoriales aux groupements sportifs professionnels devraient cesser fin 1999 en France. Du moins pour les clubs dont les recettes privées et la masse salariale sont toutes deux supérieures à 2,5 millions de francs. ● CETTE ÉCHÉANCE se traduirait par de fortes contractions de budgets dans un bon nombre de sports, particulièrement les disciplines de salle, où les clubs sont fortement dépendants de la manne publique pour leur fonctionnement. ● LEUR FAIBLE présence sur les écrans n'encourage pas l'arrivée des sponsors et ne leur garantit pas de substantielles recettes en matière de droits de retransmission. ● LE GOUVERNEMENT veut relever les critères financiers à 7,5 millions de francs pour les recettes et 5 millions de francs pour la masse salariale. Il a rédigé un décret en ce sens, actuellement en examen au Conseil d'Etat.

La fin des subventions publiques menace des clubs professionnels

Le gouvernement tente de prolonger le principe de ces concours financiers dont dépendent les disciplines qui ont peu accès aux écrans de télévision. La faiblesse des ressources alternatives risque de mettre en péril l'existence de la plupart des sports de salle

Samedi 1er janvier 2 000. Le sport français est sens dessus-dessous. Des clubs de football ferment leurs centres de formation. Plusieurs équipes de basket-ball revoient à la baisse leur train de vie, tout comme des formations de volley-ball. On évoque des arrêts d'activité chez certains clubs de rugby d'Elite 1... Fiction ? Oui. Mais le trait est à peine grossi. Le 1er janvier pourrait marquer la fin des subventions des collectivités territoriales aux groupements sportifs professionnels, dont les recettes privées et la masse salariale excèdent toutes deux 2,5 millions de francs. Ce qui pourrait provoquer *quelques* trous d'air financiers.

Pourrait... Car l'application de cette disposition, résultat d'un décret du 24 janvier 1996 (on évoque à son propos le terme de « circulaire Pasqua »), n'est pas acquise. Le gouvernement veut modifier ce dispositif. Pour ce faire, il a élaboré un texte annulant un décret du 11 mars 1986, qui fixait à 2,5 millions de francs le double seuil de recettes et salaires au-delà duquel un groupement sportif doit créer une Société anonyme à objet sportif (SAOS) ou d'économie mixte sportive (SEMS). Le nouveau texte vise à relever ces seuils à 7,5 millions de recettes privées et 5 millions de masse salariale. Il déplacerait, par contrecoup, le cap à partir duquel prennent fin les subventions.

Sous réserve de l'aval du Conseil d'Etat, à qui il a été soumis fin février, ce texte soulagerait nombre de clubs professionnels, largement dépendants de la manne publique et concernés par les anciens seuils. Particulièrement en Pro B de basket-ball et, à un degré moindre, dans le volley-ball. Ce futur décret soulève cependant quelques questions . Concernerait-il *« les associations »*, comme le pense Pierre Coquand, président de la Ligue promotionnelle de volley-ball ? Le relèvement des seuils, à partir desquels les subventions disparaissent, serait-il applicable aux clubs qui, ayant dépassé les critères fixés en 1996, ont créé des SAOS, ou des SEMS ? A écouter le ministère de la jeunesse et de sports, ce sont plutôt les associations qui sont concernées.

L'ÉQUATION

« S'il le faut, on revient en association », avance Pierre Dumortier, président du directoire du Tourcoing Volley. La démarche serait *« juridiquement »* impossible, selon Aude Mazzela, chargée du contrôle de gestion à la Ligue nationale de rugby, qui précise : *« SAOS et SEMS sont des structures apparentées à des sociétés commerciales, ne pouvant plus bénéficier de subventions. »* Cela dit, même une association, qui organise des rencontres avec des joueurs qu'elle paie et au cours desquelles elle perçoit des recettes, ne devrait pas avoir *« la possibilité de recevoir des concours financiers publics selon la jurisprudence du Conseil d'Etat »*, rappelle Jean Bayle-Lespitau, président de la Ligue nationale de basket-ball. Appliqué stricto sensu, cette mesure signerait l'arrêt de mort de nombreux clubs et même de certains sports tout court : basket, volley et handball.

On n'en est pas là. La question des aides publiques met néanmoins en exergue la faiblesse des ressources alternatives, particulièrement pour les sports disputés en salle. *« Les recettes de matches ne sont pas très importantes et l'exposition à la télévision est faible, ce qui se traduit par peu de droits financiers et peu de financiers prêts à s'engager pour aider le club »*, souligne René Richard, président du Ivry Handball et chargé des problèmes de l'Elite à la Fédération française de handball. L'équation vaut aussi dans le volley-ball et le basket-ball.

Il y a toujours la possibilité de passer avec les collectivités des contrats de prestations. Pré-achat de places, location d'espaces publicitaires sur les maillots et shorts... une pratique déjà largement en cours, mais l'exercice a ses limites. Les sommes payées par les collectivités doivent être *« en adéquation avec la prestation »*, note Jean Bayle-Lespitau. Elles sont, de plus, soumises à la TVA. *« Il y a aussi risque d'abus de biens sociaux en faisant prendre en charge certaines dépenses par des partenaires extérieurs (des emplois par exemple) »*, ajoute Arnaud Dagome.

C'est pourquoi, aux yeux de Pierre Coquand, s'*« il est normal que l'argent public ne serve pas systématiquement »* à payer des joueurs professionnels, *« il faut conserver un minimum de subventions des collectivités »*. Du fait notamment du *« rôle social »* des clubs, avancent les représentants des différents sports. *« Considérons que, de ce fait, il y a délégation de service public justifiant une dérogation à l'interdiction des subventions aux entreprises commerciales »*, suggère Jean Bayle-Lespitau, qui évoque *« un plafond de 25 % à 30 % du budget »* et la prise en compte *« des efforts faits pour développer les recettes privées »*. *« Il faudrait différencier le taux selon les disciplines et les budgets, avec une partie variable en fonction de l'intérêt local »*, ajoute Arnaud Dagome.

Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, a indiqué à plusieurs reprises qu'elle souhaite le maintien des subventions publiques aux groupements sportifs ayant une filiale professionnelle, sous certaines conditions (formation de jeunes, actions à caractère social, création d'emplois...). Ce souhait devrait être l'un des éléments de la loi sur le sport. Reste à savoir quand celle-ci sera examinée par les députés. *« Certaines collectivités ont déjà commencé à préparer des budgets pour 2 000 »*, prévient Arnaud Dagome.

Ph. L. C.

Les basketteurs de Montpellier (à gauche Henry Skeeter lors de la saison 1996-97) vont être relégués en Pro B faute de moyens financiers.

IUNDT DIMITRI/TEMPSPORT

Le tableau de bord

● **FOOTBALL.** Budget : 179,7 millions de francs en moyenne pour les clubs de D1 en 1998 (55,3 à 406,7 millions) ; 33,7 millions de francs pour les clubs de D2 (16 à 76,3 millions). Subventions publiques : 7,86 % en moyenne du budget en D1 ; 18,2 % en D2. Masse salariale : 60,9 millions de francs en moyenne en D1, soit 33 % du budget ; 40 % du budget en moyenne en D2. Dépassement des seuils de 2,5 millions de francs (recettes privées, masse salariale) : les clubs de D1 ; la plupart des clubs de D2.

● **RUGBY.** Budget : 8 à 30 millions de francs pour les 24 clubs d'Elite 1, *« la majorité se situant entre 10 et 20 »*, selon la Ligue nationale de rugby. Subventions : elles peuvent dépasser 70 % du budget pour certains clubs. Elles représentent 5 % à 10 % pour les plus gros. Masse salariale : elle excède en général 2,5 millions de francs, même pour [illegible]7 clubs avec statut d'association. Dépassement du double seuil : au moins 17 clubs.

● **BASKET-BALL.** Budget : 22,7 millions de francs en moyenne pour les clubs de Pro A masculine en 1998 (de 10,9 à 47,5 millions de francs) ; 5,8 millions de francs en moyenne en Pro B. Subventions : en moyenne 6,4 millions de francs en Pro A (de 3,9 à 14,5 millions de francs), soit 32 % des budgets (de 13 % à 67 %) ; en moyenne 3,4 millions de francs en Pro B, entre 37 % et 91 % du budget. Masse salariale : en moyenne 9,5 millions de francs en Pro A ; de 0,7 à 3,4 millions de francs en Pro B. Dépassement du double seuil : les clubs de Pro A ; cinq clubs sur dix-huit en Pro B.

● **VOLLEY-BALL.** Budget : 4[illegible] millions de francs en moyenne pour les clubs de Pro A masculine en 1998 (1,8 million à 8,8 millions) ; 1,5 million de francs en moyenne en Pro A féminine ; 3 millions de francs pour les clubs de Pro B masculine. Subventions : en moyenne 63 % des budgets en Pro A masculine (0,4 à 5,6 millions de francs) ; 72 % en moyenne des budgets en Pr A féminine ; 59,5 % des budgets en moyenne en Pro B masculine. Masse salariale : 0,55 million à 3,2 millions de francs en Pr A masculine ; 0,26 million à 2,1 millions de francs en Pro A féminine. Dépassement du double seuil : deux clubs de Pro A masculine, aucun en Pro A féminine ni en Pro B masculine.

● **HANDBALL.** Budget : de [illegible] million à 7 millions de francs pour les clubs de D1. Subventions : de 1,4 million à 4,7 millions de francs ; en moyenne 68 % des budgets. Dépassement du double seuil : aucun club de D1, les recettes privées s'étageant de 0,4 million à 2,4 millions de francs.

A l'origine, une question de Patrick Balkany

C'est une question au gouvernement, fin 1993, de Patrick Balkany, alors député RPR et maire de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), qui a conduit à la « circulaire Pasqua » sur les subventions publiques aux clubs sportifs professionnels. Travaillant à la création d'une société d'économie mixte pour le basket, M. Balkany voulait que soit précisée la légalité ou non de ces subventions. Le 14 février 1994, le ministre de l'intérieur a rappelé la loi du 2 mars 1982 : pas d'aide publique aux clubs professionnels, assimilés, quel que soit leur statut, à des sociétés commerciales. Les parlementaires ont néanmoins voulu ménager une période transitoire. D'où le décret du 24 janvier 1996 sur la réduction des subventions, pour tomber à 0 fin 1999. Ce texte vise les groupements dont recettes privées et rémunérations excèdent chacune 2,5 millions de francs.

TROIS QUESTIONS À...

GEORGES FRÊCHE

1 Montpellier, dont vous êtes maire et président de district, compte au moins cinq sports (football, basketball, handball, volleyball, rugby) évoluant en première division. Comment jugez-vous l'obligation de ramener à zéro les subventions publiques fin 1999 ?

Personnellement, en tant qu'élu, je suis pour et j'applique cette directive. Il fallait donner un coup d'arrêt à une dérive insupportable, qu'une entreprise de moralité soit enfin réalisée. Le sport de haut niveau ne peut être financé uniquement par les collectivités locales. Cette situation devenait d'ailleurs de plus en plus impossible à gérer avec le surenchérissement en cours dans le domaine sportif.

2 Cette mesure condamne-t-elle certains sports ?

A Montpellier, le football, avec un budget de 80 millions de francs, dont 6 millions de subventions, n'a pas de problème. Handball et volley-ball non plus (nous versons 5 et 4 millions de francs). En revanche, pour le basket, auquel nous avons donné jusqu'à 14 millions de francs sur un budget de 20 millions. Dans cette discipline, continuer à prétendre aux premiers rôles en Pro A supposait un budget de 60 millions. Nous avons appliqué la loi Pasqua cette année en versant 3,5 millions. Mais les recettes des matches et les droits télévision ne compensent pas ce manque à gagner. L'équipe, qui de plus est dernière du championnat, va descendre de division. Cela vaut aussi pour le rugby, auquel nous donnons 2 millions et qui va devoir lui aussi changer de division.

3 Le secteur privé doit-il prendre la relève des financements publics ?

Une loi sur le mécénat sportif, facilitant fiscalement les financements par les entreprises, est nécessaire. Il ne faut cependant pas passer d'un extrême à l'autre. Un équilibre entre apports des entreprises, les recettes provenant des matches et subventions des collectivités doit être recherché. N'oublions pas la dimension sociale des clubs, en particulier l'insertion et la formation des jeunes, qui justifie pleinement le maintien de l'intervention de la collectivité locale.

Propos recueillis par Philippe Le Cœur

Les footballeurs de Bordeaux ont échoué devant la défense en béton du FC Lorient

SYLVAIN WILTORD n'a pas fini d'entendre parler de son escapade inopinée la semaine dernière. Au lieu de transpirer au centre d'entraînement du Haillan (Gironde), l'attaquant bordelais a préféré se rendre à Marseille pour assister à un concert de rap sans prévenir ses dirigeants.

Entre deux séances de travail et une envie subite de s'aérer les méninges, le meilleur buteur du championnat de France (19 buts) a choisi l'évasion. Sans regret puisque son entraîneur, Elie Baup, n'a pas jugé opportun de l'écarter pour la venue du FC Lorient, ni même de lui imposer une brève cure de modestie en le rivant sur le banc des remplaçants. Une sanction financière équivalant à 10 % de ses revenus mensuels est censée rappelée l'impétrant à ses responsabilités.

Il ne restait plus qu'à oublier l'épisode en obtenant un vingtième succès en championnat devant ces Lorientais qui dérivent vers la deuxième division. Mais voilà, le sort a choisi ce mercredi 14 avril et la 29e journée du championnat pour briser l'élan bordelais et sa ligne d'attaque si prolifique depuis le début de la compétition.

Wiltord n'a pas réussi à dérouter la défense adverse, l'une des plus permissives des dix-huit clubs de première division comme si l'air de la Provence avait tari son inspiration. Pour la deuxième fois seulement de la saison, Bordeaux a donc dû se contenter d'un résultat nul (0-0) au parc Lescure. Curieusement, c'est un autre mal-classé, le FC Sochaux, qui avait obtenu le même score (0-0), le 14 novembre 1998.

« L'affaire Wiltord ne nous a pas perturbés, mais le club aurait dû mieux le protéger en réglant ce cas en interne. », a déploré le capitaine de l'équipe, Michel Pavon, avant de pester contre un calendrier trop distendu après avoir imposé aux joueurs une cadence infernale pendant l'automne. *« Quand on ne joue pas pendant dix jours, on a du mal à garder le rythme. »* L'argument est un peu mièvre puisque le FC Lorient est soumis au même régime. A cinq étapes de la fin du championnat, Bordeaux reste toutefois en course pour le titre *« à condition de retrouver nos valeurs »*, précise Elie Baup.

LA LUTTE CONTINUE

Sans doute songe-t-il à ces valeurs collectives qui gonflent les voiles du fringant troisième, l'Olympique lyonnais qui a signé à Montpellier (1-3) son troisième succès consécutif, grâce notamment à un doublé d'Alain Caveglia. Avec désormais cent buts inscrits en première division, le capitaine de l'OL peut bomber le torse : *« C'est le symbole de ma régularité au haut niveau. »* L'AS Monaco reste dans la course à la quatrième place qualificative à la coupe de l'UEFA après son triomphe (3-0), à Auxerre. Triste saison pour les Bourguignons, qui viennent d'aligner quatre revers d'affilée à domicile et bienheureux Guy Roux qui serait limogé dans n'importe quel autre club après une série aussi calamiteuse. *« Nous nous sommes mis en difficulté nous-mêmes »*, a diagnostiqué l'entraineur au bonnet en fixant ses joueurs du regard.

Paris-Saint-Germain s'est momentanément préservé d'une nouvelle crise en échappant de peu à la défaite à Metz (1-1). Les arrêts réflexes de Bernard Lama ont préservé le frêle échafaudage péniblement assemblé par l'entraîneur néophyte Philippe Bergeroo. Strasbourg et Le Havre, qui ont dominé respectivement Toulouse (2-0) et Nantes (2-1), se rapprochent de l'objectif maintien, mais la lutte continue, camarades.

Elie Barth

Nice retarde le retour de Saint-Etienne en D1

Enorme déception pour les 36 000 supporteurs de l'AS Saint-Etienne qui s'étaient déplacés, mercredi 14 avril, au stade Geoffroy-Guichard dans l'espoir de fêter le retour de leur équipe en première division. Battus à la surprise générale par l'OGC Nice (0-2), les Verts, toujours largement en tête du classement, devront attendre le 24 avril, au mieux, pour officialiser leur accession. *« Nous avons livré un match amical en première mi-temps »*, a déploré l'entraîneur stéphanois Robert Nouzaret. C'est pourtant après la pause que les Niçois ont concrétisé logiquement leur supériorité grâce à des buts de Didier Angan (66e) et de Lionel Prat (90e). Troyes, qui accompagnera certainement Saint-Etienne en D1, a été tenu en échec par Laval (1-1), de même que le troisième Sedan à Niort (1-1). Lille, vainqueur de Valence (2-1), revient à quatre points du club ardennais. Le Red Star, qui s'est lourdement incliné à domicile devant Amiens (1-4), aura du mal, désormais, à échapper à la relégation en Nationale.

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME : l'Italien Michele Bartoli, de la formation Mapei, a** gagné, mercredi 14 avril, la Flèche wallonne à l'issue d'une course disputée dans des conditions épouvantables en raison de la pluie, de la neige et du vent. Le numéro un mondial, qui s'est échappé à 80 km de l'arrivée, a devancé le Néerlandais Maarten Den Bakker (Rabobank) et le Belge Mario Aerts (Lotto). Le premier Français, Laurent Genty (BigMat Aubervilliers 93), a terminé 27e.

■ **FOOTBALL : Manchester United disputera la finale de la** Coupe d'Angleterre contre Newcastle après avoir éliminé en demi-finale, mercredi 14 avril, le tenant du trophée, Arsenal (2-1 après prolongation).

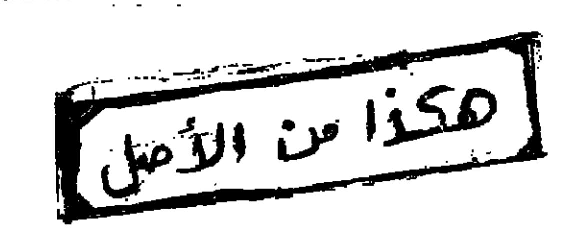
■ **LOTO**

Résultats des tirages n° 30 effectués mercredi 14 avril.

Premier tirage : 21, 23, 32, 33, 34, 39, numéro complémentaire : 5. Rapports pour 6 numéros : 3 353 005 F (511 162,31 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 224 990 F, 34 299,50 € ; 5 numéros : 12 045 F, 1 838,24 € ; 4 numéros et le complémentaire : 444 F, 67,68 € ; 4 numéros : 222 F, 33,84 € ; 3 numéros et le complémentaire : 42 F, 6,40 € ; 3 numéros : 21 F, 3,20 €.

Second tirage : 17, 23, 29, 30, 32, 39 numéro complémentaire : 44. Rapports pour 6 numéros : 14 351 855 F (2 187 926,10 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 224 990 F, 34 299,40 € ; 5 numéros : 10 005 F, 1 525,25 € ; 4 numéros et le complémentaire : 392 F, 59,76 € ; 4 numéros : 196 F, 29,88 € ; 3 numéros et le complémentaire : 36 F, 5,48 € ; 3 numéros : 18 F, 2,74 €.





Le sushi dans tous ses états

Restaurants, mais aussi rayon frais des grandes surfaces mettent à l'honneur les petits morceaux de poisson cru

C'EST L'ENDROIT à la mode, celui qu'il faut voir et où il faut être vu. Depuis le 5 janvier, date de son ouverture, Lô Sushi, à deux pas des Champs-Elysées, ne désemplit pas. Autour du comptoir roulant où défilent des sushis – morceaux de poisson cru posés sur des boulettes de riz vinaigré –, une moyenne de 500 personnes chaque jour jouent des coudes. Au gré de ses envies, chacun pioche ses assiettes. L'addition sera déterminée par leur nombre et leur couleur.

Aménagé par la décoratrice Andrée Putman, ce restaurant design reprend le concept populaire du *kaiten sushi*, *le comptoir roulant*. Il est la dernière idée de jeunes restaurateurs, Laurent Taieb et Alain Attal, qui ont adapté un modèle existant à Londres et à New York. Lô Sushi apparaît comme le symbole de la découverte par les Français de la cuisine japonaise. *« En cette fin de siècle*, explique Rodolphe Bernier de Lô Sushi, *les gens ont envie de retrouver une alimentation simple et rassurante. »*

Les enseignes proposant de la cuisine nippone ne cessent de se multiplier. Et des endroits à la mode, comme des bars de nuit, en inscrivent désormais à leur carte. *Nourriture saine et diététique*, le poisson cru a d'abord séduit une population soucieuse de sa ligne et sensible à la culture nippone.

Il touche maintenant un public plus large, malgré un coût relativement élevé. Keiko Hanano, PDG de Sushi-Map, a contribué à étendre ce phénomène. En septembre 1997, elle ouvre son premier lieu de restauration rapide et divise par deux le prix d'un repas à base de poisson cru. Elle dirige aujourd'hui trois points de vente dans Paris. Seuls 30 % des achats sont consommés sur place, le reste étant emporté. *« Nous assistons à la deuxième vague des restaurants japonais*, estime cette femme d'affaires. *Les premiers ont été implantés par des Japonais. Aujourd'hui, ce sont des Français qui en ouvrent. »*

La grande distribution n'est pas en reste. Carrefour, Monoprix, la Grande Epicerie du Bon Marché proposent des sushis en rayon poissonnerie ou libre-service. Certaines enseignes n'hésitent pas à créer des animations pour encourager une dynamique et accompagner la vente du produit. Le petit *plateau de poisson cru* a permis d'élargir la gamme des plats préparés. Celui-là offre l'avantage supplémentaire de ne pas avoir à être réchauffé. Parallèlement, l'offre de produits japonais a été étendue à des kits sushis, du riz nippon, des feuilles d'algues et des rouleaux de bambou.

Monoprix a ouvert en rayon traiteur ses trois premiers plateaux de sushis dans son magasin de Saint-Cloud, il y a un an. L'enseigne fait aujourd'hui cette proposition dans une quinzaine de magasins. Les produits arrivent chaque jour, à 11 heures et 17 heures. Deux rendez-vous attendus avec impatience par les clients qui font la queue.

A Monoprix, on parle d'engouement. *« Pour notre enseigne très parisienne, cette offre est un plus. Elle correspond à une mode, mais aussi au besoin de sécurité alimentaire des clients »*, précise Jean-François Ferrec, chef de produits pour le rayon traiteur et la restauration rapide en libre-service. Il pense étendre l'offre aux faux sushis à l'anglaise (à base de poisson fumé), qui acceptent deux *jours de délai*.

DÉFERLANTE JAPONAISE

L'art de la table a suivi le mouvement. Daimaru, magasin japonais, n'est plus le seul sur ce créneau. Habitat propose du matériel pour confectionner ses propres réalisations. *Le* magasin Colette, *prompt* à *saisir* les tendances, propose depuis six mois des assiettes carrées et rectangulaires sur plateau. Même Christofle, enseigne traditionnelle par excellence, a mis en vente pour ses magasins au Japon de très chics baguettes en ivoire ou ébène qui sont un succès en Eu*rope*.

Le terrain avait été préparé pour cette déferlante japonaise dans les assiettes. En décoration, les lignes n'ont cessé de s'épurer depuis une dizaine d'années, jusqu'à l'apogée du style zen au Salon maison et objet en janvier. Meubles ras le sol, couleurs *sobres*, *minimalisme des formes* ont fini par accompagner le traditionnel futon.

Mais c'est la mode qui avait ouvert la voie. Dès le début des années 80, des créateurs comme Kenzo, Yamamoto, Comme des garçons et Issaye Miyake, ont apporté en Europe les codes du vê*tement japonais. Les règles sont* simples : vêtements et lignes lâches, longs manteaux qui rappellent le kimono, dépouillement des lignes. Au cours de la décennie 90, le mouvement est amplifié par des créateurs qui accentuent encore l'aspect épuré, jusqu'à un style qualifié de zen. Et aujourd'hui, Alexandre McQueen de chez Givenchy et Jean-Paul Gaultier proposent des collections qui font référence à un Japon plus traditionnel, avec des kimonos et des tongs à semelles compensées.

Cet engouement pour la cuisine *nippone* ravit mais amuse aussi parfois les Japonais. La mode du kaiten sushi n'attire pas les puristes. Au Japon, ces comptoirs tournants sont réservés aux restaurants populaires et aux cantines. *« Un bon cuisinier doit effectuer les sushis devant le client*, explique Sachiro Hattori, qui dirige le centre culturel franco-japonais. *Il doit réaliser un sushi qui se mange en une seule bouchée, à la dimension de la bouche de son client. Entre le maître de cuisine traditionnelle – qui est toujours un homme – et le kaiten sushi, il y a la même différence qu'entre la haute couture et le prêt-à-porter. »*

De la même façon, le saumon, très utilisé en Europe, se consomme peu cru au Japon. Poisson de rivière, donc susceptible d'être victime de la pollution, il est surtout grillé ou salé. Le fait qu'un bon nombre de restaurants asiatiques se soient transformés en restaurants nippons pour bénéficier de l'effet de mode fait craindre à certains que les faveurs pour ce type de cuisine ne soient qu'un feu de paille. C'est ce qui s'était produit pour la cuisine mexicaine il y a une dizaine d'années.

Michèle Aulagnon et Véronique Cauhapé



MANFRED SEELOW/AGENCE TOP

Lexique

● **Dashi** : bouillon clair préparé avec du poisson.
● **Gingembre** : la racine est utilisée fraîche, séchée ou en poudre. Mariné dans le vinaigre, le gingembre s'appelle gari. Mariné dans du sel, c'est le gingembre rouge.
● ***Kombu*** : *algue noire, séchée*, présentée par plaques. Le nori est très parfumé et se vend en plaques, en petits rectangles ou en lanières et s'utilise pour les sushis.
● **Sashimi** : poisson cru.
● ***Sushi*** : *poisson cru avec du riz* cuit et vinaigré.
● **Tempura** : beignet de légumes et de poissons.
● **Tofu** : nom japonais de la pâte de soja.
● **Wazabi** : genre de raifort que l'on vend en poudre et qui doit être additionné d'eau *pour obtenir une pâte*, ou en tube. Il est servi avec le poisson cru ou utilisé dans les sushis.
● **Yakitori** : brochette.

Trois heures pour apprendre l'art du découpage

LIBRE de voitures en ce samedi matin, la place de la Nation à l'est de Paris fait la grasse matinée. Les passants sont encore rares, mais une dizaine de personnes, nez en l'air et plan à la main, s'engouffrent dans le passage Turquetil. Ils se rendent au centre culturel franco-japonais, installé dans une ancienne menuiserie, pour leur premier cours de cuisine japonaise. Durant trois heures, munis de couteaux aigui*sés et les doigts dans le poisson cru, ils seront les* élèves dociles d'un maître de cuisine traditionnelle dont les oracles seront traduits par un interprète. Mais le plus difficile ne sera pas le vocabulaire.

Tout est étrange. Le décor, volontiers minimaliste. Les produits, comme le simple radis noir, appelé daikon, qui sera tranché en fines lamelles transparentes. Le poisson, dont la peau doit être brillante et l'œil encore vif. Aujourd'hui, c'est un chinchard, *poisson blanc, qui est livré aux stagiaires. Il faut lui* trancher la tête, le placer sur une planche à découper, la queue orientée vers la gauche, découper trois filets dans la chair, arracher la peau, enlever les arêtes. Le chef, Bin Muto, effectue la démonstration avec une facilité déconcertante. En tablier blanc, sa femme lui fait passer les instruments et ramasse les déchets tombés à terre.

« L'ART DE LA PRÉSENTATION »

Sandrine, trente ans, s'est déjà coupé un doigt en attaquant le radis, mais poursuit sans hésiter. Elle adore faire la cuisine, expérimente déjà chez elle des plats exotiques, et s'est découvert une passion pour le poisson cru. Son compagnon, Manu, *« adore tout couper »* et impressionne l'assemblée avec ses fils de poireau. Quant à Simon, directeur artistique de trente-sept ans, c'est avec beaucoup de concentration qu'il enlève à la pince à épiler les arêtes du filet de chinchard. Cet Anglais s'est fait offrir le cours de cuisine nippone pour son anniversaire. Il est ravi d'apprendre la technique du sashimi (poisson cru), car il sait déjà faire les makis (sushi roulé dans une feuille d'algue noire), *« C'est très facile, c'est comme rouler une cigarette. »*

Les cours de cuisine organisés par Sachiko Hattori, la directrice du centre culturel franco-japonais, ne désemplissent pas. Il n'y en avait qu'un par mois *en 1996. La cadence est désormais hebdomadaire et* il faut réserver des semaines à l'avance. *« Ceux qui viennent sont attirés par le goût du poisson cru, séduits par une cuisine très saine qui exclut les graisses, et veulent apprendre l'art de la présentation »*, explique cette Japonaise qui a fondé l'Espace Turquetil. *« Il ne faut pas réagir avec notre tête d'Occidental*, ajoute Eric Lieveaux, un Français qui a vécu au Japon et sert d'interprète pendant les cours. *Le sushi, ce n'est pas un morceau de poisson cru avec une boulette de riz. Au Japon, on considère qu'il faut trois ans pour apprendre à faire correctement du riz pour les sushis. »* A ces mots, les stagiaires se regardent d'un air désespéré.

Mais à midi, ils s'installeront autour d'une table pour déguster leurs œuvres. Le repas leur aura coûté 180 francs plus les frais de marché. Certes, la présentation laisse à désirer, mais le grand maître est plein d'indulgence. Carole, trente-cinq ans, est restauratrice. Elle organise des soirées « à thème », comme un repas cubain suivi de musique salsa. Une soirée sushis, avant un cours de yoga, elle est persuadée qu'elle aura des clients.

M. A.

★ **Espace Turquetil, centre culturel franco-japonais, 8-10, passage Turquetil, 75011 Paris, tél. : 01-43-48-83-64.**

Le chauvinisme gastronomique perd des points

LA MONDIALISATION est déjà dans les assiettes et la curiosité est devenue une qualité de gastronome. Depuis plusieurs années, les Français que l'on croyait attachés à leurs valeurs culinaires traditionnelles découvrent avec un bel entrain les charmes de la cuisine exotique, que l'on appelle désormais « cuisine ethnique ». Cet appétit de nouveauté s'est d'abord traduit par la multiplication d'établissements proposant de la cuisine étrangère provenant d'horizons lointains. On ne peut plus, en effet, considérer les pizzerias et les restaurants chinois ou maghrébins comme éloignés de notre culture alimentaire. Désormais, la cuisine japonaise, *mais aussi* tex-mex, thaïlandaise ou brésilienne possède pignon sur rue. A Paris, on estime que, depuis 1995, les restaurants étrangers dans leur ensemble sont plus nombreux que les restaurants autochtones classiques et servent quelque cinq millions de repas chaque jour.

Dans un pays où l'on croyait que le chauvinisme gastronomique était un réflexe tenace, les habitudes commencent à se modifier. Les Français – qui voyagent de plus en plus – ne perdent pas une occasion de se plonger dans l'ambiance dépaysante des restaurants exotiques. Cette liberté gustative s'est également diffusée à grande échelle par le biais des plats cuisinés « ethniques » qui, en quelques années, sont devenus des spécialités incontournables pour les industriels de l'agroalimentaire. En 1998, on estime que 40 % des consommateurs français ont acheté au moins une fois l'une de ces spécialités. Avec la moitié des ventes, les plats asiatiques arrivent en tête devant les spécialités indiennes et tex-mex.

ÉLARGISSEMENT DE L'HORIZON

Selon une étude du cabinet Présence marketing, ce marché enregistre une progression annuelle de ses ventes de l'ordre de 20 %. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, les amateurs de ces spécialités ne sont pas tous des yuppies célibataires avant-gardistes, bien au contraire. Les foyers acheteurs de plats cuisinés ethniques sont le plus souvent constitués d'adultes âgés de trente à trente-neuf ans, ayant deux enfants et disposant de revenus de l'ordre de 16 000 francs, alors que les foyers sans enfants sont sensiblement sous-représentés. Ces plats sont de préférence dégustés en famille (dans plus des trois quarts des cas), mais ils font rarement l'objet d'un repas thématique. Seule la cuisine chinoise fait parfois l'objet d'une consommation exclusive lors d'un déjeuner ou d'un dîner. Globalement satisfait, le public réclame toutefois davantage de choix parmi les produits proposés au rayon frais et plus de clarté sur les emballages.

Cet élargissement de l'horizon alimentaire (qui, notamment, inspire des grandes toques adeptes d'un métissage gastronomique) est sans doute la conséquence d'une crise du repas traditionnel « à la française », avec sa structure en trois assiettes (entrée, plat de résistance, dessert). Généralement conçue autour d'un plat unique ou d'une succession de petits mets, la cuisine exotique semble plus adaptée au mode de vie contemporain et aux réticences grandissantes qui se manifestent autour d'un type d'alimentation trop contraignant.

Jean-Michel Normand



L'horloge biologique est indépendante des mécanismes de la vision

C'est la lumière qui permet au corps des mammifères de se régler sur un cycle de vingt-quatre heures. Mais ce « réglage » ne fait pas intervenir les cônes et les bâtonnets, cellules rétiniennes impliquées dans la perception visuelle

On savait déjà que 15 % des aveugles parviennent à garder une synchronisation de leur horloge interne, bien qu'ils ne perçoivent pas la lumière sur laquelle elle se cale. Plusieurs études récentes apportent un début d'explication de ce curieux phénomène. Elles montrent que la « vision photique », celle qui renseigne sur le moment de la journée où l'on se trouve – et permet donc le réglage de cette horloge – passe par un réseau neuronal totalement différent de celui qui, de la rétine au cerveau, intervient dans la « vision perceptive » qui sert à identifier l'environnement. Il existerait dans l'œil des mammifères des photorécepteurs spécifiques pour réguler la réponse circadienne. Si l'on en croit des travaux précédemment publiés, ces récepteurs utiliseraient un photopigment dérivant de la vitamine A.

NOTRE HORLOGE interne, réglée par la lumière sur un cycle de 24 heures (le « rythme circadien ») correspondant à l'alternance du jour et de la nuit, peut-elle se passer des cônes et des bâtonnets rétiniens ? Autrement dit, les cellules sensorielles de la rétine, qui réagissent en présence d'une forte lumière (pour les cônes, impliqués dans la vision diurne) ou d'une faible lumière (dans le cas des bâtonnets, mis en jeu dans la vision nocturne), sont-elles responsables du fait que l'organisme des mammifères soit bien synchronisé ? Les revues *Science* (dans son édition du 16 avril) et *Nature* (dans le numéro du 15 avril) publient toutes deux des articles qui montrent qu'il n'en est rien : les fonctions de visualisation de l'environnement (vision perceptive) et de renseignement sur le moment de la journée où l'on se trouve (vision photique) font appel à deux réseaux neuronaux différents. La vision photique pourrait solliciter une chromoprotéine (association d'une protéine et d'un pigment) différente de celles intervenant dans la vision perceptive.

Une équipe britannico-espagnole, dirigée par Russell Foster (Imperial College of Science, Technology and Medicine, Londres), et qui signe deux articles dans le même numéro de *Science*, a raisonné pas à pas. Il n'y a aucun doute sur le fait que l'œil est la source primitive de l'information véhiculée par la lumière, qui permet le réglage de l'horloge interne, puisque la perte des deux yeux supprime cette dernière possibilité. On sait également que les projections rétiniennes par lesquelles transitent l'information lumineuse vers les centres visuels et circadiens sont bien distinctes et que la cécité visuelle due à une perte partielle en cônes et en bâtonnets n'entraîne pas nécessairement une atténuation de la réponse circadienne à la lumière. Jusqu'ici, les conclusions n'avaient pas été au-delà d'un double constat : même avec un petit nombre de cônes et de bâtonnets, le système circadien des mammifères peut maintenir une sensibilité normale aux particules lumineuses (les photons) ; l'œil contient des photorécepteurs non identifiés qui interviennent directement ou indirectement dans l'action de la lumière sur le système circadien.

SOURIS AVEUGLES

Pour aller plus loin, l'équipe de Russel Foster a utilisé comme modèle des souris apparemment aveugles à la lumière, puisqu'elles sont totalement dépourvues de bâtonnets, comme de cônes. Ces animaux transgéniques n'ont pas présenté d'atténuation de leur réponse comportementale circadienne à la stimulation lumineuse, ce que l'on appelle le photoentraînement. Cela signifie, selon l'équipe de Russell Foster, qu'il existe dans l'œil des mammifères des photorécepteurs différents des deux types classiques régulant la réponse circadienne. Selon des travaux précédemment publiés, ces récepteurs utiliseraient un photopigment dérivant de la vitamine A.

Dans le second article, l'équipe de Russell Foster a utilisé le même modèle de souris dépourvues des deux classes de photorécepteurs, cônes et bâtonnets, afin de voir si la stimulation lumineuse de la rétine par une source monochromatique entraînait, comme cela est le cas chez la souris normale, l'inhibition de la synthèse de mélatonine par la glande pinéale *(voir ci-contre)*. C'est bien ce qui s'est produit : des cellules différentes des cônes et des bâtonnets, censées ne pas être directement sensibles à la lumière, peuvent agir comme photorécepteurs, ce qui suppose l'existence d'un photopigment également différent agissant dans ces cellules. Parmi les photopigments suggérés tenir ce rôle, figurent ceux, classiques, de la famille opsine/vitamine A, et les cryptochromes Cry1 et Cry2, même si ceux-ci ne font pas l'unanimité.

Ces derniers sont des protéines de la famille des récepteurs à la lumière bleue, qui jouent chez les plantes le rôle d'entraînement de l'horloge biologique. Ils font l'objet de l'étude menée conjointement par l'équipe néerlandaise de Jan Hoeijmakers (Erasmus University, Rotterdam) et celle, japonaise, d'Akira Yasui (Tohoku University, Sendai). Ce travail, publié dans *Nature* du 15 avril, a été conduit sur des souris mutantes dépourvues de ces protéines présentes à l'état normal dans le ganglion rétinien et la couche interne de la rétine. Dans des conditions d'exposition à la lumière normales, les souris ne possédant pas l'un des deux cryptochromes présentent une modification de la périodicité de leur activité locomotrice, soit dans le sens de l'accélération, soit dans celui du retard. Lorsque Cry1 et Cry2 sont tous deux absents, les animaux perdent instantanément la rythmicité de leur activité de libre cours. Les auteurs de l'article de *Nature* en concluent que ces deux cryptochromes sont essentiels au maintien des rythmes circadiens, mais ne peuvent en inférer que ces deux protéines sont bien les candidats recherchés comme photopigments.

Ces études, en particulier celles de Russell Foster et de ses collaborateurs, permettent de mieux comprendre celles menées chez l'homme par l'équipe Czeisler (Harvard University, Boston), explique Howard Cooper, directeur de recherches à l'unité 371 de l'INSERM (Lyon). Czeisler a montré, il y a quelques années, que si 85 % des aveugles avaient une cécité perceptive et photique, 15 % conservaient une vision photique leur permettant de synchroniser leur horloge interne.

Paul Benkimoun

Une synchronisation par la lumière

L'horloge biologique, synchronisée sur le rythme circadien, est un phénomène commun à tous les êtres vivants. Le rythme circadien est généré par la perception d'une information liée à la quantité de particules lumineuses (photons) reçues par la rétine, information transmise par une voie nerveuse, le tractus rétino-hypothalamique, à une structure composée d'un groupe de neurones situés à la base du cerveau, le noyau suprachiasmatique. Des protéines, dont la synthèse dépend de gènes déjà identifiés pour partie (*Le Monde* du 29 septembre 1993 et du 22 mai 1997), constituent le signal déclenchant la sécrétion d'une hormone-clé, la mélatonine, par l'épiphyse ou glande pinéale, localisée au plafond du diencéphale chez les vertébrés. Cette sécrétion est supprimée par l'exposition à la lumière et se produit donc la nuit. La mélatonine renseigne ainsi en permanence l'organisme sur la durée du jour et de la nuit. Lors de voyages avec changements de fuseaux horaires, l'horloge interne va être perturbée et l'organisme subir le phénomène de décalage horaire.

DÉPÊCHES

■ **ESPACE : des programmes d'un montant total de 2,7 milliards d'euros (17,71 milliards de francs),** couvrant la période 1999-2003, seront soumis par l'Agence spatiale européenne (ESA) aux ministres de ses Etats membres, qui doivent se réunir les 11 et 12 mai à Bruxelles, ont annoncé, lundi 12 avril, à Paris, les responsables de l'ESA. S'y ajoutent douze programmes optionnels, parmi lesquels Galileo, le premier projet européen de navigation par satellite (pour un montant de 500 millions d'euros, ou 3 279,78 millions de francs).

■ **Un satellite militaire américain** de détection, lancé, vendredi 9 avril, de Cap Canaveral (Floride), a été placé sur une mauvaise orbite, qui le rend inutilisable. D'un coût estimé à 250 millions de dollars, cet engin devait être intégré au réseau de détection des tirs de missiles, des lancements spatiaux et des explosions nucléaires. « *Nous sommes toujours en train d'essayer de le localiser* », a indiqué, lundi 12 avril, un porte-parole de l'US Space Command, ajoutant que tout espoir de récupérer le satellite DPS (Defence Support Program) n'était pas encore perdu.

■ **VOLCANOLOGIE : le front de lave** qui s'écoulait depuis le 28 mars sur le flanc du mont Cameroun (350 km à l'ouest de Yaoundé), menaçant une agglomération d'un millier d'habitants (*Le Monde* du 7 avril), a dévié de sa trajectoire et a ralenti en approchant de la côte. Aucune maison n'a été touchée, mais les autorités, craignant des problèmes de pollution quand les laves en fusion atteindront la mer, ont décidé d'évacuer les villages proches.

Les autorités américaines envisagent un financement public des recherches sur l'embryon humain

LES BIOLOGISTES américains pourront-ils bénéficier, à court terme, de crédits publics pour mener des recherches sur l'embryon humain ? Alors que des responsables politiques et religieux s'opposent vigoureusement à une telle éventualité, un comité d'experts chargé de conseiller les autorités gouvernementales de Washington vient de rendre publiques des conclusions très modérées.

Depuis 1994, une loi américaine interdit de verser de l'argent public aux équipes travaillant sur l'embryon humain. Cette situation est souvent qualifiée d'« *hypocrite* » par les chercheurs européens, dans la mesure où ces recherches ne sont pas interdites dès lors qu'elles sont financées par des fonds privés. L'annonce récente que des chercheurs américains avaient réussi à mettre en culture des cellules embryonnaires humaines « totipotentes » (ou cellules-souches), capables de se différencier et de donner naissance aux différents tissus de l'organisme humain (*Le Monde* du 7 novembre 1998), a bouleversé totalement les données du problème. Les espoirs thérapeutiques considérables ouverts par cette première, autant que les perspectives scientifiques et financières qui s'y rapportent, ont conduit les responsables des Instituts nationaux américains de la santé (NIH) à tout mettre en œuvre pour qu'un financement public soit au plus vite autorisé.

Une commission de treize experts désignés par Harold Varmus, Prix Nobel de médecine et directeur des NIH, vient de faire savoir dans quelles conditions un financement public pourrait, à l'avenir, être accordé aux équipes américaines volontaires pour s'engager au plus vite dans ce nouvel « eldorado scientifique ». Elle recommande, tout d'abord, d'interdire le financement de travaux qui se proposeraient – comme le fait un avant-projet de loi belge (*Le Monde* du 7 janvier) – de créer des embryons humains à des fins exclusives de recherche, puis de les détruire après utilisation. Elle s'oppose, de la même manière, à la création d'embryons par clonage.

Les experts des NIH préconisent, en revanche, de ne pas interdire le financement de travaux portant sur des lignées de cellules totipotentes déjà existantes (obtenues dans le secteur privé), à la condition que ces lignées soient issues d'embryons humains conçus pour des couples stériles, mais ne faisant plus l'objet d'un « *projet parental* ». Dans le même ordre d'idées, un financement fédéral pourrait être accordé à des travaux sur des cellules totipotentes issues de fœtus provenant d'avortements ou de fausses couches.

CONTEXTE POLÉMIQUE

Cette prise de position s'inscrit dans un contexte hautement polémique. Plus de 75 membres du Congrès américain ont fait savoir qu'à leurs yeux la loi de 1994 s'applique bel et bien aux recherches sur les cellules embryonnaires totipotentes. Ils sont rejoints sur ce thème par plusieurs organisations religieuses et par les porte-parole des opposants à la pratique de l'interruption volontaire de grossesse. Le président Clinton a saisi la Commission nationale américaine de bioéthique.

En France, dans l'attente de la relecture prochaine des lois de bioéthique de 1994, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent dans la communauté scientifique pour obtenir un assouplissement des dispositions législatives actuelles qui interdisent, de facto, de faire de l'embryon humain un objet de recherche, quelle que soit son origine.

Jean-Yves Nau



Fraîcheur, nuages et averses

VENDREDI, une vaste zone dépressionnaire étant située de la mer du Nord à la France, de l'air très froid d'altitude persistera sur notre pays. Le temps sera encore très instable et agité jusqu'à samedi, restant frais pour la saison.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Les nuages resteront nombreux, avec de fréquentes averses et des orages locaux accompagnés de grêle ou de grésil. Il fera de 8 à 10 degrés l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Les éclaircies du matin laisseront place à un ciel très nuageux l'après-midi, avec des averses et des orages locaux, parfois accompagnés de grêle ou de grésil. Il fera de 8 à 10 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Les nuages et les éclaircies alterneront le matin, puis l'après-midi, le ciel sera très nuageux, avec des averses, localement orageuses. Il fera de 8 à 10 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Sur Midi-Pyrénées, les nuages et les éclaircies alterneront, avec des averses l'après-midi. Ailleurs, le temps sera très agité, avec des averses orageuses, accompagnées parfois de grêle ou de grésil. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort en rafales près des côtes. Le thermomètre marquera de 10 à 13 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur l'est de Rhône-Alpes, le ciel restera très nuageux, avec des averses de neige au-dessus de 700 mètres. Ailleurs, les éclaircies du matin laisseront place à un ciel très nuageux l'après-midi, avec des averses. Il fera de 8 à 11 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Sur le Languedoc-Roussillon, les nuages et les belles éclaircies alterneront. Ailleurs, les nuages seront nombreux, avec des ondées et un peu de neige au-dessus de 1 000 mètres. Il fera de 12 à 16 degrés.

16 AVRIL 1999
Prévisions vers 12h00

Ensoleillé – Peu nuageux – Brèves éclaircies – Couvert – Brume brouillard – Averses – Pluie – Orages – Neige – Vent fort

METEO FRANCE

PRÉVISIONS POUR LE 16 AVRIL 1999
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	25/30 N	KIEV	11/19 S	VENISE	10/14 P	LE CAIRE	17/31 S
				POINTE-A-PIT.	23/30 S	LISBONNE	9/15 C	VIENNE	11/15 P	MARRAKECH	7/20 S
				ST-DENIS-RÉ.	22/30 S	LIVERPOOL	4/7 P	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	16/26 N
				EUROPE		LONDRES	4/10 C	BRASILIA	19/29 S	PRETORIA	15/29 S
				AMSTERDAM	2/10 N	LUXEMBOURG	1/10 N	BUENOS AIR.	6/15 S	RABAT	7/17 N
FRANCE métropole		NANCY	0/11 N	ATHENES	12/23 C	MADRID	1/11 C	CARACAS	24/29 N	TUNIS	13/20 N
AJACCIO	10/15 N	NANTES	3/9 P	BARCELONE	6/15 N	MILAN	8/14 P	CHICAGO	4/8 P	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	4/11 P	NICE	8/16 N	BELFAST	2/6 C	MOSCOU	7/18 S	LIMA	18/24 N	BANGKOK	24/31 P
BORDEAUX	0/11 P	PARIS	0/9 N	BELGRADE	11/24 N	MUNICH	1/6 P	LOS ANGELES	16/23 C	BOMBAY	23/33 S
BOURGES	0/10 N	PAU	1/11 N	BERLIN	3/11 C	NAPLES	11/19 P	MEXICO	13/25 N	DJAKARTA	26/30 P
BREST	3/8 P	PERPIGNAN	7/15 S	BERNE	2/8 P	OSLO	-3/5 C	MONTREAL	0/10 S	DUBAI	21/29 S
CAEN	4/9 P	RENNES	1/10 P	BRUXELLES	2/10 N	PALMA DE M.	5/15 N	NEW YORK	9/11 P	HANOI	25/28 C
CHERBOURG	1/9 P	ST-ETIENNE	1/10 N	BUCAREST	8/20 S	PRAGUE	4/7 P	SAN FRANCIS.	12/19 C	HONGKONG	23/25 C
CLERMONT-F.	0/12 N	STRASBOURG	1/11 N	BUDAPEST	11/21 C	ROME	12/17 P	SANTIAGO/CHI	6/26 S	JERUSALEM	12/25 S
DIJON	0/12 N	TOULOUSE	2/12 N	COPENHAGUE	2/9 N	SEVILLE	5/18 N	TORONTO	3/11 C	NEW DEHLI	17/36 S
GRENOBLE	4/10 N	TOURS	1/10 P	DUBLIN	2/7 C	SOFIA	5/20 N	WASHINGTON	13/19 P	PEKIN	7/19 S
LILLE	0/8 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	3/14 C	ST-PETERSB.	4/16 S	**AFRIQUE**		SEOUL	9/16 S
LIMOGES	0/8 P	CAYENNE	24/30 N	GENEVE	5/9 N	STOCKHOLM	0/10 N	ALGER	9/17 N	SINGAPOUR	27/31 C
LYON	3/10 N	FORT-DE-FR.	24/29 N	HELSINKI	5/9 P	TENERIFE	13/19 S	DAKAR	17/22 S	SYDNEY	15/21 C
MARSEILLE	4/13 S	NOUMEA	23/27 P	ISTANBUL	13/21 S	VARSOVIE	10/20 C	KINSHASA	20/33 N	TOKYO	13/18 N

Situation le 15 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 17 avril à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **AÉRIEN.** La compagnie irlandaise Ryanair doit ouvrir, jeudi 22 avril, deux nouvelles lignes au départ de Biarritz et Dinard vers Londres Stansted. Jusqu'au lundi 31 mai, l'aller-retour sera facturé 490 F (74,70 €), prix hors taxes. Ces liaisons s'ajouteront aux vols qui, de Beauvais, desservent Dublin quatre fois par jour et Glasgow (Prestwick) une fois par jour. Renseignements au 05-59-43-83-83 (Biarritz) et 02-99-46-18-46 (Dinard).

■ **FRANCE.** Parution de la 9e édition du Guide des villes de congrès en France (un ouvrage bilingue français/anglais) qui recense plus de 533 établissements de réunions dont 64 centres de congrès, 151 établissements divers de réunions et 318 hôtels de séminaires répartis dans 42 villes. A noter dans cette édition 1999 quatre nouvelles destinations : Beaune, Besançon, Dijon et Pau. Renseignements au 01-42-65-10-01.

VENTES

Les années d'or des émaux de Longwy

LES ÉMAUX de Longwy, que l'on trouve sur toutes les brocantes, font partie des objets de collection naguère dédaignés des amateurs, hormis quelques passionnés qui ont su voir l'intérêt de ces pièces avant les autres. Parmi ces découvreurs, Jean-Michel Warin propose aujourd'hui aux enchères un ensemble représentatif de cette production qui sera vendu à Drouot vendredi 23 avril.

En Longovicie – ainsi appelle-t-on la région de Longwy, en Lorraine –, la mise au point des fameux émaux remonte aux années 1860-1870. Eugène Collinot, faïencier fasciné par l'Orient et ses céramiques, y trouve une double source d'inspiration : à la technique des faïences persanes du XVIIIe siècle, il allie le répertoire des formes et des glaçures de l'Orient et de l'Extrême-Orient. Sa méthode consiste à peindre les décors avec des émaux auxquels la cuisson conserve un léger relief qui accroche la lumière et enrichit les couleurs de nuances. C'est presque abusivement qu'ils ont été appelés émaux, en référence aux cloisonnés chinois, dont la pâte vitreuse (et non terreuse) est coulée dans un support métallique. Ces décors nouveaux vont connaître un développement industriel. A Longwy, la manufacture Huart Frères les fabrique de 1866 à 1901, puis devient la Société anonyme des faïenceries de Longwy jusqu'en 1977. D'autres centres ont également produit des émaux semblables, notamment Gien à la même époque.

Les influences persane, indienne, chinoise ou japonaise marquent la majorité des pièces. Une des plus originales offre un décor tiré d'une estampe du maître japonais Hokusai à motif de hérons sur fond craquelé, qui décore une jardinière montée sur bronze (30 000 F, 4 580 €).

IRRUPTION DE L'ART DÉCO

Un brûle-parfum à dominante turquoise mêle une forme traditionnelle des cloisonnés Ming, avec son couvercle surmonté d'un chien de Fô, à une polychromie d'inspiration persane (15 000 F, 2 290 €). Une jardinière en menuiserie déploie des panneaux de faïence ornés de motifs ottomans (10 000 F, 1 527 €).

Il s'agit là des prix les plus élevés, liés à la rareté des sujets et à la beauté des décors. De nombreuses autres pièces sont estimées entre 2 000 F et 7 000 F : une paire de vases d'inspiration indo-persane (7 000 F, 1 069 €), une pendulette et deux bougeoirs de style Renaissance ornés d'un semis de fleurs chinois (5 000 F, 763 €), une paire de vases bleu turquoise à décor en relief japonisant (3 000 F, 458 €).

Après la guerre de 1914, l'art déco s'infiltre dans les décors. Un vase de forme boule, typique de ce style, est orné du semis de fleurs chinois qui est un succès de Longwy, redistribué dans une stylisation géométrique au goût du jour (2 500 F, 381 €). Un petit vase 1925, avec des sections hexagonales à pans, alterne des craquelés unis et des panneaux à semis (700 F, 106 €).

Si le décor et la rareté restent les principaux critères de valeur, les dimensions des céramiques influent également sur les prix, et on trouve de nombreuses petites pièces à moins de 1 000 F, 152,44 € : assiette à décor naturaliste japonisant (500 F, 76 €), vase art déco (800 F, 122 €), moineaux décoratifs d'esprit art déco (700 F, 106 €), porte-savon à motif en relief (200 F, 30 €).

Catherine Bedel

★ **Drouot-Richelieu, vendredi 23 avril. Exposition la veille de 11 heures à 18 heures. Le matin de la vente de 11 heures à 12 heures. Étude Binoche 5, rue La Boétie, 75008 Paris; tél. : 01-47-42-78-01. Expert : Jacques Peiffer, Château-Saint-Jean-l'Aigle 54400 Herserange, tél. : 03-82-24-58-20.**

■ **MOBILIER.** Du mobilier français et italien du XVIIIe siècle sera présenté, du lundi 19 au jeudi 22 avril, dans les locaux parisiens de Christie's. Les pièces maîtresses sont une commode Louis XVI estampillée Garnier, d'après un dessin de Brongniart (de 5 à 8 millions de francs, de 753 359 à 1 221 374 €) et une paire de consoles du Palais Borghèse à Rome, ornées de plateaux en mosaïque (de 6 à 9 millions de francs, de 916 030 à 1 374 045 €).

★ **Christie's, 6, rue Paul-Baudry, 75008 Paris. Du 19 au 22 avril, de 10 heures à 18 heures.**

Calendrier

ANTIQUITÉS

● **Bordeaux** (Gironde), antiquités-brocante, place des Quinconces, du jeudi 15 avril au dimanche 9 mai, de 10 à 19 heures, 130 exposants, entrée libre.

● **Gap** (Hautes-Alpes), antiquités-brocante, centre-ville, du vendredi 16 au dimanche 18 avril, le vendredi de 14 à 19 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures, 30 exposants, entrée 10 F, 1,52 €.

● **Revel** (Haute-Garonne), antiquités-brocante, salle polyvalente, du vendredi 16 au dimanche 18 avril, de 10 à 19 heures, 55 exposants, entrée 10 F, 1,52 €.

● **Guebwiller** (Haut-Rhin), antiquités-brocante, centre-ville, du vendredi 16 au dimanche 18 avril, le vendredi de 14 à 19 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures, 26 exposants, entrée 10 F, 1,52 €.

● **Moulins** (Allier), parc expo, quartier Villars, du samedi 17 au dimanche 18 avril, de 9 h 30 à 19 heures, 45 exposants, entrée 20 F, 3,05 €.

● **Rumilly-lès-Vaudes** (Aube), antiquités-brocante, au Manoir, samedi 17 et dimanche 18 avril, de 8 à 20 heures, 50 exposants, entrée 12 F, 1,83 €.

● **Ivry-la-Bataille** (Eure), antiquités-brocante, salle polyvalente, samedi 17 et dimanche 18 avril, de 9 à 18 heures, entrée 15 F, 2,29 €.

● **Veigné** (Indre-et-Loire), Salon national de l'antiquité, salle des fêtes, samedi 17 et dimanche 18 avril, de 10 à 19 heures, 30 exposants, entrée 20 F, 3,05 €.

● **Villefranche-sur-Saône** (Rhône), Salon des antiquaires, parc expo, samedi 17 et dimanche 18 avril, de 9 à 20 heures, 75 exposants, entrée 35 F, 5,34 €.

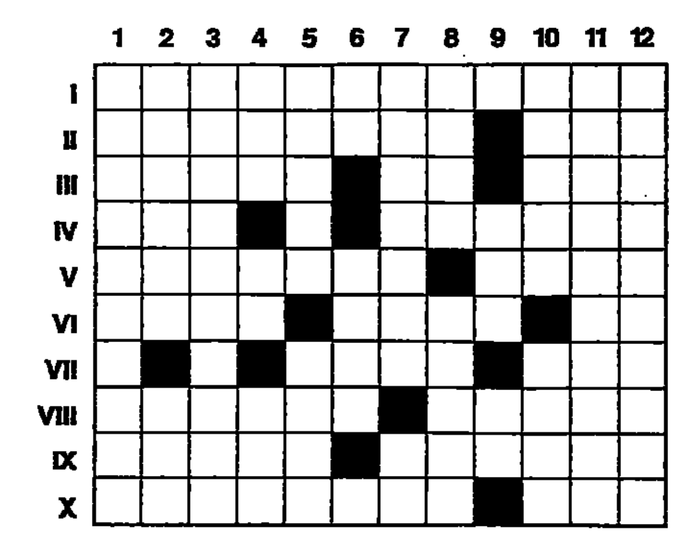
COLLECTIONS

● **Thury-Harcourt** (Calvados), forum de la miniature-modèles réduits, salle du gymnase, samedi 17 et dimanche 18 avril, de 9 h 30 à 18 h 30, 50 exposants, entrée 10 F, 1,52 €.

● **Sarzay** (Indre), au château de Sarzay, samedi 17 avril, de 9 à 19 heures, 22 exposants, entrée 20 F, 3,05 €.

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 99090

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. Les écolos sont intraitables sur ce sujet. – II. Travaille à la circulation souterraine. Commun en Méditerranée. – III. Vint en Europe et s'installa en Irlande. Grecque. Alliance du lion et des chevrons. – IV. Part de la couronne. Il faut le

un gros porteur. – IX. Altère la note. Satisfaite par plaisir. – X. Espèces en forêt. Circule au Japon.

VERTICALEMENT

1. Pour être sûr qu'il arrive à bon port. – 2. Meneuse d'hommes

au vaincu. – 7. Que l'on retrouvera mot à mot. Article. – 8. Grand lac. Bonnard, Vuillard et leurs copains. – 9. Cadeau empoisonné. Appréciation en marge. – 10. Dans la banlieue d'Helsinki. Bien occupé. – 11. Comme une voix venue des fosses. – 12. Même importante, elle ne fait que l'intermédiaire.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99089

HORIZONTALEMENT

I. Adjudication. – II. Piétine. Eole. – III. Pet. Snif. – IV. Asociales. Vé. – V. Renan. Eroder. – VI. Stéarine. – VII. TP. Aspic. Spi. – VIII. Eedi (idée). Ré. Niet. – IX. Usurière. Gui. – X. Recensement.

VERTICALEMENT

1. Appariteur. – 2. Dièse. Pèse. – 3. Jetons. Duc. – 4. Ut. Cataire. – 5. Divines. In. – 6. In. Après. – 7. Cellérière. – 8. Eric. Em. – 9. Tesson. – 10. Ion. Design. – 11. Olive. Peut. – 12. Néfertiti.

L'ART EN QUESTION N° 113

En collaboration avec  Réunion des Musées Nationaux

Femme fatale

LE CYCLE du roi Arthur et des chevaliers de la Table ronde est une source d'inspiration majeure pour Edward Burne-Jones, peintre anglais attaché au courant préraphaëlite. L'épisode représenté ici montre Nimüe, appelée aussi Viviane, qui vient de prendre Merlin au piège et lui vole son grimoire. Elle négocie l'amour de l'enchanteur en échange de son savoir. La sinuosité de la silhouette de la femme est soulignée par les torsions de la végétation.

Avec son ami Dante Gabriel Rossetti, le peintre britannique Edward Burne-Jones élabore l'image de la femme préraphaëlite, longiligne, à la chevelure flamboyante. Deux femmes ont été à la source de cette image féminine. Il s'agit de :

● Jane Burden ?
● Julia Margaret Cameron ?
● Elisabeth Siddal ?

Réponse dans *Le Monde* du 23 avril

Solution du jeu n° 112 paru dans *Le Monde* du 9 avril

Le poème de Paul Eluard, illustré par Fernand Léger, s'intitule *Poésie et vérité* (1942). *L'Honneur des poètes* (1943) regroupe un collectif de poètes engagés contre l'occupant, *Jour de colère* (1942) est de Pierre Emmanuel.



PHOTO RMN

PRINTEMPS DE BOURGES Trois voix de vingt-cinq à trente ans bousculent les idées reçues sur les musiques électroniques, techno en tête. ● ALEC EMPIRE, entrepreneur alternatif, crache sa haine du capitalisme et des compromissions. ● GIULIA LOLI, héritière d'un passé compliqué, est devenue à Brooklyn le symbole d'une nouvelle génération de femmes DJ. ● SCOTT GROOVE, qui a participé à l'avènement de la scène *house* à Detroit, assume l'héritage du rock'n'roll ou de la soul. ● MARDI 13, au premier soir du Printemps de Bourges, la chanteuse arabo-européenne Natacha Atlas n'a pas convaincu, alors que le teigneux trio Silverchair, augmenté d'un clavier, a su clamer haut et fort sa foi dans le rock. ● MERCREDI 14, nos envoyés spéciaux sont allés à la rencontre des groupes français et ont écouté Andre Williams.

Trois voix nouvelles bousculent la scène des musiques électroniques

Alec Empire, Berlinois de vingt-sept ans, Mutamassik, Italo-Egyptienne de vingt-cinq ans, Scott Groove, Américain de trente ans, démentent la réputation de non-engagement de la techno ou des autres mélanges fondés sur l'usage intensif des machines

MUSIQUES électroniques, techno, *house* ? Quelle définition donner aux nouvelles musiques qui imprègnent aujourd'hui toutes les autres, imposant d'insolents mélanges planétaires, de rigoureux emprunts à l'histoire du jazz et du rock ? Fondées sur l'usage intensif des machines et l'obsession de la danse collective, elles ont longtemps traîné une réputation de non-engagement. Est-ce toujours le cas ?

● Alec Empire, terroriste sonore berlinois

Alec Empire et son groupe Atari Teenage Riot ont placé une bombe dans les rouages de la Love Parade allemande. Pourfendeur de l'oecuménisme techno, ce punk berlinois de vingt-sept ans converti à la technologie digitale s'est signalé, en 1992, en publiant un premier single, *Hetzjagd Auf Nazis* (« Chasse aux nazis »), qui réduisait en cendres l'apolitisme plus ou moins proclamé des DJ : *« La techno est morte, bouffée par sa passivité et son flirt avec l'industrie. »* Depuis, son discours et sa musique, mélange extatique de guitares punk (samplées) et d'électronique *hardcore*, n'ont cessé de cracher leur haine du capitalisme et des compromissions. *« ATR n'est pas juste un groupe, nous sommes une attitude, un énoncé politique, un appel aux armes contre l'auto-complaisance et la répression. Nos vies, actions et convictions représentent une haine du contrôle que le gouvernement et la société essaient d'imposer aux libertés individuelles au nom de la démocratie. »*

Multipliant les références à la Fraction armée rouge, ce terroriste sonore plaide pour un anarchisme mêlant engagement et esthétique du chaos. *« Le son de l'émeute produit des émeutes. »* Dominant à nouveau *60 Second Wipe Out*, troisième album d'Atari Teenage Riot, le bruit a sa fonction et sa beauté. *« Le bruit est une insulte au conservatisme, il touche les gens sur un plan émotionnel et produit l'énergie du changement. »* Entrepreneur alternatif, Alec Empire a créé un label, Digital Hardcore Recordings, dont les musiciens se produisent en scène souvent avec Atari Teenage Riot. Le cyberpunk, capable en solo de pauses plus méditatives *(The Geist of Alec Empire)*, reste sur le qui-vive et se méfie de son propre pays. Peut-être parce que son grand-père est mort dans un camp de concentration. L'actualité ne cesse de l'inquiéter. *« Je condamne la politique de Milosevic, mais je suis effrayé de voir l'Allemagne capable d'entrer en guerre. Je crains l'extension de son pouvoir en Europe. »*

● Mutamassik, l'ethno-techno new-yorkaise

Giulia Loli, vingt-cinq ans, italo-égyptienne arrivée aux Etats-Unis à l'âge de cinq ans, est issue d'une famille copte, communauté maltraitée par l'Egypte musulmane. Elle a hérité de ce passé croisé une conscience aiguë de la difficulté et de l'importance d'appartenir à une minorité. A Brooklyn, elle est devenue le symbole d'une nouvelle génération de femmes DJ. Sous le nom de Mutamassik (parfois celui de KMT Babomb USA), *« ce qui signifie*, dit-elle, *une main de fer, une prise énergique »*, elle défend l'idée de la résistance par les sons. Il y a urgence : *« Aujourd'hui, alors que l'industrie du disque est un loisir de masse, la musique a infiniment plus de pouvoir sur les enfants que les politiciens. »*

Dans un mélange d'*« ancien style »*, d'électronique et de hip-hop, Mutamassik s'engage dans la reconstruction des *« racines africaines du peuple américain »*. Elle évolue avec habileté sur la scène *drum n'bass* de New York, disc-jockey au sein du collectif Soundlab, ou aux côtés des citoyens de la planète concentrés à Brooklyn : Badawi, DJ orientaliste d'origine israélienne, l'Iranien Professor Shehab, le rasta Doctor Israël, le Français Jean-Pierre Shuys, les gens du label Baraka, ceux de World-Sound ou de Trumistic, des logos qui en disent long sur les intentions, universalité et mysticisme compris.

L'épaisseur des musiques électroniques new-yorkaises se retrouve dans celle de Mutamassik. Comme ses pairs, elle compose des titres bigarrés à l'ethno-world – *Immigrants on course*, *Saa'idi Hardcore* –, la photo du premier single montre la Vallée des Rois en Haute-Egypte. *« Ma culture est influencée par la musique saa'idi* [danse des bâtons originaire de Nubie] *de l'extrême-sud égyptien, d'où mon grand-père est originaire*, explique-t-elle. *J'en ai gardé le rythme en tête depuis mon enfance. »* Arabesques, mélopées de minarets se croisent dans un magma de sons urbains, structurés par d'impressionnants alliages rythmiques. *« En Egypte, tout s'est mélangé, la culture copte, Oum Kalsoum, la musique classique arabe. Ici, j'ai créé le saa'idi hard core. »*

● Scott Groove, le funk électronique festif

Scott Groove a passé de longues nuits à préparer de nouveaux sons et rythmes pour ses concerts en France. DJ depuis 1989, clavier depuis plus longtemps, producteur, Scott Groove a beau avoir le goût de l'improvisation lors de ses concerts – *« comme dans le jazz qui est l'une des musiques qui m'ont influencé, avec le funk des années 70 »* –, ce n'est pas une raison pour arriver derrière les machines avec trois disques et une idée. Scott Groove est né il y a trente ans à Detroit (Michigan). Il a participé, discrètement, à l'avènement de la scène *house* dans la ville de l'automobile où ont officié les fondateurs du genre, le groupe Inner City de Kevin Sanderson, Larry Heard, Derrick May, Jeff Mills ou récemment Blaze, avant de devenir une référence.

Deux succès l'y ont aidé : celui du mix d'*Expansions*, composition du pianiste de jazz Lonnie Liston Smith, où il a placé un solo mémorable du vibraphoniste Roy Ayers ; celui de *Mothership Reconnection*, remixé d'après *Mothership Connection*, de George Clinton, héros de Scott Groove, hymne funk joué par Parliament et Funkadelic, groupes allumés de Clinton. Durant les concerts du Miller-Scott Project – en association avec le joueur de congas Alton Miller –, le morceau peut s'étendre à l'infini, traversé d'un humour discret et d'un swing très caractéristique de l'ancrage soul de Scott Groove. *« Ce qui m'intéresse, quand je suis DJ, c'est de laisser entendre ce qui a été déjà fait par le rock'n'roll, la soul, le passé. Je montre d'où je viens et où je vais. »*

Stéphane Davet, Véronique Mortaigne et Sylvain Siclier



FRANCK FRANCA

Giulia Loli, DJ américano-italo-égyptienne, joue sous le nom de Mutamassik : « Une main de fer, une prise énergique. »

★ DJ Mutamassik (avec Musafir, Rachid Taha, Sinsemilia, Tryo, Femi Kuti) ; le 16 avril, à 19 heures (à l'Igloo). Scott Groove, Nuit « 1999 : électro fédération » ; le 17, de 21 heures à 7 heures du matin (à l'Igloo). Atari Teenage Riot (avec Fever, Christoph de Babalon, Shiuzo) ; le 17, à 22 heures (Germinal). Tél. : 02-48-24-30-50. www.printemps-bourges.com/

INSTANTANÉ

ATLAS, NON ; SILVERCHAIR, OUI

D'accord, le trac – Bourges et son rassemblement de professionnels peut être un enjeu – et des problèmes techniques ont certainement joué contre Natacha Atlas et ses musiciens. A peine commencé, leur concert à la Maison de la culture de Bourges, mardi 13 avril, s'interrompt. Une fois, deux fois. Des techniciens soulèvent les tissus rouges et rose qui décorent les enceintes acoustiques, vérifient les câblages. Cela prend quelques minutes. Pour retrouver l'élan de l'entrée en scène, il faut un peu de temps, de l'expérience. Mais tout de même, il n'y eut dans la prestation de la chanteuse arabo-européenne qu'une mécanique pas vraiment bien réglée, peu de passion, peu d'envie.

Avec son récent disque, *Gedida* (Mantra/Labels), Natacha Atlas avait su combiner le châabi, la chanson populaire du Caire et les zébrures électroniques de la scène londonienne (*Le Monde* du 6 février). A Bourges, il n'en reste qu'un pâle décalque, des morceaux joués pratiquement tels quels – pourquoi alors faire de la scène ? – et la vision constante d'un orchestre qui attend que ça passe. Pour qu'il y ait du spectacle, Natacha Atlas, petite voix dont on voudrait entendre plus de nuances, esquisse des pas de danse et des ondulations. Le geste pourrait être sensuel. Dans la salle, il y a bien quelques encouragements rituels, mais le déclic ne vient pas. Plus bas, après avoir traversé la petite foule du premier soir s'égaillant entre les baraques de victuailles et les vendeurs de bijoux et de fringues babas, c'est au Pavillon Lion, un hangar bétonné, que le plaisir basique du concert-communion a pris forme. Silverchair, trio teigneux, augmenté d'un clavier, a clamé haut et fort sa foi dans le rock. Ils ont l'assurance et la morgue qui font de chaque concert le grand soir. Le chanteur leader, sec comme une trique, a bondi comme un diable d'une boîte à surprises. Il a alors entonné le credo du groupe – *« Body and soul, I'm a Freak »* (« corps et âmes, je suis un monstre de foire »). Direct, précis, envoûtant.

Sylvain Siclier

Andre Williams, cabot magnifique et chanteur lubrique

DES ENTRÉES en scène comme celle d'Andre Williams viennent de la vieille école du blues et de la soul. Que ce soit B. B. King, James Brown, Wilson Pickett ou Al Green, les musiciens accompagnateurs ont droit à trois ou quatre morceaux avant qu'un maître de cérémonies n'annonce le nom de la star. C'est du spectacle, un show. Donc, The Countdowns, un trio emmené par l'efficace guitariste et chanteur Brian Waters, fait d'abord son truc, un rock dur, proche des origines noires ; l'apport d'un second guitariste, vêtu, comme les trois autres, d'une chemise rouge brillante, irait même donner au groupe la dimension d'un grand orchestre. Et le voilà, Andre Williams, surnommé « Black Godfather », le parrain noir.

La formule a du bon. Quasi inconnu pour la majorité du public au Pavillon Lion, mercredi 14 avril, le chanteur, qui écume les clubs et les bars de la côte ouest des Etats-Unis ou de la région de Chicago, devient instantanément une « légende ». Et comme tout le monde ne demande qu'à se laisser prendre, il en rajoute des tonnes, cabot magnifique, acteur de sa propre mise en scène. Andre Williams admet soixante-six ans mais en paraît dix de moins. La scène est son domaine. Il ne reste pas en place, révise les pas de danse dont le hip-hop s'inspire aujourd'hui. Il a les costumes larges et tape-à-l'œil du maquereau de Harlem, ceux que les flics héros des romans de Chester Himes coursent de page en page. Rapidement la veste tombe, la chemise s'ouvre.

Le show d'Andre Williams est un prêche gospel – il démarre en trombe à coups d'*« Halleluyas »* fervents – sur fond de rock'n'roll (tendance gros son) avec des textes qui sont autant d'appel à la fornication. La musique noire, le blues, la soul ont souvent joué de cet apparent paradoxe, notamment avec des mots et des expressions à double sens.

LE SACRÉ ET LE SEXUEL

Mais quand Al Green, pour ne citer que lui, mêle le sacré et l'acte sexuel en se repentant à chaque refrain, Andre Williams assume et plutôt deux fois qu'une. Si les maris le regardent de travers, dit-il, c'est parce que son engin a comblé leurs épouses ; ta nouvelle voiture *baby*, tu l'auras si tu me laisses t'honorer. Sans fioritures, franchement salace, Andre Williams se sort pourtant du piège de la vulgarité. Il a de l'humour, joue avec la culture black et les fantasmes des Blancs.

La voix n'a plus tout à fait la même puissance que dans les années 50, lorsqu'il chantait *Bacon Fat*, *Jailbait*, *Shake a Tailfeather* et autres futurs classiques du rhythm'n'blues. Mais Williams tient encore son rang. Après lui, le John Spencer Blues Explosion, trio newyorkais à deux guitares et une batterie sur lequel la presse anglo-saxonne délire depuis plusieurs années, tente le même mélange de sexe et de rock. Mais il y a chez eux trop de calcul audible. L'amour physique il ne faut pas seulement le faire, il faut aussi y croire.

S. Si.

Les tribus convergentes

BOURGES
de notre envoyée spéciale

Il pleut sur Bourges. Faudra-t-il le répéter chaque année : au Printemps, il fait un temps de grenouille, au point que, par ironie, ses organisateurs avaient choisi en 1996 d'en faire le motif de leur affiche. Les vieux routards, ceux qui abordent cette année leur vingt-troisième cession, ont acquis une telle certitude quant au microclimat berruyer qu'ils ne peuvent imaginer que la France entière soit sous le coup d'une météo médiocre. Les éclaircies leur appartiennent.

Rien de tout cela ne décourage le jeune public – vingt et un ans de moyenne d'âge –, ni les professionnels ou les artistes qui donnent au Printemps son hystérie propre, son attachante manie à faire fleurir les concerts inconciliables en même temps, à la même heure.

Les *aficionados* du Printemps de Bourges vont-ils se reconnaître dans la nouvelle version de leur festival (*Le Monde* du 14 avril) ? L'édition 1999 s'est recentrée sur les goûts des jeunes tribus – reggae, techno, dub, en particulier – mais n'a pas oublié le penchant très clair des « a-tribaux » (français de souche) pour la musique à danser. Héros des bals à mi-siècle, André Verchuren faisait valser à bon compte et devint un symbole de la France populaire (profonde).

PAYS CONTRE QUARTIERS

Si le Printemps avait alors existé, il aurait invité André, comme il accueille aujourd'hui les Bretons Matmatah, les chouchous du moment, tenants d'une nouvelle, mais non novatrice, variété grand public. On savait la vitalité des *festou-noz* bretons, on imaginait mal que leur exportation sous forme électrifiée et basiquement binaire réussirait aussi bien, et ce jusqu'en pays berruyer.

Il y a trois ans, la foule compacte des adolescents attendaient dès potron-minet les boys au sourire dentifrice de World Apparts. En 1998, ils ont aimé Louise Attaque. En 1999, quatre mille d'entre eux ont jeté leur dévolu sur un concert tri-bandes Matmatah, Armens (des compatriotes) et, au milieu, Blankass, des enfants du Berry, ex-Découvertes du Printemps de Bourges, ex-Zéro de conduite, musicalement plus estimables que les tranches de pain qui les prenaient en sandwich. Groupes de scène, donc, que les élèves en vacances ont envie de suivre sur la pente de la rigolade. Au deuxième jour du festival, il fallut bien constater l'écrasante victoire de ces musiciens de pays sur le rap des quartiers. Privé de NTM, annulé à cause des démêlés avec la justice du cogneur en chef Joey Starr, la soirée rap, menée dans la salle voisine par Oxmo Puccino, *free-styler* lyrique, a vécu son destin de galère : une lacrymo aux rappels, des tensions.

Chez Matmatah, la vie est belle, un peu ennuyeuse quand même. On reprend en cœur *Apologie*, une chanson qui est une attaque en règle contre le tabac et l'alcool, et une défense du joint, encore tabou dans nos campagnes. Chez les rappers, on en vend et on en fume. Chez Aba Shanti, maître du dub londonien, également en concert le 14 avril, l'herbe est la respiration de l'âme et Jah la recommande fortement. Chez Blankass, on est contre le FN. Chez Oxmo Puccino, on est noir et arabe. C'est toute la différence.

V. Mo.



هكذا من الأصل

L'Albanais Fatos Kongoli scrute l'« état d'âme » des Serbes

Pour cet écrivain tourné vers l'Italie et la France, l'intervention de l'OTAN met un point final à l'aventure communiste

SES ROMANS décrivent des êtres aliénés, des anti-héros effarés, détruits par le système politique de la peur et de l'élimination qui a gouverné l'Albanie pendant quarante-six années. Fatos Kongoli en observe l'impact sur les petites gens, pris entre dérisoire et tragique, ces vivants qui sentent déjà la mort, comme son personnage du *Paumé*, un homme tenté par l'exode, qui descendra à la dernière minute du bateau en partance pour l'Italie, préférant s'accrocher au cauchemar familier du pays (« Rivages Poche », voir « Le Monde des livres » du 6 juin 1997).

Aujourd'hui, avec ce même regard, l'écrivain scrute l'« *état d'âme* » des Serbes ordinaires. « *J'ai été très impressionné que des centaines de Belgradois forment des chaînes humaines pour protéger les ponts ou que des journalistes affirment vouloir rester comme cibles humaines au siège de la télévision*, explique Fatos Kongoli, joint par téléphone à Tirana. *Je connais très bien cette psychologie, qui était celle des Albanais pendant la période de la dictature, car là-bas continue la vieille litanie du communisme orthodoxe. Les Serbes sont endoctrinés notamment par des doctrines chauvines contre les Albanais. On leur a enseigné que le Kosovo est le berceau de la Serbie. Ils deviennent fanatiques parce qu'ils sont isolés du monde extérieur, ne disposent que de la presse et de la télévision officielles et subissent la propagande du gouvernement. Ils sont aveuglés, c'est une situation spirituelle tragique pour le peuple serbe, qui devient tragique pour les voisins parce qu'il cause le malheur des autres : il s'autodétruit, tout en détruisant les autres peuples. Les Serbes accusent l'Occident d'être cruel, qualifient les Etats-Unis de fascistes. Ils ne se demandent pas pourquoi la France, alliée traditionnelle de la Serbie, est devenue une ennemie. De même qu'on parlait des fous d'Allah en Iran, on pourrait parler des fous de Slobodan.* »



DEBORAH METSCH

« Je me demande à quoi pense cet homme au crépuscule de sa vie. Probablement à la même chose que moi et à laquelle tout le monde croit : rien ne peut revenir en arrière. » (Fatos Kongoli.)

LA PETITE VOIX DES PERDANTS

Favorable à l'intervention de l'OTAN, l'écrivain estime qu'elle est nécessaire pour freiner un Milosevic capable de « *déclencher une guerre balkanique* ». Face à cet inquiétant voisin, l'action des Occidentaux permettra, selon lui, d'« *incorporer la Serbie à une Europe contemporaine, libérée des dictatures* ».

A cinquante-cinq ans, Fatos Kongoli a grandi et vécu sous la poigne d'Enver Hodja, le dirigeant de la « République populaire » d'Albanie. Fils d'un violoniste tombé en disgrâce, il avait opté pour une carrière de mathématicien et, plus tard, commencé à écrire. Son premier roman, publié en 1986 à Tirana, paraît l'année suivante au Kosovo. « *Les maisons d'édition de Pristina ont publié un grand nombre d'auteurs d'Albanie, y compris ceux interdits sous la dictature de Hodja. Malgré le communisme, la Yougoslavie était alors plus ouverte, et les Albanais du Kosovo restaient plus libres que nous de voyager et de s'exprimer.* »

A la chute du régime, en 1991, l'écrivain écrit ce qu'il considère comme ses vrais livres (*Le Paumé, L'Ombre de l'autre*, parus en France chez Rivages). Il y fait entendre la petite voix des perdants de l'Histoire, il y dessine la dérive des personnalités fragiles, brisées par l'absurdité de la dictature. Dans *L'Ombre de l'autre*, il lance son héros à travers le labyrinthe d'une maison d'édition communiste, dirigée par les clans successifs de la nomenklatura.

« ÉCRIRE CHAQUE JOUR »

Dans le même temps, le romancier prend la direction des pages culturelles du quotidien *Rilindja Demokratike* (Renaissance démocratique). Quand son pays ne parvient pas à sortir de l'instabilité politique, Fatos Kongoli, en proie à des problèmes de santé, doit se replier chez lui. Depuis deux ans, il vit surtout dans son appartement, écrivant ses romans et vivant de traductions, grâce à son excellente connaissance du français. Il vient ainsi de traduire *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, de Marc Bloch, le cofondateur de l'Ecole des Annales.

A l'écoute de RFI et des chaînes de télévision italiennes et françaises, en relation avec ses collègues du quotidien, à l'affût des nouvelles sur ses amis kosovars, l'écrivain ne veut pas céder à l'inquiétude. « *La situation est très dangereuse, en particulier pour les Albanais du Kosovo confrontés à un pouvoir despotique et dépassé, mais aussi pour l'Albanie, surtout si les incursions de l'armée serbe se poursuivaient. Mais il faut résister et continuer à faire son travail. Comme tout le monde, je suis sous le choc mais je m'efforce d'écrire chaque jour.* »

Pour cet intellectuel tourné vers l'Italie et la France, l'arrivée de l'OTAN en Albanie met un point final à l'aventure communiste de son pays, éternellement ballotté entre Orient et Occident. « *Cette fois, nous appartenons définitivement à l'Europe occidentale* », veut-il croire.

Catherine Bédarida

Inquiétudes sur le sort d'écrivains du Kosovo

Plusieurs sources affirment que l'écrivain albanais du Kosovo Latif Berisha est mort. Professeur de littérature, auteur de prose et de poésie (non traduit en français), il aurait été abattu dans son appartement. Si de nombreux hommes de lettres se trouvent actuellement hors du Kosovo, à Tetovo en Macédoine, en Albanie, à Londres, la situation de ceux restés au Kosovo est la plus inquiétante. Des intellectuels se cachent. Plusieurs associations – le Parlement international des écrivains, le Writers in Prison Committee du Pen Club – s'inquiètent du sort de Teki Dervishi et Din Mehmeti, deux écrivains de formation occidentale.

Agé d'une cinquantaine d'années, Teki Dervishi est un auteur de théâtre réputé chez les albanophones des différents pays. Plus jeune, Din Mehmeti est un poète. En cette quatrième semaine de l'opération « Force alliée », aucune nouvelle d'eux ne semble être parvenue à Pristina ou dans les pays voisins. Un silence prolongé qui amène à se demander si les deux hommes se cachent ou s'ils ont disparu ?

DÉPÊCHES

■ **VENTE : les barons Nathaniel et Albert von Rothschild vendent** le 8 juillet chez Christie's, à Londres, une collection, estimée à 20 millions de livres (30 millions d'euros), qui vient de leur être restituée par le gouvernement autrichien, 60 ans après avoir été volée par les nazis. L'œuvre vedette en est un portrait peint par le Hollandais Frans Hals (vers 1585-1666) dont on espère une vente autour de 3,5 millions de livres (5,2 millions d'euros).

■ **PATRIMOINE : la remise en état du palais Farnèse, siège de l'ambassade de France à Rome, a révélé,** au grand étonnement des restaurateurs, une façade de briques colorées, allant du jaune à l'ocre, formant des dessins géométriques et des symboles, dont des rosaces ou fleurs stylisées. Les murs de ce bâtiment du XVIe siècle, en partie réalisé par Michel Ange, n'avaient jamais été nettoyés depuis sa construction et étaient recouverts d'une épaisse patine noire. – *(AFP.)*

■ **ARCHITECTURE : Lorenzo Piqueras est le lauréat du concours d'architecture pour le réaménagement de la salle des Etats au Musée du Louvre.** C'est dans cette pièce qu'est actuellement présentée *La Joconde*. Il est prévu de réserver un espace autonome de 200 m² pour le seul tableau de Léonard de Vinci. Le reste (800 m²) sera affecté aux œuvres de grand format de la Renaissance vénitienne (parmi lesquelles figurent *Les Noces de Cana*, de Véronèse). Les travaux, estimés à 25 millions de francs (3,81 millions d'euros), seront financés grâce au mécénat de la société Nippon Television (NTV). Pendant la durée des travaux, qui s'achèveront en 2002, *La Joconde* sera accrochée à un emplacement provisoire.

■ **MUSIQUE : le violoniste russe Vladimir Spivakov, actuel directeur musical des Solistes de Moscou, a remplacé** le pianiste Mikhaïl Pletnev comme directeur musical de l'Orchestre national de Russie (ONR). Mikhaïl Pletnev, qui a fondé l'ONR il y a neuf ans, « *souhaite se consacrer à la composition et à sa carrière de pianiste* ».

L'Adami suspend le paiement des droits des artistes

L'ADAMI (Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes) a suspendu le paiement des droits de ses sociétaires en attendant la mise en place de nouveaux modes de répartition. Le ministère de la culture s'est déclaré satisfait d'une telle initiative. La gestion de l'Adami est contestée par une partie de ses sociétaires, regroupés notamment au sein de deux associations, Protection des ayants droit et Artistes Plus. Elles s'élèvent notamment contre l'importance des sommes restant à répartir auprès des interprètes. Un audit mené en 1997 par les ministères de la culture et des finances a fait apparaître plusieurs « *dysfonctionnements* ». Quatre dirigeants de l'Adami ont été mis en examen le 13 mai 1998 pour abus de confiance. Les difficultés de l'Adami ont conduit son directeur général, Patrick Boiron, à démissionner à la fin de novembre 1998. Il vient d'être remplacé par Jean-Jacques Walter.

Angelin Preljocaj, albanais, et Enki Bilal, serbe, en débat à Moscou

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

A Moscou, le jeudi 8 avril, à quelques heures de la Pâques orthodoxe, le chorégraphe Angelin Preljocaj, d'origine albanaise (mais né en France), et le très sombre créateur de bandes dessinées Enki Bilal, né à Belgrade d'un père bosniaque musulman et d'une mère tchèque (arrivé en France à l'âge de dix ans), donnaient au Théâtre Stanislavski une conférence de presse pour présenter un *Roméo et Juliette* qu'ils signaient en 1990 pour le Ballet national de Lyon. Toute la presse culturelle moscovite était là. Cette version de *Roméo et Juliette* exprime la lutte entre un clan fascisant et des sortes de sans-abris, sans cesse repoussés en dehors du plateau, sous des tentes ; l'ensemble est dansé dans une scénographie de miradors et de chiens policiers, univers dont Enki Bilal a le secret. Juliette est fille d'oppresseurs, Roméo de persécutés. En plein conflit avec la Serbie, chacun s'attend à de vives réactions.

Le première question est posée par Tatiana Kuznetsova, du réputé *Kommersent Daily* : « *Si l'art a parfois la prétention de sauver le monde, pourriez-vous être ces anges dans la situation entre la Serbie et les Albanais du Kosovo ?* » Réponse d'Angelin Preljocaj : « *Je ne suis pas un ange sauveur. J'ai créé à l'époque ce* Roméo et Juliette *pour lutter contre tous les totalitarismes. Ni Shakespeare, ni Prokofiev, ni Enki, ni moi ne pouvons lutter contre Milosevic. Ceci n'est pas une attaque contre les Serbes. Enki est serbe, Goran Vejvoda, notre musicien, est serbe. Ce n'est pas pour moi un problème de nationalité, mais un problème purement humain.* » Chacun reste sur sa réserve, attend de voir le spectacle.

Après la conférence de presse, un premier entretien donné à la radio échauffe davantage les esprits. Preljocaj et Bilal parlent de « *dictature de Milosevic* » : « *A Moscou, j'ai pris conscience de cette liaison indéfectible entre slavophiles et orthodoxes, enracinée dans l'histoire, dans le sang* », dit Enki Bilal qui ajoute : « *Il fallait bombarder, faire quelque chose pour stopper cette épuration ethnique au Kosovo. Mais au bout de trois jours, comme tout le monde, quand j'ai vu les résultats, que Milosevic jamais ne céderait, je me suis posé la question de savoir qui conseille nos gouvernants. Pourquoi n'y a-t-il jamais eu depuis dix ans un travail politique pour structurer une opposition serbe sur le terrain ? Que les Américains prennent cette décision, je le comprends, mais que les Européens, plus au fait de l'Histoire, n'aient pas compris qu'ils allaient provoquer "l'effet balkanique", c'est-à-dire une paranoïa et une fuite en avant, quitte à ce qu'elle se regroupe autour d'un monstre…* »

UN « ROMÉO » PRÉMONITOIRE

A 19 heures, la salle du Stanislavski est comble. Applaudissements sans réticences. Que ce *Roméo et Juliette* date de 1990 a prévenu, en partie, toute accusation de provocation. Que Preljocaj et Bilal aient pressenti avec tant d'acuité qu'après la chute du mur de Berlin, les Balkans deviendraient à nouveau le point faible d'un réseau en train de s'écrouler : une telle vision surprend. Dans l'avion qui vole vers Paris, le chorégraphe commente la situation : « *Nous n'avions pas donné ce* Roméo et Juliette *depuis plusieurs mois. Danser à Moscou dans ce contexte politique en accentue l'aspect prémonitoire. Je n'ai pas senti de vibrations négatives dans le public. Nous l'avions déjà dansé à Belgrade, il y a deux ans, car les organisateurs avaient fait valoir que tous les Belgradois n'étaient pas pour Milosevic ! A Moscou, je suis diplomate quand je dis que je n'ai rien contre les Serbes, car je trouve difficile d'admettre qu'ils se regroupent tous derrière un tyran. Il est vrai que si on bombardait la France, nos familles…* »

Angelin Preljocaj dit avoir été frappé au cours de ce voyage de constater à quel point les Russes réagissaient violemment aux bombardements de l'OTAN, tant ils craignent une destitution d'Eltsine, le retour des staliniens… Sur le plateau du Théâtre Stanislavski, les techniciens français ont trouvé, déposée anonymement à leur intention, une croix gammée avec Clinton, Chirac, Blair et Schroeder…

Dominique Frétard

★ **Le 30 avril, au Forum des images à Paris, une manifestation de soutien au Kosovo est organisée par Angelin Preljocaj et le cinéaste Liria Begeja.**

Nouvelle donne pour quatre théâtres de Grenoble

LA MUNICIPALITÉ de Grenoble met en place une nouvelle politique des « petits théâtres » de la ville, qui concerne quatre salles : le 145, Sainte-Marie d'en Bas, Prémol et le Rio.

Pour redynamiser la vie théâtrale grenobloise, la ville a décidé que dorénavant les salles municipales seraient attribuées pour trois ans à des compagnies bénéficiant de subventions venues de deux institutions différentes – afin que le poids financier ne repose pas entièrement sur la ville.

Jusqu'à présent, la gestion de ces salles était confiée à des directeurs qui recevaient une subvention d'exploitation, et pouvaient rester en place plusieurs années. Ce fut le cas en particulier pour Serge Papagalli et Yvon Chaix, qui sont restés plus de quinze ans à la tête du Rio et du 145.

A la fin de 1998, un appel d'offres a donc été lancé, auquel treize compagnies ont répondu.

« ON N'EST PAS RÉSIDENT À VIE »

Un jury a examiné les propositions, et décidé de ne pas maintenir Yvon Chaix à la tête du Rio, qui est confié à Lofti Achour (metteur en scène) et Natacha de Pontcharrat (écrivain). Au 145, les Barbarins fourchus (une troupe issue du théâtre de rue) remplace Serge Papagalli. Renata Scant (metteur en scène et directrice du Festival international de Théâtre de Grenoble) reste à la tête du Prémol. La gestion de Sainte-Marie d'en Bas doit être attribuée prochainement.

« *On n'est pas résident d'un théâtre à vie. Il faut savoir se mettre en compétition* », explique Jean-Paul Roux, maire adjoint, délégué à la culture, en réponse au communiqué qu'Yvon Chaix fait actuellement circuler pour protester contre ce qu'il appelle son « *limogeage* ». La mise en place des nouvelles équipes devrait intervenir à l'automne, et se fera, selon Jean-Paul Roux, de façon que « *les salles s'organisent en réseau pour offrir des services communs aux spectateurs* ».

Brigitte Salino

Jean-Pierre Pincemin, jazzman de la peinture

Le peintre montre ses tableaux préférés depuis trente ans : moins une rétrospective qu'une manifestation de vitalité et de plaisir

THE BEST OF... JEAN-PIERRE PINCEMIN. Fondation Coprim, 46, rue de Sévigné, Paris 3e. Mo Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-60-00. Du lundi au vendredi, de 10 heures à 18 heures ; le samedi, de 12 heures à 18 heures. Entrée libre. Jusqu'au 19 juin.

Il faut prendre au sérieux le titre de l'exposition : Pincemin a réuni une auto-anthologie en empruntant quelques toiles à des collectionneurs et surtout en prenant dans son atelier les tableaux qu'il a conservés comme autant de jalons et de réussites – autrement dit ceux dont il a refusé de se séparer parce qu'il les aime trop. Il leur a ajouté une suite de travaux sur papier qui, à elle seule, constituerait une rétrospective, accrochée dans l'ordre chronologique. Pour les tableaux, insoucieux de l'histoire et des dates, il a obéi à un autre principe de présentation, celui de l'impact visuel, d'autant plus puissant que les formats sont vastes.

Or l'œuvre de Pincemin n'est pas de celles qui s'organisent autour d'une idée inchangée, d'un système, d'une répétition. Ce serait même plutôt l'inverse. La diversité, l'hétérogénéité, le droit de tout oser la caractérisent essentiellement. Dans les années 70, pendant et peu après sa brève participation à Supports/Surfaces, Pincemin pouvait passer pour un abstrait, tendance fortement géométrique, avec découpages en bandes verticales ou horizontales, carrés, losanges, triangles. Mais, déjà, cette définition n'était que grossièrement acceptable, parce que Pincemin s'ingéniait à perturber l'ordre géométrique. Les lignes n'étaient pas parfaitement parallèles, les angles pas tout à fait droits, les carrés inégaux, les losanges flottants. L'abstraction semblait prise de tremblements et de vibrations. Les couleurs vibraient aussi, rouges somptueux, bleus intenses. Ou c'étaient des bruns, des ocres, des verts *éteints*, très proches les uns des autres. Leur juxtaposition créait l'illusion de reculs et d'avancées. Sur les bords des toiles ont commencé bientôt à apparaître des liserés, des marges, d'autres bandes étroites – une sorte de cadre peint qui compliquait les compositions parce qu'il les plaçait en perspective.

FATRAS ? NON, ÇA TIENT

Dès ce moment, il était clair que celui qui se plaisait à pervertir ainsi les règles ne serait plus arrêté bientôt par aucun interdit théorique. Ce qui est arrivé, ce qui ne cesse de se produire dans les ateliers de Pincemin. Dans ses tableaux, depuis une décennie, il introduit des motifs végétaux, l'iconographie chrétienne telle que l'ont illustrée les imagiers du Moyen Age et les graveurs du XVe siècle, des planches médicales tibétaines et d'autres occidentales, des cosmographies, un bestiaire bizarre, des symboles, les estampes du Japon, les fresques de Toscane et, naturellement, la peinture, du Douanier Rousseau et de Matisse à aujourd'hui. Ce qui ne devrait engendrer qu'un fatras de références superposées dans le genre post-moderne, d'autant plus que Pincemin n'en continue pas moins, quand l'envie lui vient, de peindre une de ses abstractions presque géométriques légèrement chancelantes.

Or, ça tient. L'accrochage actuel a *été* conçu pour le démontrer. Placez côte à côte deux Pincemin aussi différents que possible, un très figuratif et un vraiment non figuratif, par exemple, une chasse à l'ours et un enchaînement de cercles. Ils devraient s'opposer, mais non, ils ne se combattent pas, ils ne se nient pas. Ils s'entendent, ils s'épaulent, ils finissent par chanter le même air. Un air grave, rauque, largement rythmé, lyrique de temps en temps, un peu Louis Armstrong, avec des ruptures et, quelquefois, des facéties.



FONDATION COPRIM

« Saint Christophe », 1991 (250 × 180 cm).

GRAVITÉ, FACÉTIES, RUPTURES

Gravité : la couleur, des harmonies très tenues, avec, chaque fois, une dominante – toujours le rouge, le bleu, les ocres –, des ponctuations de noir, le refus des dissonances. Facéties : des images pieuses détournées de la piété, des cartes de géographie illisibles, un air de naïveté qui empêche de se prendre trop au sérieux.

Ruptures : Pincemin possède un art très assuré de l'inachevé et du laissé en suspens. Il sait ne pas finir, quand finir, ce serait condamner l'œuvre à l'immobilité et à l'évidence. Mieux valent la fluidité et l'incertitude, les gestes qui n'aboutissent pas, l'esquisse qui n'est pas complétée. Au regard du spectateur de compléter, de comprendre, d'imaginer. A ce propos, Pincemin cite Valéry, *« spéculant sur les chances et les surprises que les arrangements de cette sorte nous réservent »*. C'est en effet d'une peinture de la surprise et de l'arrangement qu'il s'agit – arrangement au sens musical du mot –, libre de doctrine et se réinventant sans cesse dans l'improvisation. Aussi cette exposition est-elle profondément réjouissante.

Philippe Dagen

Jean-Claude Vannier, la déglingue élégante

JEAN-CLAUDE VANNIER. THÉÂTRE DES ABBESSES, 31, rue des Abbesses, Paris 18e. Mo Abbesses. Les 16 et 17 avril, à 20 h30.

Une cuvette pleine d'eau et un bac à sable, bien en évidence. A quoi cela peut-il bien servir ? La question pourrait tourner à l'obsession s'il n'y avait sur scène autre chose pour nous distraire. Un choeur mixte, d'une apparente réserve, un musicien pince-sans-rire, débordant de petites folies. L'ensemble vocal, dans lequel les femmes prédominent, surprend par la manière dont il traite une note, s'empare d'une syllabe, frappe du pied le plancher, fait joujou avec des percussions ou des appeaux. L'homme-orchestre (piano, accordéon, xylophone, flûte à bec, scie musicale... et accessoires), Michel Musseau, visage impassible et look ringard, sème des gags qui font mouche. Il tape sur un carton, se couche sous le piano pour lui gratter les entrailles, reprend dans un mégaphone des bribes de chanson (*Jeux de rôles*). Des blagues qui font des ronds dans l'émotion et soulignent l'ambiguïté de l'univers de Jean-Claude Vannier.

« J'aime le déglingué, les fausses notes, tout ce qui penche », a parfois confié le chanteur. Il attaque justement son nouveau récital au Théâtre des Abbesses par *La Déglingue*. Une profession de foi ? Peut-être ou peut-être pas. On pourrait le croire désespéré, un rien désabusé, mais il ne peut s'empêcher de faire sourire. C'est là son extravagance, le charme de son élégance.

« MES PESTIFÉRÉES »

Parfois il quitte son piano, raconte une histoire, vraie ou inventée, peu importe, une histoire qui aurait déclenché une chanson. Un huissier venu lui prendre son piano et *« à qui, explique-t-il, j'ai tiré le portrait »* (*Louche pas dans ma soupe*) ou bien la confidence d'un pensionnaire d'asile psychiatrique (*« S'il n'y avait personne, tout le monde serait heureux »*). Les chansons qu'il interprète ici, ce sont, dit-il, *« celles dont personne n'a voulu, mes préférées, mes pestiférées »*.

Vannier, faut-il le rappeler, a habillé ou imaginé les succès de moult célébrités. Johnny Hallyday, Serge Gainsbourg, Michel Polnareff, Françoise Hardy, Véronique Sanson, Brigitte Fontaine, Bashung, Maurane et beaucoup d'autres encore. L'énumération impressionne. Son premier essai de composition remonte à 1974. C'était *Super Nana*, écrit pour Jonasz. Vannier fait partie de ces personnages de l'ombre que tout le monde connaît sans le savoir. L'homme est, il faut bien le dire, particulièrement discret. Son dernier disque, *Pleurez pas les filles*, remonte déjà à plusieurs années et, depuis son premier spectacle, au Théâtre Campagne Première en 1978, on ne l'a vu que peu de fois sur scène. C'est pourtant un élément dans lequel il semble se sentir bien. Il s'y montre charmeur, avec son faux air détaché. Il sait être drôle (*Le petit singe qui*), émouvant (*Mon Beau Travelo*). S'il peut agacer par son ton monocorde, sa voix fuyante, il séduit par sa présence un brin décalée. *« Je suis allergique à l'air du temps »*, écrit-il dans *La Déglingue*. Ce décalage lui va bien. Presque à la fin de son tour de chant, on a enfin la clé de l'énigme. Michel Musseau se transforme en « homme à bruits ». Il fait des clapotis dans l'eau et crisser le sable sous ses pieds.

Patrick Labesse

La sobriété exigeante de la soprano finlandaise Soile Isokoski

Robert Schumann : *Liederkreis op. 39, Frauenliebe und Leben op. 42* – Jean Sibelius (3 mélodies), Richard Strauss (3 lieder), Soile Isokoski (soprano), Marita Viitasalo (piano). COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, le 12 avril, 20 h 30.

Lundi 12 avril, la Comédie des Champs-Elysées proposait le septième volet de sa série consacrée au corpus vocal de Schumann. La soprano finlandaise Soile Isokoski n'est pas de celles qui font de leur carrière un feu de paille. Si elle se produit depuis plus de dix ans sur les grandes scènes internationales, dans le répertoire mozartien notamment (Scala, Covent Garden, Salzbourg et Vienne, outre, bien sûr, le Finnish National Opera où elle a fait ses débuts), on la connaît encore mal en France. Cependant l'Opéra-Bastille a décidé de mettre les bouchées doubles. Après une Comtesse des *Noces de Figaro* la saison dernière, Soile Isokoski doit y incarner dans les trois ans à venir une trilogie fastueuse : tour à tour la vindicte d'Elvira dans *Don Giovanni* (1999-2000), la coquette innocence de Marguerite dans *Faust* (2000-2001), enfin la nostalgique maturité de la Maréchale dans *Le Chevalier à la Rose* (2001-2002).

Mais revenons à Schumann. Et d'abord à la voix elle-même, magnifique, charpentée et charnue, à fibres serrées, d'une tenue impeccable dans l'émission, d'une homogénéité sans faille sur tout le registre. A cette sobriété exigeante jusque dans les attaques souples et coulées, jamais appuyées, jamais dures. A cette ligne vocale souple voulue d'un seul trait, ni interrompue, ni reprise. C'est un chant qui coule sans heurts d'une source généreuse mais s'interdit toutefois de quitter sa réserve. Le *Liederkreis op. 39* y gagne assurément une conception très unitaire : une ligne de fuite mimétique de l'errance intérieure contenue dans les textes d'Eichendorff. L'expressivité pleine de ferveur contenue ne s'autorisera cependant pas à franchir ce seuil où l'engagement se devrait d'être plus patent.

Même constat dans le *Frauenliebe und Leben*, plus dans la méditation du souvenir que dans le saisissement de la réminiscence : ainsi, la fièvre amoureuse de la rencontre (*« Seit ich ihn gesehen »*) vécue dans la distanciation du souvenir, ainsi le portrait de l'aimé (*« Er, der Herrlichste von Allen »*), paré d'une mystique de l'Annonciation – ce beau mélange de fierté et de soumission de la Vierge recevant l'archange Gabriel.

STRAUSS, VIEUX GRIGOU

La contemplation de l'alliance du mariage est chantée avec une sorte de compassion pour soi-même (*« Du Ring an meinem Finger »*) tandis que l'accomplissement du lyrisme maternel (*« Süsser Freund, du blickest »*) mettra au jour la tendresse chaude et apaisée d'une mère (le travail sur l'enchaînement des inflexions est d'orfèvre). Avec la mort de l'aimé (*« Nun hast du mir der ersten Schmerz getan »*), la voix se bronze soudain, saisie d'un froid mortel plus fort que la douleur, plus haut que l'amertume, plus loin que la condition humaine. Tout s'arrête... jusqu'à la reprise du postlude introspectif remettant par la vie du piano le cycle en boucle et la vie en jeu.

Il y a chez Soile Isokoski une personnalité artistique semble-t-il plus encline au drame intérieur qu'à la dramaturgie (il est vrai que le *Lied* n'est pas la scène), qui fait qu'on garde au cœur une légère frustration – l'excellence rend terriblement exigeant ! Mais cette réserve s'efface avec Sibelius : la voix se lâche et s'envole, le corps se décrispe et accepte le mouvement. Plus encore avec Strauss, où la finesse et la sensibilité natives de la chanteuse se teintent des couleurs chatoyantes de la sensualité. Impossible donc de résister à ce vieux grigou de Strauss, et c'est tant mieux !

Marie-Aude Roux

SORTIR

BELFORT ET TOULOUSE

Julie Ganzin
Où classer Julie Ganzin ? Dans une photographie qui semble flotter au-dessus de la réalité, sans notion du temps et de l'époque, à peine repérable par la présence de paysages méditerranéens, le tout relevé de couleurs douces, de flous vaporeux, de noirs et de blancs qui tendent vers le gris. Avec quelques figures qui surgissent dans le paysage, le sentent, le vivent, l'expérimentent, le construisent, tout en donnant l'impression d'être concentrés, « habités », perdus dans leurs songes opaques, occupant parfois le cadre sur fond de palmiers et de mer turquoise, sans qu'il soit possible de parler d'autoportraits ni de quelconques souvenirs de vacances. Julie Ganzin, qui expose doublement, à Belfort et à Toulouse, développe aussi des projets en collaboration avec des écrivains. Elle est une artiste de l'introspection, qui séduit ou indiffère, mais dont les faux instantanés, proches de l'univers littéraire et nourris de sentiments fugaces et personnels, révèlent une sincérité indéniable.
Galerie du Théâtre Granit, 1, faubourg de Montbéliard, 90 Belfort. Tél. : 03-84-58-67-50. Jusqu'au 28 avril. Entrée libre. Galerie du Château d'eau, place Laganne, 31 Toulouse. Tél. : 05-61-77-09-40. Jusqu'au 17 mai. Entrée libre.

PARIS

Martha Graham
La pièce d'Ellen Melaver est une évocation de la danseuse et chorégraphe américaine Martha Graham (1894-1991), qu'interprète la comédienne Ronit Elkabetz, trente-trois ans, présentée comme *« une véritable star en Israël »*. Mendy Younes met en scène la chorégraphe après qu'elle a eu une défaillance en dansant *Clytemnestre*, à près de soixante-quatorze ans ! Nuit de délire et d'alcool. Martha Graham se souvient, apostrophe son monde, crache son venin contre ceux qui voudraient qu'elle raccroche, se contentant de transmettre ses rôles aux plus jeunes. Elle, la Femme. La Danseuse. Celle qui sait. Ses danseuses n'étant, selon elle, que faire-valoir, oies blanches. Sexe, amour, mariage, elle les vit en scène, pour la scène. Le quotidien n'est que l'ombre des sunlights. Ce spectacle a été présenté au Festival d'Avignon en 1998.
Chapiteau Romanes, 7, passage Lathuile, Paris 18e. Mo Place-Clichy. Du mardi au jeudi, à 20 h 30 ; vendredi et samedi, à 21 h 30. Relâche dimanche. Du 15 avril au 9 mai. Tél. : 01-44-70-70-22. 80 F et 110 F.

AUBERVILLIERS

Cérémonie Qawwali
Voix sinueuses, acrobatiques, irisées de lyrisme et tendues de ferveur, harmonium, claquements de mains et tablas : le Festival de l'Imaginaire clôt son édition 1999 en recevant deux ensembles de Qawwali, ce chant religieux chargé de transmettre le message de la poésie soufie, qu'a popularisée Nusrat Fateh Ali Khan. La soirée sera ouverte par Waheed uz Zafar, lecteur de Coran.
Théâtre équestre Zingaro, 176, avenue Jean-Jaurès, 93 Aubervilliers. Mo Fort-d'Aubervilliers. Les 15 et 16, à 20 heures. Tél. : 01-45-44-41-42. De 100 F à 150 F.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

La Chute de la Maison Usher
de Roger Corman, avec Vincent Price, Mark Damon, Myrna Fahey.
Américain, 1960, copie neuve (1 h 25).
Reflet Médicis III, 5e. Tél. : 01-43-54-42-34.

Le Crime était presque parfait
d'Alfred Hitchcock, avec Grace Kelly, Ray Milland.
Américain, 1954 (1 h 45).
Action Christine, 6e. Tél. : 01-43-29-11-30.

Scarface (*)
de Brian De Palma, avec Al Pacino, Steven Bauer, Michelle Pfeiffer.
Américain, 1983, copie neuve (2 h 45).
Grand Action, 5e. Tél. : 01-43-29-44-40 ; Publicis Champs-Elysées, Dolby, 8e.

FESTIVALS CINÉMA

Cinéma et Résistance
Cette 9e édition, axée sur le thème « Cinéma et Résistance », présente une cinquantaine de documentaires et fictions en provenance du monde entier, et plus particulièrement d'Afrique du Sud. A noter, la projection de *Fools* (1997), le premier long métrage post-apartheid du Sud-Africain noir Ramadan Suleman. Plusieurs tables rondes, dont une consacrée à l'Algérie, des concerts et des expositions complètent ce Festival.
Cinéma Images d'ailleurs, 21, rue de la Clef, Paris 5e. Mo Censier-Daubenton. Du 15 au 25 avril. Tél. : 01-45-87-18-09. Cinéma : 25 F ; concert : 60 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

VERNISSAGES

Maroc, les trésors du royaume
Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8e. Mo Champs-Elysées-Clemenceau. Tél. : 01-42-65-12-73. De 10 heures à 17 h 40 ; nocturne jeudi jusqu'à 20 heures. Fermé lundi et fêtes. Du 15 avril au 18 juillet. 45 F.

Photographes en Algérie au XIXe siècle
Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf, Paris 7e. Mo Invalides. Tél. : 01-45-56-60-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé lundi et fêtes. Du 15 avril au 11 juillet. 25 F.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Hamlet mis en jeu
d'après William Shakespeare, mise en scène de Georg Maria Pauen, avec Valère Habermann, Jean Hache, Frédéric Houessinon et Marc Wery.
Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris 14e. RER Cité-Universitaire. Le 15, à 19 heures et 20 h 45. Tél. : 01-43-13-50-50. 55 F. Jusqu'au 20 avril.

Laurent Korcia (violon)
Bach : *Sonate pour violon BWV 1001*. Ysaye : *Sonate pour violon op. 27*. Bartok : *Sonate pour violon seul*.
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18e. Mo Abbesses. Le 15, à 19 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

Kirill Troussow (violon)
Alexandra Troussowa (piano)
Mozart : *Sonate pour violon et piano KV 454*. Beethoven : *Sonates pour violon et piano op. 30 no 2 et op. 47 « A Kreutzer »*.
Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide, Paris 1er. Mo Louvre. Le 15, à 20 heures. Tél. : 01-40-20-84-00. 135 F.

Jim Hall Quartet
Compagnon de Bill Evans, Jimmy Giuffre ou Sonny Rollins, inspirateur de nombreux guitaristes du jazz moderne (dont Pat Metheny, avec qui il vient d'enregistrer), Jim Hall jouera notamment avec le saxophoniste Chris Potter.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. Le 15, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Archie Shepp et le gospel
Théâtre de la Commune-Pandora, 2, rue Edouard-Poisson, 93 Aubervilliers. Le 15, à 20 h 30. Tél. : 01-49-22-10-10. De 100 F à 120 F.

Andre Williams & the Countdowns
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie II), Paris 13e. Mo Place-d'Italie. Le 15, à 20 h 30. Tél. : 01-53-79-00-11. 70 F.

Lhasa
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Pigalle. Le 15, à 20 heures. Tél. : 01-49-25-89-99. 143 F.

Bevinda
L'Européen, 3, rue Biot, Paris 17e. Mo Place-de-Clichy. Le 15, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 135 F. Jusqu'au 18 avril.



EN VUE

■ Le prince **Serge Karagjergle de Yougoslavie**, jugé, mardi 13 avril, par le tribunal de Turin pour *« usage de cocaïne »* à l'occasion de fêtes et de dîners, a précisé que ses convives participaient à la dépense.

■ *« Cette année, d'abondantes floraisons, signe de récolte exceptionnelle, réjouissent les paysans afghans de la région de Saraqala »*, déplore **Shamsul Haq Sayeed**, coordinateur rural d'une agence des Nations unies pour remplacer le pavot par l'oignon, le champignon, l'amande ou l'abricot.

■ En raison des taxes sur le tabac, les prix des cigarettes aux Emirats arabes unis, fédération de monarchies, ont augmenté de 16 % pour les marques de luxe, de 40 % pour les moins chères.

■ L'Etat chinois impose aux 110 fabricants de drapeaux nationaux de n'utiliser que de la soie ou du coton.

■ *« En créant un précédent, le cimetière va se hérisser de bannières aux couleurs des clubs de football »*, redoutait **Giovanni Rebasti**, maire de Lirio près de Pavie, avant de faire retirer le drapeau rouge que la veuve d'**Angelo Brambilla Pisoni**, dit **Brousaille**, ancien dirigeant de Lotta Continua, avait planté sur sa tombe.

■ Le *« samedi léniniste »*, jour où la population se mobilise pour nettoyer les rues, sera rétabli par la ville d'Artem, non loin de Vladivostock, qui remettra sur son socle la statue de **Félix Dzerjinski**, fondateur de la Tchéka, la police secrète des bolchéviks.

■ *« Quand le crocodile nage, personne ne veut l'attraper. Mais quand il est mort, tout le monde veut sa peau »* : **Hun Sen**, premier ministre, exige que le Khmer rouge **Ta Mok**, emprisonné à Phnom Penh, soit jugé au Cambodge.

■ *« Comment vous-sentez vous ? » « Molto bene, grâce à Dieu, je vais pouvoir prendre un bain et rentrer chez moi, à Venise »*, s'est empressé de répondre **Giovanni Zerrasi**, missionnaire italien, passager d'un avion détourné, relâché, mardi 13 avril, par la guérilla guévariste qui détient encore quarante otages.

■ Morkhoven, association caritative belge, qui a découvert en Autriche 70 000 images à caractère pédophile, les transmettra aux maisons royales belge, néerlandaise et britannique, aux membres du gouvernement et du parlement belges, au chancelier **Gerhard Schröder** et au président **Jacques Chirac**.

■ Récemment, des foules subjuguées se pressaient dans les mosquées d'Abidjan aux prédications de **Cheikh Sharifu Kalifa**, âgé de quatre ans.

Christian Colombani

« The Lancet » prononce un sévère réquisitoire contre l'OTAN

La revue médicale britannique dénonce les bombardements en Serbie qui ne visent, selon elle, qu'à renforcer la crédibilité de l'organisation

DES VOIX se sont élevées dans la communauté médicale internationale pour condamner avec plus ou moins de virulence la campagne de bombardement de la Serbie entreprise par l'OTAN. Est-ce parce qu'il ne partage pas les contingences des associations humanitaires présentes sur le terrain dans les Balkans ou du fait d'être l'une des deux ou trois plus prestigieuses revues médicales au monde, dans sa 176e année d'existence ? Toujours est-il que l'hebdomadaire britannique *The Lancet* publie dans son numéro du 10 avril un éditorial au vitriol.

Titré « Réfugiés du Kosovo : de la crise à la catastrophe » et signé – une fois n'est pas coutume – de la rédaction, l'article assène : *« Du point de vue politique, militaire et humanitaire, le bombardement intensif de cibles en Yougoslavie a échoué à atteindre le principal objectif de l'OTAN : protéger les habitants du Kosovo de la brutalité serbe.* (...) *La guerre en Yougoslavie a été une erreur de stratégie. Les pays de l'OTAN ont sous-estimé non seulement la ténacité de Milosevic, mais aussi le poids de l'histoire serbe qui étaye et, pour de nombreux Serbes, justifie ses actions. La campagne de l'OTAN a renforcé et non affaibli la base politique de Milosevic. »*

THE LANCET

The Lancet est sans pitié pour les réelles motivations des Etats membres de la coalition alliée : *« La vérité politique est que les nations occidentales ont agi avant tout, non pour protéger les populations civiles du Kosovo, mais pour protéger la crédibilité de l'OTAN, une organisation qui a manifestement échoué à prévenir les atrocités en Bosnie en 1994-1995. »*

The Lancet examine l'attitude de l'OTAN à l'égard des réfugiés. Tirant les leçons de l'expérience des survivants de l'épuration ethnique en Croatie – environ 60 % des Croates dans ce cas souffriraient de troubles psychologiques –, l'hebdomadaire insiste sur le fait que la manière dont les réfugiés affrontent l'exil donne une indication sur d'éventuelles séquelles : les personnes les plus âgées et les moins éduquées présentent le plus de risques, et les attitudes de déni, d'évitement et de repli sur soi laissent craindre une mauvaise évolution.

The Lancet n'est pas plus tendre avec les alliés sur ce terrain : *« Après dix jours de guerre, avec un retard déplorable, l'OTAN a créé des zones d'assistance et a détourné une partie de ses forces quand elle a vu la crise glisser inexorablement vers la catastrophe. Les gouvernements occidentaux, avec les agences d'aides, doivent rattraper ce retard. »* Ecrit avant l'approbation dimanche 11 avril du plan humanitaire « Abri allié » par l'OTAN, l'éditorial n'évoque pas la confusion des genres entre humanitaires et belligérants dénoncée par des organisations comme Médecins sans frontières ou Action contre la faim (*Le Monde* du 13 avril). Il suggère néanmoins la coordination de l'aide par une commission des réfugiés, assistée d'observateurs internationaux, et évoque l'importance de relever les abus et violations commises afin de contribuer à de futures enquêtes médico-légales.

La rédaction du *Lancet* estime enfin que *« la seule solution durable pour les réfugiés du Kosovo sera un règlement politique, incluant peut-être la partition du Kosovo, et impliquant quasi certainement la Russie comme négociateur de paix »*. L'éditorial réserve cependant la flèche du Parthe à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord : *« Protéger les réfugiés devrait être le but premier de l'OTAN et non sa réflexion de dernière minute. »*

Paul Benkimoun

DANS LA PRESSE

LE FIGARO
Georges Suffert

■ Cette élection (en Algérie) ne ressemble pas aux précédentes. Bien sûr, six candidats sur sept dénoncent déjà les fraudes qui se seraient produites dans les bureaux itinérants et les casernes. Il est regrettable qu'ils aient retiré leur candidature. L'élection probable de M. Bouteflika n'aura plus tout à fait la même signification. Tous les candidats avaient pourtant juré qu'ils étaient libres et indépendants, qu'ils respectaient l'armée mais ne dépendaient plus d'elle ; que l'ancien régime était bel et bien enfoui dans les souvenirs des premières années de l'Algérie... Cette élection marquera tout de même une date ; malgré le retrait de candidats de qualité, l'Algérie démocratique commence à sortir de l'ombre. C'est une nouvelle importante, si elle se confirme.

LIBÉRATION
Gérard Dupuy

■ Le régime algérien court régulièrement après une respectabilité électorale tout en étant terrorisé par tout ce qui ressemble à une libre expression populaire. De là ses tentatives de scrutin à grands effets d'annonce, et des ratages et des truquages non moins spectaculaires. La nouveauté n'est donc pas que le scrutin algérien tourne court, mais qu'il le fasse en prenant et surprenant le pouvoir à son propre piège. Le badigeon du changement apporté par le *« civil »* Bouteflika s'est écaillé sur la façade du régime avant d'avoir séché... Le régime n'a pas été incapable de produire des réformateurs (certains étaient candidats contre lui), mais radicalement inapte à se réformer lui-même. Pour cela, le terrorisme islamiste lui fournissait un prétexte massue.

LA TRIBUNE
Philippe Mudry

■ Dans sa tragique et magnifique histoire, la décision des six candidats à l'élection présidentielle de se retirer de la course pour cause de fraude marque une date importante. Elle a l'immense vertu de clarifier la réalité du non-choix politique qui était proposé aux citoyens, en plantant définitivement l'opposition au cœur du paysage. L'armée, qui détient sous des oripeaux divers la réalité du pouvoir depuis près de trente-cinq ans, ne pourra, sous couvert d'élections truquées, imposer sans le dire au pays son magistrat suprême, en la personne d'Abdelaziz Bouteflika, peu glorieux cheval de retour de l'ère Boumedienne.

RFI
Jacques Rozenblum

■ En refusant de jouer les cautions démocratiques d'une entreprise qui l'était moins, les candidats du front du refus ont non seulement étalé au grand jour la crise du pouvoir, ils ont aussi exprimé les attentes de la société. En 1991, l'annulation d'une élection remportée par les islamistes avait ouvert une confrontation. Huit ans plus tard, c'est le maintien d'une parodie électorale qui en ouvre une autre. A la seule différence près qu'il s'agit sans doute cette fois-ci d'une crise salutaire.

www.rfimusique.com

Toutes les musiques du monde, écoutables à volonté sur le site de RFI

RFI-MUSIQUE possède depuis plus d'un an une banque musicale en libre accès sur le Web, proposant une sélection axée sur la chanson française et la world music. « L'Entrée des artistes » mène le visiteur vers un répertoire et un moteur de recherche permettant d'accéder à plus de trois cents dossiers consacrés à des auteurs, compositeurs et interprètes. Pour la France, le choix de RFI est très éclectique, à côté des classiques – Juliette Gréco, Brel ou Brassens –, on trouve pêle-mêle les Fabulous Trobadors, Doc Gynéco et Les Négresses vertes. Le choix est encore plus vaste pour les musiques du monde : le groupe de salsa sénégalaise Africando côtoie le chanteur de raï Cheb Mami ou le percussionniste brésilien Carlinhos Brown : en tout, des chansons en trente-trois langues, y compris le nzema, le provençal, le finlandais et l'hébreu. Pour chaque artiste, RFI-Musique propose un *« passeport »* illustré, un agenda des concerts à venir, une discographie et bien sûr une sélection de morceaux à écouter à volonté (le site n'autorise pas le téléchargement). Le site donne également accès à une sélection extraite de la *« playlist »* (morceaux les plus diffusés sur l'antenne de RFI-Musique), remise à jour deux fois par mois.



Par ailleurs, *Le Petit Journal* quotidien propose des extraits musicaux dans ses pages d'actualité, avec par exemple une interview du groupe Bisso na Bisso, un portrait d'Axelle Red, une critique du nouvel album de Francis Cabrel, *Hors saison*, ou encore un reportage sur le groupe de hip-hop marseillais Le 3e Œil. Un agenda indique tous les concerts de world music et de chanson française qui vont avoir lieu dans toutes les grandes villes du monde francophone.

Le site est également fréquenté par de nombreux professionnels de la radio, car RFI-Musique vend en ligne les CD-audio contenant les programmes musicaux qu'elle conçoit et produit à l'intention d'un réseau international de près de sept cents stations partenaires.

Dans une interview accordée fin janvier à l'hebdomadaire *Musique Info*, Jean-Jacques Dufayet, rédacteur en chef du site Web de RFI-Musique, a annoncé la mise en œuvre prochaine de plusieurs nouveaux projets ambitieux, notamment la retransmission en direct de l'intégralité des programmes de RFI-Musique, ainsi que la diffusion d'une large sélection de concerts en direct lors de la prochaine Fête de la musique.

Valérie Osouf

SUR LA TOILE

SINGAPOUR

■ Sur 1,4 million de contribuables de Singapour, plus de 200 000 ont déjà fait leur déclaration de revenus 1998 via Internet. Ils remplissent un formulaire en ligne interactif, capable de répondre aux questions et de fournir des renseignements complémentaires en temps réel. – *(AP.)*

NOMS VOLÉS

■ Les fédérations de producteurs de vin français vont créer une association pour défendre leurs noms respectifs sur Internet. L'objectif prioritaire est de récupérer les adresses Internet correspondant à leurs appellations d'origine (par exemple *chateauneuf-du-pape.com*), qui ont été déjà déposées aux Etats-Unis par des personnes dont le seul but est de les revendre avec profit. Une soixantaine d'appellations françaises ont déjà été « piratées » par des Américains, mais aussi des Suisses et des Tchèques. L'association entend se battre sur le terrain judiciaire, mais aussi *« faire pression au niveau des Etats pour obtenir un changement de réglementation dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce »*. – *(AFP.)*

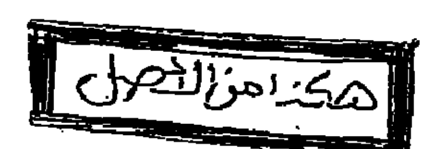
Baptême du feu

par Alain Rollat

TU SOURIAIS comme un bienheureux. En patrouille sur la frontière du Kosovo, ton pays natal, une caméra de TF 1 t'avait caressé de son regard. C'est rare, en pleine débâcle, un orphelin qui sourit comme un ange. Un inconnu, dans un abri de fortune, te tenait sur ses genoux. Il t'avait recueilli. Les partisans de l'UCK, en déroute devant les tanks serbes, t'avaient confié à lui. Personne, parmi les fuyards, ne savait qui tu étais. Ton papa était mort, ta maman grièvement blessée, disait-on, avait disparu. La télévision t'appelait *« sans nom et sans âge »*. Tu devais avoir deux ans. Tu étais un petit blondinet joufflu. Emmitouflé dans ton manteau, tu semblais surpris par ce que tu voyais autour de toi. Tes grands yeux noirs regardaient le monde avec émerveillement. Tu ne comprenais pas les pleurs des femmes et des vieillards agglutinés dans la pièce, transis de froid et de peur. Un gamin s'était approché de toi et tu lui souriais comme un chérubin. Ce soir-là, sur l'écran de mon récepteur, qui réceptionnait les horreurs de la guerre, tu incarnais la résurrection éternelle de la vie.

Te baptiser Jésus eût été orthodoxe mais déplacé. Tes racines albanaises avaient sûrement fait de toi un petit musulman et ce n'était pas le moment de faire de la provocation. La bonne inspiration m'est venue en zappant. L'envoyée spéciale de France 2, Maryse Burgot, la voix défaite, racontait les mêmes scènes de fuite sur la même frontière. Comme tous les journalistes de l'Alliance démocratique, elle souffrait de notre impuissance collective. Son reportage comportait une scène inédite. On y voyait, en pleine montagne, une paysanne des plus humbles en train d'utiliser un matériel des plus sophistiqués : un téléphone satellitaire. Maryse Burgot précisait qu'il s'agissait de son propre instrument de travail. Elle avait croisé cette femme en détresse et lui avait prêté son téléphone.

De sa part, cela n'était rien. Un simple réflexe de compassion. Et, pourtant, soudain, ce geste banal signifiait tout. En sortant de son rôle d'observatrice, en prêtant son téléphone à cette femme pour qu'elle puisse communiquer avec les siens, cette bonne Samaritaine venait de renvoyer à leur néant les bourreaux de tes parents. Car m'est alors revenu à l'esprit ce que disait une réfugiée allemande des années 30, une certaine Hannah Arendt : *« Nous humanisons ce qui se passe dans le monde en nous parlant et, dans ce parler, nous apprenons à être humain. »* Cette pensée m'a conduit au souvenir de l'un de tes aïeux grecs qui se savait, lui aussi, citoyen du monde. Voilà pourquoi, cher blondinet, je t'ai baptisé Socrate.



JEUDI 15 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

18.30 Soirée Algérie. Forum Planète

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invité : Dieudonné, Kill to This. Nicolas Bourriaud. Canal +
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Daniel Cohn-Bendit. LCI
20.30 Soirée «El Gran Mix». Invités : Bianca Li, Alberto Garcia Alix. Canal Jimmy
20.55 Envoyé spécial. Céline Dion. La noblesse russe. Les Français dans la guerre. France 2
22.25 Pulsations. Le diabète. RTBF 1
23.00 Courts particuliers. Catherine Breillat. Paris Première
23.00 Le Club. Jean Yanne. Ciné Classics
23.10 Comme au cinéma. Magie à Hollywood. Même pas mort ! Caser la voix. Tout faux, tout flamme ! Monte le son. Invité : Christophe Lambert. France 2
0.05 Tapage. L'esprit sportif tué par l'argent ? Invités : Jean-François Bourg, Jean-Claude Darmon, Philippe Diallo, Alain Etchegoyen, Daniel Herrero, Jamel Sandjak. France 3

DOCUMENTAIRES

19.10 Les Armes de la victoire. [2/12]. Le Bell «Huey». Planète
19.45 Pays d'octobre. [1/4]. Oxford Mississippi. Planète
20.15 Le Marathon des sables. Arte
20.20 Un refuge pour les singes. Odyssée
20.30 Le Triangle de la mort. Forum Planète
20.35 Cinq colonnes à la une. Planète
20.40 Thema. Dans la ligne de mire : l'assassinat politique. Arte
20.50 Vatikan. Jean XXIII et le renouveau. Odyssée
21.05 Algériennes, trente ans après. TV 5
22.00 L'Etat de la Palestine. Les épines de la paix. Planète
22.35 Histoire de l'eau. [2/4]. Ses différentes utilisations. Odyssée
23.00 Toutankhamon. [4/5]. La malédiction de la momie. TMC
23.20 Les Tribus indiennes. [16/20]. Les Séminoles. Planète
23.25 Trois peintres. [1/3]. Bruegel. Odyssée
23.50 L'Autre Algérie. Les enfants d'El Manar. Planète
0.10 L'Australasie sauvage, terre des futurophages. Les nomades du vent. Odyssée

SPORTS EN DIRECT

17.00 et 20.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. 8e de finale. Eurosport
20.00 Basket-ball. Championnat de France féminin. Finale. Match retour. Bourges - Valenciennes-Orchies. AB Sport
1.40 Hockey sur glace. NHL : Buffalo - New Jersey. Canal +

MUSIQUE

21.00 Il Giardino Armonico. Lugano (Suisse) 1992. Dir. Giovanni Antonini. Muzzik
21.45 Hogwood dirige les Symphonies de Haydn. Mezzo
23.30 La Calisto. Opéra de Cavalli. Mise en scène de Herbert Wernicke. Par le Concerto Vocale, dir. René Jacobs. Muzzik

TÉLÉFILMS

20.30 L'Affaire Seznec. Yves Boisset [1 et 2/2]. Festival
20.40 Futur immédiat 3. Kenneth Johnson. RTL 9
20.45 Chantage mortel. Heinrich Breloer [1/2]. Arte
20.50 Ennemis non identifiés. Timothy Bond. O. M 6

SÉRIES

20.50 Une femme d'honneur. Mort en eaux troubles. TF 1
21.40 Marc Eliot. Le passé d'une femme. TSR
22.15 Total Security. Stars et escrocs. Série Club
22.35 Profiler. Alliance diabolique. O. Rien que toi et moi. O. M 6
22.35 La Rédac. Le roi du rock. Disney Channel
23.25 Working. Top o'the World. Ma (v.o.). Série Club
23.45 Stargate SG-1. La clé de voûte. TSR

Le Monde TÉLÉVISION

FORUM PLANÈTE

18.30 Quotidiens d'Algérie

Au cours de ces dernières années, la presse écrite algérienne a payé un lourd tribut qui, à l'étranger, a contribué à faire des journalistes algériens les acteurs privilégiés de la lutte contre « la barbarie islamiste ». C'est ce cliché que Patrice Barrat démolit. Le travail des journalistes algériens est, en réalité, multiforme, à l'image du pays. C'est une peinture très juste de la société qui se dégage de ce film.

ARTE

20.40 Thema : l'assassinat politique

Si l'on peut éviter le téléfilm *Chantage mortel*, il est recommandé de s'intéresser aux deux documentaires consacrés à Yann Piat et à Roberto Calvi. *Le premier* (à 22.20) est signé par Michael Brusse, qui livre ses propres recherches sur l'assassinat, toujours non élucidé, de la députée. Le second, *La Mort d'un banquier* (à 23.30), est le plus intéressant de la soirée.

FRANCE 3

20.55 Indochine ■ ■

L'Indochine des années 30. Eliane Devries, femme de la bonne société blanche de Saïgon, dirige une plantation d'hévéas. Elle a adopté une princesse d'Annam orpheline et veut la marier à un cousin lorsque surgit un beau lieutenant de vaisseau. Eliane devient sa maîtresse, la fille adoptive en tombe amoureuse. Régis Wargnier signe un mélodrame romantique. Catherine Deneuve atteint au mythe.

FILMS

14.25 Gwendalina ■ ■ Alberto Lattuada (France - Italie, 1956, N., 95 min) O. Cinétoile
15.30 Petits meurtres entre amis ■ ■ Danny Boyle (Grande-Bretagne, 1994, 90 min) O. Cinéstar 1
15.30 Sailor et Lula ■ ■ David Lynch (Etats-Unis, 1989, v.o., 120 min) O. Ciné Cinéma 3
15.45 Chercheuses d'or 1935 ■ ■ ■ Busby Berkeley (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics
17.45 Assurance sur la mort ■ ■ ■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 105 min) O. Cinétoile
19.05 L'Equipée sauvage ■ ■ ■ Laslo Benedek (Etats-Unis, 1953, N., v.o., 75 min) O. Ciné Classics
20.30 La Croisière du Navigator ■ ■ ■ Buster Keaton et Donald Crisp (Etats-Unis, 1924, N., v.o., muet, 65 min) O. Ciné Classics
20.30 Luna Park ■ ■ Pavel Lounguine (France - Russie, 1992, 110 min) O. Cinéstar 1
20.45 Napoléon ■ ■ ■ Abel Gance [3/3] (France, 1926, N., 120 min) O. Histoire
20.55 Indochine ■ ■ Régis Wargnier. Avec Catherine Deneuve, Vincent Perez (France, 1991, 160 min) O. France 3
20.55 Un mariage ■ ■ ■ Robert Altman (Etats-Unis, 1978, 125 min) O. Téva
21.00 Certains l'aiment chaud ■ ■ ■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1959, N., v.o., 120 min) O. Paris Première
21.35 L'Invincible Armada ■ ■ William K. Howard (Grande-Bretagne, 1937, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classics
22.50 Les Granges brûlées ■ ■ Jean Chapot (France, 1973, 95 min) O. Ciné Cinéma 1
0.25 Dick Tracy ■ ■ Warren Beatty (Etats-Unis, 1990, 100 min) O. Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Une femme d'honneur. Mort en eaux troubles. O
22.35 Made in America. Rivages mortels. Téléfilm. David S. Jackson. O.
0.25 Les Rendez-vous de l'entreprise.
0.50 Rallye. Rallye de Tunisie.

FRANCE 2

18.45 Et un, et deux, et trois.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Envoyé spécial. Céline Dion. La noblesse russe. Les Français dans la guerre.
23.00 Expression directe.
23.10 Comme au cinéma. Invité Christophe Lambert.
0.45 Journal, Météo.
1.05 La 25e Heure. Le long retour.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.45 Un livre, un jour.
18.50 L'Euro, mode d'emploi.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.50 Consomag.
20.55 Indochine ■ ■ Film. Régis Wargnier. O.
23.35 Météo, Soir 3.
0.05 Tapage. L'esprit sportif tué par l'argent ?
1.05 Espace francophone. Francophonie en fête.
1.35 Nocturnales.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.40
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.40 L'Amérique sauvage ■ Film. William Dear. O.
22.22 Les Sales Blagues de l'*Echo*. La colère de Yahvé. O.
22.25 Deux jours à Los Angeles ■ Film. John Herzfeld (v.o.). O.
0.05 Mariage à l'italienne ■ Film. Vittorio De Sica. O.
1.40 Hockey NHL.

ARTE

19.00 Voyages, voyages. Amsterdam.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Le Marathon des sables.
20.40 Thema. Dans la ligne de mire : l'assassinat politique. 20.45 Chantage mortel. Téléfilm. Heinrich Breloer [1/2]. O. 22.15 La femme qui en savait trop. L'assassinat de Yann Piat. 23.30 La Mort d'un banquier. Roberto Calvi et le Vatican. 0.15 La Mort du pharaon. Anouar al-Sadate et les militants de la guerre sainte. 1.00 Caïn, mon frère, Brutus, mon frère.
1.55 Le Château des Schyler.

M 6

19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.50 et 1.10 Rallye. Rallye de Tunisie.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Décrochage info, Passé simple.
20.50 Ennemis non identifiés. Téléfilm. Timothy Bond. O.
22.35 Profiler. Alliance diabolique. O. Rien que toi et moi. O.
0.10 La Maison de tous les cauchemars. Les deux faces du démon. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Barthélémy Jobert.
21.00 Lieux de mémoire.
22.10 For intérieur. Jean-Claude Izzo.
23.00 Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Les 10 ans de l'Auditorium du Louvre. Œuvres de Mozart, Beethoven.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Agobet, Reibel, Mather.
23.07 Papillons de nuit. Festival Tapage nocturne.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Bach. 20.40 Les Avatars de Faust au XIXe siècle. Goethe (3). Œuvres de Mendelssohn, Spohr, Wagner, Beethoven, Schubert, Berlioz.
22.33 Les Soirées... (suite). Œuvres de R. Schumann, Liszt.

VENDREDI 16 AVRIL

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

23.20 Internautes à tout prix. Forum Planète

MAGAZINES

14.00 20 h Paris Première. Invité : James Ivory. Paris Première
14.35 La Cinquième rencontre... Travail, économie : Les métiers de la vente. La Cinquième
18.00 Stars en stock. Joan Crawford. Gregory Peck. Paris Première
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Diego Pelaes, Antoine Chao, Waldemar Bastos. Canal +
19.00 Tracks. Arte
19.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
19.30 Envoyé spécial, les années 90. Les derniers sidérurgistes. Histoire
20.00 20 h Paris Première. Best of. Paris Première
20.15 C'est la vie. Schizophrénie : délires et souffrances. TSR
20.55 Thalassa. Les Pirates des Kerguelen. France 3
22.00 Faut pas rêver. Cambodge : Les petites ombres. France : Les jouets du Queyras. Niger : Les plongeurs du désert. France 3
22.30 Bouillon de culture. Télévision et Internet : liberté ou tyrannie ? Invités : Michel Béra ; Sophie Fontanel ; Jean-Noël Jeanneney ; Ignacio Ramonet ; Dominique Wolton ; Jean-Pierre Arbon. France 2
23.10 Sans aucun doute. La 150e. TF 1
23.35 Les Dossiers de l'Histoire. Hitler-Staline, liaisons dangereuses [3/3] : L'affrontement. France 3
23.45 Carré noir. Les gens pressés sont déjà morts. RTBF 1

DOCUMENTAIRES

17.15 Les Grandes Batailles du passé. Paris 1871 : la semaine sanglante. Planète
17.35 La Chine, dragon millénaire. Changjiang, le Fleuve bleu. Odyssée
17.55 Naissance du XXe siècle. [3/12]. Le règne de l'homme blanc. La Cinquième
18.05 Vatikan. Jean XXIII et le renouveau. Odyssée
18.30 Le Monde des animaux. Après le déluge. La Cinquième
20.15 Palettes, Wassili Kandinsky. Figures de l'invisible : «Jaune, Rouge, Bleu», 1925. Arte
20.20 Joseph Mustacchi, dit Georges Moustaki. Odyssée
20.35 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin. [3/3]. Les enfants. Planète
21.05 Epopée en Amérique, une histoire populaire du Québec. [4/13]. TV 5
21.15 Sita et son fils. Les tigres du Bandhavgarh. Odyssée
21.30 Les Tambours de Tokyo. Mezzo
21.35 Un autre futur, l'Espagne rouge et noire. [3/4]. Il n'y a plus de fous. Planète
21.45 Conférences de presse. 9 septembre 1968 [1/3]. Histoire
22.10 Voyage aux pays des dieux. Haïti, les esprits d'Haïti. Odyssée
22.25 Grand format. A l'est de la guerre. Arte
22.35 L'Australasie sauvage, terre des futurophages. Les nomades du vent. Odyssée
23.25 Les Armes de la victoire. [2/12]. Le Bell «Huey». Planète
23.30 La Croisade des enfants. Odyssée
23.55 Pays d'octobre. [1/4]. «Choses vues» dans le Mississippi : Oxford Mississippi. Planète
0.45 Cinq colonnes à la une. Planète
0.45 Mississippi. Un allié adversaire. TMC
0.55 La Case de l'Oncle Doc. Les Servants du peuple. France 3

SPORTS EN DIRECT

14.30 Tennis. Tournoi messieurs de Barcelone. Eurosport
16.45 Cyclisme. Tour d'Aragon. AB Sports
17.30 Haltérophilie. Championnat d'Europe. 69 kg messieurs. Eurosport
20.00 Handball. Championnat de France. Toulouse - Montpellier. Eurosport
21.30 Boxe. Championnat de France. Mi-moyens : Jacob - Hétinof. AB Sports

DANSE

20.45 Shijima. Ballet. Chorégraphie d'Ushio Amagatsu. Musique. Y. Yoshikawa et Yas-kas. Par la compagnie Sankai Juku. Mezzo

MUSIQUE

19.25 Dawn at Dusk. Avec Dawn Upshaw, soprano ; Fred Hersch, piano. Par le Sinfonietta de Londres, dir. Eric Stern. Mezzo
20.00 Andreas Steier joue Bach & Albero. Auditorium du Louvre, 1997. Muzzik
21.00 Elvin Jones. Stuttgart, 1991. Muzzik
22.00 Gil Evans au Festival de jazz de Montreux 1983. Muzzik
22.30 Orfeo. Par la compagnie Trisha Brown. Bruxelles, 1998. Par le Concerto Vocale et le Collegium Vocale de Gand, dir. René Jacobs. Paris Première
22.45 Carmina Burana, de Carl Orff. Berlin, 1989. Avec Kathleen Battle, soprano ; Frank Lopardo, ténor ; Thomas Allen, baryton. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin et le Chœur Shin-yu Kai, dir. Seiji Ozawa. Mezzo
23.05 Beethoven et Chopin. Avec Alexei Sultanov, piano. Par l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, dir. Claus Peter Flor. Muzzik
23.50 Matthias le peintre, d'Hindemith. Par l'Orchestre de la Radiotélévision suisse italienne, dir. Serge Baudo. Mezzo
0.20 Mendessohn. *Concerto pour piano n° 2.* Avec Homero Francesch, piano. Par the Academy St Martin in the Fields, dir. sir Neville Marriner. Mezzo

TÉLÉFILMS

18.30 A deux pas du paradis. Michel Vianey. Téva
20.30 La Banquise. Pierre Lary. Festival
20.45 Chantage mortel. Heinrich Breloer [2/2]. Arte
20.50 Chasse à l'homme. Michaël Katleman. O. M 6
20.55 Au bénéfice du doute. Williams Crépin [1/2]. France 2
20.55 Les Surprises du chef. André Flédérick. TMC
22.15 Mort d'un conquérant. Thierry Chabert. Festival
22.50 Ascenseur pour le passé. Larry Elikann. 13ème Rue

COURTS MÉTRAGES

0.30 Libre court. *Entre les vagues.* Négar Djavadi. France 3

SÉRIES

19.00 Mozart. Marcel Bluwal [6/6]. Festival
21.15 Fallen Angels. Le Vent rouge (v.o.). Canal Jimmy
22.25 Dream On. Trente-sept ans de réflexion (v.o.). Canal Jimmy
22.30 X-Files, l'intégrale. [1 et 2/2]. Duane Barry. O. M 6
22.55 Seinfeld. Une histoire à la gomme (v.o.). Canal Jimmy
23.55 Serpico. The Indian. Série Club
0.25 Friends. The One Where Everyone Finds Out (v.o.). Canal Jimmy
0.50 Star Trek, Deep Space Nine. Melora (v.o.). Canal Jimmy
1.35 Star Trek, la nouvelle génération. [2/2]. La pierre de Gol (v.o.). Canal Jimmy

Le Monde TÉLÉVISION

ARTE

22.25 A l'Est de la guerre

La réalisatrice autrichienne Ruth Beckermann s'est installée dans l'exposition sur les crimes commis par la Wehrmacht à l'Est, entre 1941 et 1944. Elle a filmé ceux qui venaient regarder les photos, interrogeant les plus âgés, dont la plupart ont combattu dans l'armée de Hitler. On lit la mauvaise foi comme la bonne, on devine qui ment, on voit qui est encore nazi comme au premier jour.

ARTE

0.20 A chacun son dû

Un pharmacien d'une bourgade proche de Palerme est assassiné avec un ami médecin. Un professeur recherche la vérité. L'intrigue, à la fois policière et politique, met en cause la Mafia et la bourgeoisie. Elio Petri s'est surtout attaché au portrait d'un intellectuel de gauche qui, faute d'avoir su affronter les problèmes de la société sicilienne, se retrouve victime d'une machination. En v.o.

FRANCE 3

0.55 La Case de l'oncle Doc

Ils sont une bonne dizaine, représentant quatre générations, hommes et femmes qui ont voué leur vie à l'école laïque. Tous les intervenants des *Servants du peuple*, un documentaire de William Guérin, ont été ou sont encore instituteurs ou professeurs dans les Deux-Sèvres. Un bel hommage à la laïcité et aux « valeurs républicaines » : ouverture aux autres, solidarité et lutte contre l'exclusion.

FILMS



COLLECTION CHRISTOPHE L

14.00 Luna Park ■ ■ Pavel Lounguine. Avec Oleg Borisov, Andrei Goutine (France - Russie, 1992, 110 min) O. Cinéstar 1
15.50 Marion ■ ■ Manuel Poirier (France, 1996, 105 min) O. Cinéstar 1
16.15 Dick Tracy ■ ■ Warren Beatty (Etats-Unis, 1990, 105 min) O. Cinéstar 2
16.25 L'Equipée sauvage ■ ■ ■ Laslo Benedek (Etats-Unis, 1953, N., 80 min) O. Ciné Classics
17.50 Gwendalina ■ ■ Alberto Lattuada (France - Italie, 1956, N., 100 min) O. Cinétoile
18.45 Justice est faite ■ ■ André Cayatte (France, 1950, N., 105 min) O. Ciné Classics
21.00 La Prisonnière espagnole ■ ■ David Mamet (Etats-Unis, 1997, 105 min) O. Canal +
21.00 Mary Reilly ■ ■ Stephen Frears (Etats-Unis, 1995, 120 min) O. Cinéstar 2
21.00 Intervista ■ ■ Federico Fellini (France - Italie, 1986, 105 min) O. Ciné Cinéma 2
21.00 Un homme parmi les loups ■ ■ Carroll Ballard (Etats-Unis, 1983, v.o., 105 min) O. Ciné Cinéma 3
21.20 Underground ■ ■ Emir Kusturica (France - Allemagne, 1995, 165 min) O. Cinéstar 1
21.35 Sur les ailes de la danse ■ ■ George Stevens (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 105 min) O. Cinétoile
21.45 Cocoon ■ ■ Ron Howard (Etats-Unis, 1985, 120 min) O. RTBF 1
22.15 Demain est un autre jour ■ ■ Douglas Sirk (Etats-Unis, 1956, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classics
22.45 Sailor et Lula ■ ■ David Lynch (Etats-Unis, 1989, v.o., 125 min) O. Ciné Cinéma 3
23.40 Ce soir rien de nouveau ■ ■ Mario Mattoli (Italie, 1942, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classics
0.15 Une étoile est née ■ ■ ■ George Cukor (Etats-Unis, 1954, v.o., 165 min) O. France 2

0.20 A chacun son dû ■ ■ Elio Petri. Avec Gian Maria Volonte (Italie, 1967, v.o., 90 min) O. Arte
0.45 Banana split ■ ■ Busby Berkeley (Etats-Unis, 1943, v.o., 105 min) O. Canal +

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

16.35 Vidéo gag.
16.50 Sunset Beach. O.
17.35 Melrose Place. O.
18.25 Exclusif.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.48 Trafic infos.
20.50 Les Enfants de la télé.
23.10 Sans aucun doute. La 150e.
1.00 Rallye. Rallye de Tunisie.
1.10 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

15.50 La Chance aux chansons.
16.45 Des chiffres et des lettres.
17.10 et 22.25 Un livre, des livres.
17.15 Cap des Pins. O.
17.50 Hartley, cœurs à vif. O.
18.45 Et un, et deux, et trois.
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Qui est qui ?
20.00 Journal, Météo.
20.55 Au bénéfice du doute. Téléfilm. Williams Crépin [1/2]. O.
22.30 Bouillon de culture. Télévision et Internet : liberté ou tyrannie ?
23.45 Journal, Météo.
0.10 Ciné-club. Cycle Stars en miroir.
0.15 Une étoile est née ■ ■ ■ Film. George Cukor (v.o.). O.

FRANCE 3

14.55 La Rivière de la dernière chance. Téléfilm. Dick Lowry. O.
16.40 Les Minikeums.
17.45 Le Kadox.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Cosby. O.
20.35 Tout le sport.
20.55 Thalassa. Les Pirates des Kerguelen.
22.00 Faut pas rêver.
23.10 Météo, Soir 3.
23.35 Les Dossiers de l'Histoire. Hitler-Staline, liaisons dangereuses [3/3] : L'affrontement.
0.30 Libre court. *Entre les vagues.* Négar Djavadi. O.
0.55 La Case de l'Oncle Doc. Les Servants du peuple.
1.50 Nocturnales. Jazz à volonté.

CANAL +

16.15 Grève Party ■ Film. Fabien Onteniente. O.
17.35 Evamag. O.
18.00 A la une. O.
▶ En clair jusqu'à 21.00
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 Allons au cinéma ce week-end.
21.00 La Prisonnière espagnole ■ ■ Film. David Mamet. O.
22.45 Batman et Robin ■ Film. Joel Schumacher. O.
0.45 Banana split ■ ■ Film. Busby Berkeley (v.o.). O.

LA CINQUIÈME/ARTE

16.30 Le Magazine ciné.
17.00 Au nom de la loi. O.
17.30 100 % question.
17.55 Naissance du XXe siècle. [3/12].
18.20 Météo.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Palettes. Wassili Kandinsky. Figures de l'invisible : *Jaune, Rouge, Bleu*, 1925.
20.45 Chantage mortel. Téléfilm. Heinrich Breloer [2/2]. O.
22.20 Contre l'oubli.
22.25 Grand format. A l'est de la guerre.
0.20 A chacun son dû ■ ■ Film. Elio Petri (v.o.). O.
1.50 Le Dessous des cartes. Le retour de l'Inca.

M 6

17.35 Agence Acapulco. O.
18.25 Loïs et Clark. O.
19.20 Mariés, deux enfants. O.
19.50 et 0.20 Rallye. Rallye de Tunisie.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 La Route de votre week-end.
20.10 Notre belle famille. O.
20.40 Décrochage info, Politiquement rock.
20.45 Question de métier.
20.50 Chasse à l'homme. Téléfilm. Michaël Katleman. O.
22.30 X-Files, l'intégrale. Duane Barry [1 et 2/2]. O.
0.25 La nuit de la glisse.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.02 Les Chemins de la musique. [5/5].
20.30 Agora. Françoise Morvan.
21.00 Black And Blue. A la vitrine du libraire.
22.10 Fiction. Nouvelles de Nikolaï Gogol.
23.00 Nuits magnétiques. Des cris dans la nuit.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.40 Prélude.
20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Kazushi Ono : Œuvres de Dvorak, Vieuxtemps, R. Schumann, Stravinsky.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Dufour, Bouliane, Campo, Neveux.
23.07 Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Concerto d'Aranjuez, de Rodrigo, par l'Orchestre symphonique de la Ville de Birmingham, dir. Simon Rattle. Julian Bream, guitare. 20.40 Sergiu Celibidache, chef d'orchestre. Œuvres de Beethoven, R. Schumann, Brahms, Wagner.
23.00 Didon et Enée. Opéra de Purcell. Par les Arts Florissants, dir. William Christie.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

- O Tous publics
- O Accord parental souhaitable
- O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- O Public adulte Interdit aux moins de 16 ans
- O Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films

- ■ On peut voir
- ■ ■ A ne pas manquer
- ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique

Les symboles spéciaux de Canal +

DD Dernière diffusion

♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

هكذا من الأصل

Le Monde
VENDREDI 16 AVRIL 1999

Jurisprudence est faite

par Pierre Georges

LA NOUVELLE tombe dans le flot de dépêches. Il est 9 h 26. L'urgent de l'AFP est bref : *« Londres, 15 avril. – Le ministre de l'intérieur, Jack Straw, a donné son feu vert à la poursuite de la procédure d'extradition du général Augusto Pinochet vers l'Espagne. »*

C'est tout. C'est concis. Et c'est une excellente nouvelle. Bien sûr, cela ne veut pas dire, loin de là, que l'ancien dictateur chilien sera jugé un jour ou que tous les obstacles juridiques soient désormais levés qui permettront que l'extradition ou le procès aient vraiment lieu. Simplement, cela atteste que l'époque et la justice ont signifié, un peu plus et un peu plus fort, ce que, au travers du cas Pinochet, elles entendaient illustrer : les temps judiciaires à venir ne seront plus trop cléments aux bourreaux et aux dictateurs.

Il y a six mois, le 16 octobre, Augusto Pinochet était arrêté dans une clinique du centre de Londres. Une interpellation assez inconcevable et un peu contre les usages ordinaires et les coutumes diplomatiques, qui voulaient que la communauté internationale se fasse soigneusement oublieuse des crimes commis par les dictateurs en fuite ou en retraite. Une interpellation en tout cas qui fit grand bruit dans la mesure où elle annonçait, en matière de justice internationale, des temps nouveaux : un sénateur à vie, comme en congé de la répression la plus féroce, comme exonéré par le temps et le cynisme de l'Histoire et des nations, des crimes commis sous son régime, pouvait devenir un justiciable à vie. A vie, c'est-à-dire, à tout moment, à tout âge, en tout pays.

L'interpellation d'Augusto Pinochet, sur requête d'un juge espagnol, c'était bien plus que l'arrestation d'un octogénaire au nom et au passé hautement symboliques des régimes d'exception et de mort. C'était bien plus que l'occasion pour les familles de ses victimes de faire enfin, par le travail de la justice, leur travail de deuil. C'était un coup de tonnerre pour dire, à travers ce cas-là, précis, parlant à la mémoire de l'humanité entière et de la communauté internationale : l'immunité, l'impunité ne sont plus de saison. Ou de fin de siècle.

A la limite, le cas Pinochet, le sort du justiciable Pinochet, intéressent assez peu. Sera-t-il jamais jugé ? Ou même extradé ? Qu'importe, au final, puisqu'il l'est déjà, puisque, avant tout jugement, jurisprudence est faite. Augusto Pinochet est devenu l'emblématique justiciable d'une époque qui a décidé de ne plus oublier ses propres tourmenteurs.

On sait bien l'objection qui fut faite et elle était fondée. Pourquoi lui et pourquoi pas les autres, tant d'autres ? Pourquoi Pinochet, pour faire un exemple Pinochet ? C'est exact, aussi exact que les hésitations, renoncements, ou accommodements avec l'Histoire d'une justice pénale internationale encore à inventer. Mais l'argumentaire est limité, aussi limité que celui qui consista, il y a peu, à dénoncer l'opération dans les Balkans et contre le régime serbe, au motif qu'on ne pratiquait pas de la même façon contre d'autres régimes aussi inadmissibles dans le monde. A oser, on dira que, désormais, Augusto Pinochet attend Slobodan Milosevic. Le temps et la justice qu'il faudra.

Londres autorise la poursuite de la procédure d'extradition du général Pinochet vers l'Espagne

Les défenseurs de l'ancien dictateur se préparent à exercer de nombreux recours

LONDRES
de notre correspondant

Le ministre britannique de l'intérieur, Jack Straw, a autorisé, jeudi 15 avril, la poursuite de la procédure d'extradition du général Pinochet engagée par l'Espagne. *« La demande britannique pour son extradition va maintenant être considérée par les tribunaux »* : la décision de M. Straw a été annoncée dans un court communiqué sans aucune justification.

« C'est une grande journée pour l'humanité. Pinochet est coupable de crimes contre l'humanité. Il n'a fait preuve d'aucun remords. C'est la responsabilité des autorités britanniques que justice soit rendue. Il est en effet impossible de le juger au Chili. Il fait toujours partie des forces armées », a déclaré un membre du comité représentant les disparus. Patrick Robertson, porte-parole du général Pinochet, a condamné *« une décision qui souligne la partialité du gouvernement britannique agissant comme procureur au lieu de se cantonner dans un rôle neutre. Il n'y a eu aucune atteinte aux droits de l'homme après décembre 1988, la date-butoir déterminée par le jugement des Lords du 24 mars. Les 33 soit-disants cas de torture et de meurtres dont [le juge] Garzon affirme détenir la preuve proviennent d'une organisation suspecte à Santiago financée par le Parti communiste. »*

Pour sa part, Robyn Corbett, député travailliste et chef de file des parlementaires du Labour, favorable à l'extradition du général, a indiqué : *« c'est une bonne journée pour l'humanité qui montre qu'il n'existe aucune cachette pour ceux qui ont commis des crimes contre l'humanité »*.

Libérer le général Augusto Pinochet, âgé de quatre-vingt-trois ans, en résidence surveillée depuis six mois en Grande-Bretagne et sous contrôle judiciaire, en invoquant l'absence de charges suffisantes ou des raisons de santé, ou permettre à nouveau à la procédure d'extradition réclamée par le juge espagnol Baltasar Garzon d'aller de l'avant : tel était le dilemme auquel était confronté Jack Straw, soumis à des pressions fortes et contradictoires.

EMBARRAS BRITANNIQUE

Cette confirmation de sa première décision positive, du 9 décembre 1998, autorisant la poursuite de la procédure d'extradition vers l'Espagne, en la complétant du nouveau dossier du magistrat espagnol sur une quarantaine de cas de torture et de meurtre, ne règle pas encore le sort de l'ancien dictateur. Les avocats de M. Pinochet ont annoncé, jeudi matin, qu'ils allaient étudier la décision du ministre et ils ne devraient pas formuler de recours dans la journée. Mais il ne fait aucun doute qu'ils la contesteront devant la Haute Cour, qui devra trancher, alors, sur le fond du dossier. L'affaire, en tenant compte des multiples recours, pourrait encore durer des mois, voire des années.

La poursuite de cette saga ne peut qu'embarrasser un gouvernement désireux de tourner la page et de rétablir ses relations avec les militaires chiliens, importants clients pour les armes britanniques. Cela étant, beaucoup de députés de base, élus en 1997 et appartenant à la « génération Blair », avaient vingt ans lors du coup d'Etat contre Allende. Ils ont été ulcérés par la visite, retransmise à la télévision, de l'ancien premier ministre Margaret Thatcher, venue réconforter l'ancien dictateur et le remercier publiquement pour le soutien du Chili lors de la guerre des Malouines contre l'Argentine en 1982. Sans parler des autres interventions de personnalités étrangères en faveur d'un retour de M. Pinochet au pays, de l'ancien président américain George Bush au Vatican, en passant par l'ultra-réactionnaire sénateur américain Jesse Helms.

Face aux multiples pressions dont il faisait l'objet, Jack Straw a repris le dossier à zéro en réclamant des mises à jour de toutes les parties ; il s'est donné trois semaines de réflexion, alors qu'après la décision des Lords, ses services avaient indiqué aux autorités chiliennes qu'il ferait *« connaître sa décision promptement »*. D'Amnesty International, qui exigeait que le ministre autorise la poursuite de la procédure d'extradition du général vers l'Espagne, au gouvernement chilien, désireux que M. Pinochet soit jugé au Chili, en passant par le pugnace juge madrilène Baltasar Garzon, chacun a eu son mot à dire.

Paradoxalement, l'offensive de l'OTAN contre la Serbie a facilité la prise de décision de M. Straw dans la mesure où elle a chassé le général de la « une » de l'actualité. Ces dernières semaines, les manifestations quotidiennes des opposants chiliens devant le luxueux domaine près de Londres où l'ex-dictateur est en résidence surveillée, les protestations des résidents de Wentworth, la polémique sur le coût des mesures de protection ou les émoluments substantiels versés aux avocats de la Couronne ont cessé de défrayer la chronique.

De la même manière, les récents gages donnés par les autorités chiliennes sur leur capacité à juger les responsables de violations des droits de l'homme sont passés totalement inaperçus à Londres et sont restés sans effet, semble-t-il, sur le ministre britannique.

Marc Roche

Une saga judiciaire de six mois

● **SEPTEMBRE 1998**
– 22 : arrivée à Londres d'Augusto Pinochet.
● **OCTOBRE**
– 16 : une semaine après une opération du dos, le général est arrêté dans une clinique de Londres, à la demande du juge madrilène Baltasar Garzon, qui a entamé une procédure d'extradition pour des délits de *« génocide »*, *« tortures »* et *« disparitions »* sous la junte militaire chilienne (1973-1990).
– 17 : protestation du Chili, qui affirme que Pinochet bénéficiait de l'immunité diplomatique.
– 28 : la Haute Cour de justice de Londres invalide le mandat d'arrêt, estimant que M. Pinochet *« bénéficiait de l'immunité en tant qu'ancien chef d'Etat »*. Appel du ministère public devant la Chambre des lords.
● **NOVEMBRE**
– 4 : examen de l'appel par la Chambre des lords.
– 6 : le gouvernement espagnol autorise la demande d'extradition.
– 25 : les juges de la Chambre des lords refusent, par trois voix contre deux, d'accorder l'immunité au général Pinochet.
● **DÉCEMBRE**
– 1er : Augusto Pinochet est transféré vers une résidence luxueuse dans le sud-ouest de Londres.
– 9 : le ministre de l'intérieur britannique, Jack Straw, donne son *« feu vert »* à la transmission du dossier d'extradition de l'Espagne à la justice.
– 10 : les avocats de M. Pinochet déposent un appel contre la décision des Lords du 25 novembre, en raison des liens de l'un des juges, Lord Hoffmann, avec Amnesty International.
– 11 : première comparution d'Augusto Pinochet devant un tribunal londonien. Il rejette en bloc la justice britannique et *« les mensonges de l'Espagne »*.
– 17 : le comité d'appel de la Chambre des lords casse le précédent jugement de ses pairs.
● **JANVIER 1999**
– 18 : début du réexamen du cas du général par sept juges de la Chambre des lords.
L'ambassadeur du Chili à Londres regagne la Grande-Bretagne après cinq semaines de *« consultations »* dans son pays.
● **FÉVRIER**
– 4 : fin des trois semaines d'auditions des sept juges de la Chambre des lords.
– 19 : le Vatican effectue *« une démarche diplomatique »* auprès du gouvernement britannique en faveur de la libération du général Pinochet.
● **MARS**
– 24 : la Chambre des lords refuse l'immunité à M. Pinochet pour la période 1988-1990, date à partir de laquelle la Grande-Bretagne a introduit dans sa législation la convention internationale contre la torture, et réduit considérablement les charges.
– 26 : le juge espagnol Baltasar Garzon ajoute trente-deux cas de tortures commises entre 1988 et 1990 au dossier d'extradition contre Augusto Pinochet. Ces nouveaux cas portent à quarante le nombre total de cas de tortures contenu dans la demande d'extradition du juge Garzon, sur une période allant du 29 septembre 1988 au 12 mars 1990.
● **AVRIL**
– 15 : le ministre britannique de l'intérieur, Jack Straw, donne l'autorisation de poursuivre la procédure d'extradition d'Augusto Pinochet vers l'Espagne.

Le nationaliste corse Jean Castella a été mis en examen

L'ENSEIGNANT nationaliste corse, Jean Castella, a été mis en examen, lundi 12 avril, pour *« destruction par explosifs de biens immobiliers et association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste »*, dans le cadre de l'enquête menée par le juge d'instruction parisien antiterroriste Gilbert Thiel sur l'attentat, commis le 4 septembre 1997, contre l'Ecole nationale d'administration (ENA), à Strasbourg (Bas-Rhin). Jean-Philippe Antolini, ancien élève de M. Castella à l'université de Corte (Haute-Corse), devenu guide touristique, a également été mis en examen et placé sous mandat de dépôt dans ce dossier pour *« complicité de destruction par explosifs »*.

Présenté par les enquêteurs comme le chef d'un groupe de dissidents indépendantistes refusant, depuis le début des années 90, tout compromis avec l'Etat ou les élus locaux, M. Castella avait déjà été incarcéré, le 22 novembre 1998, en marge de l'enquête sur l'assasinat du préfet Erignac et mis en examen, le 23 décembre, par le juge Jean-Louis Bruguière, pour un attentat perpétré, le 15 septembre 1994, contre des locaux du rectorat de Paris. Lors d'une perquisition à son domicile, les policiers avaient trouvé un carnet dans lequel apparaissaient des relevés et des croquis de repérages visant plusieurs bâtiments publics sur le continent.

Concernant l'action contre l'ENA, à Strasbourg, Jean Castella avait affirmé, dans un premier temps, se trouver en Corse le jour de l'attentat, puis, dans un deuxième temps, il s'était ravisé et avait déclaré s'être rendu dans le Jura suisse, chez des amis séparatistes, ce qui n'a pu être démontré après vérification. En outre, les policiers ont trouvé chez un de ses proches, Jean-Philippe Antolini, la facture d'un séjour, en juin 1997, dans un hôtel strasbourgeois, situé à proximité de l'ENA. Réservée sous le nom de jeune fille de sa mère, la chambre offrait un parfait point de vue sur les lieux visés par l'attentat.

Les magistrats chargés de l'enquête sur l'assassinat à Ajaccio, du préfet de région Corse, Claude Erignac, le 6 février 1998, estiment que l'attentat ayant visé les locaux de l'ENA, le 4 septembre 1997, a précédé toute une série d'actions ayant conduit à l'assassinat du préfet. Selon les enquêteurs, un même groupe de nationalistes dissidents, issu de la mouvance radicale indépendantiste corse, aurait, à la suite de cette opération à Strasbourg, organisé l'attaque contre la gendarmerie de Pietrosella (Corse-du-Sud), le 6 septembre 1997, où fut volée l'arme qui tua le préfet. Puis il aurait, le 10 novembre 1997, mené une action contre des bâtiments thermaux à Vichy (Allier).

Jacques Follorou

Le Pakistan teste un second missile

NEW DELHI. Vingt-quatre heures après avoir testé une version améliorée de son missile balistique à moyenne portée Ghauri (*Le Monde* du 15 avril), le Pakistan a procédé, jeudi 15 avril, à un nouvel essai, cette fois avec le Shaheen, missile très mobile d'une portée moyenne de 600 km qui peut acheminer une charge conventionnelle ou nucléaire de 1 000 kg. *« Ce nouveau test met un terme, pour le moment, à la série d'essais de missiles à propulsion liquide ou solide qui a débuté mercredi »*, a annoncé un communiqué du ministère des affaires étrangères à Islamabad. Cette série d'essais est intervenue trois jours après que l'Inde a testé une version plus moderne de son missile balistique Agni-2, ayant une portée de plus de 2 000 km. – *(Corresp.)*

Validation partielle de la convention des médecins généralistes

LE CONSEIL D'ÉTAT a validé partiellement, mercredi 14 avril, la convention qui lie 60 000 médecins généralistes et les trois caisses d'assurance-maladie (Caisse nationale d'assurance-maladie, caisse des artisans et Mutualité sociale agricole). A deux reprises, le commissaire du gouvernement (magistrat indépendant) avait plaidé en ce sens (*Le Monde* du 2 avril). Les dispositions du texte, signé par le seul syndicat MG France, concernant la régulation des dépenses de santé et la formation professionnelle des médecins ont été annulées. En revanche, le système du médecin-référent a été préservé.

DÉPÊCHE

■ **PAKISTAN : Benazir Bhutto a été condamnée à cinq ans de prison pour corruption par la Haute Cour de Lahore, jeudi 15 avril.** L'ancien premier ministre du Pakistan, qui se trouve à l'étranger, et son époux, Asif Ali Zardari, ont également été frappés d'inéligibilité et condamnés à près de 50 millions de francs d'amende, a rapporté l'agence officielle de presse pakistanaise. – *(AP)*

Tirage du *Monde* daté jeudi 15 avril 1999 : 504 605 exemplaires. - 3

rsuite de la procédure
Pinochet vers l'Espagne

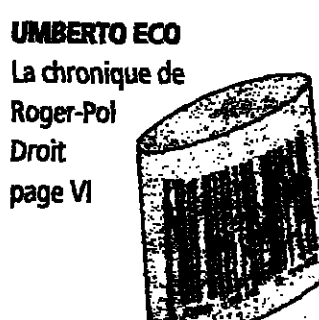
Le Monde
DES LIVRES

LITTERATURE ● ESSAIS VENDREDI 16 AVRIL 1999











Au pays de la peur

Entre douleurs et nostalgie, colère et dénonciation, quatre romans, et des regards meurtris sur l'Algérie d'hier et d'aujourd'hui

BRUNO BOUDJELAL

Leïla Sebbar, née à Aflou : *elle se souvient d'un jour de novembre 1954 où des hommes en armes, visage couvert d'un foulard, ont arrêté un car Citroën roulant sur les Hauts Plateaux pour mitrailler un couple d'instituteurs de la République française.* Nabile Farès, né à Collo : il se souvient de 1962 et des charniers de Boumediène. Mohamed Kacimi El Hassani, né à la zaouïa d'El Hamel : il se souvient des maquisards à mitraillette hissant le drapeau national devant la mosquée, alors qu'il s'apprêtait à entrer en cours préparatoire... Entre douleurs et nostalgies, les voix d'*Une enfance algérienne* (recueil publié en 1997, réédité aujourd'hui en poche) évoquent presque tous une apocalypse, la guerre d'Indépendance, qui *« n'est pas achevée »*. D'autres regards meurtris viennent depuis témoigner de cette « révolution » qui s'enlise dans un marécage de fatalité. Allers-retours : rejoindre l'Algérie, c'est s'embarquer pour un voyage au pays de la peur.

Jean-Luc Douin

Deux cent vingt pages durant, la confession de Mélina Gazsi, *L'Armoire aux secrets*, s'apparente à une quête du paradis. La jeune femme, née en 1955, se lance à la recherche de son père disparu mystérieusement au début de la guerre d'Algérie, sans laisser d'adresse. Qui était-il ? Qu'est-il devenu ? Sujets tabous. Seuls indices : Mélina, dont la mère est bretonne mais qui en réalité se prénomme Farida, a entendu parler du surnom de ce père fantôme (*« le Frisé »*) et de sa légende (*« Il a fait le maquis. »*). Sans recherche de style, et non sans charme, son flash-back évoque l'enfance d'une parisienne dans les années 60, les parties de marelle sur les tomettes du palier de la rue de Maubeuge, le taratarata de la machine à coudre familiale... C'est après avoir tenté d'occulter sa véritable identité que cette fille de Bécassine, devenue militante dans un mouvement antiraciste, retrouve la trace de l'ancien adhérent du FLN. Mais à l'instant où le récit, jusqu'alors tenu hors des émois démonstratifs, se met à ressembler à un épisode de la défunte émission de Jacques Pradel « Perdu de vue », surgit l'horreur. L'odeur tenace du feu et du sang, lors de l'attentat, en août 1992, à l'aéroport Houari-Boumediène. *« Le hasard, encore le hasard,* écrit-elle. *Et l'Histoire qui danse avec la mienne, si petite que parfois j'en ai honte. »* Silences, malaises et malentendus se sont réinstallés. Mélina reperd son père, une seconde fois.

Mohamed Mokeddem, lui, a vécu enfance et adolescence dans les années 60, à Mascara, en Kabylie : la ville des moudjahidines *« qui ont fait sortir la France ! »* Dans une langue française classique impeccable, élégante, au lyrisme contrôlé, il brosse dans *Fils de ta mère !* une fresque haute en couleur, film syncopé aux images fortes, violentes, obscènes. Des « personnages » homériques pimentent un quotidien que rehausse encore l'évocation permanente de cocasses légendes locales. Mascara, en outre, a une réputation nationale de *« ville à putes »*, et encourt pour cela la malédiction d'on ne sait plus quel marabout. Elevé avec toute la racaille familiale par une grand-mère courage qui *« courait déjà après les chèvres de son vieux, disait-elle, quand les gendarmes français avaient emmené son frère aîné se battre à Verdun »*, le narrateur est présenté un jour à une étrangère qui sort de prison : sa mère. Tandis que cette *« honnête personne »* s'adonne à la prostitution, Mohamed essuie insultes et brimades ; c'est un petit diable insoumis, les gamins du quartier veulent le « niquer ».

Fan de Ray Charles, de Sartre, Marx et Victor Hugo, ce *« fils de pute »* non conformiste doublera sa consommation de kif et de vin, rêvera d'une Algérie où il n'y aurait plus de bâtards, *« ni d'enculés et d'enculeurs »*, s'envolera pour Bagdad afin de devenir cinéaste. Lors d'un retour au pays, en 1994, il est suspecté d'appartenir au parti de Saddam Hussein. Torturé dans une caserne, il est sommé de livrer *« des noms »* ; puis il échappe à un attentat au pistolet alors qu'il tentait de réaliser un film sur l'assassinat du journaliste Tahar Djaout. Les dernières pages de son « roman » dionysiaque sont effrayantes. *« Alger a peur : Alger boit du sang dans l'ivresse de la démocratie ; Alger est l'otage du FMI, de l'armée, du gouvernement, des hommes d'affaires véreux, des islamistes égorgeurs, des démocrates douteux, des intellectuels opportunistes, des journalistes muets et d'un peuple complice. »* Peinture rageuse des mœurs de la ville blanche métamorphosée en capitale de l'enfer.

Cette peur, qui fait « pisser » le citadin dans son pantalon, on la retrouve dans *Yamaha d'Alger* de Vincent Colonna, où un jeune Parisien se rend à Alger en 1995 pour le compte d'un bulletin économique sur l'Afrique. Dans la *« cité interdite aux impies »* flotte une *« menace impalpable »*, une atmosphère de guerre civile. Saisi d'une soudaine ambition, le *« petit polygraphe de misère »* décide d'effectuer un grand reportage pour un news. Sujet : l'assassinat absurde de Yamaha, supporter charismatique de l'équipe de football de Belcourt, chef d'orchestre des liesses populaires, histrion improvisant des sketches (parfois censurés) à la télé et à la radio, symbole national injectant aux foules *« un vaccin contre la morosité »*. Un leader sans parti, prince des gradins au physique de Courtemanche, que certains dépeignent comme un mongolien, ou un facteur de désordre, un parasite, voire un indicateur de police. Ce fada idolâtré par la jeunesse, aventurier des rues, a-t-il été supprimé par les Services, par les terroristes, par un trafiquant, par un supporter d'une équipe rivale ? Musulman pas comme les autres, il figurait, dit-on, sur les listes de condamnés affichées dans les mosquées, parce que les stades font concurrence à la religion. La conclusion fait froid dans le dos : Yamaha serait mort pour une histoire de chameau.

Remarquable premier roman, *Yamaha d'Alger* restitue une atmosphère de panique et de suspicion, décrit la complexité d'une situation sociopolitique chaotique et les passions fanatiques d'un peuple, entre football et islam. Il se clôt par un monologue à la fois savoureux et effarant – la diatribe du coiffeur – exposé cynique de l'état des lieux politiques et économiques, de l'anarchie et du vice qui règnent. *« Si tu es pour le FIS, on tire sur toi ; si tu parles dans la presse, on tire sur toi ; si tu n'as pas la barbe et le* hidjab, *on tire sur toi ; si tu es contre la police, la police tire sur toi. On se méfie de son voisin... »*

Plus terrifiant encore est le « roman autobiographique » d'Y. B., ce jeune journaliste algérien qui a publié pendant sept mois dans le quotidien *El Watan* des chroniques au vitriol sur la vie politique algérienne (1), accusant les trucages électoraux et les islamistes, apostrophant les *« furoncles »* du pouvoir, en particulier ce président *« dont le nom commence par zéro »*. Imprécateur, satiriste insolent, Y. B. jette son masque (il s'est montré à Canal Plus), livre son nom (Yassir Benmiloud), et mêle actualité, confession, enquête, imaginaire pour tenter de comprendre *« comment le meurtre au nom de Dieu a-t-il fait du meurtre le nouveau Dieu »* ? Impressionnant exercice, où l'on ne sait trop faire le tri entre l'abominable vérité et la politique-fiction, qui vise, comme l'indique son titre, *L'Explication*, à donner les clés de son propre parcours, de sa fameuse disparition pendant trois jours en 1997 dans les sous-sols des services secrets, et à révéler les dessous de quelques « affaires », dont l'assassinat en 1992 du président Boudiaf.

Cette talentueuse dénonciation du totalitarisme et des manipulations barbares du pouvoir met en scène les généraux du Cabinet noir, les escadrons de la mort qui massacrent des civils, et une société secrète ésotérique d'islamistes dissidents (la Secte des assassins, dont Chadli Bendjedid serait l'un des éradicateurs), créant une apocalypse pour préparer l'arrivée d'un nouveau messie qui régnera mille ans. Y. B. cite une note de la DGSE pour Matignon, plonge dans les arcanes de sombres complots étayés par des faits vrais. Elucubrations et « explications » qui font l'effet d'une bombe. Du grand art.

(1) *Comme il a dit lui*, J.-C. Lattès. Prix Rachid Mimouni 1998.

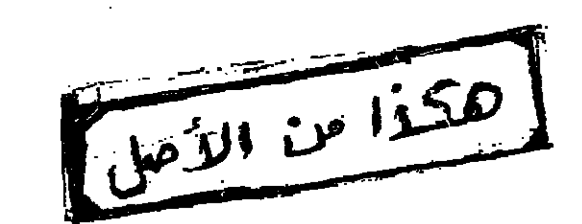
UNE ENFANCE ALGÉRIENNE
Textes recueillis par Leïla Sebbar. Gallimard, « Folio », 246 p., 32 F (4,87 €).

L'ARMOIRE AUX SECRETS
de Mélina Gazsi. Ed. de l'Aube, 224 p., 95 F (14,48 €).

FILS DE TA MÈRE
de Mohamed Mokeddem. Ed. Maurice Nadeau, 250 p., 120 F (18,29 €).

YAMAHA D'ALGER
de Vincent Colonna. Ed. Tristram, 90 p., 69 F (10,51 €).

L'EXPLICATION
d'Y. B. Ed. J.-C. Lattès, 190 p., 99 F (15,09€).



Le feuilleton

de Pierre Lepape

De l'amour chez les Necker

Moins appliqué à retracer la carrière politique et financière de Jacques Necker, celle de sa fille Germaine de Staël ou encore à conter l'histoire du salon que tint Suzanne sa mère, Jean-Denis Bredin se penche sur ce triangle amoureux unis par la passion, le talent et la gloire

UNE SINGULIÈRE FAMILLE
de Jean-Denis Bredin.
Fayard, 456 p., 148 F (22,56 €).

Plus qu'une singulière famille, c'est une image pieuse : « *Tous trois à genoux, en constante adoration les uns des autres* », comme l'écrivait avec agacement Napoléon. Une affiche publicitaire aussi : le père, la mère et la fille Necker offrant avec ostentation le spectacle public de leur indestructible amour réciproque. « *Nous sommes une famille qui nous louons les uns les autres,* admet la fille, devenue Germaine de Staël. *Oui nous nous sommes aimés, nous avons eu besoin de le dire, et dédaignant de jamais repousser les attaques de nos ennemis, de faire usage de notre talent contre eux, nous leur avons opposé un ferme sentiment d'élévation et de fierté, dont je reste seule, le triste mais fidèle dépositaire.* » L'amour comme image de marque et signe politique d'élection. Nous nous adorons parce que nous sommes les meilleurs. Il convient que ça se sache.

C'est ce nœud amoureux à trois branches qui intéresse Jean-Denis Bredin. D'autres, bien d'autres, ont écrit sur le salon de Suzanne Necker, sur la carrière politique et financière de Jacques, son mari, et plus encore sur la vie et sur l'œuvre de leur unique fille, Louise Necker muée en Germaine de Staël. Modestement, Bredin leur laisse volontiers la parole. Avec parfois trop de libéralisme, tant ces travaux biographiques qu'il cite en abondance sont de qualité et d'exactitude inégales. L'avocat sait ce que valent les témoignages de seconde ou de troisième main. Mais là n'était pas son sujet : les biographies de Suzanne, de Jacques et de Louise ne l'intéressent qu'aux moments où elles se croisent, s'enlacent, se regardent les unes les autres, se fascinent réciproquement. Ce n'est pas d'histoire qu'il s'agit, mais de roman. Chacun des personnages écrit sa vie en racontant celle des deux qui manquent.

Il ne s'agit pas d'une image. En 1785, Louise, qui a dix-neuf ans, ce n'est plus une gamine, entreprend de rédiger le portrait de son père. Et dans la trouble concurrence amoureuse qui l'oppose à sa fille, Suzanne Necker, au même moment, se livre au même exercice. Cela donne chez la jeune fille un véritable chant d'extase : Jacques Necker est un être admirable et un génie supérieur à tous les hommes de son époque. Mais Louise va plus loin : son père est le seul homme qu'elle pourrait aimer : « *J'ai regretté de ne pas trouver un être semblable à toi qui fît de moi son premier objet, qui m'aimât de toutes les manières d'aimer, qui fût sensible enfin ; je l'aurais dispensé d'être un grand homme. Pardonne, j'ai souhaité de t'être infidèle, mais je l'ai voulu en vain ; deux hommes comme toi ne se rencontrent pas dans les possibilités d'une même destinée.* » Quelques mois plus tôt, dans son *Journal*, Louise a été plus explicite encore : « *D'où vient que quelquefois je lui trouve des défauts de caractère qui nuisent à la douceur intérieure de la vie ? C'est qu'il voudrait que je l'aimasse comme un amant et qu'il me parle pourtant comme un père ; c'est que je voudrais qu'il m'aimât comme un amant et que j'agis pourtant comme une fille. (...) Nous ne nous aimons pas toujours à l'excès et cependant c'en est si près que je puis supporter tout ce qui me rappelle que nous n'en sommes pas là encore.* »

Suzanne Necker, fille d'un austère pasteur genevois, sait jeter sur sa passion un voile de pudeur. Mais sa tête n'en est pas moins brûlante : « *Après avoir tâché de faire connaître le génie de M. Necker, après l'avoir loué de toutes les expressions que la langue peut me fournir, je crois n'avoir rien fait encore. (...) Personne, non jamais personne n'eut peut-être autant que lui cette pénétrante sensibilité qui donne la vie à la vie même, et dont toutes les expressions s'insinuent dans les cœurs.* »

Quant à Jacques Necker, l'idole, il n'est pas en reste pour chanter les louanges enguirlandées de la si belle et si vertueuse Suzanne, ni pour éclipser les amoureux de sa fille, y compris cet Eric de Staël dont il fera, faute de mieux, son gendre. Louise-Germaine raconte dans son *Journal* que, quelques jours avant son mariage, elle dansait avec son fiancé. « *M. de Staël, avec sa jolie figure, ses connaissances dans l'art de la danse, formait bien ses bras, mais l'âme manquait à ses mouvements, mais ses regards fixés sur moi n'étaient animés ni par l'esprit ni par le cœur. (...) Mon père tout à coup lui dit : "Tenez, monsieur, je vais vous montrer comme on danse avec une demoiselle dont on est amoureux". Alors, malgré sa taille forte, malgré moins de jeunesse, ses yeux, ses yeux charmants, ses mouvements animés exprimaient la tendresse avec grâce, avec énergie. Dieu, peindrais-je quel serrement de cœur j'éprouvai dans ce moment, quelle comparaison déchirante !* »

Cela ne va évidemment pas sans jalousie entre les deux femmes. Ni sans surenchères. C'est à qui veut se sacrifier pour l'adoré, c'est à qui veut mourir pour lui. Est-ce l'air du temps et le sentiment des périls ? Il règne sur cette histoire d'amour une insistante odeur de mort. Suzanne Necker reçoit dans son salon plutôt guindé les têtes les plus brillantes des Lumières triomphantes – Diderot, d'Alembert, Helvétius, Buffon, Beaumarchais, Malesherbes, Grimm – et leurs épigones ; elle entreprend comme tout un chacun le pèlerinage de Ferney pour faire ses dévotions au patriarche, mais il règne déjà dans les luxueuses demeures des Necker un petit air de consomption qui sent son romantisme. Le bonheur n'est jamais tout à fait lui-même s'il ne s'accompagne pas de quelque sentiment mortifère. A la veille de son mariage avec l'homme de sa vie – et qui plus est un parti inespéré –, la jeune Suzanne lui écrit : « *Oh ! mon Jacques, mon cher Jacques, ne me demande jamais l'expression de mes sentiments, laisse-moi jouir de mon bonheur sans y réfléchir. En le contemplant, je crains qu'il ne m'échappe et je ne puis penser aux douceurs de ma vie sans prévoir l'instant qui doit la finir. Le trouble de mon cœur et les images funèbres qui l'agitent devraient m'empêcher de te satisfaire.* » A peine mariée, elle commencera à griffonner les plans du tombeau qui les réunira, Necker et elle, pour l'éternité. Chacune de ses lettres fait penser à un testament. Mme de Staël saura jouer sa partie dans ce grand concert mortuaire. Et Jacques Necker, quand la Révolution l'aura porté au pinacle puis chassé du pouvoir, consumera les heures amères de sa retraite de Coppet à construire, livre après livre, sa propre stèle. Dans le triangle passionnel des Necker, l'amour et la mort occupent deux sommets. Le troisième est consacré à la gloire. Chez Jacques, cela va de soi. Ni l'argent – il en a tant gagné – ni le pouvoir où il n'est jamais que le second, derrière le roi ou derrière l'Assemblée nationale, n'excitent son imagination. Il les utilise à une fin quasi métaphysique : « *Il y a quelque chose d'aérien dans la gloire,* écrit Mme de Staël, *elle forme pour ainsi dire la nuance entre les pensées du Ciel et celles de la terre.* » C'est le lieu où souhaite résider Jacques Necker. Il ne fait pas une carrière, même si ça y ressemble, il accomplit un destin de héros antique. Moment crucial de notre histoire où un professionnel de la banque dispute au prêtre, au soldat et au roi la mission sacrée de sauver la société. Ce que les contemporains de Necker ont pris pour des ridicules, son extrême vanité, sa certitude d'être en tout supérieur à ses contemporains, sa vertu inébranlable dont il faisait étalage à la moindre contestation, ses pompeux et vibrants mémoires justificatifs, tout cela n'est que la monnaie de ce désir de gloire qui le dévorait, à la manière d'un devoir.

On le retrouve chez Suzanne Necker et dans ce salon qu'elle voulait brillant et influent, mais qu'elle pétrifiait, malgré elle, sous l'empois des convenances et des raideurs puritaines. On le retrouve plus encore chez Germaine de Staël dont ce sera bientôt l'unique moteur. Jean-Denis Bredin, conformément à son projet de roman familial, interrompt le portrait de l'ardente jeune femme aux premiers mois de 1793. Suzanne Necker, affligée par la conduite dévergondée de sa fille, glisse lentement vers la mort tant attendue ; Jacques, dans la solitude de Coppet, sculpte minutieusement l'autoportrait sublime qu'il entend donner en héritage à la postérité. Germaine court les routes et les amants, à la recherche de l'homme immense et parfait, de l'être de rêve qui lui ferait retrouver son père. Course éperdue, douloureuse, forcément vouée à l'échec, mais toujours menée dans le souci mordant de la gloire. La baronne de Staël-Holstein veut en goûter tous les fruits, y compris les plus amers.

Dès son plus jeune âge, dans le salon maternel, elle cueille les lauriers bienveillants que le cercle philosophique accorde à son intelligence précoce et à sa sensibilité frémissante. Elle n'est pas belle, elle sera admirée. Ensuite viendra la gloire par la politique, à l'exemple du père, la gloire par la littérature, la gloire par les amours et les tumultes, par les idées, par l'influence, par l'hostilité de Napoléon, par l'exil, par les fêtes, par la censure, par les jeux des cours. Elle parvient même, à la fin de sa vie, à faire sa gloire de l'abandon où la laissent Constant et Chateaubriand, ses anciens amants, de sa solitude et de sa sagesse.

Plus moderne que son père, encore accroché à l'idée de postérité, plus frivole que sa mère agrippée à Dieu et à la vertu, Germaine s'est livrée à la nouvelle et toute-puissante dispensatrice de ce que Balzac appelait « *le soleil des morts* » : l'opinion publique.

Passion sans lettre de noblesse

L'habit ne fait pas le moine, dit un proverbe populaire, dont s'empare Honoré de Balzac pour démontrer que sa vérité « *est surtout applicable à la littérature* ». Il est en effet des écrivains angéliques qui dans la vie se conduisent en coquins. C'est le cas de son Canalis, membre de l'Académie française, dont les « *morceaux câlins* », et la « *caressante poésie femelle* » cachent un « *petit ambitieux, serré dans son frac* », un prétentieux aux ambitions politiques, « *aristocrate à en puer* ». Il est aussi des lectrices exaltées, vouant « *une admiration absolue pour le génie* », qui n'imaginent pas qu'un artiste puisse cacher un charlatan, et qui n'hésitent pas à leur envoyer des missives enflammées, s'offrant en proies candides aux tartuffes ou aux coureurs de jupons. Ce fut le cas de Bettina, vouée à Goethe, et de la fameuse « étrangère », Mme Hanska, à laquelle la lecture des romans de Balzac faisait verser des larmes d'émotion. D'abord masquée, et après avoir contraint Balzac à faire paraître une annonce de presse afin de retrouver sa trace, la Polonaise à « *l'âme de feu* » s'engagea avec lui dans une longue correspondance, qui déboucha sur un adultère et, après la mort de son mari, sur des projets conjugaux.

Au fil de ses missives, Mme Hanska est courtisée par le démon de l'écriture. Inspirée par la *Correspondance* de Goethe et Bettina qu'elle vient d'acheter à Saint-Pétersbourg, elle imagine une nouvelle contant l'histoire d'une femme manipulée par un poète. Tour de passe-passe, avec mise en abyme : sans scrupules, Balzac lui confisque le sujet, pour en faire ce *Modeste Mignon* où il se paye le tête de la donzelle-héroïne autant que de l'écrivain qu'elle adule, ce Canalis, mélange de Byron, Lamartine, Hugo... Destinée à coiffer sainte Catherine, Modeste Mignon, surnommée « *mademoiselle Million* », se joue donc la comédie des chimères. Une lithographie représentant l'écrivain de son cœur fait courir son imagination ; elle demande des renseignements à son éditeur, écrit à son auteur chéri : mais Canalis n'est qu'un poseur ; il demande à son secrétaire, Ernest de la Brière, de répondre à sa place. Avec mission de lui conter l'évolution de la mascarade. Comme dans le film de Christian Vincent, *La Discrète*, où Fabrice Lucchini tombait amoureux de sa proie, Ernest de la Brière, joli Cyrano, est pris au piège à son tour de cette partie d'illusions. Modeste conserve sa lettre « *entre sa chair et son corset* » ; ils se livrent à des parties de cache-cache pour s'épier, tour à tour déguisés pour se voir sans être vus, jusqu'à la révélation piteuse du subterfuge, et des noces inespérées : devenue Mme de la Brière, Modeste sera « *l'orgueil et le bonheur de son mari* ».

Canalis, de son côté, écumera de rage, démiurge berné, découvrant à quel point son double s'est « *pavané dans ses rayons* », et que, en quelque sorte, il est victime d'un plagiat dont il fut lui-même l'instigateur, le complice, le modèle. Il en est ainsi, parfois, des phénomènes de librairies.

J.-L. D.

Figures de la Comédie

MIGNON DE LA BASTIE MARIE MODESTE

Née en 1808

Fille à marier héroïne de *Modeste Mignon* (1844), le personnage est cité parmi les personnalités du faubourg Saint-Germain dans *La Cousine Bette* (1847) et dans *Béatrix* (1839)

Ariane et les démiurges de l'illusion

LE DIABLE DÉTACHEUR
de Gwenaëlle Aubry.
Actes Sud, 196 p. 99 F (15,09 €).

Une jeune fille rencontre un homme mûr. Curieuse, elle l'examine, décide de l'aimer, y parvient, et s'en repent cruellement. Elle sort métamorphosée de cette mésaventure. Sur ce thème classique, Gwenaëlle Aubry a composé dans ce premier roman une belle tragédie intérieure, solidement construite, soutenue par une prose soignée, dépourvue de tout maniérisme, avec une attention rare à la ponctuation.

L'amant quadragénaire n'a rien d'un prince charmant : un chômeur longue durée, un peu chauve, un peu mufle. Mais il a fasciné la nymphe avec ses contes, la voilà prise. Elle goûtera la passion dans les vents et les rocailles de l'île d'Aran, et bientôt les premières inquiétudes, le sexe extrême comme une épreuve de rattrapage. Un jour, la jalousie lui éclate en pleine figure et l'enfer, soudain l'environne. C'est le temps des obsessions, de la chair pour s'évader, de la folie enfin, celle des sorcières. L'ombre de Perséphone, déesse des parages infernaux, plane sur ce livre, comme celle du Minotaure dévoreur de vierges. Ce n'est pas par hasard que l'héroïne se nomme Ariane et les résonances raciniennes s'imposent devant la dissolution progressive de cette femme livrée en aveugle au destin qui l'entraîne.

Ce n'est pas son amant qui la détruit, ni même le petit enfer de proximité que forme son entourage : un voisin dangereux, un enfant battu, un sans-papiers brutalisé. Ce n'est pas non plus l'amour lui-même, il disparaît assez longtemps avant la séparation finale ; c'est autre chose, au-delà des sentiments et sans doute au-delà du sexe ; une force majeure, à sa proie attachée, et qui l'emporte.

Jean Soublin

Témoins à travers le temps

Roman et autobiographie sur fond de « drôle de guerre ». Jean Malaquais et Claude Seignolle se rejoignent, se complètent, et nous troublent

PLANÈTE SANS VISA
de Jean Malaquais.
Préface de Norman Mailer,
Phébus, 556 p., 159 F (24,23 €).

LA GUEULE
de Claude Seignolle.
Zulma, 252 p., 120 F (18,29 €).

Les hasards de l'édition nous apportent deux ouvrages qui ont un peu plus d'un demi-siècle d'âge, pour toile de fond la « drôle de guerre » et ses conséquences. Ce ne sont pas les premiers du genre, mais ils ont plus d'une raison de se signaler à notre attention, ne serait-ce que le silence qui s'est longtemps fait autour d'eux et parce que c'est là belle littérature, ne se prévalant d'aucune influence, qu'elle soit de Seignolle, qui se reconnaît *« sans bagage »*, ou de Wladimir Malacki, arrivé en France à dix-huit ans et dont le style laissera bientôt Gide pantois et émerveillé. A ce Malacki qui devient Malaquais, on peut appliquer ce qu'Eric Dussert dit de Seignolle. Ils sont venus *« à la littérature en pleine innocence pour répondre à... une nécessité vitale »*.

Pour décrire ce qu'il appelle la *« décade chaotique et tragique d'entre 1940 et 1950 »*, Seignolle réunit dans *La Gueule* trois récits qui nous installent dans le Cher, en Suède et au Maroc. Le premier, *Les Kartoffeln*, introduit le sujet de l'ensemble, l'importance de la faim qui fait de l'homme une bête. En 1944, pour une *« hospitalité forcée »*, des soldats allemands en débandade vivent chez Seignolle et sa femme. On n'est *« plus seulement face à des hommes, mais face à l'obéissante et aveugle puissance des armes, du feu, de la mort »*. Mais chacun a ses armes. Le plus fort ne peut rien contre la faim. Elle règne sur les événements et les esprits. Alors, l'individu retrouve en lui les instincts les plus bestiaux. La pomme de terre devient un symbole dans cette cohabitation obligée d'où naissent des souvenirs, la défaite, la captivité, la Sologne et ses résistants, scènes présentes dans les trois récits, cocasses comme un face-à-face avec une photo de Hitler, horribles comme ce bourreau polonais chargé d'arracher les yeux des prisonniers de la Gestapo. La réalité, sa folie, sa cruauté dans cette ambiance fantastique, fantasmagorique, propre au conteur Seignolle, dont les anecdotes ne doivent rien, ici, à l'imagination.



THÉRÈSE BONNEY/BDIC

Sur les routes de l'exode (mai 1940)

Le roman de Malaquais n'y doit pas davantage. C'est pour cela peut-être qu'il passa inaperçu. Autant un Rebatet, avec ses *Décombres*, avait eu un succès immense dans la France occupée, autant Malaquais fut ignoré de la France libérée, comme si une espèce de masochisme faisait plus attrayante la bile du fasciste que fascinant le cri d'homme du métèque. Déjà, avec *Les Javanais*, histoire des sans-papiers et autres exclus des années 30, il ne caresse pas l'orgueil national dans le sens de la démagogie. Avec ces privés de visa, œuvre qu'il ne cessa de travailler jusqu'à sa mort, en décembre dernier, il recrée une France multiforme qui, à la parution de l'ouvrage, en 1947, ne répondait pas à l'air du temps.

Quel hiatus quand on voulait se convaincre que les *« excellents Français »* de la rengaine de Maurice Chevalier avaient surtout été d'excellents résistants. Malaquais répond à l'image d'Epinal avec une autre illustration, dérangeante. Elle a pour cadre *« Marseille-sous-Vichy »*, ses nombreux salauds et ses rares héros, microcosme et parfaite représentation d'un pays qui, ne comprenant rien à ce qui lui arrive, est dans un tel chaos que l'auteur en décrit les effets sans se poser en juge, sans prendre la position facile du donneur de leçons après coup. De cela aussi, le récit tient sa puissance d'évocation et cette qualité des œuvres qu'on ne peut lire sans être troublé.

Dans cette fresque d'un univers et d'un espace restreints, les êtres vivent selon les situations imposées par la débâcle mais aussi selon leur psychologie, laquelle se révèle en ses paroxysmes sous l'influence des événements. Sans prétendre à l'explication – ce n'est pas là un roman à thèse –, Malaquais nous confronte au mystère du Bien et du Mal. Dans un tel contexte, le saint est aussi inconcevable que le malfaisant. La Marseille des César et Marius avait ses individus louches aux nationalités imprécises, ses flics, ses mouchards, ses fonctionnaires pointilleux et ses filles de joie. Mais en passant de Pagnol à Pétain, flics se dit Milice, les donneurs vous envoient à la Gestapo, la délation devient l'autre forme protectrice du chacun pour soi. Avoir confiance, c'est toujours courir un risque, et il ne fait pas bon n'avoir pas l'accent de Raimu ou protéger le Français récalcitrant à Vichy, l'étranger dont la race est dite impure. Rarement l'homme ange et bête n'a été ainsi dépeint.

Pierre-Robert Leclercq

Poursuite amoureuse

Quand la mémoire, les secrets se jouent des passions. Le deuxième roman d'Hugues Pradier

PENDANT LA CHALEUR DU JOUR
d'Hugues Pradier.
Gallimard, 296 p., 120 F (18,29 €).

Ce livre est un de ces romans vastes et profonds regorgeant d'émotion, d'intelligence, de surprises et que l'on voudrait ne pas quitter, que l'on a hâte de retrouver comme on partirait en voyage ou comme on rentrerait à la maison. Une seule existence nous est impartie ; ce sont de telles pages qui permettent de n'y être pas confiné, d'échapper à cette limite, enseignant avec exactitude comment peuvent être vécues, savourées ou subies d'autres vies.

Pendant la chaleur du jour restitue le climat, la lumière d'une petite ville, Fontanes, demeurée le fief des Fontanes aujourd'hui ruinés, et toujours imprégnée de la mémoire collective qui émane des pierres, de l'air même et d'événements antérieurs, discrets, muets sinon secrets. Evénements qui sont à l'origine d'un drame qui les prolonge. Paysage lumineux, où vont s'enchevêtrer des passions presque toujours obsessionnelles. Ainsi Philippe Saulnier revivant de façon atavique l'amour que son père avait éprouvé pour une descendante des Fontanes, qui avaient repoussé le parvenu. De la même manière, le jeune homme poursuit, harcèle une Fontanes de sa propre génération, devenue son idée fixe. Comme il est lui-même l'idée fixe de sa maîtresse Carla, petite dinde pulpeuse, tragique et peu vêtue, qui semble toujours *« posée »* par l'homme qu'elle aime au bord d'une *« piscine fantôme »*. Carla, elle-même l'idée fixe d'un ancien amant...

Hugues Pradier sait pénétrer avec patience, avec humour, plusieurs destins vécus autour des mêmes événements, chacun selon ses propres cadences, ses propres avidités. Si quatre des protagonistes rendent compte du drame, il ne s'agit pas là d'un procédé littéraire, mais de la capture réelle de perceptions différentes exprimées au rythme de langages intérieurs spécifiques ; langages qui traduisent eux-mêmes les impacts variables, les sens, les affects multiples accompagnant et influençant les péripéties d'une même et fascinante aventure. C'est avec une étrange jubilation que le récit devient complice des efforts des uns pour obtenir ce à quoi s'opposent les autres, tandis que tous se dirigent de conserve vers l'inéluctable.

L'une des beautés très particulières, jamais ostentatoires, de ce roman à la mélodie constante et souterraine tient à ce que prennent parfois le relais du récit ceux-là mêmes que nous avions jugés sans consistance, négligeables, et qui se révèlent chacun, comme nous le sommes tous, les héros acharnés de leur propre vie. Tel Pascal Mesnil, amoureux dégingandé, grotesque et bafoué de Clara. Benêt absolu, assassin par mégarde et par crédulité, il se révélera conscient de ses manques douloureux, dynamique au sein de ses échecs, très jeune en somme, et peut-être le plus lucide, le plus digne de tous. Ou telle Odile, la mère de Philippe, absente à sa propre vie, inexistante aux yeux des autres, tenue pour bizarre, sinon folle. Seuls semblent la subjuguer *« la rivière à travers les arbres, ou bien l'intérieur d'elle-même à travers les arbres et la rivière »* ; elle se révèle poignante, certes cloîtrée en elle-même, mais impliquée, vulnérable et, parce qu'elle espère encore, apte à une détresse stridente.

La description si simple de sa tentative de suicide secrète et manquée est en soi inoubliable. Comme, d'ailleurs, tout l'ouvrage. Il a dû longtemps habiter Hugues Pradier, qui n'en trahit jamais la magie.

Viviane Forrester

Ramuz d'ombres et de lumières

Comme Salieri, empli d'amertume à l'égard de Mozart, le narrateur de Jacques Chessex ploie sous la stature de l'écrivain vaudois

INCARNATA
de Jacques Chessex.
Grasset, 114 p., 80 F (12,19 €).

Nous craignons d'admirer. Nous sommes avares d'hommages. Ou bien, il nous faut d'abord être assuré de l'utilité, de la rentabilité de nos compliments. Cela se calcule ; l'amitié est un investissement ; toute congratulation doit être mutuelle.

Mais au vrai, lorsque sont rompus les cercles de l'intérêt et de la complicité, l'admiration devient ce qu'elle est : une modalité de l'amour gratuit. On ne rend hommage qu'à une personne ou un objet désiré, élu.

S'il n'était aveuglé par lui-même et vieilli sous le harnais de l'amertume, Manuel Sorge, le narrateur du beau récit de Jacques Chessex, trouverait aisément le chemin d'un tel amour. Mais il est écrivain, vivant – douloureusement il est vrai, saturé de questions et de contradictions – une passion personnelle qui oblitère, obscurcit le monde au lieu de l'ouvrir. De plus, comme il n'est guère matamore, que l'incertitude et le peu de goût de lui-même dominent son esprit, cette passion sera fatalement morose, perplexe, pusillanime. Elle nourrira une œuvre sans horizon ni grandeur, une vie constamment mécontente d'elle-même. Cette passion est le sujet d'*Incarnata*.

« Vendredi 23 mai 1947, 19 heures. Je suis content. Ramuz est mort ! » Rude commencement. Un peu plus loin, cela continue sur le même ton : *« Donc Ramuz est mort et bien mort. Et, malgré la grande fatigue de toutes ces années où je m'épuise à vivre dans son ombre, encore oui c'est un plaisir, une joie, une fièvre heureuse que je ressens à me persuader que Ramuz est mort, le vieux est mort, sale vieux poseur de faux vigneron esthétouillard et théâtral qui m'empêche de vivre depuis toujours. »* La jalousie n'est que le ressort extérieur de la détestation. Tout est apparence d'ailleurs, dans ce monde où la littérature suscite et entretient les plus mesquines ambitions. Ces ambitions au-dessus desquelles l'œuvre du grand écrivain vaudois Charles-Ferdinand Ramuz, précisément, s'élève.

SUPERBE PARABOLE

Comme le faux ne peut jamais complètement ensevelir le vrai, Manuel Sorge, confusément, sait ce que dissimule cette haineuse *« fièvre »* ; il sait qu'elle n'est que le revers de son admiration, de sa révérence à l'égard de l'auteur de *La Beauté sur la terre*, son aîné de trente-cinq ans.

Il sait sa dette, mais discute à n'en plus finir au lieu de l'acquitter... Alors, il retourne son amour en dépit, comme Salieri ruminant sa rancœur contre Mozart, dont il a parfaitement reconnu le génie. Pour faire un pas de côté, s'affranchir de ce ressentiment, il suffirait pourtant d'entendre cette parole de saint Ambroise de Milan adressée à saint Augustin : *« Le souverain bien consiste à pressentir et à ressentir le souverain bien lorsqu'il s'offre à nous sur cette terre. »*

Jacques Chessex propose une superbe parabole de cette passion nouée, enfoncée, qui empoisonne l'âme lorsqu'elle ne sait plus la faire vivre : *« J'ai appris que la littérature peut céder le pas à l'être. A la qualité, à la bonté, à la seule lumière de l'être. Quand cesserai-je de me demander si la leçon était juste ? »* Au-delà de sa mort réelle, Ramuz reste la figure de cette *« lumière »*, le dispensateur d'une beauté qui donne à l'art mission d'être un chapitre du *« souverain bien »*. Cette leçon, une femme la donnera au narrateur, le laissant plus démuni encore. Le portrait et la forte présence charnelle de cette Ariane D., nocturne, *« au regard terriblement noir »*, écrivain elle aussi, sont la plus belle réussite du livre.

Dans sa brièveté et sa rapidité, le récit de Jacques Chessex est parfaitement construit et conduit. Il n'allait pas de soi de mettre en scène la personne d'un écrivain comme Ramuz, d'insérer, sans l'éteindre, son regard d'épervier décrit par Jean Paulhan, dans le cours de la fiction. Sans jamais s'alourdir de réponses toutes faites, Chessex renvoie la question de la littérature non pas à elle-même – c'est-à-dire aux ambitions contingentes – mais à son objet, ce monde, par exemple où Ramuz pensait, non sans raison, que la beauté est apte à s'incarner.

Patrick Kéchichian

★ Signalons aussi le volume de la *Revue des lettres modernes*, série C. F. Ramuz, n° 6, dans lequel Jean-Louis Pierre a rassemblé les actes d'un colloque qui s'est réuni à Zurich sur le thème « Ramuz au carrefour des cultures et des esthétiques » (éd. Minard, 296 p.).

Rites de passage à l'âge adulte

Dans son deuxième roman, Emmanuel Moses raconte le désarroi d'un jeune poète franco-israélien

LA DANSE DE LA POUSSIÈRE DANS LES RAYONS DU SOLEIL
d'Emmanuel Moses.
Grasset, 192 p., 98 F (14,94 €).

Un grand-père rescapé de la Shoah, richissime et distant ; ses enfants qui s'imposent, loin du monde des affaires, grâce à leurs prouesses intellectuelles ; une kyrielle de belles créatures autour du petit-fils, poète et juif, français et israélien, qualités compatibles mais nourricières d'un désarroi permanent ; enfin, deux somptueuses maisons, l'une à Paris, l'autre près de Tel-Aviv : tels sont les personnages et l'univers du second roman d'Emmanuel Moses (né en 1959), auteur également d'un volume de nouvelles et de recueils de poèmes. Cette sarabande à travers les rayons d'un soleil froid sur les demeures du XVIe arrondissement – mais brûlant les visages des soldats dans le désert du Sinaï – est le reflet miroitant des souvenirs ramassés par le narrateur vers la fin des années 70, lors de la mort de son grand-père, symbole d'un temps à jamais révolu.

Rassurons-nous, il ne s'agit pas là d'un Marcel en quête d'une figure tutélaire ou de sa fantasmatique Albertine, mais d'un poète juif né trop tôt ou trop tard. Trop tard pour avoir connu l'inimaginable (il a la décence de ne pas en parler), trop tôt peut-être pour un grand livre à venir. Qu'importe ! Le récit d'Emmanuel Moses, truffé de références indiquant son identité spirituelle (de Borges et Meyrink à Antonioni et aux kabbalistes), dévoile l'angoisse terrible que provoquent les rites de passage à l'âge adulte, sexualité contrariée, jeux de guerre écrasants, ainsi que le déchirement du poète sollicité par deux pays, deux villes et deux langues. C'est déjà bien au-delà des promesses contenues dans son premier roman (1).

E. R.

(1) *Papernik*, Grasset (« Le Monde des livres » du 18 décembre 1992).

est journaliste au *Monde*.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Livraisons

● LA CHAMBRE DES DÉFUNTS, de Marie Ferranti
Pari ambitieux que cette évocation érudite et romanesque du peintre Snyders, à travers les souvenirs de Somaize, l'auteur du *Dictionnaire des précieuses*, qui rencontre l'artiste en 1654, à Anvers. Snyders, âgé de près de quatre-vingts ans, vit en reclus, se consacrant aux natures mortes. Pendant cinq mois, le peintre et l'écrivain s'entretiennent. Somaize parle peu et écoute, intrigué par un tableau que le peintre ne veut pas montrer. L'histoire de ce tableau, « Chambre des défunts », se confond avec celle de sa vie, de sa passion jalouse pour sa femme Isabella que retrace le récit de la servante Teresa. Ainsi la peinture, dérobée aux regards, fait entendre une leçon de ténèbres, entre l'atelier et la chambre funèbre où, selon une coutume espagnole, on préparait à Anvers le futur trousseau des morts. Et c'est une humble et radieuse révélation que cette toile, où le noir fait « sonner » la nuance, où la couleur n'est qu'un tremblement dans la lumière, et où le peintre, avec le pinceau le plus ténu, finit par apposer son nom (Gallimard, 224 p., 110 F [16,76 €]). **M. Pn**

● NIL ROUGE, de Gérard Oberlé
Collectionneur de livres anciens, amateur d'œuvres insolites, Gérard Oberlé saute le pas et publie son premier roman. S'y retrouvent ses goûts pour l'étrange et sa grande culture, mais *Nil rouge* est avant tout un très beau récit, un roman d'aventures, humoristique et jouissif. La disparition de son ami le pianiste Denis Versenna conduit Claude Chassignet en Egypte. Les péripéties du voyage et de l'enquête nous entraînent loin des circuits touristiques et au plus près des riches dispositions sensuelles du héros qui n'hésite pas à se référer à un ancêtre homonyme, Jean-Baptiste, poète du XVIe siècle dont il nous livre quelques vers. Roman jubilatoire et intime, *Nil rouge* est aussi une observation intelligente de l'Egypte d'aujourd'hui (Le Cherche Midi, 208 p., 92 F [14 €]). **H. Ma.**

● REPENTIRS, de Jean-Loup Calazel
Deux hommes face à face. Un avocat qui est le narrateur, et Moran, désigné pour « bavarder » avec lui. Entre eux, un magnétophone comme un autre personnage, qui diffuse la voix du narrateur. Moran lui dit qu'« *il n'y a rien de déshonorant à avouer* ». L'interrogé ignore les règles de cette espèce de jeu du faux et du vrai, de la résurrection d'un passé récent et d'un passé très lointain avec, dans le souvenir, la présence d'un Victor C... Cela dure plusieurs jours dans la salle d'un gymnase. Atmosphère et éclairage oppressants, une ambiance d'interrogatoire que ponctue un voyage dans l'espace, Venise, et le temps, celui de Vittore Carpaccio, peintre du XVIe siècle. Célèbre en son temps, il disparut on ne sait où ni comment. C'est devant un de ses tableaux que le narrateur rencontra Victor C... Peu de romans aussi étranges, aussi déroutants que celui-là. De quoi décourager le plus curieux des lecteurs si, dès le début, on n'était pris par le mystère (HB Editions, 202 p., 90 F [13,72 €]). **P.-R. L.**

● FRÈRE DE SANG, de Violaine Massenet
La langue juridique n'est pas féministe. Au tribunal, le mot « matricide » n'existe pas. C'est le constat que fait Viviane, la narratrice, lors de l'accusation portée contre Claude Leurre accusé de parricide pour avoir tué sa mère. Enseignante, Viviane suit ce procès dans le cadre d'un travail qu'elle conduit sur le droit. Ce Claude, coupable ou innocent ? Sain d'esprit ou malade mental ? La fin du roman nous le dira. Mais ce n'est peut-être pas le plus important. Ce qui fait la force de ce roman est le contrepoint entre le procès, le comportement de ses acteurs et le regard que porte sur elle-même la narratrice qui ne sait plus très bien qui elle est, non pas qu'elle manque de lucidité, mais parce qu'au fur et à mesure des interventions du procureur et de l'avocate elle ressent une espèce de parenté entre elle et l'accusé (La Différence, 160 p., 98 F [14,93 €]). **P.-R. L.**

● LA SÉPARATION DES BIENS, de Bruno Racine
A la mort de sa mère, Pierre, chercheur scientifique qui nomadise en Europe centrale, hérite d'une maison en Haute-Provence qu'il a quittée vingt-cinq ans plus tôt, l'année de son bac. Il y va, il en revient, il y retourne, cherchant les traces d'un passé familial. Le testament maternel exige qu'il laisse tout en état, alors que sa vie semble être mise en disponibilité et qu'un intermède amoureux avec une aguicheuse fugitive le laisse pantois au terme d'une éphémère idylle. Cette demeure a une double architecture et les existences qui s'y sont déroulées ont connu des dédoublements ambigus. Ainsi va-t-il découvrir le trouble passé d'un ancêtre, officier des campagnes napoléoniennes, et tirer, des aléas de sa vie, le soupçon d'un double inceste... Linéaire, classique, un peu apprêté, le roman de Bruno Racine s'attache à maintenir une séduisante ambivalence entre l'emprise d'un lieu et les mystères d'une vie (Grasset, 136 p., 83 F [12,65 €]). **P. Ky.**

Tom Wolfe, émule de Zola

Onze ans après « Le Bûcher des vanités », celui qui ne jure que par les romanciers européens du XIXe siècle est de retour. Rencontre avec un romancier qui se proclame prophète littéraire de notre temps

A l'heure où de nombreux intellectuels européens pleurent de rage devant les dégâts causés à l'identité européenne par le mastodonte de l'impérialisme culturel de masse américain conduit par Spielberg, il peut sembler ironique que l'un des auteurs américains les plus célèbres et les plus enviés ait pris pour modèles les grands romanciers européens du XIXe siècle. Balzac, Dostoïevski, Dickens et autres Thackeray ont été largement reniés par les universités libérales américaines,

William Cash

« mâles blancs et morts », sans intérêt aujourd'hui. Comme la plupart de ses idoles littéraires Wolfe, estime que le romancier devrait « *dépasser son expérience personnelle pour se précipiter dans la société afin de la décrire* ». Il estime qu'un bon « roman » entraîne le lecteur au cœur du système nerveux des personnages « *et lui fait sentir jusqu'à la moelle leurs motivations, telles qu'elles sont influencées par la société à laquelle ils appartiennent* ». L'écriture n'est pas une étude de caractères mais une façon d'embrocher jusqu'au trognon le « réalisme » brut à la Zola.

Son premier roman, *Le Bûcher des vanités*, qui date de 1987 et s'est vendu à plus de 750 000 exemplaires, sans compter les rééditions en poche, décrivait l'époque avide de la « *fièvre de l'argent* » de Wall Street. A soixante-huit ans, il a enfin écrit son deuxième roman, *Un homme, un vrai*, situé principalement dans le Nouveau Sud américain, après une absence de onze années due en partie à une crise cardiaque, une longue angoisse de la page blanche et une dépression. « *Je pense que c'est le baiser de la mort pour un écrivain que de croire qu'il résume son époque* », explique Wolfe, qui s'est autoproclamé le prophète littéraire de notre temps.

« *J'écris mes romans à l'envers*, ajoute-t-il. *Apparemment l'approche correcte est d'avoir un thème en tête, un ou deux personnages et ensuite de trouver le bon milieu pour exprimer ce que l'on a à dire. En tant que journaliste, je m'intéresse d'abord au milieu. Je cherche quelque chose que je ne connaisse pas et dont je me dis que la plupart des gens ne le connaîtra pas non plus, que cela devrait en intéresser une majorité. Après, j'attends que le personnage entre en scène. Comme Zola, j'aime écrire quand je fais de la fiction sur des gens qui travaillent.* » L'une des scènes d'*Un homme, un vrai* se situe entre les murs glacés de l'entrepôt frigorifique d'une maison d'alimentation de gros, près de San Francisco. « *Je suis entré* », répond-il quand on lui demande comment il a obtenu la permission d'y rôder. Il raconte que cette idée lui est venue de ses lectures des expéditions de Zola, carnet en main, dans les taudis, les mines de charbon, les champs de courses, les grands magasins, les halles, les bureaux des journaux, les fermes, les gares de triage ou les salles de machines. En 1884, ce dernier, redingote, col rigide et chapeau, se fit passer pour le « secrétaire » officiel d'un membre de la Chambre des députés afin de descendre à 50 mètres de profondeur dans les sinistres mines d'Anzin pour y étudier les conditions de travail pour *Germinal*. Wolfe passa tout aussi inaperçu, carnet en main, obligé d'écrire au crayon – par moins 20 degrés, un stylo-bille ou un stylo-plume ne fonctionnent plus – au milieu des piles de viande congelée.

En 1988, dans le magazine *Harper's Bazaar*, un essai de Wolfe réduisait à néant les efforts de presque tous les auteurs contemporains américains, leur préférant les « réalistes » du XIXe siècle. Il y décrivait un incident survenu lors des recherches de Zola dans la mine : il y avait croisé un énorme cheval de trait traînant un wagonnet débordant de charbon et avait alors demandé aux mineurs comment ce cheval avait pu tenir dans l'ascenseur ; on lui avait expliqué que l'animal avait été descendu alors qu'il n'était qu'un poulain, qu'il avait passé toute sa vie dans la mine, devenant aveugle, et qu'il y resterait jusqu'à sa mort. « *Cet épisode du cheval est l'un des sommets de la littérature française*, écrivait Wolfe, *et il aurait été impossible sans ce travail particulièrement ingrat que Zola appelait documentation. En cette période faiblarde et pâlichonne de marasme dans l'histoire de la littérature américaine, il nous faut un bataillon, une brigade de Zolas, qui se précipiteraient dans ce pays sauvage, bizarre, imprévisible qui est le nôtre pour se le réapproprier sous forme littéraire.* »



MICHAEL O'NEILL/OUTLINE ACTE 2

« Je pense que c'est le baiser de la mort pour un écrivain que de croire qu'il résume son époque. »

Le Bûcher des vanités parut une semaine avant le krach de Wall Street d'octobre 1987. « *Tout, ma réputation et ma situation financière – et j'avais emprunté des sommes obscènes –, dépendait du* Bûcher. *Mais surtout ma réputation. J'étais extrêmement nerveux. Du coup, je me suis payé quasiment toutes les maladies psychosomatiques imaginables. J'avais la goutte, je ne pouvais plus marcher, mon dos m'a lâché. Cette fois-ci, je suis tellement soulagé que cette maladie qui durait depuis onze années a disparu.* »

Pour maladie, comprendre une avalanche de faux départs, des dizaines de milliers de dollars gaspillés en recherches inutiles, des pages et des pages raturées et des dates limites dépassées. « *Je me reposais sur les lauriers du* Bûcher, admet-il. *Dès qu'un éditeur étranger m'invitait dans un pays où je n'étais jamais allé – ou même si j'y étais déjà allé ! – j'acceptais et je m'amusais bien.* » S'il arrive fréquemment que les romanciers se plaignent de la maigreur de leur avance ou au contraire se vantent de son énormité, Wolfe se retrouva dans la situation insolite d'être incapable de gérer une avance conséquente.

Dans *Un homme, un vrai*, le personnage de Charlie Croker est un ancien milliardaire d'Atlanta de soixante ans qui avait fait fortune dans l'immobilier et doit 500 millions de dollars à sa banque. Il est sur le point de tout perdre. Au bout du compte, Croker doit choisir entre son honneur personnel et sa fortune. « *J'ai vraiment essayé d'imaginer l'effet que cela doit faire que de tout perdre*, explique Wolfe, avec force gestes, dans son élégant salon. *Si vos biens disparaissent, votre carrière disparaît probablement aussi.* »

Pour *Le Bûcher des vanités*, Wolfe s'est inspiré des paroles de Savonarole, dont il a appris l'existence lors d'une excursion en car organisée par American Express, à Florence. Pour un Européen cultivé, ce type d'excursion peut apparaître comme un moyen un peu philistin de s'instruire. Pas pour Wolfe. D'ailleurs, avec une avance de 7,5 millions de dollars, on a assez d'argent pour se cultiver comme on en a envie. Dans *Un homme, un vrai*, il s'inspire de la philosophie d'Epictète même si lui n'est pas un stoïcien, il n'est pas « *assez courageux pour cela*, affirme-t-il. *Ce qui m'a plu dans le stoïcisme, c'est que rien ne va plus à l'encontre de la pensée américaine actuelle que cela. C'est tellement esthétique, tellement impitoyable* ».

★ William Cash est correspondant à New York pour *The Spectator*. Traduction de Judith Silberfeld.

La roue de la fortune

A travers les déboires financiers d'un ancien milliardaire d'Atlanta, Tom Wolfe passe au crible l'Amérique des années 90

UN HOMME, UN VRAI
(A Man in Full)
de Tom Wolfe.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Benjamin Legrand.
Robert Laffont, « Best-sellers », 806 p., 189 F (28,81 €).
(En librairie le 19 avril.)

Qu'on se le dise, *Un homme, un vrai* est un best-seller annoncé, tiré à plus d'un million d'exemplaires aux Etats-Unis dès le premier tirage et dont on nous dit qu'il est et sera l'événement littéraire de l'année. Quelques voix se sont toutefois élevées, et en particulier celles de Norman Mailer et de John Updike aux Etats-Unis, pour reconnaître que, certes, best-seller il y a – la machine est rodée – mais sûrement pas pour des raisons littéraires. Tom Wolfe ne s'est pas laissé faire et pour dire les choses simplement les a traités de « *vieux croûtons* ».

Tom Wolfe n'est pas vraiment un débutant en littérature, puisque *Un homme, un vrai* est son deuxième roman, onze ans après *Le Bûcher des vanités* (mais il est l'auteur de douze livres et l'un des pères de ce que l'on a appelé le « nouveau journalisme »). Ce qu'il a voulu faire ici, c'est sans aucun doute une sorte de roman total passant l'Amérique au glaive rouge, le Grand Roman Américain attendu comme le messie par la critique et les lecteurs américains, normalement peu nombreux, mais prêts à se précipiter en foule sur l'œuvre immense et immensément espérée. Peut-être faut-il être soi-même américain pour apprécier véritablement ce « chef-d'œuvre » qui rappellerait Dickens ? Un roman qui décrit la société américaine des années 90, sans négliger le moindre stéréotype, l'argent, le sexe, l'aérobic, le sport et l'ombre d'O. J. Simpson, Internet, les femmes trop mûres qu'on quitte pour une plus jeune (en nuisette de soie rose saumon), les soirées chics et tocs, la déco chic et chère, les scènes de ménage et les adultères, les pensions alimentaires, le vieillissement, la nouvelle bourgeoisie noire, les minorités et les tensions raciales, la religion, le rap et le gospel, le *charity business*, les soirées mondaines, les compromissions politiques, les conditions de travail infernales d'ouvriers toutefois mieux payés qu'ailleurs (14 dollars de l'heure), le chômage, l'alcool, les drogues, la prison, la violence. Tout y est et bien entendu et surtout, comme le titre l'indique : la virilité, la vraie, avec « *combat de mâles* » et « *bon vieil humour viril* », « *atmosphère "chasse-fusils-etc."* », « *avant-bras puissants* », « *abdominaux (...) comme un pack de six bières* » et « *gros buissons de poils noirs* ». Avec revers de la médaille absolu, l'humiliation insupportable de celui qui est vexé-touché-coulé, de celui qui a toujours gagné parce qu'il a toujours été le plus fort, à coups de poing, à coups de dollars ou de fusil.

« BRAAAANG GLUUG SPLAAAAT »

Tout y est même jusqu'au moindre détail, les descriptions s'allongent entre « *aveuglante lumière* » et « *sinistres grincements* » et toutes sortes d'onomatopées : « *braaaang gluug splaaaat* » et même « *boom boom boom bruine bruine bruine fait Beethoven* » ; on sait tout de chaque meuble, de chaque bibelot, de chaque pièce traversée ; on sait comment est habillé chacun des personnages, même ceux qui ne font que passer (et combien ça coûte) ; on sait ce qu'ils mangent et ce qu'ils boivent et ce qu'ils fument (et combien ça coûte) ; on assiste même en direct et sur quelque dix pages à la saillie d'une jument par un étalon. Et l'on passe ainsi du documentaire au sitcom. Parce que Tom Wolfe, écrivain réaliste et héritier (selon ce qu'il dit) des grands écrivains européens, se donne un mal de chien pour restituer ambiances et dialogues, pour montrer la crétinerie et l'absence totale de scrupules de ceux dont la chance pourrait un jour tourner et les injustices faites aux autres, ceux qui n'ont jamais connu que la déveine.

Parfois ça marche et parfois on s'ennuie à regarder se débattre dans les affres d'une banqueroute le vieux Charlie Croker, milliardaire de 117 kilos et ancienne star de football, qui a misé un peu trop gros sur un somptueux complexe immobilier à Atlanta. Il commence par licencier quelques employés de son entrepôt frigorifique d'Oakland, Californie, dont un jeune idéaliste, Conrad Hensley, passionné par les stoïciens. Tandis qu'un scandale risque de faire exploser Atlanta, un footballeur noir étant accusé d'avoir violé une jeune fille riche et blanche. Bien entendu, tout cela s'imbrique habilement. Bref, Charlie Croker perdra-t-il sa jeune femme appétissante et sa plantation où il chasse la caille, et tout le reste ? Vous le saurez à la fin de ces 800 pages.

Martine Silber

L'héritage explosif de Niemczyk

Un conte moral délirant et baroque démonte les mécanismes complexes du mensonge et de la perversion

LA COURTISANE ET LES POUSSINS
de Krzysztof Niemczyk.
Traduit du polonais
par Jacques Burko,
et présenté
par Ana Ptaszkowska,
La Différence, 428 p., 168 F (25,61€).

Jadis, Slawomir Mrozek publia un récit intitulé *L'Eléphant*. Il y était question d'un pachyderme exposé dans un zoo, en plastique et gonflé à l'hydrogène : il n'y en avait pas de vrai. Les enseignants le présentaient aux écoliers polonais comme le plus lourd animal de la création. Hélas ! un coup de vent détachait la corde à laquelle le mannequin était attaché, et celui-ci se retrouvait flottant dans les airs malgré sa pesanteur supposée. C'est depuis cet épisode, raconte Mrozek, que les enfants dépités ont commencé à briser les vitres, sont devenus hooligans, se sont mis eux aussi à mentir. Avec cette métaphore célèbre en son temps, le dramaturge polonais dénonçait l'hypocrisie qui cachait les abominables aspects du socialisme dit réel. Quel sera plus tard le sort de ces gamins témoins d'une imposture grosse comme cet éléphant, témoins de l'utopie dévoyée ? Un roman exceptionnel, conte moral délirant et baroque, à la fois funèbre et désopilant, vient dévoiler leur innocence corrompue ainsi que la perversion des adultes chargés de les éduquer, tout en élargissant le débat bien au-delà des pays de l'ancien bloc communiste. *« Le lieu ne marque pas le crime, c'est le crime qui marque le lieu »* : ainsi s'exprime la courtisane, personnage central du roman de Niemczyk.

Liane de Pougy ? La Belle Otero ? Rachel quant du Seigneur ? Cette cocotte, tantôt « Mademoiselle » tantôt « Madame », plus rarement Liliane, n'a rien à leur envier. Grande ordinatrice des plaisirs dans la Pologne d'entre-les-deux-guerres, la demi-mondaine s'étiole au milieu des années 60 entre les murs d'une des maisons de retraite du pays devenu « démocratie populaire ». Son ancien admirateur, le Professeur, savant fortuné et mondialement reconnu, devenu la caution du régime politique, la fait sortir de l'asile où elle vivote, lui paye une cure de rajeunissement, l'installe dans son somptueux hôtel particulier, met à sa disposition *Faust* – sa rutilante voiture, symbole de réussite sociale – et finit par l'épouser. Les intentions du bienfaiteur seraient-elles aussi pures que cela ? Ce n'est pas si sûr. Le Professeur s'occupe aussi de ses trois neveux, Lucien, Wicek et Andrzejk, les *« poussins »*, dont les parents, exclus de la nomenklatura, n'arrivent plus à assumer la charge. Leurs enfants, de véritables voyous fascinés par l'éventuel héritage de l'oncle renommé, sont justement les sosies de ces adolescents mis en scène autrefois par Mrozek, devenus ingouvernables après la découverte du mensonge généralisé.

JEUX PERVERS

Le Professeur, lui, dissimule sous son apparence respectable un mal d'autant plus irréductible qu'il se confond avec les vérités et les attitudes les plus communément admises. Et s'il convoque la courtisane, ce n'est pas tant pour apprivoiser ses *« poussins »* que pour les pervertir davantage, tel le voyeur qui n'avoue pas ses penchants secrets. A force de liftings et autres opérations esthétiques, « Madame » devient presque désirable. *« Pitié ! Je suis comme une oeuvre d'art ensevelie parmi les ordures »*, s'exclame-t-elle face à ceux qui tentent de l'aliéner, consciente aussi bien de son rôle de corruptrice que de son statut inaliénable de femme. Qui pervertit qui, la courtisane, les trois voyous ou inversement ? Le Professeur, ou tout ce petit monde ? Toujours est-il qu'au sein de cet univers risible et nauséabond, seule Malgosia la servante, une petite paysanne, peut se prévaloir d'une présomption d'innocence avant que la mort ne vienne mettre un terme à cette tragique et burlesque comédie. Comment ne pas la situer dans la lignée des grandes œuvres polonaises de cette seconde moitié du siècle, celles de Slawomir Mrozek et, bien sûr, de Witold Gombrowicz ?

C'est grâce à plusieurs bonnes volontés, dont celle du traducteur et de la présentatrice, gardienne pendant vingt-cinq ans de l'explosif manuscrit, que ce texte a pu être publié à Paris. Krzysztof Niemczyk, piéton chimérique en quête permanente d'absolu, hantait au tournant des années 60 les vieux quartiers de Cracovie avec une paire d'ailes noires fixées sur ses épaules, ange prophétisant les malheurs à venir. S'il pousse la provocation en se baignant tout nu dans la fontaine face à la cathédrale, ou bien en organisant de monstrueuses soûlographies, il n'arrête jamais d'écrire, malgré ses incarcérations successives, malgré la surveillance étroite de la police politique. Considéré comme une sorte de doux dingue en raison de ses incartades, par les uns, sinon comme une légende vivante au sein de la jeunesse marginale de Cracovie – hippies, musiciens de jazz ou de rock (lui-même jouait du piano) ou bien intellectuels en délicatesse avec le régime répressif – Krzyszof Niemczyk meurt en 1994 à l'âge de cinquante-sept ans, malade et miné par l'alcool. C'était juste après avoir signé son contrat pour la sortie de son roman en France, ce roman étonnant qui demeure toujours inédit dans son pays.

Edgar Reichmann

La malédiction des Balkans

Deux recueils de nouvelles d'Ivo Andric offrent un tableau minutieux et palpitant de la Bosnie du XVIII[e] au début du XX[e] siècle

MARA LA COURTISANE
et autres nouvelles
d'Ivo Andric.
Traduit du serbo-croate
par Pascale Delpech,
Belfond, 242 p., 109 F (16,61 €).

TITANIC ET AUTRES CONTES JUIFS DE BOSNIE
d'Ivo Andric
Traduit du serbo-croate
par Jean Descat,
choix de textes et postface
de Radivoje Konstantinovic,
Belfond, 156 p., 89 F (13,56 €).

A qui veut mieux comprendre la complexité de l'histoire balkanique et saisir, sur le vif, quelques-unes de ses facettes les plus tourmentées, on ne saurait trop conseiller la lecture d'Ivo Andric. Depuis plusieurs années, les éditions Belfond nous invitent à redécouvrir ce grand écrivain de l'ex-Yougoslavie – le seul de son pays à avoir obtenu le prix Nobel de littérature, en 1961. Les rééditions, en 1994 et 1997, de ses deux chefs-d'œuvre, *Le Pont sur la Drina* et *La Chronique de Travnik*, ont remis en lumière, à la faveur de la guerre de Bosnie, sa lucidité poignante et prémonitoire. Et l'actualité tragique qui rallume aujourd'hui la *« poudrière de l'Europe »*, incitera peut-être à mieux connaître cet esprit fin et distingué qui parlait huit langues et se définissait comme *« un pessimiste tourné vers la vie »*.

Né de parents catholiques, en 1892, à Travnik, capitale bosniaque durant la période ottomane, Ivo Andric passe son enfance à Visegrad, à la frontière de l'empire austro-hongrois et de la Serbie. C'est là qu'un architecte ottoman édifia, sur l'ordre du grand vizir Mehmed Pacha, ce pont magnifique sur la Drina, dont Andric fera plus tard un personnage inoubliable. C'est là aussi que, plongé dès l'enfance, dans les luttes inextricables qui opposent catholiques, orthodoxes, musulmans et juifs, il ne cessera d'y revenir dans son œuvre pour y livrer une vision désespérée de sa terre natale. Ainsi écrit-il dans « Une Lettre de 1920 », l'une des nouvelles de *Titanic*, recueil paru en 1987 et réédité ces jours-ci : *« Oui, la Bosnie est pays de haine. (...) Et de même que le sol sur lequel nous vivons passe dans nos corps sous l'influence de l'humidité et de la chaleur atmosphériques, leur donne leur couleur et leur aspect et détermine le caractère de notre genre de vie (...), de même la haine, puissante, souterraine et invisible sur laquelle vit le Bosniaque, entre insensiblement (...) dans tous ses actes, même les meilleurs. »* Et plus loin : *« Le fossé qui sépare les diverses religions est si profond que seule la haine parvient à le franchir. »*

EN RÉSONANCE

Etudiant à Zagreb, Vienne et Cracovie, Ivo Andric commence à écrire très tôt, traduit le poète américain Walt Whitman, adhère au mouvement nationaliste « Jeune Serbie » – à l'origine de l'attentat de Sarajevo en 1914 –, est arrêté et passe trois ans dans les prisons austro-hongroises puis en résidence surveillée près de Travnik. A la fin de la première guerre mondiale, on le trouve à Belgrade où il entame une carrière diplomatique qu'il terminera comme ministre plénipotentiaire et représentant spécial de la Yougoslavie à Berlin en 1941. Après cette date, installé à Belgrade qu'il ne quittera plus jusqu'à sa mort, en 1975, il se consacre entièrement à l'écriture.

Extraites de ses *Œuvres complètes* publiées à Sarajevo, en 1986, les dix nouvelles de *Mara la courtisane* offrent un tableau minutieux et palpitant de la Bosnie aux XVIII[e] et XIX[e] siècles. Elles résonnent de cris de soldats et de piétinements de chevaux, de caresses de pachas amoureux et de soupirs de courtisanes alanguies, de conciliabules de femmes dans les greniers à grains et de balles perdues sifflant dans les collines. Elles vibrent de sensibilité et d'humanité, comme cette esclave exhibée dans une cage sur une place de village et qui finit par se rompre le cou, ou cette jeune bru en butte au glacial mépris d'une famille riche et infrangible. Surtout, elles illustrent à chaque page la malédiction des Balkans, les persécutions, la famine, la guerre, la haine encore et toujours, entre Serbes, Tsiganes, Turcs, Juifs, Autrichiens, beys, hodjas, gouverneurs, officiers, notables ou petites gens qui s'étripent à chaque détour d'époque et d'histoires. Et si possible les plus dérisoires : *« Ils discutaient ce jour-là de l'opportunité de permettre aux chrétiens d'élever des clochers (...) dans des villes où vivaient également des Turcs. (...) Kaukdzic, arguant de citations qu'il tirait d'un gros livre, avait démontré que c'était impossible, et qu'un musulman ne pouvait pas vivre dans une ville où "battaient les cloches". »*

Le génie d'Andric ? Ne rien expliquer, raconter seulement. Et surtout faire *voir*. Conrad écrit, dans la préface au *Nègre du Narcisse*, qu'il s'agit là de la tâche première, la seule peut-être, du romancier. Andric y réussit somptueusement. Que voit-on ? Des visages, des corps. *« Un Turc, ridé, les cheveux frisés, le fez de travers et l'œil gauche à moitié fermé »*, un bey, *« énorme masse graisseuse »* dont seuls les *« petits yeux rusés »* sont en perpétuel mouvement, un pacha au *« profil circassien »*, au *« regard tranquille et sérieux comme on en voit chez les enfants intelligents ou les gens réellement courageux et nobles »*. A force de les *voir*, on est parmi ces personnages, on entre dans leurs vies. Et c'est là que le prodige s'accomplit : une fois de plus, la littérature nous fait toucher du doigt des siècles de passions et de folies entremêlées, plus justement qu'aucun livre d'histoire.

Florence Noiville

Kirsty Gunn au point de non-retour

Depuis son premier livre, la romancière arpente le chemin douloureux du retour. Mais, à travers ses nouvelles, une autre voie semble se dessiner

LE PAYS OÙ L'ON REVIENT TOUJOURS
(This place you return to is home)
de Kirsty Gunn.
Traduit de l'anglais
par Anouk Neuhoff,
Ed. Christian Bourgois,
236 p., 120 F (18,30 €).

Direction Portobello, quartier des puces et des antiquaires. C'est dans cet univers un peu *destroy* que Kirsty Gunn, jeune écrivain d'origine écossaise, née en Nouvelle-Zélande, a choisi de s'établir avec son mari. Depuis *Pluie*, son premier roman, elle travaille sur le thème du retour, qu'elle explore encore dans son dernier livre : *« Une piqûre qui se change en déchirure, voilà comment ça commence. Les souvenirs qui remontent. Tout le processus qui se met en branle. En descendant de l'avion, l'air qui vous aspire et qui vous enveloppe : peut-on jamais éviter le retour au pays natal ? »*

Pourquoi avoir choisi de parler de ce *Pays où l'on revient toujours*, titre de ce recueil ? *« Peut-être parce que je suis un peu fataliste. Je crois profondément que partir c'est revenir. Tout doit changer afin que tout puisse rester identique car, quoi que vous fassiez, vous en reviendrez toujours là, c'est-à-dire ici, au bercail. »* Le cercle reconstitué, la boucle bouclée. Sans doute est-ce pour cela que, la lecture terminée, les onze nouvelles semblent ne former qu'une seule et même histoire. Kirsty Gunn distille dans chacune d'elles un peu de l'enfance de chacun d'entre nous, ce fardeau qui ruine l'existence. Dès lors, le recueil fonctionne comme un puzzle qui ne prend sens qu'une fois la dernière pièce posée. *« Quand vous vous embarquez dans l'écriture*, dit-elle, *vous n'avez aucune idée de là où vous allez. Maintenant que j'ai écrit trois livres, je vois clairement les thèmes. Mais quand vous commencez à écrire, vous ignorez vos obsessions »* (1). Son obsession principale ? L'enfance, état de grâce et d'innocence à jamais perdue dès que vous entrez dans *« la répugnante adolescence »* qu'elle évoque dans *Pluie*. Alors, cette jeune femme aux cheveux roux, coupés à la garçonne, revisite les contes de fées. A sa manière. Dans les siens, la mère pourrait faire figure de sorcière étouffante, le père d'ogre et l'amant de grand méchant loup. A la trappe donc la fameuse phrase qui conclut, habituellement, l'histoire : *« Ils vécurent heureux et eurent beaucoup d'enfants. »* Sous la plume de Kirsty Gunn, les fées comme les happy ends sont devenus fantômes et désillusions.

GRANDE SOBRIÉTÉ

Pourtant, le contraste est grand entre la vision cauchemardesque qu'elle donne de la vie et son style. Au fil des pages, Kirsty Gunn égrène les souvenirs, maniant à merveille l'euphémisme, car elle sait *« qu'il ne faut pas forcer le trait »*. Cette mélomane (un piano occupe une bonne moitié du salon), passionnée de peinture, est attentive à la moindre nuance : *« Je traite un matériau si chargé émotionnellement que, pour ne pas verser dans le sentimentalisme, j'ai dû adopter un style très sobre. Il était important pour moi de trouver une manière d'écrire qui soit détachée, en contraste avec ce que je décrivais. » « Ce que j'essaie de faire quand j'écris est quelque chose qui se rapproche de la peinture et de la musique. Je cherche un ton, un son, une couleur. Alors j'écris jusqu'à ce que je parvienne à cette note-là, jusqu'à ce que cela sonne juste. »*

Toujours la même obsession donc ? Pas sûr, car, avec « Tout le monde dort », Kirsty Gunn dit en avoir terminé avec le thème du retour : *« Cette nouvelle est importante car c'est la première fois qu'un de mes personnages arrive à admettre ce qui se passe dans sa vie à la lumière de son passé. Sarah Jane, en prenant conscience que ses racines ne sont que chaînes, respire de nouveau. »* Avant de reprendre, entre deux cafés (une habitude qu'elle a contractée à New York) : *« Je me sens libre désormais de ne plus écrire sur ce thème, cette sorte d'ensorcellement que j'ai exploré dès mon premier livre. »* C'est en quelque sorte délivrée que cette toute jeune maman (elle a accouché en janvier d'une petite fille) travaille à son troisième roman, en attendant que le premier soit adapté au cinéma. Elle espère éprouver de nouveau cette sensation *« parfaite »* qu'elle a connue en écrivant *Pluie*, où, dit-elle : *« J'avais le sentiment de tirer sur un fil et que l'histoire se déroulait toute seule. »*

Elle sait que pour ses récits *« écrits à la première personne, avec des narratrices »*, se pose nécessairement la question de l'autobiographie. *« Ce ne sont plus mes histoires, elles appartiennent aux lecteurs désormais. Mais je sais que c'est assez troublant*, dit-elle d'une voix ferme et calme. *Pourtant, si ce ne sont pas des récits autobiographiques, tout est vrai. Car, dans la littérature tout est vérité. »* Avant d'ajouter : *« Tout est vérité dans le temps du texte. »* Sans doute faut-il chercher la réponse dans les nouvelles elles-mêmes. Tandis qu'une narratrice s'interroge : *« Je ne sais pas pourquoi j'ai choisi de parler de ces choses-là. Je suis serveuse dans un bar (...). Je porte des accessoires coûteux, des sous-vêtements de luxe. Je suis cette femme-là »*, une autre lui répond, par nouvelle interposée : *« Seulement penser à lire. Seulement penser à arriver au bout de chaque histoire. »* Oui, seulement penser à lire, et à découvrir, si ce n'est déjà fait, cette jeune femme qui sait dire, avec une grande beauté, la cruauté d'un monde souvent terrible.

Emilie Grangeray

(1) *Pluie* et *Histoire aux yeux pâles*, parus chez Christian Bourgois.

Carlos Heitor Cony dans les plis de la mémoire

QUASI-MÉMOIRES
(Quase Memoria)
de Carlos Heitor Cony.
Traduit du portugais
par Henri Raillard,
Gallimard, « Du monde entier »,
268 p., 145 F (22,11 €).

Le jour où le portier d'un hôtel vient lui remettre une épaisse enveloppe à son nom, le narrateur sait immédiatement qu'elle provient de son père, mort dix ans auparavant. De ce colis, de son papier, du *« nœud parfait »* qui l'entoure, de l'odeur qui s'en dégage, vont émaner mille souvenirs liés à une figure paternelle tout à fait hors du commun. En sous-titrant son livre « Quasi-roman », Carlos Heitor Cony montre qu'il se livre à un exercice ambigu, où la vérité s'écrit avec les lignes courbes de la mémoire. Et où le fils, peut-être, cédera aux mêmes tentations que son père, lequel ne résistait jamais à enjoliver les histoires dont il abreuvait son entourage. Il en résulte, sous la plume de ce journaliste et romancier né à Rio en 1926, un récit savoureux, extrêmement drôle et plein de tendresse.

Car ce père, journaliste lui aussi, était un homme plein de *« gourmandise »*. Appétit de vie qui se manifestait dans son amour pour les mangues, par exemple. Au point de grimper dans un arbre, le jour d'un enterrement, et de tomber sur le fourgon mortuaire. Ou dans sa passion subite pour les parfums – il se prétendait de la même famille que le parfumeur français Coty – qui le conduisit à tenter de créer des essences à domicile, au grand dam de sa famille. Ou encore, et surtout, dans son engouement pour les gens, au premier rang desquels, ses fils. Ressuscitant, à travers lui, le Brésil des années 30 et un peu au-delà, l'auteur plonge dans un univers tour à tour comique et dramatique, débordant d'humour et de vitalité.

Raphaëlle Rérolle

... est journaliste au *Monde*.



la chronique
de Roger-Pol Droit

Où schtroumpfer l'ornithorynque ?

Quel rapport entre le trouble des naturalistes face au curieux petit animal australien, la pensée de Gargamel, l'œuvre de Kant ? Réponses dans le dernier livre d'Umberto Eco. Naissance du style « intello rustique »

KANT ET L'ORNITHORYNQUE
d'Umberto Eco.
Traduit de l'italien
par Julien Gayrard.
Grasset, 476 p., 149 F (22,71 €).

Non, ce n'est pas un trucage. Inutile de chercher trace d'une couture ou d'un collage : le bec de canard est bien fixé naturellement à ce corps couvert de poils. L'ornithorynque possède en outre, comme chacun sait ou devrait savoir, une queue de castor et des doigts palmés, mais avec des griffes. La femelle pond des œufs mais allaite ses petits, quoique ses mamelles soient dépourvues de tétons. Bref, cet animal est impossible à classer. Veut-on le mettre chez les mammifères ? Le bec gêne, les tétons manquants embarrassent. Va-t-on le caser chez les oiseaux ? Le pelage fait désordre, sans compter le fait que cette brave bête ne vole pas. Le considérer comme un poisson n'est pas commode, notamment à cause des griffes et des mamelles, bien que l'ornithorynque passe dans l'eau le plus clair de son temps, et y trouve sa nourriture. Quand le premier spécimen empaillé arriva au British Museum, en 1798, on crut à une supercherie. Quelque génie chinois de l'embaumement avait sans doute entrepris de s'amuser. Mais non. Cette bestiole peu vraisemblable – dénommée encore, en ce temps-là, *« duc-killed platypus »* – n'était pas une blague de taxidermiste. C'était un cauchemar pour taxinomiste. Quoi qu'on fît en effet, par quelque bout qu'on le prît, pas moyen de faire entrer cet animal dans une classification !

D'où la question, qu'aurait pu formuler le Grand Schtroumpf : *« Où schtroumpfer l'ornithorynque ? »* Il n'aura échappé à personne que cette interrogation est compréhensible seulement parce qu'il est déjà clair que « schtroumpfer » signifie en l'occurrence « ranger » ou « classer ». On pourrait imaginer toutes sortes d'autres situations qui aboutiraient à des résultats fort différents. L'une mettrait en scène des Schtroumpfs gourmands fanatiques, transgressant la règle d'une société dont l'interdit capital serait de manger la chair de cet animal. Ils se demanderaient en quel lieu tranquille perpétrer leur forfait. *« Où schtroumpfer l'ornithorynque ? »* serait alors équivalent de : *« Où manger ce qui est interdit ? »* Une autre scène convoquerait des Schtroumpfs artistes, inventant un style nouveau de performance. Ils seraient résolus à enduire de peinture un spécimen et chercheraient un coin pour le colorier sans pour autant tout salir. Avec la même formule, ils demanderaient donc *« Où peindre le support ? »*. Comme le note Umberto Eco : *« La règle de base du schtroumpf est "remplace chaque terme du langage ordinaire par* schtroumpf *chaque fois que tu peux le faire sans tomber dans une ambiguïté excessive". »* Les choses se compliquent quand on se penche – avec l'auteur du *Schtroumpf de la rose* et du *Pendule de Schtroumpf* – sur ces questions abyssales : *« Comment est l'univers cognitif des Schtroumpfs ? Puisqu'ils appellent indifféremment schtroumpfs la maison, le chat, la souris et les célibataires, peut-être ne possèdent-ils pas ces concepts et ne savent pas distinguer un chat d'un célibataire ? »* Vivent-ils au contraire dans un univers plus riche que celui de leur ennemi Gargamel parce que de leur point de vue toutes les choses, bien que distinctes dans les faits et dans leur tête, paraissent unies par une étrange parenté, en raison de l'existence « du » multi-usage ?



Qu'on ne se méprenne pas. Ce n'est pas un roman ni un doux jeu que propose Umberto Eco dans ce nouvel ouvrage. Celui-ci s'inscrit dans la série de ses travaux de sémiotique. La forme est souvent plaisante, les exemples cocasses, mais le texte analyse de fort sérieux problèmes. L'arrivée de l'ornithorynque en Europe ne provoque pas simplement un moment de perplexité chez les zoologues contemporains du vieux Kant. Elle met en lumière une suite de questions qui engagent les rapports entre l'organisation de notre esprit et celle de la réalité. Imposons-nous au monde notre grille mentale ? Les familles d'objets sont-elles constituées, au moins pour une part, dans la réalité ? Au sein de ces grandes interrogations classiques, où la théorie du schématisme chez Kant constitue une référence centrale, Umberto Eco suit les lignes de force de plusieurs recherches actuelles des sciences cognitives et de la philosophie analytique.

Il s'attache au *« seuil inférieur de la sémiotique »* : comment s'organisent les *« saillances perceptives »*, les « briques » de réalité qui s'agencent de telle sorte que nous reconnaissions des formes ? Il scrute les « effets de langage » dans notre appréhension quotidienne du monde comme dans nos constructions métaphysiques – des Schtroumpfs à Heidegger et retour.

Encore une fois, l'ensemble est savant, les questions ardues, les analyses souvent minutieuses et difficiles. Mais une manière inimitable de décaler références et situations rend par ailleurs ce livre fort drôle, même pour ceux qui n'en comprennent pas tout. Pour résumer son propre parcours dans la sémiologie, Eco cite un certain Boscoe Pertwee (auteur peut-être réel, ou peut-être apparenté aux ornithorynques, voire aux Schtroumpfs) qui aurait dit, d'après ceux qui rapportent ses propos : *« Autrefois j'étais indécis, mais à présent je n'en suis plus si sûr. »* Outre l'animal poilu à bec de canard, le philosophe de Königsberg et quelques personnages de Peyo déjà signalés, on s'interroge dans ce livre sur les perplexités de Marco Polo face aux rhinocéros (il les prend pour des licornes, mais sombres et déformées), l'usage d'une petite cuillère comme chausse-pied (voyez changer la saillance perceptive !), le « type cognitif » du cheval chez Moctezuma (quelle idée se fait-il de cet animal inconnu, avant d'en voir un, d'après les seuls récits et dessins que rapportent ses informateurs de leur rencontre avec les Espagnols ?), la trompe de l'éléphant comme *« propriété ineffaçable »* (essayez donc de le reconnaître sans), etc.

L'objet fini ressemble moins à un livre classique (quoiqu'il possède un dos et des pages) qu'à ces jeux dessinés où l'on n'aperçoit le lapin guetté par le chasseur qu'à condition de regarder autrement la forme des nuages ou les feuilles de l'arbre. Ce qu'invente ici Umberto Eco n'est pas une nouvelle manière de penser. C'est plutôt une certaine façon d'entrer en s'amusant dans des subtilités conceptuelles pour les bousculer sans crier gare d'un grand coup de sens commun bien placé.

Cela pourrait s'appeler le style « intello rustique ». Une manière rude de connaître les ruses de la tribu tout en refusant de s'y intégrer. Un goût pour les mélanges incongru : science et bon sens, Tex Avery et saint Anselme.

Son impératif : *« Pense de telle sorte que la maxime de ton travail puisse être comprise de n'importe qui. »* Cela n'implique en rien que le travail en question soit accessible, dans son état fini, au premier venu. Il s'agit d'être rustre avec tact. A moins que ces jugements ne soient encore trop simples. Umberto Eco invite d'ailleurs son lecteur à *« se méfier de la simplification des médias »*. Tiens donc !

Le Grand Siècle, « fabrique » nationale

Tandis que Philippe Beaussant rend à Louis XIV la pleine paternité de l'image culturelle de son siècle, Jean-François Dubost et Peter Sahlins dévoilent, à travers une initiative fiscale oubliée, le moment où s'invente le regard politique sur l'étranger.

ET SI ON FAISAIT PAYER LES ÉTRANGERS ? Louis XIV, les immigrés et quelques autres
de Jean-François Dubost
et Peter Sahlins.
Flammarion, 480 p., 149 F (22,71 €).

LOUIS XIV ARTISTE
de Philippe Beaussant.
Payot, « Portraits intimes »,
300 p., 125 F (19,06 €).

Lorsque, au printemps 1699, parut *Les Aventures de Télémaque*, roman pédagogique de Fénelon destiné au jeune duc de Bourgogne, certaines leçons étaient d'une actualité sensible. Parcourant le monde antique avec une insatiable curiosité, le prince d'Ithaque souhaite-t-il y imiter l'exemple des Phéniciens, dont la prospérité l'impressionne – les lettrés du Grand Siècle reconnaissent sans peine les Hollandais du temps –, un capitaine lui conseille sans détour : *« Faites (...) comme on fait ici : recevez bien et facilement tous les étrangers ; »*, précisant même : *« Si vous leur rendez le commerce moins commode et moins utile, ils se retirent insensiblement et ne reviennent plus, parce que d'autres peuples, profitant de votre imprudence, les attirent chez eux et les accoutument à se passer de vous. »* Même si elle n'étonne pas sous la plume de l'austère précepteur, cette critique peu amène de l'interventionnisme prôné depuis Colbert échappe à trois siècles de distance. Pourtant deux décisions récentes ont relancé dans le royaume un débat ouvert là où l'absolutisme ne s'est pas imposé. Déjà la révocation, en 1685, des dispositions de concorde religieuse, définies par les édits de Nantes (1598) et d'Alès (1629), avait contraint à l'exil les réformés qui refusaient toute idée de conversion. Depuis, la guerre de la Ligue d'Augsbourg a accru les difficultés financières d'un Etat affaibli par ces départs dont ont su profiter ses adversaires. Et la perspective d'un retour à la paix, en cours de négociation à Ryswick, conduit Louis XIV, par la déclaration du 22 juillet 1697, à entreprendre de taxer les populations étrangères installées dans le royaume depuis 1600, y associant même naturalisés et descendants ou héritiers d'étrangers. Moins idéologique que pragmatique, cependant, la mesure choque largement et le roi lui-même dut transmettre aux plénipotentiaires un argumentaire pour justifier cette discrimination inédite.

TRADITION ÉCORNÉE

Il est vrai que le contraste était saisissant avec une tradition d'accueil ancienne que Jean Bodin pouvait, un siècle plus tôt, s'en enorgueillir dans sa *République* (*« Les étrangers sont traités beaucoup plus gracieusement en France qu'ils n'étaient en Grèce, ni en Rome, ni en tout l'Orient »*). Et même si l'on enregistre dès les dernières décennies du « beau XVIe siècle » des sursauts xénophobes, visant à exclure notamment des jurandes des maîtres étrangers au nom d'un corporatisme frileux, rien ne permettait de pronostiquer la décision de 1697. Même les accès de fièvre directement liés aux détestations politiques – rejet de la coterie Concini autour de Marie de Médicis, puis de Mazarin, ministre d'une autre régence – n'aboutissent pas à ce partage strict entre les *« nationaux »* et les autres.

A suivre même le superbe travail de Philippe Beaussant sur Louis XIV, véritable créateur de l'image culturelle de son règne, on mesure à quel point l'origine des talents importe peu : Le Brun ou Bernini, Lulli, Molière ou Racine, chacun a eu un accès direct et privilégié au monarque qui aime partager au plus près l'instant où se joue le savoir de l'artiste. Joueur de guitare plutôt que de luth, danseur exceptionnel, *Louis* sait que sa gloire – cette notion complexe qui dit d'abord, plus que la célébrité, la dignité ou la distinction, ce sentiment de *« ce qu'on se doit à soi-même »* – tient à la façon dont il met en scène la majesté royale.

Dès les premières années du pouvoir personnel, chez Louis, le besogneux comme le héros de roman s'effacent devant l'homme de théâtre que salue en connaisseur le diplomate Primi Visconti (*« Il sait bien faire le roi en tout »*). Sa marque personnelle ? Un mélange plus simple que savant d'héroïsme galant, de romanesque précieux et de magie féerique avec un sens du secret si abouti que ses décisions semblent d'un *Iupiter tonens*. En attestent le Carrousel légendaire de juin 1662 et les *Plaisirs de l'Ile enchantée* (premiers éclats versaillais) ou les « disgrâces » de Molière ou Lulli, victimes des métamorphoses de l'imagerie royale, comédie-ballet, tragédie lyrique ou drame biblique.

En musicien, Beaussant lit dans ce parcours d'artiste, bien supérieur à sa réputation de mécène, un éloge de la fugue, où le sujet apparent renvoie finalement avec une efficacité sans faille à un contre-sujet obsédant : le roi lui-même.

Nul desservant du culte n'est indésirable et il convient d'attirer toujours plus d'*« habiles hommes »* capables d'asseoir la renommée du prince. Célébrant la stratégie d'hégémonie culturelle à l'œuvre en 1673, Valentin Conrart ne rappelle-t-il pas au Florentin Lorenzo Magalotti qu'on *« a bâty une maison superbe et commode pour faire toutes les observations d'astronomie, de chymie, d'anatomie et de toutes les choses naturelles, et qu' à cause de cela l'on appelle l'observatoire »* – pour *« M. Cassinj, célèbre astronome de Boulogne* (sic), *et M. Huyghens, homme de qualité de Hollande »* notamment. Un quart de siècle plus tard, la donne semble changée.

LA TAXATION DE 1697

Sous un titre un rien provocateur, l'essai que consacrent Jean-François Dubost et Peter Sahlins à l'initiative de 1697 donne à voir le moment où l'Etat pense pour la première fois le statut de l'étranger. Fournissant, en amont des réflexions, inégales mais nombreuses, sur la vision officielle de l'étranger en France depuis la Révolution, une pièce maîtresse quoique atypique du dispositif politique « national », cette enquête a la solidité et la densité qui siéent à un tel débat. Son premier mérite est d'éviter la caricature. Aussi les auteurs reconnaissent-ils que l'exemption du droit d'aubaine – présentée comme une survivance (contestable) de coutumes féodales, cette incapacité successorale frappant les étrangers est en fait au cœur de l'argumentation justifiant leur taxation – est d'abord une question opportuniste. La position de la monarchie a été jusque-là relativement simple : accueil mitigé des réfugiés, sauf s'il s'agit de martyrs catholiques, mais constant des étrangers « utiles » – marchands, artisans, ingénieurs, soldats, voire simples quidams lorsqu'il faut conjurer le spectre de la dépopulation. Mesure moins xénophobe qu'il n'y paraît, la taxation de 1697 prouve seulement que l'accent s'est déplacé de l'économique vers le politique et l'absolutiste, lorsque tous les privilèges sont définis comme des dérogations fiscalement négociables.

Le travail minutieux qui permet de découvrir les « sociologies » et « géographies » emboîtées pour *« une invention des étrangers »* comme l'analyse du recouvrement par les traitants de l'expédient fiscal – fortes disparités régionales (provinces frontières, la Provence et la généralité de Metz sont les plus touchées, comme si la différenciation y prenait des allures de priorité), négociation de *« modérations »*, recours au roi en son conseil – ne masque pas l'échec d'une entreprise qui concerna quelque 40 000 personnes. La monarchie dut vite se résoudre à « lâcher » ses traitants, mais le droit d'aubaine mit un siècle à mourir (1790).

Mesure néfaste pour l'insertion des étrangers, la taxation de 1697 fut plus funeste encore en termes d'image (une naturalisation à l'encan peut-elle séduire ?). On retiendra que la faute politique participa en fait, comme la ceinture fortifiée de Vauban, de l'invention du territoire national, repensant les limites spatiales de la souveraineté. A cette rationalisation administrative – qui amorce aussi un processus égalisateur promis à un meilleur avenir – on peut préférer, hier comme aujourd'hui, la générosité du message de Télémaque.

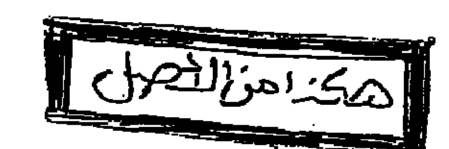
Philippe-Jean Catinchi

Du népotisme pontifical au temps des réformes

PAPAUTÉ, CONFESSIONS, MODERNITÉ
de Wolfgang Reinhard.
Traduit de l'allemand
par Florence Chaix,
éd. de l'EHESS, 262 p.,
150 F (22,86 €).

En publiant ce recueil d'articles, les Editions de l'EHESS contribuent heureusement à faire connaître l'historiographie allemande en France. Ce volume rassemble quelques-unes des études classiques de Reinhard, aux confins de l'histoire sociale, de l'histoire de l'Etat moderne et de l'histoire religieuse : y sont abordés la vente des offices dans l'Europe moderne, la question souvent mal posée du népotisme pontifical, le rôle de l'institution ecclésiale comme vecteur d'ascension sociale. Le dernier article esquisse même une théorie générale du « temps des confessions », qui tend à replacer la Réforme catholique dans le processus de modernisation en en soulignant les apports théoriques, administratifs ou économiques originaux. L'entreprise est utile, mais on peut espérer que l'historiographie allemande soit proposée aux lecteurs français à travers des recherches moins orientées vers le catholicisme romain, moins datées surtout, aucun des articles regroupés ici n'étant postérieur à 1982.

O. C.



Contradictions hispaniques

La synthèse de Joseph Pérez comme la monographie de Jean-Frédéric Schaub permettent de corriger quelques idées reçues sur l'Espagne du XVIe siècle. Des révisions qui préfèrent la nuance aux clichés

L'ESPAGNE DE PHILIPPE II
de Joseph Pérez.
Fayard, 450 p.,
150 F (22,86 €).

LES JUIFS DU ROI D'ESPAGNE
Oran 1509-1669
de Jean-Frédéric Schaub.
Hachette-Littératures,
« Histoires », 240 p.,
108 F (16,46 €).

Le long règne de Philippe II (1556-1598) se résume-t-il à *« quarante-deux ans de guerres ininterrompues »* ? Probablement pas. Mais ces conflits permanents, pourtant sans visées territoriales aimait à préciser le roi, ont pesé lourd dans l'histoire espagnole. La part écrasante de la guerre a largement contribué à faire naître une légende noire entretenue et diffusée par les révoltés des Pays-Bas, Guillaume le Taciturne en tête. Ainsi, la violence militaire aurait apporté en Europe le sang et la mort contre les protestants, les insurgés flamands ou les Maures ; elle aurait permis à l'odieuse Inquisition d'asseoir la puissance occulte d'un catholicisme soutenu par un tyran pervers et fanatique.

Dans son nouveau livre (1), Joseph Pérez tente d'apporter de sérieuses nuances à ce tableau qui fit le bonheur des libéraux du XIXe siècle, tout en reconnaissant les parts d'ombre. Mais cette approche rend quelque peu inadéquat le titre de l'ouvrage. N'aurait-il pas mieux valu l'intituler *Philippe II et l'Espagne*, hommage plutôt que plagiat d'un précédent braudélien ? Plusieurs raisons y inclinent. D'abord parce que des pans entiers de l'histoire économique, démographique, sociale ou culturelle ne sont pas traités. Seuls ceux qui peuvent étayer le propos essentiel (le rapport d'un souverain avec son pays à travers l'exercice de la guerre) se trouvent abordés (fiscalité, pauvreté, économies castillane ou américaine). Ensuite parce que Pérez tente moins une réhabilitation de Philippe II qu'une mise en perspective qui lui permet de faire un sort à des clichés encore tenaces. Amateur d'arts et de sciences, ce roi présente des faiblesses. Il possède un sens politique incertain, qui lui fit toujours ignorer le sentiment national des pays qu'il voulait dominer ; il fait preuve d'une indécision, payée souvent au prix fort, qui s'accordait mal avec sa volonté de puissance et sa cruauté froide. En revanche, Philippe est lavé efficacement de certaines accusations : l'assassinat de don Carlos, le fils débile, voire le tournant *« fanatique »* de 1559. D'ailleurs, précise l'historien, la conduite répréhensible du roi à l'endroit des opposants de tout poil n'était pas très différente de celle des autres souverains du temps, et on aurait tort de le taxer de champion aveuglé de la Contre-Réforme catholique, alors qu'il agissait surtout par réalisme politique. Les arguments de Pérez à ce sujet sont assez convaincants. La longue connivence du roi avec la reine d'Angleterre Elisabeth Ire, avant le désastre de l'Invincible Armada (1588) ou ses recherches d'accord avec les Turcs, en sont les signes.

POSITIONS PARADOXALES

En réalité, ce royaume divers et écartelé fut entraîné dans une guerre dynamique et coûteuse, sacrifié à des intérêts dynastiques dont on mesure bien la nécessité et la fragilité. Comme si Philippe avait contribué, par ses décisions, à souligner les contradictions du pays lui-même. La lutte contre le judaïsme passa à la fois par l'obsession de la pureté du sang (surtout *« une sorte de lutte de classes »* !, p. 152) et par la condamnation du biblisme. Mais, en même temps, Philippe encourageait la publication d'éditions critiques de la Bible et s'entourait d'érudits éclairés. Dans un autre domaine, la Castille connut un essor économique sans précédent jusque vers 1580, mais la pression fiscale imposée par Madrid la conduisit à la ruine, comme elle sclérosa les initiatives indispensables avec le développement du système de la rente contrôlé par les Génois. Inversement, la lourde défaite de 1588 n'empêcha pas l'Espagne de continuer, pour quelques décennies encore, à protéger fort bien ses convois américains. Que dire de l'opposition entre la puissance diplomatique et militaire du roi et les violentes contestations de ses principautés ibériques, aux autonomies sourcilleuses et rebelles ? On trouverait, à travers ces pages, d'autres traits contradictoires qui dessinent les contours de ces deux personnages dans un livre progressivement tourné vers la biographie d'un souverain moins cloîtré qu'on ne l'a dit dans son palais-monastère de l'Escurial.

C'est à une autre contradiction hispanique que nous convie l'essai tout à fait original de Jean-Frédéric Schaub, consacré à la minorité juive d'Oran entre 1509 et 1669. En dépit de l'expulsion tragique de 1492, une petite poignée de juifs redevient vassale du roi d'Espagne lors de l'installation ibérique sur les côtes d'Afrique du Nord. Après la prise de Mers-el-Kébir (1507), les troupes espagnoles du roi Ferdinand, placées sous l'autorité de l'archevêque de Tolède, le cardinal Cisneros, investissent la ville d'Oran, prennent contact avec l'arrière-pays, et se gardent d'expulser la communauté juive du lieu. Les principaux membres des maisons d'*hebreos* joueront très vite un rôle essentiel d'intermédiaire avec le monde musulman. Une fonction floue au demeurant, mais aux activités précises – traducteurs, éclaireurs, espions, trafiquants d'esclaves –, qui leur permet de vivre à Oran, de croître (jusqu'à 450 personnes ?), sous la houlette de quelques familles (Cansino, Sasportas), mais de façon toujours précaire, le roi n'ayant jamais promulgué d'acte de tolérance à leur sujet. A partir de cette réalité, le livre – faute de sources ? – hésite un peu entre une analyse réelle d'une communauté foraine en terre étrangère et une approche micro-historique très partiellement abordée avec l'examen de la rivalité des deux clans qui dominent ce petit monde. Dès lors, c'est probablement la dernière partie qui propose le développement le plus intéressant, en s'interrogeant sur les causes de l'expulsion de 1669. A partir d'une démonstration serrée, Jean-Frédéric Schaub montre que la décision n'avait pas grand-chose à voir avec les exodes précédents puisque s'y mêlaient conflits juridictionnels, ambitions politiques locales ou provinciales, recherche d'un succès de propagande et réalités stratégiques.

Tout l'intérêt de ce travail fouillé est d'avoir mis en lumière l'existence de ce groupe sans le séparer de l'espace méditerranéen, et d'avoir souligné que bien des lieux communs (l'antijudaïsme espagnol, l'isolement des juifs dans les sociétés chrétiennes) étaient parfois moins pertinents qu'on ne l'affirme.

Alain Cabantous

(1) Les éditions Armand Colin publient un autre ouvrage de Joseph Pérez, *L'Espagne au XVIe siècle*, qui n'est que la réédition d'un livre de 1973 !... auquel l'auteur a simplement ajouté quelques titres bibliographiques et quelques textes. Un avertissement liminaire aurait pu en informer le lecteur... et l'acheteur.

★ **Signalons la réédition bienvenue de l'*Histoire des rois d'Alger*, de Diego de Haëdo, dans la traduction, historique, d'Henri-Delmas de Grammont (1880-1881), augmentée d'une présentation inédite de Jocelyne Dakhlia (éd. Bouchène, « Bibliothèque d'histoire du Maghreb », 240 p., 130 F [19,81 €]).**

L'abolition occultée

A travers l'émancipation de 1794, une invitation à repenser la notion d'histoire nationale

LES ESCLAVES DE LA RÉPUBLIQUE
L'histoire oubliée de la première émancipation, 1789-1794,
de Laurent Dubois.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jean-François Chaix,
Calmann-Lévy, « Liberté de l'esprit », 240 p.,
120 F (18,29 €).

L'image d'une République généreuse octroyant dans l'enthousiasme de ses premiers moments la liberté aux esclaves risque de résister encore, tant la commémoration de l'abolition de 1848 est restée discrète. Aussi le travail de Laurent Dubois sur le premier affranchissement – proclamé par la Convention le 4 février 1794 – est-il bienvenu. Cet essai a le mérite de doubler le récit de l'insurrection du village guadeloupéen de Trois-Rivières, le 20 avril 1793, épisode déterminant pour la révision républicaine du droit, d'une réflexion sur la façon dont les luttes pour l'émancipation conduisent à repenser la notion d'histoire nationale.

Historien et anthropologue, Dubois enseigne l'histoire des Caraïbes à Michigan State University. Son livre est en fait le premier tiers d'une thèse dont il résume les volets manquants dans une copieuse conclusion. Est-ce cette réduction qui explique l'absence de bibliographie ? Retour donc sur *« un moment radical »* qui entraîna progressivement l'émancipation générale de toutes les Amériques. Comme la marque de l'émergence de cet universalisme que célèbre une tradition historiographique qui évite pourtant d'invoquer l'épisode colonial.

A la fin du XVIIIe siècle, l'angoisse sécuritaire interdit toute avancée humanitaire dans le monde des habitations à sucre antillaises, au summum de son arrogance. Maîtres et esclaves, mais aussi gens de couleur (libres) et marrons (fugitifs organisés en communautés clandestines) s'affrontent de fait, et les résistances quotidiennes font le terreau des écrits antiesclavagistes de la métropole : Raynal, Brissot, Condorcet ou l'abbé Grégoire. A l'image de la révolte de Saint-Domingue de 1791, en Guadeloupe le discours libérateur peine à suivre les faits. Si Dubois établit que l'organisation insurrectionnelle aux Antilles s'inspire conjointement *« du vaudou, des tactiques militaires africaines et de l'idéologie républicaine »*, le trait de génie des révoltés fut d'intervenir dans le conflit international opposant la France régicide aux puissances conservatrices d'une manière imprévue, qui paralysa le bras justicier des Blancs, divisés.

En massacrant des planteurs soupçonnés d'encourager une offensive anglaise et en se livrant, sereins, aux autorités, les insurgés s'imposent comme des citoyens à part entière. Bientôt la sauvegarde de la France révolutionnaire dépend de la transformation des esclaves en citoyens, ce que le commissaire de Saint-Domingue reconnaît dès juin 1793. Huit mois plus tard, les représentants du peuple portent le coup de grâce à l'institution esclavagiste, forme particulière de la tyrannie honnie. Mais si la mesure législative préserve les chances de conserver les colonies, l'absence de tout apprentissage civique conduit très vite à limiter les droits des *« nouveaux citoyens »*. Force politique autoproclamée et rangée sous une bannière tricolore inédite (*« Blancs, mulâtres, Noirs, nous nous battons pour nos trois couleurs »*, lance à l'été 1793 Lazzary, Haïtien loyal à la pensée républicaine), la population libérée n'acceptera pas la reculade du Consulat qui rétablit l'esclavage. Cependant, même refoulé, l'épisode primordial ne sera pas perdu, rejouant dans les consciences lors de l'offensive de Schoelcher.

Ph.-J. C.

L'artiste à l'âge de l'ostentation

Deux ouvrages invitent à relire la littérature romantique comme fondement de l'imaginaire social. Sans toujours éviter les facilités du pittoresque

LA CHARTREUSE DE VALLDEMOSA
George Sand et Chopin à Majorque
de Bernadette Chovelon et Christian Abbadie.
Payot, « Voyageurs »,
252 p., 120 F (18,29 €).

LES ROMANTIQUES
1820-1848
d'Anne Martin-Fugier.
Hachette, 252 p., 120 F (18,29 €).

Après tant d'anathèmes, il est délicat, pour les universitaires, d'aborder la biographie. Certains le font avec timidité, en s'efforçant de s'effacer derrière leur héros. Tel a été le parti de Bernadette Chovelon et de Christian Abbadie, auteurs d'un ouvrage consacré au séjour hivernal, tout à la fois enchanté, dramatique et douloureux de George Sand et de Frédéric Chopin dans l'île de Majorque. Le livre est, pour l'essentiel, collage de longues citations tirées de l'*Histoire de ma vie*, d'un *Hiver à Majorque* et de la correspondance des deux amants. Le résultat est agréable, suggestif ; on regrette toutefois, lorsqu'il s'agit d'érudits, la frilosité qui fonde la mode de telles biographies en *kit*.

Anne Martin-Fugier se révèle un peu plus audacieuse en la matière. Depuis plus de vingt ans, elle se consacre à l'histoire de l'imaginaire social (1) et à celle des rituels de la mondanité (2). La publication des billets de Delphine Gay (3) l'a rendue très attentive au tempo d'une capitale où règne la tyrannie de l'éphémère. Aujourd'hui, elle a entrepris d'étudier « la vie d'artiste » sous la monarchie censitaire. Ses travaux antérieurs l'ont, pour ce faire, dotée d'atouts considérables : la sensibilité aux modes, l'aptitude à la vision kaléidoscopique, la mesure de la fragilité des réseaux. Le livre inventorie les composantes du personnage de l'artiste : « la manie démonstrative », la théâtralité de l'excès, de la provocation et du ricanement, la nécessité d'une perpétuelle surenchère entretenue par de complexes interactions ; le tout associé à la rhétorique du pittoresque qui contribue, alors, à la fabrication des types sociaux.

La littérature, en ce temps de sa gloire, façonne l'imaginaire social ; elle influence la construction des identités et l'invention des conduites avec une force qui ne fut jamais égalée. Tandis que des hommes et des femmes du peuple confient à Eugène Sue que la lecture des *Mystères de Paris* leur a permis de prendre conscience de leur propre destin, plusieurs jeunes poètes écrivent à Vigny leur désir de suicide, à la lecture de *Chatterton*.

« AVENTURE MÉTAPHYSIQUE »

Quel intérêt, dira-t-on, de revenir ainsi à la biographie, alors que les spécialistes préfèrent, depuis des lustres, s'interroger sur la place de l'écrivain au sein d'un Etat libéral, analyser l'évolution du système des beaux-arts, la configuration du champ littéraire, ou mesurer les effets de la *« littérature industrielle »* conspuée par Sainte-Beuve ? C'est que, en cet âge héroïque, écrire, peindre, construire sa vie et la donner en représentation procèdent d'un même mouvement. Comme l'indiquait naguère José-Luis Diaz, organisateur d'un passionnant colloque consacré à ce genre (4), *« l'œuvre n'est qu'un épiphénomène pour les romantiques »* ; à leurs yeux, la littérature est une *« aventure métaphysique qui engage l'homme tout entier »*.

Or, dans cette perspective, la pose de la solitude hautaine adoptée par l'artiste réclame des formes spécifiques de sociabilité. Anne Martin-Fugier, historienne des salons et des « conférences », a, cette fois, entrepris de décrire l'archipel des cénacles. Il ne s'agit pas tant de mesurer l'effectif de ceux qui les fréquentent, que d'estimer la force d'évocation du lieu où ils se tiennent, de reconstituer l'ambiance du voisinage, l'éclectisme du décor, de camper le personnage principal, de restituer le cérémonial, les allures. En regard des débats qui se déroulent à la Chambre, des réceptions à l'Académie et des cours de la Sorbonne, s'inscrivent des soirées et des nuits passées à l'intérieur de mansardes et d'ateliers devenus autant d'*« écoles d'encouragement »* où se goûtent *« mille petits triomphes successifs »*, à l'occasion d'interminables lectures d'œuvres en gestation.

Certes, la démarche adoptée condamne Anne Martin-Fugier à la revue et à la chronique. Quelque peu prisonnière du code pittoresque comme de l'impératif de l'ironie et du pathétique qui ordonnent les textes cités, elle demeure trop proche de cette théâtralité, de ce goût de l'effet et de la pose qui constituent son objet. Mais la richesse du livre résulte du fourmillement des situations, de la mise en lumière des convergences et des relais : sans oublier l'empathie, car l'historienne sait éviter l'anachronisme psychologique. Au lecteur, elle offre l'immersion par la profusion de l'évocation.

Quelques décennies plus tard, assure-t-elle en conclusion, l'artiste aura renoncé à l'ostentation. A dire vrai, un Manet, un Zola, dans le calme de leur intérieur convenable, voire douillet, se mettent en scène tout autant que Murger dans sa mansarde. Seules se sont modifiées les modalités de la construction du personnage et les tactiques d'anticipation de sa biographie.

Alain Corbin

(1) *La Place des bonnes* (1979) et *La Bourgeoise* (1983), tous deux chez Grasset.
(2) *La Vie élégante, ou la formation de Tout-Paris* (Fayard, 1990).
(3) *Les Lettres parisiennes du vicomte de Launay par Delphine de Girardin* (Mercure de France, 1986).
(4) Nîmes, 5-6 février 1999.

Castellion réfute Calvin

CONTRE LE LIBELLE DE CALVIN APRÈS LA MORT DE MICHEL SERVET
(Contra libellum Calvini)
de Sébastien Castellion.
Traduit du latin, annoté et présenté par Etienne Barilier,
Ed. Zoé (11, rue des Moraines, CH 1227 Carouge-Genève),
336 p., 140 F (21,34 €).

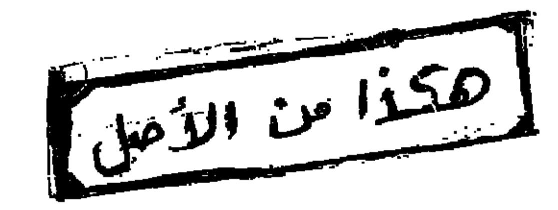
C'est en partie sur la question de la tolérance à l'égard des hérétiques et donc de la légitimité de la contrainte en matière religieuse que l'humaniste protestant Sébastien Castellion s'est éloigné de Calvin jusqu'à s'opposer directement à lui. Comme la condamnation à mort de l'Espagnol Michel Servet (qui niait le dogme de la Trinité) à Genève en 1553 a joué un rôle décisif dans cette rupture, on peut se féliciter de voir enfin traduit le dialogue par lequel Castellion a cherché à réfuter un à un les arguments avancés pour justifier le supplice. Mis ainsi à la disposition des non-latinistes, accompagné d'un apparat critique sobre mais clair, ce texte rare, qui était resté manuscrit jusqu'en 1612, retrouve donc sa place dans les débats sur la tolérance. A juste titre conscient de son importance, Etienne Barilier s'en est exagéré toutefois la postérité en voulant y voir déjà en germe à la fois Locke, Lessing, Kant, Beccaria et Camus...

En distinguant le blasphème de l'hérésie, en insistant sur l'obscurité fréquente de l'Ecriture, en soulignant la relativité des points de vue, Castellion transforme les conditions de la réflexion sur la dissidence. Hostile au *« forcement des consciences »*, adversaire de l'appel au bras séculier, partisan inébranlable de la charité et de la compassion à l'égard de ceux qui s'éloignent de la vraie doctrine, Castellion représente bien, dans son isolement splendide, le lointain précurseur de l'invention de la tolérance moderne.

Olivier Christin

L i v r a i s o n s

● **LA NAVARRE DU IVe AU XIIe SIÈCLE**, de Juan José Larrea
Le sous-titre (« Peuplement et société ») ne dit pas la singularité de cette somme – il s'agit d'une thèse de doctorat préparée sous la houlette de Pierre Bonnassie, préfacier de la présente édition – qui tranche avec les cloisonnements courants entre études antiques et visions médiévales du monde ibérique. Le plan, chronologique, assure les passerelles, rompant au passage quelques lances contre les idées reçues d'un particularisme irréductible.
Dégageant traits communs et singuliers dans une Europe méridionale où la péninsule s'inscrit pleinement, l'historien, maître de conférences à l'université du Pays basque à Vitoria, fait de cette analyse régionale un bel effort de redéfinition historiographique (éd. De Boeck Université, 656 p., 740 F [112,80 €]).
Ph.-J. C.



ECONOMIE

● *par Philippe Simonnot*

Une histoire de locomotive

ÉCONOMIE DU DROIT
de Thierry Kirat.
La Découverte, « Repère », 118 p., 49 F (7,47 €)

C'était au temps des locomotives à vapeur qui rejetaient des escarbilles incandescentes à chaque fois que le chauffeur enfournait une pelletée de charbon dans la chaudière. Ces étincelles déclenchaient des incendies dans les champs de blé mûr – une scène en Technicolor digne des *Moissons du ciel* de Terrence Malick. Dans les années 30, l'économiste britannique Arthur Pigou en avait tiré l'idée que le marché était incapable de régler ce genre de problème. Les « externalités négatives » provoquées par l'activité ferroviaire devaient être corrigées à l'aide d'impôts spécifiques. La taxation de la pollution est fondée sur cette théorie.

Puis est venu l'Américain Ronald Coase. Dans un article de quarante-trois pages (« Le problème du coût social » [1]) publié en 1960 sous l'égide de l'université de Chicago, il renversa la vision que l'on avait du problème. Des fleuves d'encre critique vont suivre, mais aussi un prix Nobel obtenu en 1990. Puissance d'une pensée !

Dans cet article éblouissant devenu canonique, Coase montre que le marché est tout à fait capable de résoudre le problème posé par les externalités, et cela quelle que soit la manière dont on attribue les droits concernés, que l'on accorde aux propriétaires des champs le droit à jouir des fruits de leur récolte et donc à n'être pas incendiés, ou qu'on reconnaisse au propriétaire du chemin de fer le droit de faire circuler ses trains et donc de provoquer des incendies alentour. Dans l'un et l'autre cas, les propriétaires parviennent, par une libre transaction, à une solution meilleure que ne l'aurait pu faire une taxation de l'incendiaire.

Il y a tout de même un hic. Cette merveilleuse mécanique sociale ne fonctionne correctement que dans l'hypothèse posée par Coase lui-même où les « coûts de transaction » seraient nuls. De tels coûts sont tout simplement les frais encourus par chaque partenaire dans la recherche et la négociation d'un accord ainsi que les coûts du contrôle de son exécution. On peut admettre qu'ils sont négligeables si la négociation se déroule seulement entre deux partenaires. Mais quand ils sont multiples – et c'est bien le cas de notre histoire de locomotive, puisque le train en question traverse des centaines, voire des milliers de propriétés – les coûts de transaction vont très vite atteindre des niveaux tels qu'on sera sans doute obligé de revenir à la vieille solution autoritaire. Le « théorème de Coase » n'en a pas moins marqué les esprits parce qu'il a posé le problème des nuisances et pollutions en termes de « propriété ». Ici, il faut entendre non pas seulement la possession d'une chose, mais l'ensemble des droits relatifs à l'usage de cette chose. Est-ce que, par exemple, le fait d'être propriétaire de mon appartement me donne le droit de jouer du cor de chasse la fenêtre ouverte ? Ou encore le droit de contester à ma voisine de faire marcher sa télévision à tue-tête ?

> *Thierry Kirat a compilé l'énorme littérature sur l'économie du droit et pointe le retard que la France a pris dans ce domaine*

A vrai dire, Coase opérait sur un terrain balisé. Déjà, au début du siècle, des économistes américains, dont le plus connu (2) est Commons, avaient remarqué que l'échange marchand ne porte pas seulement sur les choses, mais sur les droits attachés à ces choses, ce qui eut une incidence immédiate sur la législation. En effet, si la propriété se limite à la possession, la réglementation des prix relève de la compétence exclusive des Etats au titre de leur pouvoir de police et n'entre pas dans le champ du quatorzième amendement de la Constitution fédérale des Etats-Unis, qui précise que personne ne saurait être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens en dehors des voies légitimes du droit. Il en va différemment si la propriété englobe, notamment, le droit aux revenus futurs que l'on peut en tirer. A ce moment-là, une réglementation des prix risque de diminuer ces revenus et porte atteinte au droit de propriété ; elle relève alors de la compétence de la Cour suprême. Ce qui change tout.

Toutes ces histoires sont racontées dans l'intéressant ouvrage de Thierry Kirat. Certes, il a enfourné dans le faible volume qui lui était imposé le *digest* plutôt indigeste de la littérature énorme qui s'est développée sur le droit de l'économie, l'économie du droit et autres lieux improbables d'une difficile interdisciplinarité. Mais ce livre est d'autant plus utile que la France a pris un retard énorme dans ce domaine par rapport aux pays anglo-saxons.

Il y a ici un paradoxe dont il faut dire deux mots.

Car notre pays aurait pu être pionnier dans cette matière dont on découvre ou redécouvre aujourd'hui l'importance cruciale. En effet, l'enseignement de l'économie a été implanté en 1877, par décret, dans les facultés de droit, donnant naissance à ces vénérables facs de droit et de sciences économiques que beaucoup de nos lecteurs ont connues. On aurait pu en attendre un dialogue fructueux entre juristes et économistes. Il n'en a rien été, à quelques exceptions près, et lorsque, dans les années 60, les deux disciplines ont été géographiquement séparées, ce fut sur l'air du « je ne regrette rien ».

Thierry Kirat soutient que les économistes français auraient dû s'intéresser au droit parce qu'ils étaient fort peu nombreux à être séduits par *« l'hypothèse de comportements fondés sur la seule mécanique de l'utilité et de l'intérêt personnel »*. On pourrait prétendre exactement le contraire à partir précisément de l'expérience universitaire de Chicago dont notre auteur rend compte avec pertinence. Du reste, le décret de 1877 visait à réduire l'influence des esprits aventureux qui gravitaient autour du *Journal des économistes*, et il a engendré au moins jusqu'en 1914 un enseignement au rabais (3). Ce train-là ne sera jamais rattrapé, même si les locomotives, devenues électriques, ne projettent plus d'escarbilles.

(1) Ronald Coase, « The Problem of Social Cost », *Journal of Law and Economics*, vol. 3, octobre 1960, p. 1-44.
(2) John R. Commons (1862-1945), auteur notamment de *Institutional Economics* (1934).
(3) « Le Monde des livres » du 21 février 1997.

PASSAGE EN REVUES

● **« SIGILA »**

Transdisciplinaire et franco-portugaise, la revue semestrielle *Sigila*, animée par Florence Lévi, consacre chacune de ses livraisons au thème du secret, dans les domaines littéraire (surtout lusophones et ibéro-américains), des sciences humaines, sociales et exactes et de l'art. Après « Dire le secret » et « Biffures et amnésies », la troisième livraison explore les « Secrets de l'étranger ». Dans le texte de présentation, Françoise Héritier cite Lévi-Strauss qui relativise justement la notion d'identité, la définissant comme une différence réduite au minimum. La question de l'immigration, notamment portugaise, est ainsi introduite. A noter un texte de Bernard Sesé sur la poétique du secret (*Sigila*, Association Gris-France, 21, rue Saint-Médard, 75005 Paris, 172 p., 100 F [15,24 €]).

● **« LE NOUVEAU RECUEIL »**

Le Nouveau Recueil a succédé en 1995 à *Recueil* fondé (1984) et dirigé par Richard Millet. Jean-Michel Maulpoix, qui anime cette publication de qualité, présente, à l'occasion de la cinquantième livraison, un important ensemble d'une soixantaine de textes, proses et poèmes, qui donnent à voir les options esthétiques de la revue (éd. Champ Vallon, 384 p., 110 F [16,76 €]).

INTERNATIONAL

● *par Daniel Vernet*

L'Albanie déchiffrée

PASSIONS ALBANAISES
De Berisha au Kosovo
de Pierre Cabanes et Bruno Cabanes.
Ed. Odile Jacob, 280 p., 140 F (21,34 €).

Pour convaincre ses compatriotes que Pristina vaut bien une guerre, Bill Clinton leur a conseillé de regarder CNN et d'acheter une carte du Kosovo. Consigne pertinente mais les Américains ne sont pas les seuls à avoir besoin de cours de rattrapage sur les Balkans, et en particulier sur les Albanais. C'est un peuple mal connu au-delà de quelques clichés liés à l'Albanie d'Enver Hodja, le chef communiste qui a épousé les thèses soviétiques contre le titisme puis les thèses chinoises contre Moscou, avant d'isoler totalement son pays du monde extérieur. Cette Albanie est maintenant en première ligne de la guerre. Des centaines de milliers de réfugiés, appartenant au même peuple, parlant la même langue, partageant largement la même histoire, sont accueillis dans le pays sans doute le plus pauvre du monde, qui va de crise économique en crise politique depuis que la chape du totalitarisme s'est effondrée.

Pierre et Bruno Cabanes, le premier, spécialiste de l'histoire de l'Antiquité qui dirige la mission archéologique en Albanie, le second, professeur d'histoire contemporaine, signent une sorte de guide à travers l'histoire et la société albanaises, indispensable à la compréhension des enjeux. Il ne faut pas confondre les deux crises (en Albanie même et au Kosovo), écrivent les Cabanes, père et fils, mais *« elles ont en commun d'atteindre les deux ensembles les plus importants de populations albanophones dans les Balkans. Aussi une déstabilisation en cascade est-elle à craindre, et avec elle un danger non négligeable pour la sécurité en Europe »*. Notons que le livre a été achevé à la fin de 1998, donc plusieurs mois avant le début des frappes aériennes de l'OTAN sur la Serbie.

La crise en Albanie, c'est d'abord l'écroulement des pyramides financières, ces entreprises de spéculation qui rapportaient des intérêts faramineux à toute une population qui avait vécu pendant des décennies dans le plus grand dénuement et qui croyaient que l'escroquerie était une variante du capitalisme. Avec les pyramides financières est tombé en 1997 le régime du président Sali Berisha et sont revenus au pouvoir les anciens communistes, rebaptisés socialistes, après que le pays eut failli éclater sous l'effet des luttes claniques. En 1997, la communauté internationale s'était faiblement mobilisée pour les Albanais. L'Union européenne s'était défaussée à cause de l'opposition des Britanniques et des Allemands, laissant à une coalition ad hoc menée par l'Italie, avec la participation de la France, le soin de contribuer à un précaire retour à l'ordre.

Mais les Albanais n'ont pas toujours bonne réputation dans les pays où ils immigrent de plus en plus nombreux pour échapper à la misère. Pierre et Bruno Cabanes apportent quelques explications à la *« criminalisation de l'émigration »*. D'abord, les filières sont contrôlées par les mafias italienne et albanaise : *« Débarqués de nuit sur les côtes italiennes, pris en charge par des réseaux mafieux*, écrivent-ils, *les émigrés acquittent le plus souvent leur dette en dissimulant de la drogue, en faisant passer pour leurs enfants, le temps du voyage, des gamins enlevés en Albanie, ou en remboursant le prix de la traversée par un travail de plusieurs années dans des ateliers clandestins. »* Trafic d'enfants, de cigarettes, de drogue et d'armes évidemment, car la possession d'une arme est consubstantielle à l'homme albanais. Les émeutes de 1997 se sont traduites dans les grandes villes d'Albanie par le pillage des entrepôts de l'armée. Sept cent mille à un million d'armes sont passées dans les mains de la population, estiment les Cabanes, *« soit environ une arme pour quatre Albanais »*.

Il ne faudrait pas s'étonner qu'une partie se retrouve dans les mains des combattants de l'UCK. Pas seulement parce qu'elles ont été vendues. Par solidarité aussi avec des frères confrontés à la répression et au nettoyage ethnique. Contrairement à ce que pensent les stratèges qui agitent un peu légèrement le spectre d'une Grande Albanie, cette solidarité n'allait pas de soi. Pierre et Bruno Cabanes soulignent les effets de la crise du Kosovo sur les luttes politiques à Tirana : *« Sali Berisha, député du district de Tropoja, aux portes du Kosovo, se fait le champion de la cause des Albanais, tandis que le gouvernement de Tirana est beaucoup plus réservé par crainte du voisin serbe. »*

Depuis le début de la guerre, cette tendance s'est sans doute renversée. Malgré la pauvreté, la désorganisation de l'Etat, l'insuffisance des infrastructures, les Albanais d'Albanie manifestent une solidarité remarquable avec leurs frères du Kosovo. Ils sont certes aidés par les institutions internationales, par l'OTAN, par les ONG, mais l'épreuve pourrait être décisive pour leur redonner confiance, pour les débarrasser de ce mépris d'eux-mêmes poussé sur les décombres du mythe national exacerbé, imposé par Enver Hodja. Parmi les *« passions albanaises »*, Pierre et Bruno Cabanes ont repéré ce retournement. Pour qu'il ne fasse pas long feu, une condition est indispensable : la communauté internationale ne doit plus rejeter ces Albanais dans l'oubli aussi vite qu'elle semble les avoir découverts.

★ **A signaler : *Kosovo, naissance d'une lutte armée. UCK*, de Patrick Denaud et Valérie Pras (L'Harmattan).**

POLITIQUE

● *par Thierry Bréhier*

Le mystère Maurice Faure

D'UNE RÉPUBLIQUE À L'AUTRE
Entretien sur l'histoire et sur la politique
de Maurice Faure
et Christian Delacampagne.
Plon, 182 p., 118 F (17,98 €).

Maurice Faure est un cas. Un de ces cas qui devraient être étudiés dans toutes les écoles de sciences politiques. Un cas que devraient méditer tous les ambitieux qui se lancent dans la course aux mandats et aux portefeuilles. Voilà un homme toujours fidèle au parti auquel il a adhéré à seize ans, agrégé d'histoire à vingt et un ans, député à vingt-neuf, ministre à trente-quatre, négociateur et signataire du traité de Rome à trente-cinq et qui à quarante-six ans décide de prendre sa retraite. Une retraite occupée certes, mais par tout autre chose que la lutte pour le pouvoir et le plaisir de l'excercer. La *« lassitude »*, voire la *« paresse »*, qu'il fournit lui-même comme justification, ne saurait suffire à expliquer cette « désertion » d'un combat auquel, jusqu'alors, il s'était livré avec passion et plaisir. C'est dire si ses Mémoires étaient attendus avec intérêt. Qu'il les ait rédigées en répondant aux questions d'un des ses amis philosophe – Christian Delacampagne – en fait autre chose qu'un simple égrenage de souvenirs. Et le titre qu'il leur donne – *D'une République à l'autre* – n'est pas un simple constat historique ; il fournit une piste pour tenter de percer le mystère Maurice Faure.

Radical il est né, par fidélité aux choix de son père. Radical, il est toujours, même s'il proclame *« la mort »* du parti qui en porte le nom et accorde l'héritage au Parti socialiste. Maurice Faure est donc un nostalgique de cette IIIe République qui a *« vu le passage au pouvoir de tous les grands radicaux »*. Il se refuse aussi à couvrir d'opprobre la IVe, où il a tenu une place importante. Quant à l'actuelle, il s'y est, en fait, toujours senti mal à l'aise, même s'il déclare : *« Je n'ai été vraiment antigaulliste que sur le plan de la construction de l'Europe. »*

L'Europe, voilà bien la seule vraie passion de Maurice Faure. Fils d'un ancien combattant de 14-18, résistant tardif pour cause d'études, il avait *« la hantise d'un nouvel affrontement franco-allemand »* et *« l'appréhension du danger soviétique »*. Son rôle de principal négociateur français, en qualité de secrétaire d'Etat aux affaires étrangères dans le gouvernement Mollet, du traité créant le Marché commun, en 1957, reste *« la grande œuvre de* [sa] *vie, ou, si l'on préfère* [sa] *contribution à l'Histoire »*. Comment lui donner tort ! C'est même à cette aune qu'il juge ses contemporains. Il rend hommage à Guy Mollet, dont il assure qu'il n'a couvert les errements de l'armée en Algérie qu'afin de rester au pouvoir pour mettre la dernière main au traité de Rome. Mais il égratigne méchamment Pierre Mendès France, dont les positions européennes furent longtemps ambiguës.

Ses malheurs sous la Ve République ne viennent pas de sa foi européenne, mais de l'évolution politique et institutionnelle. Il ne regrette pourtant pas d'avoir dû renoncer à être candidat à l'élection présidentielle de 1965, une *« manœuvre »* de Roland Dumas permettant à François Mitterrand d'avoir le pas sur lui. Il sait que s'opposaient deux stratégies diamétralement opposées : une alliance centriste, récusant toute association avec les communistes d'un côté ; l'union de la gauche de l'autre. Il a compris que l'élection du président de la République au suffrage universel et la brutalité du scrutin majoritaire pour les législatives ne pouvaient que lui donner tort. Esprit trop fin pour détester ses adversaires, homme trop intelligent pour ne pas voir les qualités de ses rivaux, le centriste Maurice Faure n'aime pas être contraint de choisir entre deux camps aux frontières infranchissables. Il n'était pas fait pour cette République-là. Il a préféré, en 1968, se retirer dans son Lot, où il était *« seigneur en son royaume »*, et accepté de n'être qu'un *« marginal »* à Paris.

Mais ce marginal était un *« ami »* de François Mitterrand. En 1981, le nouveau chef de l'Etat tenait à l'associer à son pouvoir, mais il lui a refusé le ministère des affaires étrangères pour délit d'être *« un peu trop américain »* et afin de conserver personnellement la haute main sur la diplomatie française. Quelques semaines à la justice et quelques mois à l'équipement, en 1988, n'ont pas fait le bonheur de *« Maurice »*. A chaque fois, il a choisi de partir de lui-même, simplement *« par ennui »*, assure-t-il. Après neuf ans sous la tente dorée du Conseil constitutionnel, il a pu penser à ses Mémoires. A leur lecture, il ne peut venir qu'un regret : un homme jeune a su avoir une vision prophétique de l'avenir de l'Europe, et donc de la France, mais, par archaïsme politique, il a refusé, à l'âge où l'expérience nourrit la compétence, de se donner les moyens d'agir sur le devenir de son pays.

Christian Delacampagne
collabore au « Monde des livres »

DEFENSE

● *par Jacques Isnard*

Puissance et gloire militaires

HISTOIRE DE L'ARMÉE FRANÇAISE
de 1914 à nos Jours
de Philippe Masson.
Perrin, 508 p., 159 F (24,24 €).

GÉNÉRAL DU CONTINGENT
de Charles Ailleret.
Grasset, 392 p., 139 F (21,19 €).

POUR QUI MEURT-ON ?
d'Emmanuel de Richoufftz.
Ed. Addim, 220 p., 120 F (18,29 €).

Une armée, pour quoi faire ? Défendre quoi, comment et, désormais, avec qui ? Chacun avec sa propre expérience et avec les références de son métier : un historien reconnu de la chose militaire (Philippe Masson), un général décédé qui a atteint le faîte de sa carrière (Charles Ailleret) et un officier supérieur de la Légion étrangère en activité (Emmanuel de Richoufftz) tentent de répondre à ces questions qui, toutes, ont trait, encore en 1999, à la grandeur et à la servitude du métier des armes si familières à Alfred de Vigny, leur Grand Ancien dans la carrière. Trois ouvrages aux ambitions fort différentes, une synthèse brillante et à la portée du grand public, sur une histoire des armées françaises depuis le premier grand conflit mondial, et deux témoignages en direct, passionnés et presque intimistes, sur la guerre en Algérie et la crise bosniaque.

Dans *Histoire de l'armée française, de 1914 à nos jours*, Philippe Masson décortique, avec la précision du scalpel acéré d'un chirurgien, la mutation d'une armée qui, loin des illusions savamment entretenues, a changé d'image : en 1914, celle de *« la meilleure armée du monde »* à la veille d'une offensive allemande qui allait la balayer ; en 1990, celle de la guerre du Golfe, où l'armée française aura pratiquement joué les supplétifs en devant s'intégrer à un vaste système d'alliances ; et, enfin, celle de 1999, marquée par le chantier de la professionnalisation.

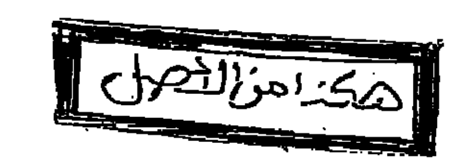
Sans doute le raccourci est-il trop rapide et, finalement, cruel. Mais Philippe Masson, un fin connaisseur de l'institution de défense, marque les étapes de cette évolution avec beaucoup de minutie et de lucidité. Au travers de tous les conflits auxquels elle a participé, l'armée française est à l'unisson d'un pays qui n'est plus une grande puissance militaire, même si l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, en 1958, qui se situe entre la fin de l'empire des *« confettis »* coloniaux dans le monde et l'accès à la dissuasion nucléaire, lui redonne momentanément son lustre.

Entre-temps, et pour la première fois de son histoire, cette armée, en Algérie, se sera heurtée directement au pouvoir civil légal sans, pour autant, véritablement franchir le Rubicon. Ce pronunciamento de quelques généraux en rupture d'étoiles, Charles Ailleret, qui a commandé à Alger avant d'achever sa trajectoire militaire de polytechnicien au poste de chef d'état-major des armées, le relate en détail dans un livre posthume, *Général du contingent*, authentiques Mémoires d'une époque tumultueuse qui vit des officiers basculer dans la forfaiture. Le général du contingent – l'expression peut surprendre si l'on oublie le goût de Charles Ailleret pour la provocation – s'est voulu, de fait, un général républicain qui, fidèle à sa déontologie professionnelle, s'est opposé à des factieux.

Son livre, bourré d'anecdotes inédites, par exemple sur la fusillade de la rue d'Isly, n'est pas celui d'un écrivain de métier. Certaines scories de plume en témoignent. En revanche, il est la chronique d'un soldat de métier fier de l'être, sans aucun état d'âme ni sentiment d'infériorité.

A la différence, l'essai du colonel Emmanuel de Richoufftz est celui d'un homme, toujours du sérail, qui fait part de ses doutes, au moins de ses interrogations, sur ce qui attend un jeune officier de l'an 2000. Le titre est tout un programme : *Pour qui meurt-on ?* L'auteur est, à lui seul, un cas exceptionnel. C'est un officier qui écrit – il en est à son troisième ouvrage en dix ans – et c'est rare dans la grande muette.

Dans les combats d'aujourd'hui, en Bosnie par exemple, et de demain, qui cumulent l'ambiguïté et la confusion avec une absence de transparence, la réflexion du colonel de Richoufftz ne relève pas d'une simple mode. Cette question est même lancinante : pour quoi se bat-on et pour qui, en effet, en arrive-t-on à devoir accepter de perdre la vie ? Usant d'un artifice qui lui fait mélanger les genres, analyses et choses vues, l'auteur est convaincu que le pays a davantage besoin d'hommes en uniforme qui aient des nerfs solides, un moral inaltérable, et qui soient mieux formés pour devoir aller au casse-pipe dans des situations troubles et impalpables.



La communication comme idéologie technicienne

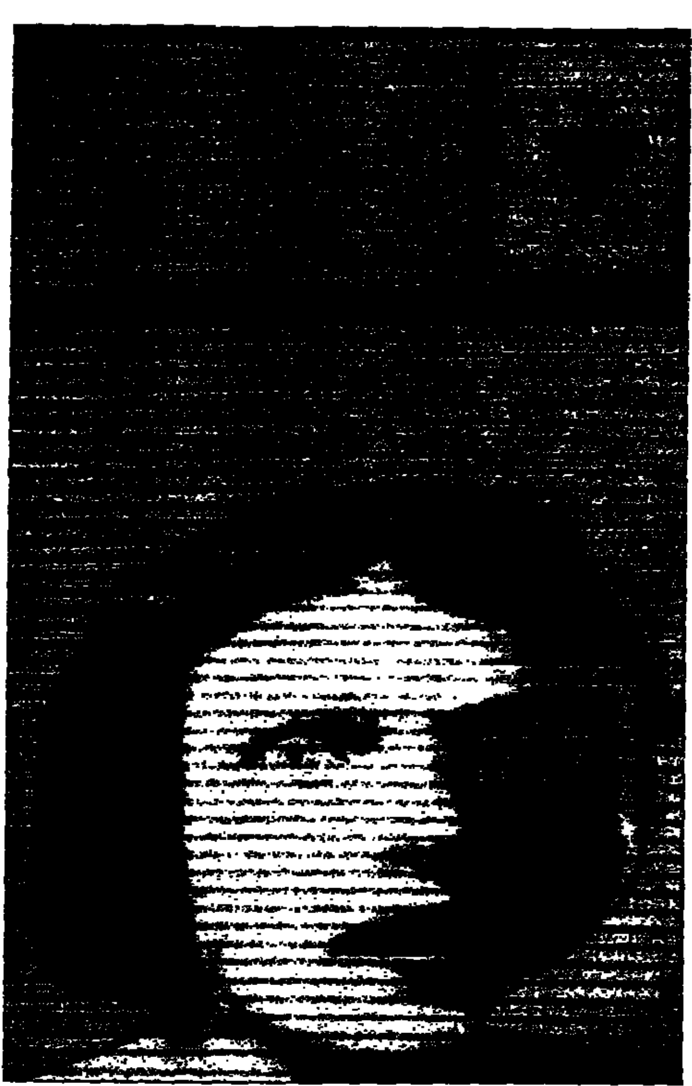
Dominique Wolton s'attaque à l'utopique « réenchantement du monde » par les nouvelles technologies et insiste sur la nécessité de lier théorie sociale et théorie de la communication

INTERNET ET APRÈS ?
de Dominique Wolton.
Flammarion, 236 p.,
120 F (18,29 €).

La croyance rédemptrice habite les discours d'accompagnement des technologies de communication depuis leurs balbutiements. De la doctrine des saint-simoniens épris de gestion au rapport officiel de MM. Simon Nora et Alain Minc sur l'informatisation de la société (1978) comme moyen de sortir d'une crise dite de civilisation, le culte du réseau s'est, en effet, constamment renouvelé au gré des générations techniques. Si bien que, à l'ère des autoroutes de l'information, c'est le vieux mythe des retrouvailles avec l'agora athénienne que le vice-président des Etats-Unis, Albert Gore, fait miroiter aux yeux de la *« grande famille humaine »* pour la convaincre de l'avènement *hic et nunc* de la *« conversation universelle »* sur le *« réseau des réseaux »*. L'effondrement des grandes utopies d'émancipation politique aidant, cette conception déterministe de la technique a même redoublé de légitimité. L'eschatologie de la communication a pris le relais de l'idéologie essoufflée du progrès sans fin.

Dominique Wolton fait le procès du *« réenchantement du monde »* par l'*« idéologie technique de la communication, multiforme et omniprésente dans l'espace public depuis une vingtaine d'années »*. Il identifie les trois dogmes qui la fondent : le changement technique est synonyme de progrès dans la communication entre les humains ; il est urgent de s'adapter car nous sommes en retard ; toute critique est synonyme de peur du changement et de défense des archaïsmes, le débat se trouvant ainsi réduit au couple technophobes/technophiles. En comparant les capacités respectives des médias classiques et des nouveaux médias individualisés et interactifs, symbolisés par Internet, à créer du lien social, l'auteur cherche donc à relativiser l'idée de *« révolution de la communication »* selon laquelle les nouveaux arrivés nous feraient tout simplement passer de la « *société industrielle* » à la « société de l'information ». La cible n'est pas Internet, mais la mythologie qui l'enrobe.

La fixation sur les performances techniques occulte le fait que tout modèle de communication, individuelle et collective, implique une représentation implicite ou explicite de la société. D'où l'insistance sur la nécessité de lier théorie sociale et théorie de la communication, seule façon de *« démêler les enjeux fondamentaux des faux problèmes »*, à une époque où les *« décalages entre le temps technique et le temps économique et social jouent un rôle primordial »*. Dominique Wolton cherche donc à sortir la communication du carcan de la raison fonctionnelle et à lui redonner sa dimension normative par un triple désenclavement. D'abord, il réhabilite le concept de communication comme partie intégrale d'un système de valeurs qui lui octroie la même importance qu'à la liberté et l'égalité. Car avec son instrumentalisation dans des techniques sans cesse plus sophistiquées, on ne sait plus très bien quelle logique l'emporte, des valeurs ou des intérêts, des idéaux ou du commerce.


TINA MERANDON

Ensuite, il défend une réflexion sur la télévision comme *« média essentiel à la démocratie de masse »*, question que seuls, selon lui, les médias généralistes et leur logique d'offre abordent de front parce qu'ils tiennent les deux bouts de la communication, l'échelle individuelle et l'échelle collective, tandis que les nouveaux médias et leur logique de la demande se cantonnent à la première. Les discours univoques sur les vertus des nouvelles techniques individualisantes ne font que conforter l'*« hostilité aux médias de masse »* et la *« méfiance des élites à l'égard de la problématique du nombre et de la communication grand public »*. Or la notion même de « retard » par rapport à ces nouveaux médias fomente un sentiment d'exclusion chez ceux qui sont tenus à l'écart. L'auteur tire enfin la sonnette d'alarme à l'adresse d'une Europe qui n'a pas encore pris la mesure de l'importance de ces questions par rapport aux enjeux de la construction d'un espace public et à la définition d'une identité culturelle supranationale. Face aux ravages de l'idéologie de la déréglementation, cousine de l'idéologie technique, à l'œuvre au sein même de la Commission européenne, il plaide donc pour une politique de la communication qui soit fidèle à l'idée d'intérêt public, de règles, de service public qui constitue l'originalité de la tradition européenne par rapport aux Etats-Unis.

Ces analyses s'inscrivent dans une ligne de réflexion entamée dans *Eloge du grand public* (1990) et poursuivie avec *Penser la communication* (1997). Là résident leur force. Mais aussi leur vulnérabilité. Ainsi, par exemple, les tenants d'une anthropologie historique des technologies de l'intelligence ne pourront s'empêcher de voir dans l'hypothèse de départ, à savoir la comparaison entre nouveaux et anciens médias, une réduction des termes du débat sur le sens à donner à la nouvelle économie du savoir numérisé. Gageons que l'auteur en est conscient puisqu'il a donné pour sous-titre à son ouvrage *Une théorie critique des nouveaux médias*. Ce qui laisse entendre que, dans cet espace critique que son livre contribue à promouvoir, pour soustraire le déploiement des techniques de communication aux visions paradisiaques, il y a place pour d'autres topographies des acteurs et des enjeux.

Armand Mattelart

Des taches sur la Toile

LA MENACE INTERNET
de l'utilisation des sites terroristes et subversifs
de Grégory Destouche.
Ed. Michalon, 240 p.,
100 F (15,24 €).

La dénonciation des réseaux pédophiles, des groupes néonazis, des sites négationnistes ou du spectre du terrorisme fait partie des thèmes à succès. Elle présente souvent Internet comme le lieu de tous les dangers. Au cours des dernières années, la presse a largement rendu compte de cette zone d'ombre de la Toile et les ouvrages sur ce thème se sont multipliés. Grégory Destouche brosse un tableau assez complet de ce phénomène. Il aborde aussi bien la cyberpropagande que le cyberterrorisme et la lutte antiterroriste. Néanmoins son travail relève plus de la synthèse scolaire que de l'enquête originale. Ce jeune diplômé d'études stratégiques et de défense n'évite pas tous les pièges de la révélation à sensation. Le risque réside dans le catastrophisme entraîné par la réduction d'Internet à une sorte de repère de terroristes de tout poil. Cela ne signifie pas que le problème n'existe pas. Les facilités d'expression offertes par le réseau mondial attirent l'ensemble des composantes de la société en mal de tribune. Les mouvements extrémistes l'utilisent pour promouvoir leur cause, de la même façon que les gouvernements qui cherchent à les éliminer. Ces derniers ne sont pas toujours beaucoup plus démocratiques que les groupes armés qui cherchent à les renverser. *« Le Net est devenu une sorte de magma où l'on rencontre les groupes islamistes les plus violents »*, écrit Grégory Destouche. On peut s'en inquiéter ou s'en féliciter. En utilisant Internet comme outil de propagande, ces groupes ôtent leur masque. Un atout précieux pour ceux qui les combattent.

M. Al.

Aux racines du Net

Deux Américains proposent une histoire très documentée de la genèse du réseau mondial

LES SORCIERS DU NET
de Katie Hafner
et Matthew Lyon.
Calmann-Levy, 348 p.,
140 F (21,34 €).

Sans Spoutnik, point d'Internet. Le raccourci, sans doute excessif, décrit pourtant le climat dans lequel l'ancêtre du réseau mondial allait naître. En octobre 1957, les Soviétiques lançaient le premier satellite artificiel autour de la Terre. Inquiet pour la suprématie de la technologie américaine, le président Eisenhower décide de créer l'Agence pour les projets de recherche avancée (ARPA en anglais). Très liée à la Maison Blanche et au ministère de la Défense, cette structure avait une mission technologique à forte dominante militaire. Elle allait pourtant servir de berceau à un réseau de communication utilisé aujourd'hui par près de 150 millions de personnes dans le monde. Le développement d'Internet, qui n'en est sans doute encore qu'à ses balbutiements, prend l'allure d'un phénomène unique dans l'histoire des technologies modernes. Comprendre ce qu'il est devenu aujourd'hui et comment il évolue est impossible si l'on ignore tout de sa genèse.

Les Sorciers du Net, l'ouvrage de Katie Hafner, journaliste scientifique spécialisée dans les nouvelles technologies au quotidien au *New York Times*, et Matthew Lyon, conseiller du président de l'université du Texas, propose un voyage dans l'intimité de cette gestation. Publié dans la collection « Cybermondes » des éditions Calmann-Levy, le livre s'attache à la fois à brosser la galerie de portraits des principaux acteurs et à suivre le cheminement des techniques qui allaient connaître un succès planétaire. Les acteurs les plus célèbres sont américains et s'appellent Paul Baran, Vint Cerf, Bob Taylor ou Larry Roberts. Le Britannique Donald Davies et le Français Louis Pouzin, concepteur du réseau Cyclades, font partie également de ces précurseurs qui ont imaginé le principe qui allait révolutionner la transmission des données informatiques et qui s'attaque aujourd'hui au téléphone lui-même : la commutation par paquets. Cette technologie, qui découpe l'information en morceaux pour mieux la transporter sur les réseaux avant de la reconstituer lorsqu'elle arrive à son destinataire, fait partie des fondations d'Internet. L'ouvrage de K. Hafner et M. Lyon lui donne de la chair en décrivant la personnalité de chacun de ceux qui ont contribué à son invention.

Qu'on ne s'y trompe pas néanmoins : *Les Sorciers du Net* n'ont rien d'un roman policier. L'ouvrage n'épargne rien au lecteur des détails des technologies de commutation ni des protocoles de communication. La clarté du style, les anecdotes et le ton du reportage qui est utilisé permettent néanmoins de franchir sans encombre les écueils techniques. Le récit se situe entre 1966 et 1989, c'est-à-dire pendant la période la plus fertile en découvertes. Les auteurs ont accumulé une documentation impressionnante qui donne à leur travail une indéniable valeur historique. Leur rencontre avec la plupart des protagonistes de cette aventure, qui sont toujours vivants, souligne la rapidité avec laquelle Internet s'est développé.

En 1989, Vint Cerf constate, en visitant un Salon professionnel, que son enfant est prêt à voler de ses propres ailes. Cinq ans plus tard, en septembre 1994, une douzaine de pionniers se rassemblent à Boston pour fêter les vingt-cinq ans du réseau Arpanet, l'ancêtre d'Internet. Mais l'histoire du réseau ne leur appartient déjà plus. La Toile se répand sur l'ensemble de la planète. L'un des pionniers déclare alors : *« La révolution des réseaux* [prendra] *place parmi le petit nombre de nouveautés techniques les plus importantes du siècle. »*

Michel Alberganti

Le malentendu Jacquet

Jean-Jacques Bozonnet retrace le parcours d'un homme décrié puis élevé au rang de héros

LA REVANCHE D'AIMÉ JACQUET
de Jean-Jacques Bozonnet.
Seuil, « L'histoire immédiate »,
246 p., 98 F (14,94 €).

Que peut-on objecter à celui qui a gagné son pari et se trouve porté en triomphe par toute une nation ? Pas grand-chose. Le titre du livre de Bozonnet rappelle d'emblée l'étonnant acharnement mis par l'ex-sélectionneur national à régler ses comptes avec les journalistes, en particulier ceux de *L'Equipe*, coupables à ses yeux de l'avoir trop violemment critiqué.

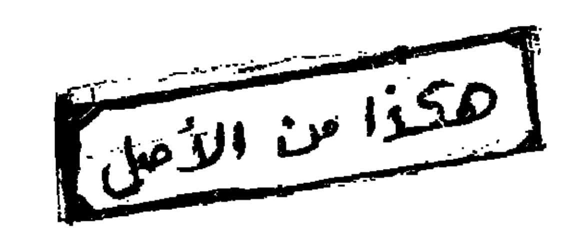
Les passions ne sont pas toutes apaisées, mais le temps a passé. Bozonnet en profite donc pour mettre les données à plat, sans *a priori* ni sympathie trop clairement affichée. On découvre alors comment le malentendu s'est immédiatement installé face à un entraîneur d'abord nommé à titre intérimaire, puis maintenu dans ses fonctions *« faute de mieux »* – du moins était-ce l'impression générale. Mais voilà, Jacquet entend mener sa barque à bon port. Dès sa nomination en 1994, il met en place un véritable plan quinquennal pour les seules véritables joutes comptant à ses yeux, celles de la Coupe du monde qui se jouera deux ans plus tard sur sol français. Dans cette perspective, rien n'est négligé. D'une compétition à l'autre, le sélectionneur reprend à peu près le même groupe pour le faire progresser. Il croit aux vertus du collectif. Chacun doit se fondre dans le moule, s'intégrer dans les schémas. Seront donc exclus les solistes indomptables, les artistes excentriques ou trop narcissiques. On voulut y voir le renoncement à la tradition spectaculaire de l'équipe de France, qui passait ainsi au régime de l'efficacité à tout prix, fondée sur une parfaite assise défensive. Le panache en prit certainement un coup, et je reste un de ceux qui le regrettent. S'il expose dans le détail le conflit qui a opposé Jacquet à *« une certaine presse »*, s'il évoque les enjeux qui en ont constitué l'arrière-plan, Jean-Jacques Bozonnet ne néglige pas la profondeur historique et nous restitue le parcours d'Aimé, enfant turbulent puis ouvrier artisan plein d'abnégation lorsque, jeune fraiseur, il suit les entraînements de Saint-Etienne tout en se soumettant aux cadences de l'usine. L'homme aurait alors forgé d'indéfectibles amitiés, en même temps qu'il intégrait à jamais des valeurs comme le travail, l'obstination, le professionnalisme, l'humilité, l'obéissance, le sens du devoir. Ici, le livre s'en tient aux faits et aux données d'époque, sans s'autoriser aucune digression ou extrapolation, tout ce qui aurait pu conduire à une interrogation sur les connotations post-vichystes de cet univers mental et moral.

Une fois de plus, à travers un destin exemplaire, on découvre à quel point les fédérations sportives sont les lieux privilégiés où s'affinent et s'inculquent les techniques de dressage. Paradoxalement, c'est cette dimension disciplinaire qui s'est trouvée menacée – et l'est encore – par les années fric et paillettes, où le spectacle primait, et les singularités, et les excentricités en tous genres.

Jacquet est un homme de la gagne, sorti des usines grâce au sport et pour qui le spectaculaire ne peut venir qu'en second lieu, comme éventuelle plus-value au résultat acquis. Il sait poser les enjeux à long terme. On rechigne toutefois à en faire un saint, ou un abbé Pierre du football français. Mais au royaume du ballon rond, peut-on être tout à fait propre ? Du moins peut-on gagner pour faire taire les mauvaises langues. C'est une nouveauté pour la France, qui a longtemps été atteinte du syndrome Poulidor.

Bernard Comment

Jean-Jacques Bozonnet est journaliste au *Monde*.



هكذا من الأصل

L'EDITION FRANÇAISE

● **1998 : Bilan mitigé pour Flammarion.** En 1998, le chiffre d'affaires du groupe Flammarion a été de 1 109,8 millions de francs (169 188 €) répartis entre l'édition (54,5 %), la librairie (22 %), la diffusion (17 %) et la presse magazine (6,5 %). La branche édition – dont le chiffre d'affaires est en stagnation après quatre années de recul – a bénéficié du succès des *Particules élémentaires*, de Michel Houellebecq, de celui de la collection « Librio » (livres à 10 F[1,52 €]) et de ceux des secteurs jeunesse et livre pratique.
La librairie – et notamment Flammarion 4, le pôle de librairies parisiennes – reste un des problèmes majeurs du groupe. Charles-Henri Flammarion – PDG du groupe – souhaite une *« librairie plus commerciale »*, qui passe notamment par la recherche de partenariat en province (Flammarion 2) et l'ouverture, à l'automne, d'un nouvel espace dans le hall de la Bibliothèque nationale de France.
Par ailleurs, il a annoncé son intention de diminuer les livres d'art au profit des livres pratiques et de développer une *« littérature populaire »*. Il souhaite, grâce à une *« politique plus offensive et ambitieuse »*, mener des opérations d'acquisition en Allemagne et en Espagne. C'est ainsi qu'en janvier Flammarion avait racheté Caramel, une société belge spécialisée dans les ouvrages d'imagerie de grande diffusion pour enfants.

● **Edition et Cie.** Vient de sortir, dans la collection « BPI en actes », : *Les Rendez-vous de l'édition*. Cet ouvrage regroupe les actes du premier cycle de débats et entretiens qui ont eu lieu du 12 janvier au 22 juin 1998 sous le Tipi du Centre Georges-Pompidou, à l'initiative de la Bibliothèque publique d'information et avec le concours du Syndicat national de l'édition (SNE). Il propose, outre des portraits des professionnels de l'édition, de *« mettre en relief la chaîne économique du livre »* (éditions BPI/ Centre Georges-Pompidou, « BPI en actes », 1999, 216 pages, 100 F [15,25 €]).

● **10 ans pour Terre de brume.** A l'occasion de leur dixième anniversaire, les éditions Terre de brume, éditeur du monde celtique, offrent aux lecteurs, pour 300 F d'achat (45,73 €), les *Lettres du Ponant*. Les auteurs – de Jean-François Coatmeur à Patrick Poivre d'Arvor en passant par Michel Le Bris – y célèbrent ses *« terres de brume balayées par les pluies, les vents... et la poésie »*. Avec des collections telles que « Bibliothèque irlandaise », « Terres fantastiques », ce sont quelque vingt-cinq titres qui sont publiés chaque année (éditions Terre de brume, 74 F, rue de Paris, 35000 Rennes).

● **Prix littéraires. Le prix de l'Excellence Maxim's Business Club** (M. B. C.) a été remis à François Michelin pour son ouvrage *Et pourquoi pas ?* (Grasset), tandis que Philippe Simonnot a reçu le Prix spécial du jury pour *39 leçons d'économie contemporaine* paru aux éditions Gallimard. Le **Prix étudiant du livre politique** a été remis à Pierre André Taguieff pour l'ensemble de son œuvre. Le **prix Max Jacob** a été décerné à Xavier Bordes pour *Comme un bruit de source* paru chez Gallimard. L'Association des écrivains de langue française a remis le **Prix de littérature des Alpes et du Jura** à Michelle Tourneur pour son ouvrage *A l'heure dite* (Gallimard).

L'édition jeunesse française a le vent en poupe

Dans un secteur qui tend à se standardiser, la Foire du livre de Bologne a récompensé la créativité des auteurs français

Où sont passées la fraîcheur et l'inventivité qui flottaient naguère sur la ville des frères Carrache ? La 36e Foire du livre de jeunesse de Bologne, qui s'est tenue du 8 au 11 avril, a confirmé une tendance de fond perceptible depuis quelques années : dans un climat économique de plus en plus tendu, l'industrialisation et l'uniformisation de l'édition enfantine s'accélèrent. Non seulement la plupart des ouvrages, immédiatement achetés ou copiés à travers le monde, finissent par se ressembler tous, mais les méthodes de travail, elles aussi, se standardisent. *« Prenez les transferts soudains d'éditeurs d'une maison à une autre,* note, un peu désabusé, le directeur général de l'Ecole des loisirs, Jean Delas, en faisant allusion aux récents départs de Pierre Marchand pour Hachette et de Jean-Claude Dubost pour Pocket. *C'était jusqu'ici l'apanage de la littérature générale, voir Françoise Verny ou Jean-Marc Roberts. Nous avions échappé à ces évolutions... L'édition pour la jeunesse est à l'édition ce que le rugby est aux sports d'équipe. Au départ, un sport de village et d'amateurs où les grands joueurs ont toujours été révélés par de petits clubs. Aujourd'hui que le rugby tend à se professionnaliser, il devient moins intéressant. »*

Reste que parmi les 81 pays représentés, la France est une équipe qui gagne. Sur les cinq prix décernés cette année, quatre ont été raflés par des éditeurs français : Mila, avec *Les Comptines de Grigrigrocha*, de Pascale Estellon, un mélange réussi de rythmes et de rimes pour les plus petits ; les Editions du Rouergue avec *On ne copie pas* (livré avec ses tables de multiplication à l'ancienne et son buvard *Kipomp'tout*) de Frédérique Bertrand et Olivier Douzou, deux complices dont l'inventivité ne s'émousse pas ; le Seuil Jeunesse avec *Faut pas confondre*, d'Hervé Tullet, qui joue avec un œil ouvert d'une page sur l'autre et aussi la très originale *Histoire de l'art*, de Paul Cox (« Le Monde des livres » du 26 février). Le cinquième prix a récompensé l'intrigant extrait du Faust de Goethe, *Cuisine de sorcière*, illustré par Wolf Erlbruch, publié par l'éditeur allemand Carl Hanser Verlag et traduit en France chez Milan (« Le Monde des livres du 26 février »), tandis qu'une mention spéciale était attribuée à l'album *Que fait la lune la nuit ?*, d'Anne Herbauts, publié par Casterman (« Le Monde des livres » du 30 octobre).

L'AFRIQUE À L'HONNEUR

L'édition francophone apportait elle aussi un vent de fraîcheur. L'Afrique subsaharienne – francophone, mais aussi anglophone et lusophone – était l'invitée d'honneur de la Foire qui accueillait un nombre inégalé de professionnels de ce continent et proposait, sous le titre « Amabhuku, illustrations d'Afrique », une magnifique exposition organisée par la Joie par les livres, et inaugurée par le président de la République du Mali, Alpha Oumar Konaré.

Des histoires de marabouts ou de sortilèges dont la force égale celle des plus vieux mythes – comme chez le Ghanéen Edmund Opare – aux métaphores éducatives – comme celle du Camerounais Vincent Nomo et de son *Vieux Char* reconverti après la guerre pour rapporter au village *« le maïs bien rond et le bon manioc »* –, cette exposition donnait une idée vivante de ce qui peut se publier aujourd'hui, pour la jeunesse, à Yaoundé ou à Dar Es-Salaam. Et l'on ne peut que se réjouir que des « passeurs », tels que l'éditeur toulousain Grandir, aient repris certains titres à leur catalogue, comme le magnifique alphabet en noir et blanc et tout en calligraphies raffinées du Soudanais Massan Musa.

Au milieu des jouets, peluches et autres *Teletubbies* qui prolifèrent au sein de la foire, et pour faire contrepoids aux nouvelles « tendances » qui voudraient prendre le relais de l'omniprésent frisson – l'*heroic fantasy* ou le sentimental sirupeux qui fleurissent un peu partout... – voilà qui témoigne d'une volonté, saluée par Bologne, de publier tout simplement de « vrais livres ». Une préoccupation notamment partagée par plusieurs maisons françaises de taille moyenne. Comme Actes Sud Junior qui, en ces temps de débats sur la parité, réédite deux livres d'Adela Turin, *Rose bonbon* et *L'Histoire vraie des Bonobos*, parus jadis aux éditions Des femmes. Ou comme les éditions Hatier qui, en partenariat avec la Fondation de France et le Musée en herbe, proposent « Silence à la violence », une nouvelle collection accessible dès la grande maternelle pour *« mieux vivre ensemble »* et montrer, à partir de quatre contes animaliers très réussis, que l'on peut efficacement préférer le dialogue au passage à l'acte (en librairie le 20 avril).

TÊTE DE PONT EN EUROPE

Cette qualité française intéresse nos partenaires européens. *« J'ai donné beaucoup d'options. Je sens que ça se réveille du côté de l'Allemagne et de l'Espagne »*, note le jeune éditeur Thierry Magnier. Après Francfort et Barcelone, L'Ecole des loisirs ouvrira en septembre, avec la complicité de l'éditrice Rosellina Archinto, une nouvelle filiale à Milan, Babalibri. A l'inverse, les maisons étrangères, de plus en plus, lorgnent vers l'Hexagone. *« Pour les Anglais, la France est le deuxième marché après les Etats-Unis »*, souligne Béatrice Foulon, directrice d'Hatier Littérature générale. *« Nous ne sommes pas les plus gros clients en chiffre d'affaires, mais on nous reconnaît un rôle de tête de pont en Europe. Les Etats-Unis voulant de plus en plus d'ouvrages gadgets et bon marché, les Britanniques se tournent vers le marché français qu'ils veulent connaître de l'intérieur. Voyez Dorling Kindersley qui vient de s'installer à Pari[...]*

Chez Dorling Kindersley, jus[...] ment, on cache à peine q[...] depuis le départ de Pierre M[...] chand, les anciens jeux d'allian[...] avec les traditionnels coéditeu[...] français, et notamment Gal[...] mard, n'ont rien d'immuab[...] *« Avec Gallimard, nous avons de[...] niveaux de relations*, explique St[...] phen Bateman, senior internati[...] nal sales manager : *celle de Pie[...]* (Marchand) *et de Peter* (Kinde[...] ley) *qui a soufflé le chaud et [...] froid, et celle des équipes qui ent[...] tiennent une amitié très profon[...] Donc, nous allons continuer av[...] Gallimard, mais nous avons au[...] avec Hachette, qui vend n[...] guides, une relation privilégiée...* Pierre Marchand, quant à lui, [...] fait pas mystère de la possibili[...] d'attirer dans son camp quelqu[...] poids lourds de l'édition intern[...] tionale, comme l'américain Sch[...] lastic, qu'il connaît bien. *« Sch[...] lastic est actionnaire de Gallimar[...] mais ça ne nous empêchera pas [...] travailler ensemble. Si j'ai un b[...] projet, j'espère qu'ils viendront. »*

Bref, à croiser sans cesse sur l[...] mêmes stands étrangers, l[...] représentants de Bayard, Gall[...] mard, Hachette ou Pocket, o[...] comprenait clairement que [...] bataille des coéditeurs e[...] ouverte, que la concurrence ent[...] groupes est plus âpre que jama[...] – en attendant d'éventuels ra[...] prochements – et que Bologne 9[...] donnait le coup d'envoi à de pro[...] bables et intéressantes grand[...] manœuvres.

Fl. [...]



Villeneuve et ses rêves de Sud

« Faire se rencontrer les différents Sud » était l'un des désirs de Jean-Luc Barré, adjoint chargé de la culture et de l'enseignement à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), lorsqu'il a suggéré au maire de la ville, Michel Gonelle (RPR), de créer, en 1995, un salon du livre consacré en partie aux littératures étrangères. Ce « Livres du Sud » était un projet en apparence périlleux, dans une ville de seulement 30 000 habitants. La création du prix Rachid-Mimouni – attribué pour 1999 à Anouar Benmalek pour *Les Amants désunis*, Calmann-Lévy – et les différentes éditions du salon, consacrées à l'Algérie, au Liban, à la Catalogne, à l'Egypte, ont prouvé qu'il fallait prendre ce risque. Et cette année, l'accueil fait aux écrivains du sud des Etats-Unis invités à Villeneuve n'a fait que confirmer le succès. Elizabeth Spencer, G. D. Gearino, Mark Richard, Robert Olen Butler et Madison Smartt Bell, qui ne sont pas très célèbres en France, ont tous dit leur étonnement et leur plaisir, *« devant l'intérêt porté par le public français à ce que nous écrivons, ce qui n'est pas vraiment le cas "aux Etats" »*, a insisté Madison Smartt Bell qui fut sans aucun doute la vedette de ces trois jours (9, 10 et 11 avril) avec son humour irrésistible et son français savoureux.

« Livres du Sud » 1999 coïncidait avec un autre événement culturel attendu depuis longtemps à Villeneuve-sur-Lot, l'achèvement de la première phase du nouveau Musée de la vallée du Lot, sur le site du moulin de Gajac, au bord de la rivière, en pleine ville. *« Ce sera un musée de territoire, consacré à l'ensemble de la vallée, lié au grand projet interrégional de remise en navigation du Lot »*, explique son conservateur, Richard Dagorne, vingt-neuf ans. *« Tout sera fini vers la fin de 2002, mais, dès l'an prochain, la construction de l'aile destinée à toutes les expositions temporaires sera terminée »*, précise-t-il. Pour l'heure, un seul niveau est ouvert, qui accueille une exposition – inaugurée le 9 avril en présence du président du conseil général, Jean François-Poncet (UDF) – sur le thème « Rêves de pierres », avec une scénographie due à Richard Dagorne. Elle dure jusqu'au 30 septembre et rassemble, au long d'un parcours insolite, des gravures de Piranèse (le Musée de la vallée du Lot possède l'ensemble des gravures de Piranèse dans ses collections) et des planches originales de l'album de François Schuiten et Benoît Peeters intitulé *La Tour*, inspiré par Piranèse.

Réunir rêves de pierres, rêves de Sud et réalités d'Amérique : c'était le pari de cette cinquième édition de « Livres du Sud ». Il a été parfaitement réussi. *« Plus nombreux que l'an dernier, les visiteurs du Salon – qui sont passés aussi par le musée – ont acheté beaucoup de livres – 20% de plus qu'en 1998*, conclut Jean-Luc Barré, *notamment ceux des auteurs américains invités, ce qui montre, contrairement à ce qu'on dit un peu partout, que la curiosité et le désir de découverte ne sont pas morts. »*

Josyane Savigneau

★ **Musée de la vallée du Lot : renseignements 05-53-40-48-00**

A L'ETRANGER

● **SUISSE : Salon du livre et de la presse**
Le treizième Salon international du livre et de la presse a ouvert ses portes le 14 avril à Genève, et se tiendra jusqu'au 18 avril. L'Espagne en est l'hôte d'honneur et présente un large panorama de sa production éditoriale en castillan, mais aussi en catalan, galicien et basque. Avec plus de 50 000 nouveaux titres chaque année, l'Espagne arrive au 5e rang mondial et au 3e rang européen en matière d'édition. Parallèlement au pavillon espagnol, une grande exposition consacrée à Joan Miró présentera une centaine de gravures et dix-huit livres illustrés par l'artiste. Les fonds de cette exposition, organisée avec la participation du ministère espagnol de l'éducation et de la culture, appartiennent à la collection du Musée de la Reine Sofia de Madrid. Une exposition du Comité international de la Croix-Rouge, *« CICR : le défi humanitaire »*, décrit ses activités afin de donner au visiteur une information à la fois *« complète et émotionnelle »* sur les défis humanitaires actuels. Le CICR célèbre également le cinquantième anniversaire des Conventions de Genève de 1949, dont le but est de limiter la souffrance humaine en période de conflit armé et de prévenir les atrocités. D'autres expositions spéciales marqueront le Salon, dont « Gallimard et la Suisse : un siècle d'affinités littéraires ».

● **ESPAGNE : des lettres d'Octavio Paz**
Un livre posthume d'Octavio Paz, le Prix Nobel de littérature mexicain, décédé en avril 1998, vient d'être publié en Espagne sous le titre *Memorias y palabras*. Il rassemble quelque deux cents lettres envoyées à son ami l'écrivain catalan Pere Gimferrer.

● **CANADA : un opéra de Robertson Davies**
Un opéra dont le livret est dû à l'écrivain canadien Robertson Davies, décédé le 2 décembre 1995, a été présenté à Toronto le 13 avril sous la direction de Richard Bradshaw, par la Canadian Opera Company à partir d'un conte romain intitulé *L'Ane d'or*. La partition est de Randolph Peters. La mise en scène était assurée par Colin Graham, un Anglais qui vit aux Etats-Unis, avec une chorégraphie de Debra Graham, qui a longtemps travaillé au Cirque du Soleil de Montréal.

● **ROYAUME-UNI : belle avance**
Un journaliste britannique, Paul Eddy, vient de signer avec différents éditeurs anglais, américains et européens, moyennant une somme globale de 1 million de £ (1 492 090 euros, 9 787 480 francs), pour un roman policier dont l'héroïne est une jeune femme policier divorcée mais toujours attachée à son ex-mari.

AGENDA

● **DU 15 AVRIL AU 15 MAI. MORETTI. A Paris,** les portraits d'écrivains réalisés par Raymond Moretti pour les couvertures du *Magazine Littéraire* seront exposés à La Galerie Belfond (9, rue Guénégaud, 75006 Paris). Cette manifestation sera prolongée par deux autres expositions des travaux de l'artiste : l'une dans le Hall de l'aérogare d'Orly Ouest (du 1er mai au 15 août) et l'autre à l'Espace Cardin du 5 au 23 mai et du 3 juin au 15 juillet (1, avenue Gabriel, 75008 Paris).

● **LE 16 AVRIL. POLAR. A Nice,** la Noir'Rôde, association pour la promotion du polar, organise une rencontre avec Jean-Claude Izzo et Catherine Bouretz à l'occasion de la sortie de leur livre : *L'Aride des Jours* publié aux Editions du Ricochet (à 20 h 30, à l'Authentic, 18 *bis*, rue Biscarra, 06000 Nice ; tél. : 04-93-62-48-88).

● **DU 16 AU 25 AVRIL. AUTOFICTION. A Cassis,** la XIe édition du Printemps du livre de Cassis propose, autour du thème « Témoin et autofiction », rencontres et animations (« Les Roches Blanches », route des Calanques, 13260 Cassis ; tél. : 04-42-01-09-30).

● **DU 16 AVRIL AU 22 MAI. EXPOSITION. A Marseille,** le Centre international de poésie de Marseille et l'Institut mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) organisent une exposition des dessins de Maurice Henry ainsi qu'une table ronde (le 16 avril) avec Ruth Henry, Nelly Feverhahn, Alain Virmaux, Martine Ollion et Elda Henry (Centre de la Vieille Charité, 2, rue de la Charité, 13002 Marseille ; tél. : 04-91-91-26-45).

● **LES 17 ET 18 AVRIL. PAYS. A Autun** (en Bourgogne), la fête du livre, qui aura pour thème « Le livre et la littérature de pays », sera l'occasion de rencontres et d'animations (Lire en pays autunois, BP 215, 71406 Autun).